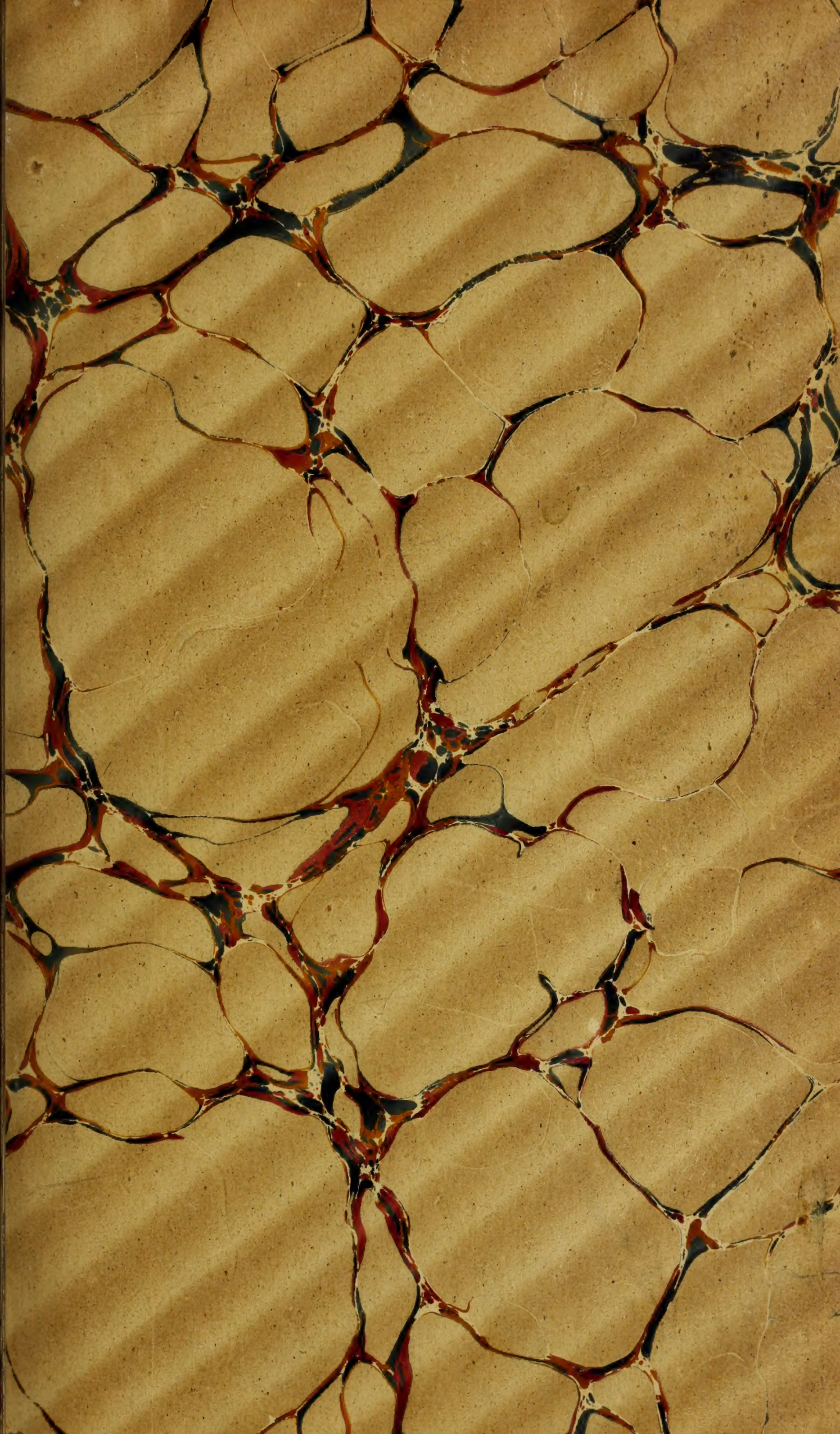




LE
MARÉCHAL CANROBERT

DU MÊME AUTEUR

Le Maréchal Canrobert. Souvenirs d'un siècle :

Tome I. Un volume in-8° avec un portrait en héliogravure. . 7 fr. 50

Tome II. *Napoléon III et sa cour. — La Guerre de Crimée.* Un vol. in-8° avec une carte . . . . 7 fr. 50

Tome III. *Paris et la cour pendant le Congrès — La Naissance du Prince impérial. — La Guerre d'Italie.* Un volume in-8° avec cartes. Prix. . . . . 7 fr. 50

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 11567.

LE

MARÉCHAL CANROBERT

SOUVENIRS D'UN SIÈCLE

PAR

GERMAIN BAPST

TOME QUATRIÈME

LES SOUVERAINS A PARIS

LES FÊTES DES TUILERIES

LA GUERRE CONTRE L'ALLEMAGNE (1870)

Avec cartes

TROISIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1909

PRÉFACE

Cinq ans se sont écoulés depuis l'apparition du troisième volume, et beaucoup de lecteurs se sont étonnés de ce retard.

Je leur dois une explication.

Lorsque j'ai étudié le rôle du maréchal Canrobert avant et pendant la guerre avec l'Allemagne, je me suis trouvé en présence d'une innombrable quantité d'imprimés, livres, brochures, journaux français et étrangers et surtout de documents inédits conservés dans des dépôts publics ou privés, toutes sources historiques qu'il m'a fallu dépouiller.

J'ai dû aussi interroger dans leur retraite un grand nombre des acteurs et des témoins des événements de 1870 qui vivent encore. Enfin deux éléments d'information incomplètement utilisés, les télégrammes et les carnets des officiers d'état-major, m'ont paru présenter une importance capitale, mais leur recherche a été longue, car s'il était relativement facile de retrouver les officiers encore vivants, il était plus difficile de savoir ce qu'étaient devenus les papiers de ceux qui sont morts. J'ai eu cependant la bonne fortune d'en retrouver un grand nombre.

Pour faire ces recherches dans toutes les parties de la France, il m'a fallu cinq ans.

Quelque nombreux que soient les concours que j'ai demandés, sauf un, tous m'ont été accordés sans réserve, et je remercie ceux qui me les ont donnés, les généraux, les officiers de tous grades, les ministres, les ambassadeurs, ou autres hauts fonctionnaires, comme les plus modestes des combattants de 1870. Ils m'ont prié de ne pas les nommer. Je respecte leur volonté, mais qu'ils sachent ma reconnaissance.

G. B.

Radepont, 23 décembre 1908.

CANROBERT

CHAPITRE PREMIER

LA MORT DU CÉSARÉVITCH

Après comme avant la guerre d'Italie, le maréchal Canrobert se consacra entièrement au commandement du corps d'armée dont le siège était Nancy, et dont les troupes gardaient notre frontière de l'Est. Il continuait à se complaire dans la société de l'archevêque, Mgr Darboy le martyr, dont tous nous connaissons la fin tragique, et de M. Mézières qui depuis, académicien et président de la commission de l'armée, a été l'un des artisans les plus éclairés de la reconstitution de nos forces nationales.

L'archevêque, l'académicien et le maréchal se réunissaient une fois par semaine et passaient la soirée à converser. Le maréchal aimait à rappeler cette intimité et le plaisir qu'il y avait goûté, et M. Mézières, le dernier survivant, conserve toujours aussi ce souvenir comme un des plus précieux de sa vie. Combien devait être intéressante la conversation de ces trois hommes si divers, mais que l'amour de leur pays, des convic-

tions profondes et une affection réciproque unissaient étroitement.

Durant cette période de sa vie, le maréchal Canrobert fut chargé d'aller inaugurer, à Metz, sur l'*Esplanade*, la statue du maréchal Ney, et à cette occasion, il prononça un discours qui fit une impression profonde sur les jeunes élèves de l'École d'application de l'artillerie et du génie.

L'un d'eux, devenu depuis ministre de la Guerre, m'a souvent parlé du frisson qui parcourut leurs rangs quand le maréchal, de sa voix sonore, s'écria : « Dans cette armée où tous étaient braves, comment donc était le maréchal Ney pour qu'on l'appelât « le brave « des braves? »

Au commencement de l'année 1861, le maréchal Canrobert fut mêlé à une histoire curieuse et imprévue qu'il contait volontiers.

Le prince Murat était, depuis 1854, grand maître de la franc-maçonnerie, lorsque, au printemps de 1862, un certain nombre de maçons voulurent lui substituer le prince Napoléon : une lutte électorale ardente fut menée par les deux adversaires, et le prince Napoléon fut élu à une grande majorité. Furieux de son échec, le prince Murat provoqua en duel son heureux concurrent. Il était impossible de laisser les deux cousins du souverain s'embrocher : la galerie en eût fait des gorges chaudes et le scandale eût été immense. Napoléon III et M. de Persigny, ministre de l'Intérieur, s'interposèrent entre les adversaires et l'affaire en resta là.

Mais l'Empereur, ne se souciant pas de voir son mpétueux et indiscipliné cousin à la tête du Grand-

Orient, n'approuva pas son élection et le prince Napoléon resta grand maître sans l'être, situation qu'il comprit ne pas pouvoir se prolonger. Aussi, prit-il une décision qu'il fit connaître en ces termes, le 24 mai 1861, à M. de Persigny :

« Désirant sortir de la position impossible qui m'était faite dans l'affaire de la franc-maçonnerie, j'ai offert ma démission de grand maître, ce matin, à l'Empereur... »

L'Empereur accepta la démission et ne laissa rien paraître de ses projets : il avait cependant le désir de nommer d'office, et de son autorité propre, un grand maître de son goût qu'il imposerait aux maçons, avec la mission de gagner à l'Empire leur puissante société.

Les maréchaux se trouvaient tous à Paris pour la commission de classement, lorsque, un matin, M. de Persigny se fait annoncer chez le maréchal Canrobert. « Monsieur le maréchal, lui dit-il, l'Empereur veut vous donner une grande preuve de confiance : il vous a désigné comme grand maître de la franc-maçonnerie. » Le maréchal esquissant un geste d'étonnement et de dénégation, M. de Persigny chercha à lui démontrer combien il serait à même, en acceptant, de rendre de services à l'Empereur.

« Mon cher comte, reprit le maréchal, quand le ministre eut fini, veuillez remercier l'Empereur, mais je ne suis qu'un soldat et ne veux pas être autre chose. »

Le lendemain à la réunion des maréchaux, au ministère de la Guerre, le maréchal Magnan arriva en retard. « Excusez-moi, dit-il à ses collègues, encore tout essouflé, j'ai été retenu aux Tuileries. L'Empereur vient de me donner une grande preuve de confiance. Il m'a désigné comme grand maître de la franc-maçon-

nerie, et ce qui m'a surtout flatté c'est qu'il m'a dit que j'étais seul à pouvoir, à son gré, remplir cette mission délicate. »

Tous les maréchaux, le maréchal Canrobert le premier, félicitèrent le maréchal Magnan.

« Comme l'Empereur a eu raison de vous choisir, combien vous pouvez lui rendre de services... » Et le maréchal Canrobert lui répéta tout ce que M. de Persigny lui avait débité la veille, si bien que le maréchal Magnan ne put s'empêcher de répondre : « C'est étonnant, vous me dites absolument ce que l'Empereur m'a dit lui-même... Je le lui raconterai et il sera heureux de savoir que sa pensée est partagée. »

« Et, disait le maréchal Canrobert, certainement le maréchal Magnan répéta la chose mot pour mot à Napoléon, car au premier bal qui eut lieu aux Tuileries après cette conversation, l'Empereur vint à moi et, moitié souriant, moitié sérieux, en levant ses paupières et en lançant vers moi son regard vague, il me dit de sa voix traînante : « Eh bien, que pensez-vous du choix « que j'ai fait pour la grande maîtrise de la franc-maçon- « nerie? » Et, sans attendre de réponse, il s'éloigna. »

Le maréchal Castellane, commandant à Lyon, étant mort en 1862, l'Empereur fit proposer au maréchal Canrobert de le remplacer. Mais sur son refus motivé par le désir de garder le corps de la frontière, l'Empereur lui fit, par cette dépêche, donner ordre d'accepter.

« *L'Empereur au maréchal Randon :*

« Il faut que le maréchal Canrobert accepte.

« NAPOLÉON. »

Il entra donc en fonction à la fin de 1862. Cette année-là, il avait rencontré, à Aix-les-Bains, où il allait tous les ans, Mlle Leila Flora Macdonald, qu'il épousa le 20 janvier 1863.

C'était une femme ravissante autant que distinguée et dont rien ne pourra donner une idée plus exacte que ces lignes écrites sur elle par S. A. I. la princesse Mathilde.

« J'ai connu la maréchale Canrobert au moment de son mariage ; jamais femme ne m'a paru si distinguée de maintien et d'aménité. Grande, svelte, le cou allongé, les traits réguliers, sans aucune raideur, bien faite pour charmer les gens. Le prince Humbert (depuis roi d'Italie) disait d'elle : « C'est une belle *Madame* », et il avait raison. Mais ce qui faisait le charme de son extérieur n'était que le reflet d'un esprit élevé, d'un cœur haut et d'une nature intelligente créée à souhait pour la grande position qu'elle occupait.

« Elle a laissé les meilleurs souvenirs partout où elle a accompagné son mari. Amenée subitement dans une cour où les intrigues et les jalousies étaient continuelles, elle a pu éviter tous les écueils par sa bonne grâce et se faire aimer des grands et des petits. Au jour des revers, elle s'est montrée brave et a été offrir son dévouement à l'Impératrice... »

Le maréchal entoura toujours sa femme d'une grande affection et elle lui témoigna dans la mauvaise fortune le plus complet dévouement. Tous deux, au jour des désastres, n'ont jamais prononcé une plainte ni manifesté un regret.

Étant donné leur âge respectif, le maréchal était en droit d'espérer qu'elle lui fermerait les yeux; c'est

elle au contraire qui a disparu la première, ne laissant qu'un souvenir parfait après elle.

Le maréchal fit des inspections dans le territoire placé sous ses ordres, ce qui l'amena à en parcourir tous les sites et rien, dans ces tournées, ne le frappa autant que la visite qu'il fit au *fort Carré* à Antibes.

C'était par une matinée de printemps, sous un soleil éclatant : les beaux remparts d'Antibes se coloraient en rouge, sur le fond bleu de la mer. Ces remparts, qu'un vandalisme odieux a détruits, en même temps que les admirables portes d'Avignon, vivront encore longtemps dans notre souvenir, grâce au pinceau de Meissonier qui les a reproduits dans son tableau des *Joueurs de boule.*

« Je suivais un sentier, me dit le maréchal, qui se déroulait au milieu de jardins pépiniéristes où les roses formaient les gazons et où des rangées de palmiers faisaient des haies.

« Devant moi sur un rocher en promontoire tout blanc et dont les ravines laissaient voir des traînées de verdure, se dressait le *fort Carré* avec l'arête à angles aigus de ses bastions; arêtes si vives que l'on pensait en les voyant à des prismes de cristaux.

« Une fois dans le fort silencieux et vide de troupes — il n'y avait qu'un portier consigne — je me fis conduire dans l'angle du bastion qui regarde la mer du côté de Nice et où est le tombeau de Championnet.

« A mes pieds, à raz du sol presque, une pierre très basse et d'assez peu d'étendue était couchée, portant ces mots : « Championnet général de la République. »

« De chaque côté, alignés comme des colonnes d'un

temple détruit, ou comme des sentinelles, six cyprès montaient la garde devant les restes du conquérant de Naples.

« Le bastion est construit en cet endroit sur un rocher à pic baigné par la mer, dont les flots d'azur, ce jour-là, resplendissaient avec quelques mousses d'argent et se prolongeaient jusqu'à la pointe blanche et brillante que Nice forme au loin.

« Contraste empoignant que celui de cette tombe, plus que modeste, suspendue au-dessus de la mer la plus belle et dans un site des plus enchanteurs! »

En octobre 1864, l'empereur Alexandre II et l'impératrice de Russie vinrent à Lyon se rendant à Nice pour y installer leur fils aîné, le césarévitch, qu'on disait souffrant.

Un mois auparavant, le césarévitch avait été en Danemark, au château royal de Rosenborg où se trouvait le roi Christian IX entouré de toute sa famille, car en ce moment le prince et la princesse de Galles, depuis Édouard VII et la reine Alexandra, se trouvaient en visite chez leur beau-père et père.

Le jeune grand-duc avait été frappé de la grâce de la sœur cadette de la reine actuelle d'Angleterre, la princesse Dagmar, il l'avait demandée en mariage et leurs fiançailles avaient été célébrées dans l'intimité.

Quinze jours après, le jeune fiancé avait été rejoindre son père et sa mère qui se trouvaient à Darmstadt chez le grand-duc de Hesse, frère de l'impératrice de Russie, et au bout de quelques jours, le Tsar, l'Impératrice et le césarévitch se dirigeaient sur Nice en passant par Lyon.

Leurs Majestés et leur suite voyageaient dans le

plus strict incognito ; cependant, malgré toutes les précautions prises pour tenir leur passage à Lyon secret jusqu'au dernier moment, plusieurs énergumènes, comme il y en a toujours dans les grandes villes, trouvèrent le moyen d'être prévenus et se proposèrent de crier : « Vive la Pologne ! » sur le parcours des souverains, de la gare à l'hôtel où ils devaient passer une nuit.

« Je fus avisé à temps, racontait le maréchal Canrobert, et au lieu de provoquer un redoublement de surveillance autour de la gare, je préférai envoyer ostensiblement des voitures fermées avec une escorte par les voies les plus larges, telles que les rues Bourbon et Impériale, puis je me rendis en tenue à la gare. Le train arriva exactement et l'Empereur descendit le premier ; il avait un paletot gris et un chapeau de feutre aux bords relevés. Je m'occupai alors de suite de donner les ordres pour que les voitures, au lieu de reprendre les grandes voies par où elles étaient venues, se dirigeassent par le quai Tilsit et la rue Grenette où il n'y avait personne, tandis que les rues centrales regorgeaient de monde. De cette façon, les souverains arrivèrent sans incident au *Grand-Hôtel*.

« L'Impératrice était fort souffrante et l'on dut la monter de sa voiture à sa chambre dans un fauteuil.

« Une demi-heure après, je me présentai en petite tenue à l'hôtel et je demandai à l'aide de camp de service si Sa Majesté pouvait me recevoir. Je fus immédiatement introduit et l'Empereur m'accueillit avec grande bienveillance et immédiatement mit la conversation sur la guerre de Crimée, parlant de l'estime que nos deux armées avaient conçue l'une pour l'autre,

insistant particulièrement sur la journée d'Inkermann et en faisant grand éloge de l'armée française.

« Je me permis de lui répondre : « A cette époque, « Sire, la France avait le malheur d'être l'adversaire de « la Russie, mais aujourd'hui, grâce à Dieu, les choses « sont bien changées, et, de la guerre de Crimée, nous « nous souvenons uniquement de notre confraternité « d'armes cimentée par de rudes combats. »

« Alors, me prenant la main, l'Empereur me la serra avec effusion, puis il m'expliqua combien l'absence des chemins de fer avait été funeste pour la Russie qui se trouvait dans la position *retournée* de 1812... C'est à ce moment qu'une porte, donnant sur le salon, s'ouvrit et donna passage à une dame très grande dont la pâleur anormale et l'attitude maladive m'impressionnèrent.

« Cette malheureuse Impératrice avait l'aspect de la statue de la douleur. Je vois encore ses yeux bleus très doux et tristes. Elle était grande et très mince; elle paraissait avoir été belle, et avait véritablement l'air d'une souveraine. Elle était vêtue de noir et très simplement. Il me sembla que son second fils — qui devait être Alexandre III — avait un regard identique.

« Le lendemain, à 10 heures, la famille impériale repartait : je me trouvais à la gare lors de son entrée en wagon et je saluai encore une fois Leurs Majestés. Leur séjour, heureusement, n'avait été troublé par aucun désagrément.

« A Nice, l'Empereur, l'Impératrice et leur suite s'installèrent dans deux villas contiguës — les villas Bermond et Pellio — situées à l'extrémité de la ville, et dont les charmantes constructions à l'italienne émergeaient de délicieux massifs de palmiers, d'arbres divers

et de fleurs superbes. Le césarévitch se logea sur la promenade des Anglais, à la villa Diesbach, aujourd'hui démolie et remplacée par celle du prince d'Essling.

« Le césarévitch m'avait moins impressionné que son père et sa mère ; il était très grand, très fluet, d'une jolie figure avec de très beaux yeux ; il me parut très aimable et très doux : mais n'ayant pas causé avec lui, je ne pus guère le juger. Je sais qu'à Nice, où il se promena et où il alla souvent, le soir, au théâtre italien, il fut apprécié de tous ceux qui eurent l'occasion de l'approcher.

« L'Impératrice resta l'hiver à Nice, le Tsar rentra en Russie avec les jeunes grands-ducs et le césarévitch, au bout d'un ou deux mois de séjour à la villa Diesbach, voyagea en Italie.

« On m'a raconté que dans une promenade à cheval il fit une chute et que ce fut le point de départ de l'aggravation de sa maladie. En effet on dut le ramener à Nice à la villa Bermond, chez sa mère, où il s'alita pour ne plus se relever. On disait qu'il avait une méningite ; mais le malheureux — d'après l'autopsie qui fut faite après sa mort — était mortellement atteint de plusieurs affections incurables et ne pouvait plus vivre.

« On fit appeler de Toulon le docteur Alquié qui avait été directeur de l'École du Val de Grâce et qui jouissait d'une grande réputation : il eut plusieurs consultations avec les deux médecins russes qui suivaient l'Impératrice et son fils, et le péril ayant été reconnu imminent, on télégraphia au tsar qui vint avec les grands-ducs.

« Sans doute le césarévitch ne se faisait plus d'illu-

sion sur son état, car il demanda à sa mère de prier sa fiancée de venir le voir encore une fois.

« Le Tsar franchit les 4,000 kilomètres qui séparent Pétersbourg de Nice en trois jours et quatre nuits.

« Il s'arrêta vingt minutes à Paris, dans la gare du Nord. L'Empereur et la princesse Mathilde s'y trouvaient : après les saluts et compliments d'usage, ils montèrent dans le wagon et l'on parla de la santé du prince. Le Tsar n'avait pas reçu de ses nouvelles depuis son départ de Cologne, c'est-à-dire depuis la veille au soir : Napoléon III, de son côté, n'avait pas non plus de dépêche : il avait télégraphié au préfet et à la grande-duchesse Marie, le 20 avril :

« Nous sommes inquiets du grand-duc. Espérez-vous « le sauver ? Nous prenons une grande part à vos inquié-« tudes.

« NAPOLÉON. »

D'un moment à l'autre il attendait la réponse et il promit au Tsar de la lui faire transmettre, aussitôt qu'elle arriverait, sur le point de la ligne où il se trouverait. Les deux souverains se serrèrent ensuite la main et le train repartit, par la ceinture, gagnant la ligne de Lyon. Une demi-heure après, la dépêche parvenait aux Tuileries et l'Empereur me l'envoyait à Lyon avec ces mots.

« *A S. M. l'Empereur de Russie sur la route de Lyon.* — Je reçois du préfet la dépêche suivante.

« N. »

« Nice, 21 avril 1865. 11 h. 10 matin.

« *Préfet des Alpes-Maritimes à ministre.*

« Nuit comparativement meilleure, même calme « depuis 3 heures. Ce matin, réveil avec tête presque « libre. Danger toujours présent. »

« J'avais reçu, comme tous les fonctionnaires, avis de m'abstenir de toute démonstration, l'incognito du Tsar étant absolu, et j'avais, d'accord avec le préfet, M. Henri Chevreau, fait consigner la gare dans laquelle le train devait arriver vers minuit.

« Cette dépêche reçue, je me mis en petite tenue et je me rendis seul avec un aide de camp le commandant Boussenard au chemin de fer : en y arrivant j'appris que le train impérial avait deux heures de retard; il lui avait fallu attendre une correspondance d'Allemagne qui amenait la fiancée du césarévitch.

« A 2 heures du matin, le train impérial entrait en gare : il s'était à peine arrêté que je vis une portière s'ouvrir, et un grand chien, un superbe danois, sauta sur le quai et en même temps j'entendis son maître le rappeler : « Milord ici, milord ici. » Et le maître apparut à son tour en jaquette, en chapeau mou, un petit fouet à la main. C'était l'Empereur : j'allai à lui, je le saluai, lui annonçant l'arrivée de la dépêche attendue avec impatience et je la lui communiquai :

« L'Empereur me remercia chaudement : « Je n'avais « plus de nouvelles depuis vingt heures, me dit-il, et « songez dans quelles transes je vivais. » Il m'apprit

alors seulement la présence de la fiancée de son fils dans le train.

« Il me dit qu'il allait lui lire cette dépêche. Je le suivis jusqu'à la voiture de la reine de Danemark et de la princesse Dagmar. L'Empereur monta sur le marchepied, frappa au carreau, la princesse ouvrit la glace et se pencha. Je vis ses traits si pleins de grâce et ses deux yeux qui me parurent superbes; de lourds bandeaux encadraient l'ovale de la figure si pure. L'Empereur se tourna de façon que le télégramme sur papier jaune fut éclairé par un bec de gaz et en lut le contenu : « La Reine, me dit un des aides de camp, est sourde « et doit être restée étendue. »

« L'Empereur remonta en wagon après m'avoir encore remercié, et la locomotive ayant été changée, le train se remit en route. En m'en retournant, je dis au commandant Boussenard : Il a tout de même grand air, cet homme encore jeune, avec son chapeau mou, son complet gris, et son petit fouet... Et dire qu'il commande à cent millions d'âmes! »

« Le Tsar et ses fils arrivèrent à temps ainsi que la princesse Dagmar pour voir le mourant. On a dit que la présence de sa fiancée, qu'il avait tant désirée, avait adouci ses derniers moments et qu'il avait marqué toute la joie qu'il ressentait de la retrouver, mais je ne crois pas que ce soit exact; le mourant avait perdu ses facultés lorsque la princesse fut introduite auprès de son lit.

« Le césarévitch s'éteignit le 24 avril, en présence de l'Empereur, de l'Impératrice, de sa fiancée, de ses frères, de la reine de Danemark et de toute la maison des souverains.

« Aussitôt qu'il fut mort, l'Impératrice lui fit elle-même sa toilette et déposa des fleurs tout autour de sa tête sur l'oreiller, puis l'Empereur, la princesse Dagmar et tous les assistants vinrent jeter encore des roses ou des fleurs d'oranger sur le lit.

« Tout le monde s'étant retiré, l'Impératrice ordonna de tendre la chambre de gaze blanche.

« Depuis le moment où le Tsar et l'Impératrice avaient été conduire leur fils aîné dans le Midi, Napoléon III avait envoyé à Nice le bataillon des chasseurs à pied de la garde pour rendre les honneurs aux souverains. Ce bataillon était commandé par un brave soldat, M. de Geslin, qui devait s'illustrer plus tard sous mes ordres à Saint-Privat par son héroïque défense de Sainte-Marie-aux-Chênes contre la garde royale prussienne. Et c'était par lui que — en dehors des rapports officiels qui m'étaient adressés — j'étais tenu au courant de ce qui se passait à Nice.

« Le lendemain eut lieu la cérémonie simple et imposante de la proclamation du nouveau césarevitch. Devant le corps, mis dans le cercueil et recouvert seulement d'une glace qui laissait voir les traits de l'héritier au trône qui venait de mourir, et en présence des grands-ducs et des deux officiers envoyés par Napoléon III pour le représenter, M. le lieutenant de vaisseau Duperré et le capitaine aux guides Jacques de Fitz-James, le tzar, debout, fit agenouiller son fils, le futur Alexandre III, l'embrassa, lui donna sa bénédiction, et en quelques paroles dites simplement et d'un ton ordinaire le proclama césarevitch à la place de son frère.

« Les funérailles eurent lieu le 28, à 11 heures, dans

l'église russe. Les chasseurs à pied de la garde et les troupes de la garnison faisaient la haie, tandis qu'une sotnia de cosaques arrivés la veille avec le papache de fourrures et la chaude bourka formaient l'escorte du cortège.

« Aux pieds de l'autel, devant le cercueil était arboré l'étendard du césarévitch. L'Empereur et les grands-ducs, en grande tenue, étaient à droite, au premier rang et un peu avant que l'office commençât, la princesse Dagmar et sa mère vinrent se placer sur l'autre bas-côté également au premier rang. L'arrivée de la jeune princesse produisit une émotion profonde sur l'assistance. Petite et toute mignonne sous son long voile de crêpe, elle parut une statuette de Tanagra représentant la douleur. Les yeux bleus ombragés de longs cils peignaient le désespoir de cette âme dont le rêve d'amour venait de s'envoler.

« Elle n'avait encore que dix-sept ans et ne se doutait pas que le frère de son fiancé, profondément touché de son chagrin et séduit par sa grâce et sa douceur, lui offrirait sa main. Elle trouva en effet auprès d'Alexandre III l'affection la plus délicate et une tendresse de tous les moments.

« Du jour où l'effroyable attentat du 13 mars 1881 fit périr Alexandre II, la jeune Impératrice ne quitta plus son mari : elle s'interposa entre lui et les assassins, le couvrant de son élégante et délicate personne. Elle le suivit partout, et en toutes circonstances, au théâtre, dans les fêtes, dans les promenades, dans les voyages et aux revues, montant à cheval avec lui par tous les temps, portant, quand il faisait trop mauvais, la large et imperméable bourka

de poil de chameau des cosaques sur ses épaules délicates.

« Qand le service fut terminé, le Tzar, après avoir fait enlever la glace qui recouvrait le corps, embrassa encore son fils à plusieurs reprises, puis lorsqu'on apporta le couvercle d'acajou massif, lui-même donna devant l'assistance le premier coup de marteau pour le fixer. « Les grands-ducs chargèrent ensuite la bière sur leurs épaules et la portèrent au char funèbre. L'Empereur les aida à l'y placer et à arranger le pal de pourpre avec lequel on la recouvrit et sur lequel on déposa le casque et l'épée.

« Le cortège, s'étant formé, suivit la route qui côtoie la mer dans la direction de Villefranche où la frégate l'*Alexandre Newski* attendait en rade pour prendre le corps et le transporter à Pétersbourg.

« L'Empereur, en grand uniforme, le casque avec le cimier de crins blancs, la tunique verte et le pantalon amaranthe, suivait à cheval seul, et derrière lui, sur un rang, venaient, également à cheval et aussi en grand uniforme, les cinq grands-ducs, frères du défunt : dans une voiture de deuil était la princesse Dagmar avec sa mère, et son frère, actuellement roi de Danemark.

« Les chasseurs à pied de la garde, échelonnés, faisaient la haie et les cosaques formaient l'escorte.

« Le soleil était splendide : partout des fleurs, et la délicieuse presqu'île de Villefranche, éclatante de verdure, apparaissait toute riante dans cette journée superbe de printemps. Toute la nature semblait témoigner la joie, contraste saisissant, avec le deuil de ce cortège et la disparition de cet être si jeune dont la

destinée devait être une de celles que les hommes envient ou souhaitent le plus.

« Le 30 avril, le Tzar retournait en Russie avec l'Impératrice : en passant à Lyon il rencontra dans la gare Napoléon III qui se rendait en Algérie et avait voulu exprimer de vive voix ses condoléances à son frère de Russie.

« Durant les quelques minutes qu'il s'arrêta, le Tzar, avec sa courtoisie ordinaire, ne manqua pas de me dire combien il avait été touché de la façon dont officiers et soldats des troupes de mon commandement lui avaient témoigné leur sympathie, et il me remercia des honneurs militaires qui avaient été rendus à son fils. »

Peu de temps après, le maréchal Canrobert était nommé commandant du 1er corps d'armée à Paris (21 juin 1865), en remplacement du maréchal Magnan qui venait de mourir.

CHAPITRE II

LE COUP DE TONNERRE DE SADOWA

Le poste auquel le maréchal Canrobert venait d'être appelé était un des plus hauts de l'Empire. Il prenait même dans les circonstances présentes une importance particulière qui montrait à quel point le souverain avait d'estime et de confiance en lui. L'Empereur, en effet, ressentant déjà les premières douleurs de la maladie qui devait l'enlever après une longue agonie, venait de faire son testament, et dans l'une des clauses concernant le conseil de régence destiné à aider son fils, il désignait le commandant de l'armée de Paris pour y siéger en certaines circonstances.

Quoique l'Empire parût encore brillant, il n'échappait pas au maréchal qu'il était sourdement miné par une opposition qui gagnait du terrain dans le pays, et que l'Empereur lui-même, attaqué par la maladie et affaibli par les excès, n'avait plus la même énergie et surtout le même esprit de suite, ce qui donnait à sa politique un décousu fort dangereux.

Les circonstances étaient graves : l'orage menaçait d'éclater en Allemagne. On avait cru, durant le printemps de 1865, que l'Autriche et la Prusse allaient se jeter l'une sur l'autre à propos de la possession du Schleswig-Holstein. La convention de Gastein avait

ramené, pour un instant, la paix entre les antagonistes, mais ce n'était qu'un replâtrage et, avant peu, les deux puissances devaient se disputer non plus une province, mais la suprématie en Allemagne.

Dans l'esprit du maréchal Canrobert, la France aurait, dans une lutte aussi grave, à prendre parti ; aussi recommanda-t-il aux officiers de son état-major de suivre les événements avec la plus grande attention.

Dès les premiers temps de l'exercice de son commandement à Paris, le maréchal Canrobert fut mandé aux Tuileries. L'Empereur lui demanda de remplacer M. de Morny au conseil privé ; c'était une situation enviée, dont les émoluments s'élevaient à 100,000 francs par an, et qui donnait entrée au titulaire dans les conseils les plus importants du Gouvernement. Le maréchal déclina l'offre sans hésitation, et comme, lorsque l'Empereur lui avait demandé d'être grand maître de la Maçonnerie, il répondit : « Je ne suis qu'un soldat et ne veux pas être autre chose. » L'Empereur demeura surpris de ce refus, qu'avec son scepticisme sur le caractère des hommes, il se figura sans doute devoir attribuer à quelque autre raison, et à partir de ce jour, il ne lui témoigna plus qu'une confiance restreinte et ne l'initia presque jamais à ses projets.

Ce jour-là, pendant qu'il causait avec l'Empereur, il fut témoin d'un incident qu'il remarqua et lui fit une pénible impression.

A un moment de l'entretien, dans le cabinet de l'Empereur, le grand lévrier du Prince Impérial, *Nero*, que Carpeaux a sculpté aux pieds du jeune prince dans l'admirable statue qu'il a faite de lui, vint à sauter familièrement sur le fond du fauteuil de l'Empereur

et à s'y installer en le poussant. L'Empereur, loin de faire descendre le chien, céda à sa pression et s'avança pour lui faire de la place : Nero, se trouvant encore trop à l'étroit et habitué à ses aises, s'agita, poussant toujours, et l'Empereur, ne sachant pas résister, céda tant et plus, si bien qu'il se trouva bientôt assis sur l'extrême bord du fauteuil tandis que le chien se prélassait à son aise dans le fond.

« Rien ne donnait mieux une idée du caractère de l'Empereur, disait le maréchal Canrobert; il agissait avec les hommes comme avec son chien; il n'avait plus de volonté, il était maintenant incapable de résister à des demandes pressantes. Devenu avec l'âge de plus en plus fataliste, il laissait aller les événements, avec l'espoir qu'ils s'arrangeraient d'eux-mêmes. Sa bonté avait également augmenté, aussi le prenait-on par le sentiment et, en lui parlant philanthropie, on en faisait ce qu'on voulait : M. de Bismarck l'avait déjà constaté en 1856, il s'en convainquit par la suite et put agir en conséquence.

Pour le moment l'Empereur, pressé par ses ministres, par tous les députés officiels, et particulièrement par M. Fould qui détenait le portefeuille des finances, consentait à des réductions d'effectifs et n'obligeait point le maréchal Randon à tenir en état nos places fortes et nos magasins entièrement dégarnis. Avant tout, ministres et députés demandaient que l'on rendît des bras à l'agriculture et que l'on diminuât les impôts en restreignant les effectifs et en réduisant l'entretien de nos places fortes et de notre artillerie.

A la fin de l'automne 1865 la cour vint se fixer à Compiègne et des séries d'invitations s'y succédèrent

sans interruption. Loin de paraitre préoccupé de la politique, l'on ne pensait qu'à s'amuser. Si parmi les hôtes des souverains il se trouvait des militaires qui se plaignaient des réductions d'effectifs ou du vide des magasins, on les traitait de vieilles culottes de peau ou de grognons, et l'on parlait d'autre chose. Dans la journée on suivait les chasses, on faisait des excursions au camp de César ou au château de Pierrefonds, et le soir, après dîner, on jouait aux petits jeux, on organisait des charades, et une fois par semaine on assistait à la représentation d'une pièce de théâtre jouée par les artistes des principales scènes parisiennes.

Deux représentations entre autres firent beaucoup de bruit : celle des *Commentaires de César* du marquis de Massa, où figuraient les plus jolies femmes de la cour, et celle de *la Famille Benoiton* de M. Sardou. La première pièce réussit au delà des espérances, celle de M. Sardou, au contraire, fut accueillie avec fraicheur. C'est que *la Famille Benoiton* était une satire mordante des mœurs du jour, surtout des toilettes des dames que l'on rencontrait « accoutrées comme des singes et se promenant avec une canne à la main ».

L'Impératrice y vit une allusion désagréable : de là son attitude glaciale et celle de l'auditoire composé surtout de courtisans et de quelques illustrations comme M. de Lesseps, le peintre Gustave Moreau et l'astronome Le Verrier.

Des hôtes de Compiègne de cette année les plus choyés par l'Empereur et l'Impératrice furent le prince et la princesse Léopold de Hohenzollern, celui dont la candidature au trône d'Espagne fut l'occasion de la guerre de 1870.

La princesse, sœur du roi de Portugal, conquit toute la cour. « Quand elle s'avançait, disait le maréchal Canrobert, la tête droite sur son cou élancé, avec sa taille fine et souple, on croyait voir Diane chasseresse. Elle avait des cheveux blonds superbes, avec des lèvres rouges souriant aimablement, un teint chaud et éclatant qu'éclairaient deux beaux yeux noirs. Tout le monde la trouvait délicieuse, même son mari, quoiqu'elle le menât à la baguette. »

Le maréchal fut plusieurs fois invité avec la maréchale et un soir où il était venu dîner, il parla à l'Empereur de la réduction des effectifs. Le service de place assuré, il ne restait guère que 25 hommes par compagnie, soit 200 hommes par bataillon, aussi avait-il toutes les peines du monde à organiser de petites manœuvres de la garnison de Paris dans les bois de Vincennes. L'Empereur l'écouta sans l'interrompre et lui répondit que le Corps législatif voulait avant tout réduire les dépenses et le chiffre du contingent annuel.

La cour rentra à Paris à la fin de décembre et les fêtes du jour de l'an se passèrent comme d'ordinaire. *La Famille Benoiton* avait toujours le même succès au Vaudeville, et l'on allait à Notre-Dame entendre les prédications de l'Avent du P. Hyacinthe.

Dans les baraques et sur les trottoirs des boulevards, les camelots offraient des toupies ou des boutons de manchettes à la *Pipe en bois*, du nom de cet étudiant de quinzième année George Cavalier, qui avait mené le tapage aux premières représentations de *Gaëtana* d'Edmond About et d'*Henriette Maréchal* des frères Goncourt. C'était ce même Cavalier qui, à Tours, en 1870, devenu haut fonctionnaire des Affaires étran-

gères, en grande conversation diplomatique avec lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre, l'interrompait pour lui dire : « Dites donc, mylord, que penseriez-vous d'un bock? »

On criait aussi sur la voie publique des montres à la *Femme à barbe* ou à la Thérèsa, l'héroïne des cafés-concerts et des salons les plus distingués, où elle chantait en riant :

Rien n'est sacré pour un sapeur.

ou bien d'une façon émouvante

Mon capitaine est mort.

Au Théâtre-Français on inaugurait la saison d'hiver par le *Lion amoureux* de Ponsard. L'Impératrice et la princesse de Hohenzollern, toutes deux éclatantes de beauté, assistèrent côte à côte dans la loge impériale à la première représentation de cette pièce dont Hoche est le personnage principal.

Quelques jours après, il y avait grand bal à l'ambassade de Prusse, rue de Lille, dans le magnifique hôtel du prince Eugène de Beauharnais où la princesse de Hohenzollern y figurant comme maîtresse de maison alla, avec le comte de Goltz, recevoir l'Impératrice sur le perron à la descente de voiture.

La souveraine portait une robe de satin blanc et de tulle lamé d'argent et quand elle pénétra dans l'ambassade, elle trouva un colossal bouquet de roses blanches embaumantes, envoyé par le galant Guillaume Ier, qui ne manquait jamais une occasion de lui témoigner son admiration.

Ensuite eut lieu aux Tuileries le premier bal cos-

tumé de l'année. Ceux qui y assistèrent parlent encore de la sensation que produisit l'Impératrice, lorsqu'elle parcourut les salons dans le costume de Marie-Antoinette, reproduit par Mme Roger, sa couturière de prédilection, d'après l'un des portraits de Mme Vigée Lebrun : grande et haute perruque poudrée, toque de velours rouge avec aigrette de héron et plumes d'autruche blanches, tunique de velours nacarat bordée de zibeline, gilet et jupe de dessous en satin blanc et fichu de point d'Angleterre sur les épaules. A côté de l'Impératrice était la princesse de Hohenzollern en Blanche de Castille, ses admirables cheveux tombant en longues tresses d'une couronne de diamants, et la taille serrée dans un corselet d'hermine.

Le Prince Impérial, qui avait près de dix ans, parut en pêcheur napolitain et dansa avec une fort jolie jeune fille qu'il affectionnait beaucoup, Mlle Robin, qui était en italienne. Cette jeune fille avait, sans que personne s'en doutât, le germe de la rougeole, et en dansant avec le Prince, elle lui donna cette maladie, qu'il eut très forte et dont il fut longtemps à se remettre; elle-même, prise de froid en sortant du bal, succomba en vingt-quatre heures.

Quelques jours après M. et Mme de Chasseloup-Laubat donnaient aussi au ministère de la Marine un bal costumé superbe. On vit défiler le cortège des quatre parties du monde, figurées par les jolies femmes de la société montées sur des chars traînés et entourés par des masses de personnages des deux sexes.

De tous les costumes, le plus réussi était celui d'Anne Boleyn telle que l'a peinte Holbein. Le peintre Eugène Giraud l'avait lui-même restitué et confec-

tionné pour la princesse Mathilde, dont les traits si purs parurent encore plus beaux sous ces vêtements et cette coiffure de pourpre et d'or.

Mme de Metternich en dame Louis XVI tout en jaune paille et la comtesse de Pourtalès en almée eurent aussi grand succès.

Parmi les dames de la société cosmopolite alors invitées dans le monde officiel, on remarqua Mme Schaïkowska, depuis marquise de Noailles, en prêtresse égyptienne avec une coiffure de scarabées sensationnelle, Mme de Castiglione en *fleur d'acacia* et Mme Rymski-Korsakow en impératrice romaine. L'origine de cette dame intriguait beaucoup de monde : on n'avait jamais vu son mari à Paris. Il existait cependant et était le petit-fils du général Korsakow que Masséna avait battu à Zurich. M. Korsakow, très riche autrefois, avait vu sa fortune s'amoindrir, tandis que celle de son intendant s'augmentait de tout ce que perdait la sienne. M. Korsakow, en homme pratique, sans chercher les causes de ce chassé-croisé, lorsque son fils fut en âge d'être marié, lui fit épouser la fille de son intendant, ce qui ramena les choses à leur état primitif.

Durant vingt ans Mme de Rymski-Korsakow défraya les chroniques mondaines du continent. Lors du couronnement du tzar Alexandre II en 1856, M. de Morny, ambassadeur de France, avait loué pour son séjour à Moscou le palais Korsakow et il n'avait pas eu, paraît-il, à se plaindre, ni les jeunes officiers de sa suite, de l'hospitalité que leur avait accordée en cette circonstance la maîtresse de céans.

Mme Korsakow était grande, avec un teint admirable et des formes de Vénus opulente; sa figure, ses

yeux noirs sous d'épais sourcils, ses lèvres lippues, son nez camard et ses pommettes saillantes n'avaient rien de classique ; au contraire, ils rappelaient le type Kalmouck, mais un joli type comme du reste on peut en juger par son portrait de Winterhalter qui est au Louvre.

On aurait cru que Mme Rymski-Korsakow avait le don d'ubiquité. Y avait-il un bal à la cour de Pétersbourg, on l'y rencontrait et quelques jours après elle se montrait à Berlin ou à Paris avec des toilettes sensationnelles, des masses de bijoux et une aigrette de diamants qui est restée longtemps légendaire.

On la distingua pour la première fois dans une cour européenne à Stuttgart en 1857, lors de l'entrevue de Napoléon III et d'Alexandre II. A l'une des réceptions les plus restreintes où la famille du roi de Wurtemberg et les personnages de la suite des deux Empereurs étaient seuls priés, elle apparut sans que personne sût qui elle était et comment elle avait pu pénétrer. Elle eut cependant un tel aplomb, une telle aisance, qu'elle en imposa et qu'on ne lui fit aucune observation. Elle avait pour cette entrée choisi comme d'habitude un costume de nature à ne pas rester inaperçu : une robe de satin blanc, avec, en sautoir, un large ruban écarlate, comme le ruban de grand'croix de la Légion d'honneur.

Elle fut naturellement au couronnement du roi de Prusse, Guillaume Ier, à Kœnigsberg, où elle se retrouva avec plusieurs officiers de l'ambassade de France qu'elle avait déjà connus à Moscou.

Au bal que donna, à l'occasion de cet événement, le maréchal de Mac-Mahon représentant de l'empereur

Napoléon III, elle fut cause d'une alerte qui effraya un instant l'assistance. Le Roi, ayant à son bras la maréchale de Mac-Mahon, se promenait dans les salons, quand des cris épouvantables se firent entendre. On crut à un accident, on se précipita à l'endroit d'où partaient ces hurlements : c'était Mme Rymski-Korsakow qui avait reçu sur ses opulentes épaules, largement décolletées, quelques gouttes de cire d'une bougie qui coulait. Le capitaine d'Espeuilles, homme de ressource et de sang-froid, eut vite fait de se procurer un couteau à papier et d'enlever des épaules de la belle dame les malencontreuses tâches de stéarine qui s'y étaient collées, et l'incident n'eut d'autres suites que de faire parler de l'héroïne ; ce qui ne lui fut pas désagréable.

Cette grande dame russe n'aimait pas Mme de Castiglione, en qui elle voyait une concurrente, et à un bal costumé de cette année 1866, l'ayant rencontrée en reine d'Étrurie, elle lui décocha ce trait : « Joli costume, mais celui d'une reine déchue ».

Mme Rymski-Korsakow jouissait aussi de ses derniers succès à Paris ; l'année suivante, elle se présentait au bal d'une ambassade, pour lequel elle n'avait pas reçu d'invitation, et on la priait de se retirer. Depuis, on n'entendit plus parler d'elle.

Le prince et la princesse de Hohenzollern passèrent la dernière soirée de leur séjour à Paris, qui était le mardi-gras, chez le général Fleury où l'Empereur et l'Impératrice, et avec eux quelques privilégiés, entendirent Thérésa qui chanta : Le *P'tit Ébéniste, Le Sapeur,* et *C'est dans le nez que ça me chatouille.*

Le prince et la princesse partirent, au grand regret de l'Empereur et de l'Impératrice, et après leur sépa-

ration, ils échangèrent de nombreux télégrammes affectueux, dont ceux partis des Tuileries renouvelaient sans cesse les invitations.

A coup sûr, ce prince et cette princesse dont on voulut faire un roi et une reine d'Espagne, et qui, à cette occasion, furent cause de nos malheurs, étaient entrés bien avant dans le cœur de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie.

Tandis que l'on s'amusait à Paris, la tension entre l'Autriche et la Prusse s'augmentait, et la guerre devenait inévitable entre ces deux puissances allemandes.

Qu'allait faire la France?

Tout le monde se le demandait, et personne ne s'en doutait. Les ministres pas plus que les autres.

L'Empereur était impénétrable; il causait avec les ambassadeurs étrangers, mais ne répétait à ses conseillers rien de ses conversations, et les agents de la France à l'étranger demandaient tous des instructions à leur ministre, M. Drouyn de Lhuys, mais n'en recevaient aucune.

A cette époque, le roi Victor-Emmanuel avait à Paris un envoyé tout spécial qui communiquait directement avec lui, et agissait en dehors du ministre des Affaires étrangères d'Italie : le comte Vimercati, qui, pendant la campagne de 1859, avait été attaché à l'état-major du maréchal Canrobert. Cet envoyé du Roi s'introduisait partout et trouvait moyen d'être mieux renseigné que personne. En outre, il s'occupait de finances et faisait à Paris les commissions de la Rosina, la fille du tambour-major des grenadiers de la vieille garde impériale sous Napoléon Ier, que le roi d'Italie allait bientôt épouser.

Le comte Vimercati ne négligeait aucune des sources d'informations qu'il pouvait avoir, et s'autorisant de ce qu'il avait fait partie de l'état-major du maréchal Canrobert pendant la guerre d'Italie, il venait sans cesse chez lui pour obtenir des renseignements.

Mais, au lieu d'apprendre quelques nouvelles du maréchal, qui ne savait rien, ce fut, au contraire, le comte Vimercati qui donna connaissance de bien des faits au maréchal.

A la fin de mars 1866, on annonça l'arrivée à Berlin du général italien Govone, *l'alter ego* du général de La Marmora. Certainement l'Italie, avec l'idée de s'emparer de la Vénétie, allait chercher à lier partie avec la Prusse pour écraser l'Autriche.

Toutefois les tentatives d'alliance ne parurent pas réussir d'abord, car au début du séjour du général Govone à Berlin, le comte Vimercati se montra triste, et il en vint même à dire un jour au maréchal Canrobert : « Nous n'avons plus d'espoir que dans l'Empereur. »

On était maintenant au printemps et le maréchal Canrobert faisait chaque matin une promenade à cheval au Bois de Boulogne. Le comte Vimercati n'avait garde de laisser passer un jour sans le joindre pour chevaucher en sa compagnie, et tout en se promenant sous les acacias en fleurs et en croisant les *petits crevés* aux gilets en cœur et aux tout petits chapeaux qui faisaient contraste avec les gigantesques tuyaux de poêle des années précédentes, ils causaient quand ils étaient seuls; mais si quelqu'un venait se joindre à eux, le confident de Victor-Emmanuel gardait le silence d'un homme qui en sait long et ne veut rien dire.

Dans la première quinzaine d'avril, le comte Vimercati commença à se montrer plus rassuré, et à la fin du mois, il était rayonnant. « L'Empereur est avec nous, disait-il ; en cas de défaite, il s'opposera à l'envahissement de l'Italie ; en cas de victoire il nous fera donner la Vénétie, et il prendra pour lui les bords du Rhin. » « C'est bel et bon, lui répondait le maréchal, si la Prusse les lui donne ; mais si elle les lui refuse?... » Ainsi mis en éveil, le maréchal estimait que la France devait agir comme la Prusse en 1859, au moment de la guerre d'Italie, c'est-à-dire avoir sur la frontière une armée prête, soit à empêcher la guerre, soit, plus tard, à l'arrêter et à imposer aux belligérants les conditions de la paix.

Pour lui la guerre était certaine et on allait créer une armée d'observation.

Il en était tellement convaincu que, le 3 mai au matin, étant au bois et ayant été croisé par un de ses vieux camarades d'Afrique, le général Valazé qui avait été blessé sur la brèche de Constantine avec lui, il l'arrêta pour causer. Le général Valazé croyait aussi à la guerre : M. Thiers, qu'il avait vu la veille au soir, lui en avait parlé comme d'une chose presque certaine. Aussi le maréchal conseilla-t-il au général Valazé de demander, à tout hasard, un commandement dans l'armée d'observation que l'on allait inévitablement former.

On annonçait ce jour-là pour l'après-midi une séance mouvementée au Corps législatif : le maréchal désirant être au courant des événements devait y assister ; il se hâta donc de quitter le général Valazé et à 2 heures sonnant il s'installait avec la maréchale dans une tribune où se trouvait déjà le maréchal

Vaillant. Tout autour d'eux, les autres tribunes étaient pleines de monde, surtout de dames, habillées suivant la mode ridicule d'alors, énorme chignon, bandeaux plats très bas et plaqués sur le front, petit chapeau minuscule en forme de galette ou de toque de toréador avec des rubans pendant dans le dos appelés des « suivez-moi jeune homme », robes courtes et étriquées aux teintes criardes et multiples : jaune citron et noir, écarlate et vert pomme : on eût dit un assortiment de perroquets du Brésil.

Dans la salle, l'assemblée était agitée et les députés hors de leurs places causaient avec animation, mais à peine le président, M. Walewski, se fut-il assis au fauteuil que l'on vit M. Rouher quitter sa place et gravir l'escalier de la tribune, de sa masse imposante, en boutonnant sa large redingote ; alors le silence se fit subitement et M. Rouher se mit à lire une déclaration fort courte qui se résumait ainsi :

Politique pacifique.

Neutralité absolue.

Complète liberté d'action.

La Chambre accueillit ses paroles avec assez d'indifférence, et l'orateur retournait à son banc au milieu de murmures d'approbation assez discrets, quand M. Thiers monta précipitamment jusqu'au fauteuil du président, échangea quelques mots avec lui, puis redescendit et réapparut à la tribune.

Alors chacun demeura attentif et l'assemblée fut prise du plus profond recueillement.

Dès les premiers mots de son discours, M. Thiers s'éleva aux sommets de l'éloquence et du bon sens. Il avait subjugué la Chambre et il l'entraînait. Les applau-

dissements éclataient violents et continuels, et l'un des ministres s'écriait : « Je n'ai jamais entendu quelque chose d'aussi fort et d'aussi beau. »

M. Thiers rappela d'abord par quels procédés dignes de Robert Macaire le Danemark avait été dépouillé de ses provinces. Puis il faisait voir l'empire de Charles-Quint, contre lequel la France avait lutté deux siècles, prêt à se reformer avec notre consentement : il flétrissait ensuite la politique des pourboires : « Ce serait une conduite honteuse, s'écriait-il, que de consentir à recevoir un salaire pour la grandeur de la France indignement compromise. »

S'arrêtant sur ces mots, comme épuisé, le vieillard, avec ses cheveux blancs et ses yeux pétillants derrière ses lunettes d'or, se recueillit un instant au milieu des applaudissements qui éclataient avec une violence inconnue au Corps législatif, et reprit avec plus de force : « Pour conserver la paix, ce n'est pas à l'Autriche, c'est à la Prusse qu'il faut s'adresser... » Je devrais dire : « C'est à la Prusse qu'il eût fallu s'adresser, car peut-être il *est trop tard :* il y a le langage énergique qui consisterait à dire à la Prusse, c'est vous et non l'Autriche qui menacez la paix. Nous ne le souffrirons pas. Il y a le langage plus doux du refus net et bref de concours. Il y a enfin une attitude qui suffirait et qui se réduirait à retenir l'Italie sur la voie de l'alliance avec la Prusse. Sentant l'Italie lui échapper, la Prusse perdrait tout espoir d'avoir la France pour complice, et elle hésiterait à poursuivre ses desseins. »

Lorsque, sur ces mots, M. Thiers regagna sa place, toute la Chambre prise d'enthousiasme se leva : les députés tendaient les mains vers l'orateur et

applaudissaient ses paroles, qui par leur justesse et la conviction qu'il avait mise à les dire avaient ému tous les cœurs. Et le grand historien allemand, Sybel, en racontant ces faits, a dit avec vérité : « Ce jour-là, M. Thiers incarna en lui l'âme même de sa patrie. »

M. Thiers, après la séance, resta au Palais-Bourbon, dîna et passa la soirée dans le salon de M. Walewski, avec qui il revit les épreuves de son discours pour le *Moniteur* du lendemain. Il n'était donc pas possible de douter que l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Walewski, ne fût de tous points d'accord avec lui.

Ce discours ne fut pas sans irriter l'Empereur, et il s'ensuivit une période d'agitation, dans son esprit d'abord et dans son conseil des ministres.

Le comte Vimercati, malgré sa finesse, en fut dérouté un moment : il ne pouvait arriver à être fixé sur les idées de Napoléon III, car il disait au maréchal Canrobert : « Nous ne savons pas encore si nous marcherons avec la Prusse ou avec l'Autriche : cette dernière puissance vous offre le Rhin, mais la Prusse vous propose la Belgique et le Palatinat bavarois. » — « Je vois, répondait en riant le maréchal, que chacun donne ce qui ne lui appartient pas. »

Quelques jours après cette conversation, le comte arrivait au galop, la figure tout en joie et, avec de grands gestes, il annonçait avoir reçu une lettre du *Grand chasseur* — ainsi appelait-il Victor-Emmanuel — dans laquelle sa nomination de commissaire royal à l'armée française qui allait se réunir en Alsace lui était promise.

La formation d'une armée s'imposait en effet, et en séance du conseil des ministres, M. de Chasseloup-

Laubat proposait la concentration de 50,000 hommes autour de Strasbourg; de son côté, le général Bourbaki écrivait à l'Empereur pour lui conseiller de mettre les troupes de Metz et de Strasbourg sur le pied de guerre.

Sur ces entrefaites, la garde impériale partit au camp de Châlons, et l'on crut que ce mouvement serait suivi d'autres plus importants, mais on attendit, et rien ne fut prescrit.

Le maréchal Canrobert avait beau venir souvent aux Tuileries, voir le souverain et l'Impératrice, causer avec les ministres, il était dans l'ignorance complète de ce qui se préparait.

L'Empereur le savait-il lui-même?

En présence de la guerre qui devenait inévitable, l'opinion publique désirait par-dessus tout que la France n'y fût pas mêlée; en second lieu, elle était — malgré presque tous les journaux et revues, achetés par la Prusse et l'Italie — plutôt favorable à l'Autriche.

Du reste on croyait généralement à la victoire de cette puissance. Sauf le général Bourbaki, qui était allé aux manœuvres de Spandau deux ans auparavant, et quelques officiers comme les colonels de Berckheim, Février, et le commandant de Clermont-Tonnerre, attaché militaire à Berlin, on ignorait dans le monde militaire l'organisation et la valeur de l'armée prussienne.

Au quartier général du camp de Châlons, où était réunie la garde, on discutait les chances réciproques des deux adversaires et l'on *blaguait* l'armée-garde nationale de la Prusse : « Oui, oui, blaguez-la, répétait le général Bourbaki, cette armée de notaires et

d'oculistes, eh bien elle ira à Vienne comme elle voudra. »

L'Empereur, toujours impénétrable, ne laissait pas plus voir son opinion sur la valeur des futurs belligérants que ses projets; il est probable cependant qu'à ce moment (mai 1866) il croyait à la victoire de l'armée prussienne qu'il avait étudiée dans sa prison de Ham et pour laquelle il professait une haute admiration.

Une circonstance fortuite vint cependant changer sa conviction. Le général Desvaux, qui venait de parcourir la Moravie, la Bohême et la Vénétie, qui avait rencontré les principaux généraux autrichiens et avait été témoin, à Ollmütz, des premiers mouvements de concentration des troupes autrichiennes, rentra à Paris.

Tout le monde voulait avoir son avis. Lié de longue date avec lui, le maréchal Canrobert l'invita plusieurs fois à dîner dans son hôtel de la place Vendôme, et chaque fois le voyageur fit l'éloge de l'armée autrichienne. Elle était toute différente de ce qu'il l'avait vue en 1859. Les officiers étaient maintenant ardents et instruits et les soldats avaient en eux une confiance absolue.

Ces appréciations dans la bouche d'un homme connu pour sa froideur et sa réserve firent impression sur les personnes présentes, et le maréchal ne put s'empêcher de lui dire : « Comment, après avoir été en Autriche, n'avez-vous pas été aussi en Prusse, vous auriez alors connu les deux adversaires et vous auriez pu les comparer? »

Les propos du général Desvaux répétés de bouche en bouche parvinrent jusqu'aux oreilles de l'Empereur qui le fit demander. Par trois fois, le général Desvaux

fut si affirmatif dans ses récits qu'il ébranla Napoléon III, lui fit douter de la victoire de la Prusse et l'amena à croire en tout cas à une lutte prolongée, — six mois; peut-être une année!

Alors l'Empereur négocia en secret avec l'Autriche pour assurer la Vénétie à l'Italie, même en cas de défaite; mais, en échange, il ne réclama rien pour la France.

Malgré les craintes de guerre, les bals et les fêtes ne discontinuèrent pas de tout le printemps de 1866. L'Empereur et l'Impératrice donnaient chaque semaine aux Tuileries de grandes réceptions, et les lundis des fêtes intimes où, comme d'habitude, on voyait beaucoup de jolies femmes, surtout des étrangères : parmi celles-ci, il en était deux nouvellement arrivées à Paris, auxquelles l'Empereur accordait une attention particulière : Mme de Mercy-Argenteau, blonde, au teint superbe, aux formes admirables, au sourire que des dents éclatantes rendaient séducteur, et la duchesse Colonna, une géante, du modèle des statues de la place de la Concorde et qui s'est fait un nom comme sculpteur; elle a exposé plusieurs fois au Salon, sous le nom de Marcello, a fait un buste de Bianca Capello, actuellement au musée du Luxembourg, où elle semble s'être représentée elle-même et une statue d'une pythonisse en furie, qui est au-dessus d'un bassin au rez-de-chaussée de l'Opéra, à côté de la nécropole où l'on attend les voitures à la sortie.

La duchesse Colonna avait les allures cavalières des héroïnes de la Fronde, et on la vit, en 1868, en costume d'amazone, marcher, avec une écharpe rouge autour du corps, en tête des troupes espagnoles insur-

gées qui allèrent à Madrid renverser le trône de la reine Isabelle.

L'Empereur allait aussi dans les théâtres du boulevard et malgré les attentions qu'il avait pour ses deux belles invitées, il ne se privait pas de sourire aux reines de la rampe.

Ainsi le 14 juin, il était à la première représentation du *Monsieur qui suit les femmes*. Il y riait de bon cœur et donnait divers témoignages d'admiration à Mlle Céline Montalant, jeune actrice resplendissante de beauté, aux cheveux noirs comme le jais, coiffée en bandeau avec un accroche-cœur, et aux formes potelées. Son amabilité pour la diva fut remarquée et même mal interprétée par quelques-uns des spectateurs, qui trouvaient que le souverain aurait mieux eu à faire que de s'occuper d'une actrice au moment où 400,000 hommes étaient près de s'égorger, et que d'un mot il eût pu les retenir.

Devant l'inquiétude croissante, l'Empereur chercha à expliquer sa pensée dans une lettre rendue publique et que M. Ludovic Halévy, qui était par excellence le chroniqueur de cette époque, qualifiait ainsi : « Tous les Parisiens s'occupent de la lettre de l'Empereur et personne n'y comprend rien.

« Jamais plus solennelle et plus redoutable charade n'a été offerte à la perspicacité d'un peuple : première phrase : la paix; deuxième phrase : la guerre: troisième phrase : la paix; quatrième phrase : la guerre; et ainsi de suite pendant cinquante phrases. Ajoutez que, depuis huit jours, le *Constitutionnel* travaille à amasser des nuages autour de cette lettre mystérieuse. »

Lorsque le 15 juin on annonça l'ouverture des hostilités, les nouvelles des pays belligérants étaient contradictoires. Le maréchal Canrobert avait communication d'une lettre du comte de Clermont-Tonnerre, où il était dit que, depuis deux ans, l'état-major prussien préparait une campagne de Bohême : des officiers avaient étudié les passages des montagnes et les ressources du pays et s'étaient procuré les plans de concentration de l'armée autrichienne. Enfin chaque chose avait été prévue pour la campagne.

En même temps on lui montrait une lettre du commandant Cosseron de Villenoisy conçue dans une note toute différente : elle était écrite de Coblentz. « La guerre, y disait-il, n'était pas populaire dans les provinces rhénanes et l'exaspération était violente contre M. de Bismarck et même contre le Roi » ; il racontait avoir assisté, dans la gare de Coblentz, à des scènes d'une émotion poignante : un train, chargé de réservistes ou de landwehriens et accosté au quai, était assiégé par une foule de femmes qui pleuraient et criaient en tendant à bout de bras leurs enfants aux soldats; et des scènes déchirantes d'adieu et de désespoir se reproduisaient à chaque portière, à chaque carreau.

« Lorsque le coup de cloche donna le signal du départ, des femmes traînant des enfants par la main ou les portant sur le bras coururent, les cheveux en désordre, les yeux hagards, comme des aliénées, se jeter devant la locomotive : plusieurs se couchèrent à terre sur les rails, criant toujours et poussant des sanglots. Et tout autour, la foule amassée, prise de pitié, s'agitait et manifestait par des cris et des gestes animés

sa sympathie pour ces mères de famille et sa désapprobation pour la guerre.

« Il fallut appeler des soldats et des agents de police qui enlevèrent brutalement les malheureuses de devant la locomotive et qui repoussèrent à coups de crosse, de pied et de poing la masse grouillante, hurlante et pleurante de femmes et d'enfants qui emplissaient les quais. »

Le même officier ainsi que les consuls et autres agents constataient qu'il ne restait aucune troupe dans les provinces du Rhin : les casernes étaient déménagées, les magasins vidés et le matériel d'artillerie transporté. Le prince Antoine de Hohenzollern qui commandait à Dusseldorf — soi-disant un corps d'armée — n'avait en réalité que deux régiments sous ses ordres et il les faisait voyager, descendre des wagons et y remonter, pour donner l'illusion d'une troupe nombreuse comme au cirque olympique.

Au contraire, l'enthousiasme régnait en Italie. « Si le Roi se montrait dans les rues de Florence, disait Vimercati au maréchal Canrobert, on lui jetait des fleurs, et les plus jolies femmes agitaient des mouchoirs et lui envoyaient des sourires. L'armée italienne est superbe et pleine d'entrain, disait-il aussi, elle compte 200,000 combattants de première ligne : les volontaires accourent par milliers : il y en a plus de 40,000. Le quadrilatère ne résistera pas : nous allons tout de suite marcher sur Vienne. »

Le maréchal savait à quoi s'en tenir sur ces exagérations : il avait connaissance des rapports du général Schmitz attaché militaire en Italie et de ceux de divers officiers de marine qui commandaient des stationnaires

dans la Méditerranée. Le colonel Schmitz disait que l'armée était de trop nouvelle formation pour avoir de la cohésion, que chefs et soldats ne se connaissaient pas, que les contingents des diverses contrées n'avaient aucun lien entre eux et que, sauf les corps du Piémont, les autres ne présenteraient guère de résistance.

Quant aux officiers de marine, entre autres ceux du *Jérôme Napoléon* (le yacht du prince Napoléon), ils déclaraient les états-majors et les équipages incapables de faire manœuvrer leurs superbes bâtiments. Le colonel Schmitz écrivait aussi que les ministres italiens, et surtout le général La Marmora, avaient une profonde méfiance de M. de Bismarck dont ils redoutaient les volte-faces, et dont les procédés leur faisaient, sans cesse, croire qu'il allait les abandonner et s'allier à l'Autriche contre eux. M. de Moltke avait promis de venir en personne voir l'armée italienne, et l'on espérait au moins, à son défaut, la visite d'un des généraux en vue de l'armée prussienne; aussi la déconvenue fut-elle complète, dans les états-majors et au ministère à Florence, lorsqu'on vit, au lieu d'un militaire, apparaître en qualité de commissaire prussien auprès de l'armée italienne, un journaliste, M. Bernardi, qui se présenta dans un accoutrement extraordinaire, coiffé d'une énorme casquette avec une visière interminable, vêtu d'une longue houppelande verte, traîné dans un tilbury par deux petits chevaux de cirque et accompagné de deux domestiques en costume de brigands calabrais.

Le 25 juin, on apprit à Paris la défaite de l'armée italienne à Custozza et quelques jours après, les lettres du colonel Schmitz apportaient des détails précis :

« Dans la journée du 24 juin (anniversaire de Solférino), les Autrichiens étaient sortis de Vérone, vêtus de toile blanche et sans sacs, et ils étaient tombés sur l'armée italienne, au moment où elle passait le Mincio : ils avaient bousculé deux ou trois corps et les avaient mis en déconfiture. Si l'archiduc Albert, qui les commandait, disait le colonel Schmitz, avait poussé de l'avant, il eût été, jusqu'à Turin sans trouver un opposant, tant était grande la désorganisation. Le Roi avait perdu la tête au milieu de la bataille et avait télégraphié au général Cialdini, qui dirigeait une armée de 60,000 hommes sur le Pô et sans un ennemi devant lui, de battre immédiatement en retraite.

Et il n'y avait pas plus de 78,000 Autrichiens en Italie !

« On avait réveillé les attachés militaires au milieu de la nuit et on les avait emmenés précipitamment en arrière jusqu'à Crémone : en y arrivant au matin, ils avaient rencontré un aide de camp de Victor-Emmanuel qui leur dit : « J'ai vu le Roi à 3 heures du matin, « il est fort démonté, mais nous le sommes bien davan-« tage, car nous craignons qu'il ne soit forcé d'abdi-« quer. »

« Qu'est-ce donc, terminait le colonel Schmitz, si, après un insuccès qui serait réparable avec d'autres caractères, on en est déjà là. »

Ces nouvelles avaient déprimé le comte Vimercati et le maréchal Canrobert s'employait de son mieux à le remonter : un matin où il l'avait invité à déjeuner, il ne cessa de lui répéter que la grosse partie n'était pas entamée, qu'elle se jouerait en Allemagne et que la Prusse pouvait la gagner.

Les officiers croyaient d'abord que le maréchal ne s'exprimait ainsi que par sympathie pour Victor-Emmanuel et pour Vimercati, mais peu à peu ils se sentirent gagnés et en vinrent aussi à cette opinion que l'armée prussienne pouvait être victorieuse.

Depuis le commencement de la lutte, le maréchal Canrobert allait tous les jours aux Tuileries. Il y retrouvait souvent Mérimée qui demeurait avec les dames de l'Impératrice des heures entières, sans ouvrir la bouche, absorbé dans ses méditations comme un sphinx, semblant dédaigner et ignorer les personnes avec qui il se rencontrait.

Une fois il sortit de son mutisme et parla de la guerre avec le maréchal, en suivant sur des cartes étalées la marche de l'armée de Bohême indiquée par de petits drapeaux. L'académicien et le maréchal se trouvèrent d'accord pour ne rien comprendre.

« Comment le prince royal engageait-il isolément chacun de ses corps d'armée dans les dangereux défilés des monts géants, à portée de toute l'armée de Benedeck qui pouvait tomber avec toutes ses forces sur eux et les écraser les uns après les autres. Et comment Benedeck ne profitait-il pas de l'occasion! » Ils ignoraient que Benedeck avait décidé de marcher contre l'armée du prince Frédéric-Charles qui était la plus éloignée et qu'il se dirigeait sur elle avec une aveugle ténacité, sans se laisser détourner de son but; ils ignoraient surtout que M. de Moltke agissait à coup sûr, une trahison lui ayant livré, le 11 juin, l'un des onze exemplaires autographiés de l'état de situation de l'armée autrichienne, et depuis, presque journellement, les ordres du général Benedeck.

Les dépêches annonçant les premiers combats montrèrent la supériorité incontestable des Prussiens; sauf dans une seule rencontre, partout ils étaient victorieux et ils chassaient devant eux les Autrichiens. Les effets du fusil à aiguille étaient foudroyants et assuraient un avantage considérable aux Prussiens.

Le 4 juillet au matin, l'Impératrice avait quitté Paris et était partie pour Amiens où sévissait le choléra dont elle allait visiter les victimes. Le maréchal Canrobert se rendit, à 10 heures, aux Tuileries; l'Empereur le reçut et lui communiqua les dépêches annonçant la défaite de l'armée autrichienne à Sadowa.

Appesanti, la tête penchée, la paupière presque close, il semblait démonté : « C'est une déroute, c'est une déroute », répétait-il. En le quittant le maréchal demeura convaincu que l'événement anéantissait ses combinaisons.

Autour du souverain, les chambellans et les aides de camp parlaient vaguement de réunion de ministres, de constitution d'une armée. Mais dès que le maréchal interrogeait avec précision, on ne lui répondait plus rien.

Dans la soirée les journaux donnèrent des détails. C'était une énorme bataille dans laquelle 500,000 hommes avaient été engagés. Les Autrichiens avaient perdu une masse de canons et se retiraient dans une retraite désordonnée.

On discutait, mais personne ne voyait la cause réelle du succès prussien : personne ne s'apercevait de la façon dont ce peuple et l'armée avaient été préparés depuis 1806 à la guerre, personne ne saisissait que M. de Moltke avait repris la méthode de Napoléon pour

écraser ses adversaires, et nul ne méditait sur l'application, oubliée en France, des principes napoléoniens : tous croyaient avoir tout expliqué en déclarant que le fusil à aiguille était le seul motif de la victoire et l'on dissertait à perte de vue sur les armes à tir rapide : on en contait des merveilles. C'était un feu continu, ininterrompu qui fauchait tout : pour tirer plus vite, disaient les mieux renseignés, les fantassins prussiens n'épaulaient plus, ils tiraient l'arme appuyée à la hanche. Les fusils à aiguille... il fallait en avoir immédiatement ; c'était la conclusion universelle.

« Pourquoi n'as-tu demandé pour tes étrennes qu'un fusil à aiguille, disait la légende d'une caricature de Cham représentant deux gamins, tu aurais dû demander autre chose... » — « Bah! quand on a un fusil à aiguille, on prend tout ce dont on a envie. »

Le lendemain matin, 5 juillet, les bruits d'intervention de la France se précisèrent : le maréchal Randon et le marquis de Chasseloup-Laubat, ministres de la Guerre et de la Marine étaient restés la veille au soir longtemps aux Tuileries et M. de Chasseloup-Laubat était parti à Cherbourg le lendemain à 8 heures, avec les directeurs de l'artillerie et des constructions navales, le général Frébault et M. Dupuy de Lôme, inspecter la division cuirassée. Tout le monde parlait d'une intervention armée ; mais personne m'affirmait qù'elle était, ou même qu'elle allait être, décidée.

A 11 heures il y eut un coup de théâtre. Le *Moniteur* annonça que l'empereur d'Autriche cédait la Vénétie à Napoléon III, qui l'acceptait et qui prenait le rôle de médiateur. « C'est une grande victoire pacifique » , répétait-on partout en s'abordant et en se félici-

tant. Et la population, surtout dans les faubourgs, se prépara à pavoiser et à illuminer.

Le premier moment de joie passée, on redevint inquiet. Ce n'était pas tout d'avoir accepté le rôle de médiateur et de proposer la paix, il fallait la faire accepter par les belligérants, et l'on doutait de leur consentement. Au ministère de la Guerre on travaillait en secret. Dans quel but? Partout on cherchait où l'on allait et ce que voulait le Gouvernement.

On se rendait compte que l'Europe venait de se disloquer, et l'on se demandait quelle situation aurait la France dans la combinaison nouvelle? On voyait bien, à nos portes, à la place d'une masse de petits États allemands divisés et impuissants, une grande Allemagne unifiée qui, d'un moment à l'autre, se constituerait en un seul État et au Midi une Italie compacte et homogène, et il semblait que l'Empereur, après n'avoir rien prévu de ces deux événements, était maintenant indécis. Quels avantages la France aurait-elle en compensation de la transformation de l'équilibre européen?

Il fallait réunir au plus vite une armée, disaient nombre d'officiers et d'hommes d'État, dicter des conditions avec des clauses avantageuses pour la France et se jeter sur celui des deux adversaires qui refuserait de les accepter.

Les nouvelles les plus diverses s'échangeaient sur les chances des négociations. Quinze jours s'écoulèrent ainsi et l'opinion demeurait troublée sans rien savoir de ce qui se tramait dans la coulisse. A la fin du mois une nouvelle surprenante parvenait encore à Paris : la flotte cuirassée italienne venait d'être battue par la flotte de bois des Autrichiens.

Enfin on annonça que la Prusse était d'accord avec l'Autriche, mais que l'Italie voulait encore continuer la guerre, puis, deux ou trois jours après, que tout le monde était d'accord, et que la paix était maintenant acceptée par tous les belligérants.

Alors l'Empereur, que l'on commençait à dire malade, annonça son départ pour Vichy sur l'ordre des médecins.

La veille, le 28 juillet, le maréchal Canrobert eut une longue entrevue avec lui à Saint-Cloud, où il avait été s'installer avec l'Impératrice. Il lui exposa la pénurie des effectifs de la garnison de Paris et insista pour leur relèvement : il déclara, qu'en cas de guerre, on ne parviendrait à les mettre sur un pied respectable qu'après de longs efforts. L'Empereur répondit par quelques paroles insignifiantes. Il était navrant à voir; à peine s'il pouvait se lever de son fauteuil, et ses traits tirés traduisaient à la fois l'angoisse morale et la souffrance physique. Le maréchal en sortant se demanda si bientôt le Prince Impérial ne serait pas appelé à lui succéder.

L'Empereur ne se trouva pas bien de Vichy et le 7 août au soir il était de retour à Saint-Cloud où, pendant plusieurs jours, personne ne put approcher de lui.

En même temps les articles de la presse prussienne devenaient agressifs et presque insultants. C'était donc la France qui avait été battue à Sadowa. Tout le monde se le répétait maintenant.

CHAPITRE III

LE LENDEMAIN DE SADOWA

« Napoléon III a voulu la guerre qu'il n'avait pas préparée. » Tel est l'axiome répété de bouche en bouche et imprimé dans tous les livres d'histoire ou manuels d'instruction depuis trente-cinq ans. A plusieurs reprises, le maréchal Canrobert m'a dit que rien n'était plus faux. L'Empereur avait fait ce qui dépendait de lui pour éviter la guerre, il connaissait dans ses détails la puissance militaire de la Prusse, il savait notre pays sous le coup d'une invasion, et il chercha à imposer au pays les sacrifices nécessaires et à faire adopter des institutions de nature à mettre la France à la hauteur de la Prusse : malheureusement, aussitôt après Sadowa il fut à peu près seul à voir juste, à croire au danger et à vouloir y parer ; aussi quand la catastrophe arriva, le pays affolé, et d'autant plus vexé qu'il se sentait au fond le véritable auteur de ses malheurs, rejeta sur le souverain les fautes qu'il avait lui-même commises.

L'opinion publique, dès le 4 juillet — la bataille de Sadowa était du 3 — attribua à la victoire prussienne une cause unique ; le fusil à aiguille : il nous en fallait un. Comment n'en avions-nous pas?

En 1855, l'Empereur avait reçu une lettre d'un

ouvrier des ateliers de précision de l'artillerie à Saint-Thomas d'Aquin, d'un nom alors inconnu, M. Chassepot; dans cette lettre, son auteur disait avoir inventé et exécuté, en dehors de ses heures de travail, un fusil se chargeant par la culasse qu'il voulait présenter à Sa Majesté.

Napoléon III avait examiné l'arme nouvelle, l'avait trouvée intéressante, avait commandé qu'on en fabriquât cent spécimens qui furent distribués dans trois régiments. Ainsi 33 dragons de la garde firent la campagne d'Italie avec ce nouveau fusil. Mais malgré les désirs de l'Empereur, le comité d'artillerie, ennemi de toute innovation, par deux fois, sous la présidence du général Ducos de la Hitte (12 janvier et 8 juin 1858), avait émis l'avis que : « le fusil Chassepot *était tout à fait impropre au service,* » et le maréchal Vaillant avait approuvé cette décision le 6 juillet 1858.

L'Empereur, heureusement, connaissant l'esprit rétrograde du comité et du ministre, ne fut nullement convaincu : il ordonna la continuation des études, étudia lui-même le chassepot, indiqua les imperfections à corriger et la manière d'y parvenir, et, le 3 septembre 1865, le comité, obligé de revenir sur ses premiers avis, déclarait par la bouche de son nouveau président, le général Lebœuf, que l'arme ne laissait plus rien à désirer et demandait peu après qu'on en fabriquât à la main quinze cents pour servir à des expériences. Le maréchal Randon, ministre de la Guerre, refusa et le chassepot ne put être adopté, que le 30 août 1866, deux mois après Sadowa, grâce aux insistances répétées de Napoléon III, qui sut vaincre toutes les mauvaises volontés et passer outre aux objections des

ministres et des comités techniques. On le voit donc, ce n'était pas sa faute, si en 1866 on n'avait pas le chassepot, et en 1870, c'est à lui qu'on dut d'en posséder un million.

Le chassepot adopté, il fallut créer des usines pour le confectionner; ces usines et leurs machineries furent rapidement édifiées : en juin 1867, celle de Châtellerault commençait à en livrer les premières centaines, et en 1870, on eût eu la quantité nécessaire si la Chambre, entraînée par l'éloquence sublime de M. E. Ollivier, n'eût refusé les demandes du maréchal Niel que M. Thiers, avec sa justesse de vue ordinaire, a été presque seul à soutenir.

Ce fut un grand malheur, car nos mobiles et nos mobilisés ne purent recevoir cette arme perfectionnée qui était bien supérieure au fusil Dreyse en usage dans l'armée prussienne.

Vers la fin d'août 1866, le maréchal Canrobert reçut une invitation à déjeuner à Saint-Cloud; à l'heure prescrite il était au château. Il s'y rencontrait avec le général Lebrun qui arrivait du camp de Châlons où l'on poussait sans discontinuer du matin au soir les expériences du chassepot. En effet au moyen de cinq cents de ces nouveaux fusils distribués aux chasseurs à pied de la garde, ceux-ci fournissaient des feux individuels ou à commandements devant une commission de généraux de différentes armes, et c'était certainement pour donner des renseignements sur les résultats obtenus, que le général avait été invité par l'Empereur. A midi, on annonça les souverains et l'on passa dans la salle à manger, dont les fenêtres donnaient sur la large avenue verte qui monte à la lanterne de Diogène.

L'Empereur, pour y aller, marchait péniblement, son regard était plus éteint que d'habitude, il parlait lentement et assez peu. L'Impératrice, au contraire, qui portait une jupe courte en voile beige, était surexcitée. A peine fut-on à table qu'elle commença à questionner le maréchal et le général Lebrun, et pendant tout ce déjeuner elle dirigea la conversation, passant d'un sujet à l'autre, parlant du nouveau fusil, du savoir de nos officiers ou de la valeur morale de nos troupes : elle s'exprimait avec volubilité et souvent n'attendait pas la fin des réponses pour poser de nouvelles questions.

Quelle portée avait le chassepot? Quelle était la rapidité de son maniement? Quelle justesse possédait-il? Quand la réponse était favorable, elle battait des mains en tressautant de satisfaction comme un enfant.

Le déjeuner fini, on passa dans le salon des *Vernet*, à l'angle du château. Alors l'Impératrice appela les deux invités et, les prenant à part, elle les poussa, pour ainsi dire, afin d'être avec eux sans témoin, dans un salon voisin, et là, contre une console dorée sur laquelle étaient un groupe d'enfants en marbre blanc et deux vases de porcelaine bleu turquoise sur des pieds de bronze doré faits de sphinx couchés — qui avaient appartenu à Marie-Antoinette — elle continua son interrogatoire. Puis à un moment, elle leur dit que : « le désastre essuyé par l'Autriche avait porté atteinte à la puissance morale et matérielle de la France, et que, si notre pays ne voulait pas descendre du rang qu'il occupait en Europe, c'était un devoir absolu d'augmenter les forces nationales. »

L'Empereur vint quelque temps après prendre part

à la conversation et exposer ses idées : il était partisan du service obligatoire et du recrutement régional que, dès 1843, il avait toujours cru devoir être un jour une nécessité pour tous les États. Il valait mieux l'adopter tout de suite pour éviter le désastre que pour le réparer. Jusqu'à présent, chaque fois qu'il en avait parlé, il avait soulevé les hauts cris de tous ses conseillers. S'adressant directement alors au général Lebrun, il lui demanda un mémoire sur cette question et congédia ses invités. En sortant le général Lebrun dit au maréchal Canrobert : « Les derniers événements ont produit ici une rude commotion. »

Depuis son avènement, Napoléon III avait cherché à créer le recrutement régional qui existe actuellement dans tous les pays, et à éviter cette promenade ridicule en chassé-croisé, à travers toute la France, de soldats renvoyés de Dunkerque à Marseille pour aller se battre à Metz, ou de Grenoble à Brest pour aller retrouver leur régiment à Narbonne, promenade dont on eut le lamentable spectacle en 1870.

Malgré le bon sens de cette idée, aussi simple que claire, et quoiqu'il mît autant de persévérance à la faire mettre en pratique qu'à forcer l'adoption du chassepot, il ne put vaincre les résistances qu'on lui opposa, et il fallut nos désastres pour désiller les yeux de la nation et de ses représentants. Et cependant, Dieu sait s'il avait déjà insisté. Ainsi moins d'un mois après son avénement, il rédigeait un projet de décret de recrutement par régions, et d'appel des réservistes dans la ville la plus rapprochée de leur domicile; malheureusement, il eut le tort de soumettre son projet à l'approbation d'un comité compétent, dont le président était le maré-

chal Vaillant et le secrétaire le général Trochu. Le premier déclara qu'une armée nationale ne serait jamais qu'une mauvaise institution : « l'idéal étant à son avis : *Les Suisses à Naples et les prétoriens à Rome.* » Le second, le colonel Trochu, dans un rapport daté de mai 1853, fut aussi net : « Une telle armée serait une armée nationale, y écrivait-il ; c'est ce qu'il ne faut pas... La constitution la plus parfaite est celle qui crée une armée dont les instincts, les croyances et les habitudes font une corporation distincte du reste de la population », et il terminait en félicitant l'armée d'avoir fait le coup d'État!

En 1860 seulement, l'Empereur parvint à constituer une réserve de 200,000 hommes, mais c'était trop peu, et il eût fallu une longue période pour la réunir et la rendre susceptible d'un service pratique : il lui semblait donc indispensable maintenant, en présence du succès de l'armée prussienne, de trancher dans le vif et d'adopter le système dont l'excellence venait d'être irréfutablement démontrée. Pour causer de ses projets et recueillir des avis, il invita à déjeuner, le 11 septembre 1866, à Saint-Cloud, les maréchaux Canrobert et Niel, les généraux Castelnau, Guiod, Lebrun et l'intendant général Robert.

Après le café, l'Empereur emmena ses hôtes dans son cabinet, et, s'étant mis dans un fauteuil devant son bureau en acajou à monture de bronze doré du faux style Louis XVI que l'on faisait alors, le maréchal Canrobert à sa droite et le maréchal Niel à sa gauche et les généraux devant lui dans des fauteuils de cuir ou de damas vert, il fit lire au général Castelnau une note rédigée sur sa demande, le 20 août 1866.

« ... Si l'an prochain, ou en 1868, y disait le général

Castelnau, nous nous trouvions dans la situation de l'Autriche, attaquée par la Prusse et l'Italie, nous aurions le même sort... » Puis, après avoir passé en revue un certain nombre de systèmes, il terminait par ces mots : « Si l'Empereur désire que cette question soit régularisée, il y aura lieu de lui soumettre un plan de campagne dont tous les éléments sont dès maintenant réunis. »

Le général ajouta que notre armée ne comptait en tout, à l'heure présente, que 288,000 hommes répartis au Mexique, en Algérie, à Rome et en France. En présence du service obligatoire qui donnait à l'Allemagne 1,200,000 hommes exercés, il fallait, en France, adopter les mêmes principes : tout le monde soldat de vingt à cinquante ans, était, à son avis, la seule solution possible.

Le général Lebrun appuya les paroles du général Castelnau : le service obligatoire et la suppression de tout remplacement étaient une nécessité. Le maréchal Canrobert approuva, le maréchal Niel ne donna aucun signe d'assentiment ni de désapprobation. Alors, l'Empereur, revenant encore sur la nécessité du service obligatoire, invita chacun des généraux présents à lui indiquer par écrit le moyen le plus pratique d'arriver au résultat proposé.

Quelques jours après, l'Empereur, qui était malade depuis le mois de juillet, se sentant mieux, partit pour Biarritz où il reçut des ministres, des généraux, des ambassadeurs et plus particulièrement le maréchal Niel qui commandait à Toulouse; puis il fit paraître au *Moniteur* une note annonçant la convocation pour le 6 novembre à Saint-Cloud d'une *grande* commission

militaire composée de tous les maréchaux et amiraux et de trois ministres : MM. Rouher, Vuitry et Fould, des généraux Trochu, Frossard, Palikao, Lebrun.

Avant la réunion, tous les élus avaient reçu six projets autographiés : deux émanant de l'Empereur, un du maréchal Vaillant, un du maréchal Niel, un du général Lebrun, le dernier du général Guiod qui était conseiller d'État.

Les projets de l'Empereur, des généraux Guiod et Lebrun concluaient à l'adoption du service obligatoire à court terme. Le maréchal Niel proposait un système moyen : une armée active doublée d'une garde nationale mobile qui ne servirait qu'en cas de guerre et à l'intérieur. Enfin le maréchal Vaillant était partisan du maintien de ce qui existait avec l'augmentation des contingents.

Le 6 novembre, à l'heure indiquée, tous les membres de la commission sont introduits dans la salle du conseil des ministres, tendue de vert et où pendent, au mur, des tableaux de vues d'Italie et du château de Pau.

L'Empereur, toujours exact, ouvre la séance à l'heure indiquée en posant la question suivante : « Est-il indispensable d'avoir un million de soldats? » On répond oui. Alors, continuant, l'Empereur ajoute : « Comment trouver ce million d'hommes? » et il fait lire son projet. La lecture finie, le maréchal Vaillant observe que : « ce système lèverait toutes les difficultés, mais que jamais les assemblées législatives ne le voteront. » MM. Rouher, Fould et Vuitry approuvent. Alors commence une discussion touffue et sans ordre. L'Empereur préside mal. Il laisse parler tout le monde à la fois, et à la fin reprend son idée de service obligatoire

à court terme ; les militaires partagent cet avis, sauf les maréchaux Vaillant et Randon et le général Trochu. Ce dernier, le maréchal Canrobert s'en souvenait, avait déclaré à l'Empereur que le service obligatoire : « n'était qu'une théorie dont l'application serait impossible, » — il l'a du reste écrit depuis.

Cependant des opinions se font jour. La première, celle du service obligatoire, soutenue par l'Empereur et la plupart des militaires; la deuxième qui consiste dans le maintien de la loi actuelle avec augmentation des contingents et de la durée du service. La troisième présentée par le maréchal Niel conclut à la continuation de l'armée telle qu'elle existe, avec en plus une garde mobile exercée de 400,000 hommes. A cette dernière opinion se rallient les ministres civils.

Le lendemain, nouvelle séance. A l'ouverture, l'on distribue à chacun des membres un nouveau projet dû à la collaboration du général Fleury et du colonel Berthaut. C'est un travail approfondi et clair où sont décrits, dans les moindres détails, les moyens pratiques d'appliquer le service obligatoire et personnel avec la suppression complète de toute exonération ou remplacement.

L'Empereur appuie ce nouveau projet dans lequel il ne condamne que la suppression de l'exonération dont il veut le maintien. Le général Lebrun appuie à son tour le projet du général Fleury, et, comme lui, demande, contre l'avis de l'Empereur, la suppression de l'exonération.

Mais voici M. Vuitry, président du conseil d'État : personnage réfléchi, éclairé, et dont l'avis est toujours désintéressé : il répond à l'Empereur, et pour lui le

service obligatoire serait *inconstitutionnel :* on ne peut pas enlever au Corps législatif le droit de voter annuellement le contingent. M. Fould et M. Rouher parlent dans le même sens et l'on se sépare sans avoir pris de décision : la prochaine réunion aura lieu à Compiègne dans huit jours.

Entre temps, le maréchal Canrobert reçoit la visite du général Fleury : l'Empereur l'a prévenu que si le service obligatoire était décidé, il l'appellerait au ministère pour lui confier le soin de l'appliquer, et le général Fleury annonce au maréchal qu'il prendra pour chef de cabinet son ancien aide de camp, le colonel Berthaut — celui qui fut ministre du maréchal de Mac-Mahon. Mais l'on s'agite beaucoup auprès de l'Empereur pour faire rejeter le service obligatoire. Le marquis de La Valette, ministre de l'Intérieur, surtout met tout en œuvre pour enterrer la question. Tous les jours l'Empereur est l'objet de ses objurgations et de celles des autres ministres. Toutes sortes d'arguments plus spécieux les uns que les autres sont mis en avant : mais le plus grave, c'est que tous les préfets font savoir à l'Empereur combien cette institution jetterait de discrédit sur le Gouvernement. Tous les conseils généraux envoient discrètement des vœux qui sont transmis d'une façon privée. La partie est grosse, car déjà l'on devine que le service obligatoire est partout profondément impopulaire. Sauf l'Empereur et cinq ou six généraux, personne n'en veut. L'Empereur osera-t-il rompre avec ses ministres, avec la Chambre qui lui est dévouée, avec le pays qui l'a acclamé? Pourra-t-il imposer à un peuple une loi contre laquelle ce peuple s'élève avec unanimité? Pourra-t-il affronter l'impopularité, risquer des

émeutes, peut-être une révolution? Issu du suffrage universel, ne joue-t-il pas son avenir en bravant ce suffrage universel dont il détient le pouvoir?

L'Empereur est décidé à lutter, car il voit la situation de la France en Europe sous son jour exact et il ne se fait pas d'illusions; cependant il lui faudra transiger, et pour avoir une moitié de ce qu'il juge utile, il va sacrifier l'autre moitié en se rabattant sur le projet hybride d'une garde nationale mobile. Alors le maréchal Niel, le promoteur et le défenseur de cette idée, deviendra le ministre chargé de la faire adopter par les Chambres et ensuite d'en mener à bien l'application.

Le 13 novembre 1866 au soir, tous les membres de la commission militaire étaient à Compiègne invités à y séjourner une semaine.

Le lendemain 14, à 9 heures du matin, ils se réunirent et la séance s'ouvrit par un discours du prince Napoléon qui, arrivant de voyage, siégeait pour la première fois. Le prince dans une harangue violente, d'une grande éloquence, reprit tous les arguments en faveur du service obligatoire, le déclarant indispensable. Alors recommencèrent les discussions précédentes, les ministres civils posant en principe qu'il était inutile de toujours parler d'une loi qui ne serait jamais votée. Là-dessus, la séance étant levée, plusieurs militaires, dont le maréchal Canrobert et le général Frossard, décidèrent de charger en leur nom les généraux Lebrun et Fleury, qui étaient auteurs de deux projets, de faire un dernier effort auprès de l'Empereur. Napoléon leur répondit qu'il pensait comme eux, mais que seul de leur avis ou à peu près, il ne

pouvait imposer au pays une institution dont il ne voulait pas, ni contraindre des Chambres décidées à ne pas la voter, et qu'il valait mieux se rejeter sur le projet du maréchal Niel et le faire adopter dans les meilleures conditions qu'il serait possible d'obtenir.

Alors aux séances suivantes on parla de la garde nationale mobile. Le maréchal Randon en était l'adversaire déclaré : « Cette proposition, déclara-t-il, ne donnera que des recrues tandis que ce sont des soldats qu'il faut... Si au lieu de recrues, nous avions eu de vieux soldats en 1813, nous n'eussions pas été ramenés des bords de la Vistule dans Paris... J'y étais : je peux en parler en connaissance de cause. » Et les discussions suivirent interminables : on tenait deux séances par jour et quelquefois de six heures d'affilée.

Le 28 novembre, les travaux n'étant point terminés, il fut décidé que les membres de la commission rentreraient chez eux, mais qu'ils reviendraient siéger deux fois par semaine et qu'ils resteraient, ces jours-là, dîner au château.

Certain soir de réunion où il y avait grande réception, le comte de Goltz, ambassadeur de Prusse, se trouvant à un moment à côté du maréchal Baraguey d'Hilliers, lui dit en accompagnant chacune de ses paroles de son gros rire saccadé et bruyant : « Eh bien, monsieur le maréchal, vous prenez donc exemple sur nous? » — « Nous n'avons d'exemple à prendre sur personne et moins encore sur ceux que nous avons battus... Il nous serait facile avec nos pistons de venir à bout de vos fusils à aiguille... » — « Voilà, riposta l'ambassadeur en riant encore plus bruyamment, un langage peu diplomatique. » Heureusement, le mar-

quis de Moustier qui avait entendu quelques mots de la conversation vint la détourner.

Depuis un mois que la commission avait été créée, elle ne cessait de discuter et n'aboutissait pas : la grande majorité de ses membres avec le souverain voulait l'établissement d'une institution que le pays refusait d'accepter : ou tournait dans un cercle vicieux. L'Empereur, tenant par-dessus tout à obtenir le maximum de ce qui était possible, dicta une note destinée au *Moniteur* où il n'engageait personne de la commission. Le Gouvernement, y disait-il, présentera au conseil d'État une nouvelle loi pour obtenir 824,000 hommes d'armée active et de réserve et 400,000 hommes de garde mobile soumis à des *périodes d'exercices et commandés par des cadres de l'armée active*.

Cette note parut le 11 décembre 1866, et de suite elle ne fit qu'augmenter la surexcitation des esprits Députés et conseils municipaux commencèrent à faire des adresses et des pétitions.

« Pour donner une idée de l'état de l'opinion, racontait le maréchal Canrobert, pendant que nous étions à Compiègne, un certain nombre de préfets des départements du Nord demandèrent audience à l'Empereur, et parmi eux M. Léon Chevreau, depuis longtemps préfet de l'Oise : c'était un administrateur habile, avisé, d'un esprit juste qui avait su se faire adorer de ses administrés de quelque opinion qu'ils fussent.

Lorsqu'il avait été question de la loi militaire, tous les conseillers généraux et ceux d'arrondissement et tous les maires qu'il avait eu occasion de voir, lui avaient dit quelle réprobation universelle soulevait ce projet en élaboration. Cette unanimité était telle qu'il

avait cru indispensable d'en prévenir l'Empereur, et il était arrivé à Compiègne où il avait trouvé Mme de Sancy, dame d'honneur de l'Impératrice, et le duc de Conegliano, chambellan de l'Empereur de semaine; leur ayant dit pourquoi il voulait voir l'Empereur, tous deux avaient essayé de le détourner de son dessein. « Aucune démarche ne pourra davantage lui déplaire. Il est décidé à établir le service obligatoire. Donc, tout ce que vous direz sera inutile. » — « Peu importe, je considère de mon devoir de faire connaître à l'Empereur la vérité. »

Persistant dans son idée, il fut introduit auprès de l'Empereur qui le laissa dire, puis frisant sa moustache, lui répondit : « J'avais espérer qu'au lieu d'écouter ces plaintes, vous auriez usé de votre influence pour redresser les erreurs et démontrer à vos administrés la nécessité de la loi. J'espère que c'est ainsi que vous agirez désormais », et après s'être informé aimablement de la santé de Mme et de Mlle Chevreau, Napoléon III congédia le préfet.

La grande commission n'avait plus de raison d'être. Nommée pour mettre sur pied un projet de service obligatoire, la majorité de ses membres, favorables à cette réforme, se sentaient seuls de leur avis, en opposition avec le pays tout entier; ils n'avaient plus qu'à laisser au gouvernement et au conseil d'État, le soin d'élaborer une loi susceptible de ne pas être repoussée par les Chambres. Elle cessa ses séances au commencement de décembre (1866), mais au cours des discussions, plusieurs de ses membres, principalement le maréchal de Mac-Mahon et le général Trochu, avaient critiqué diverses pratiques en usage dans l'armée, et

indiqué plusieurs réformes d'organisation qui avaient frappé l'esprit de l'Empereur. Alors dans la dernière séance, résumant les améliorations proposées par ces deux officiers, il avait proposé de les nommer d'une commission dont feraient partie avec eux les maréchaux Baraguay d'Hilliers et Canrobert, et les généraux Palikao, Frossard et Lebrun, afin de lui soumettre un rapport sur les améliorations à introduire immédiatement.

L'une des premières questions qu'aborda cette commission dite des *réformes* fut celle de l'affaiblissement de la discipline. Le maréchal Canrobert raconta à ce propos plusieurs faits qui démontraient combien il était urgent d'agir.

L'année précédente, ayant été prévenu que des officiers de la garde en garnison à Paris, se promenaient en uniforme avec des parapluies, il avait fait une circulaire pour rappeler le règlement, mais le commandant de la garde s'était plaint que l'on empiétât sur ses prérogatives et les officiers de ce corps privilégié continuaient à user de parapluies en tenue. Il conta ensuite l'anecdote suivante : le ministre ayant demandé l'envoi des pièces comptables des régiments, et certain colonel n'ayant pas répondu à ses rappels, une injonction formelle avec menace de punition lui fut adressée et arriva comme toutes les pièces précédentes au major du régiment. Le colonel était parti quinze jours auparavant, en recommandant que sous aucun prétexte on ne vînt le déranger.

Cependant ce dernier avis était si formel que le major se rendit chez son chef qui, mis au courant de l'affaire, remercia et s'excusa en ces termes :

« J'ai été si occupé ces jours derniers : je n'ai pas eu un moment à moi... Cora Pearl — artiste d'occasion, plus célèbre par son chignon jaune de dimensions gigantesques et par ses avantages physiques que par son talent — Cora Pearl débute ces jours-ci aux *Bouffes* dans le rôle de Cupidon, d'*Orphée aux enfers :* elle a un accent épouvantable, elle prononce *Quioupidoune*, et je me tue à lui apprendre à corriger sa prononciation... Elle a si peur de faire un four... je suis sur les dents... » Et, ajoutait le maréchal Canrobert, ce colonel n'a même pas été réprimandé.

Les maréchaux et les généraux se plaignaient sans cesse à l'Empereur de sa faiblesse, qui l'amenait à lever les punitions les plus méritées et qui encourageait l'indiscipline.

Mais que pouvait-on contre le caractère de ce souverain, que certains ont voulu faire passer pour un tyran, et dont le défaut capital était la bonté, une bonté telle qu'elle devenait dangereuse et qu'elle fut une des causes de sa perte et de nos malheurs.

La *Commission des réformes* s'occupa ensuite de « l'énervement de la masse de l'armée au profit de la garde et des compagnies d'élite » , et demanda, comme l'avait déjà fait plusieurs fois le général Fleury, la réduction de la garde et la suppression des compagnies d'élite.

Elle demanda ensuite un meilleur groupement des troupes, l'augmentation de l'artillerie, l'étude de l'emploi du télégraphe et du chemin de fer, la simplification des manœuvres compliquées, le relèvement du niveau intellectuel des écoles, enfin elle concluait en ces termes : « La commission se souvenant de l'insuffisance de préparation qui s'est révélée au com-

mencement des expéditions de Crimée, d'Italie et du Mexique, signale la nécessité d'arrêter un ensemble de dispositions pour la *rapide réunion* d'une armée sur le théâtre de la guerre pour la conduite des opérations. »

Rédigé au commencement de février 1867, ce rapport fut remis à l'Empereur, qui l'étudia durant de longues heures et le couvrit d'annotations, qui presque toutes étaient approbatives, sauf celle de la suppression des compagnies d'élite. L'Empereur ne voulait pas les voir disparaître : « Il avait raison contre nous, disait le maréchal Canrobert. Quelque temps après, il céda à nos instances : les grenadiers et voltigeurs qui constituaient réellement deux compagnies d'élite, une fois versés dans les compagnies du centre, ne les améliorèrent pas, et l'on perdit, sans profit pour la masse, une troupe sur laquelle on était en droit de compter. »

L'Empereur insistait dans l'une de ses annotations sur la constitution d'un état-major général et lui traçait ainsi son rôle :

« Il faut réunir toutes les cartes étrangères : établir des statistiques sur tous les points de l'Europe où la France pourrait être appelée à faire la guerre : explorer les chemins, les ressources des pays, les points les plus faciles pour pénétrer soit dans la vallée du Danube, du Main, ou en Belgique. »

L'Empereur avait constaté, pendant la guerre de Crimée, l'insuffisance de l'état-major, et en 1857, il avait nommé une commission pour étudier un projet de reconstitution de ce corps spécial sur une base plus large, avec roulement des officiers dans la troupe ; mais le rapporteur de la commission, le général Trochu, — car l'Empereur, qui lui accordait une con-

fiance particulière, le consultait de préférence à tout autre — repoussa toute amélioration, concluant dans un éloquent rapport que : « Le corps d'état-major ayant, depuis quarante ans, fait ses preuves, il était inutile de le modifier ».

L'Empereur devait reprendre la question en 1869, avec le maréchal Niel; mais l'armée fit une telle opposition à ce nouveau projet qu'on dut le retirer pour le modifier, et il en résulta que la guerre éclata sans que l'état-major fût à hauteur de son rôle : ce fut le général Castelnau, qui, plus de dix ans après les événements, eut le mérite de créer l'école de guerre et l'état-major tel qu'il est maintenant.

Pour en revenir au rapport de la *commission des réformes*, l'Empereur, après l'avoir annoté, appela le maréchal Niel, le lut avec lui, lui indiquant les mesures à adopter immédiatement et celles à faire étudier. Toutes ne furent pas du goût du maréchal, mais il prit, néanmoins, sous la dictée de l'Empereur, des quantités de notes qui existent encore et qui sont la preuve de la justesse de vue de Napoléon III.

Il pouvait y avoir six semaines que le rapport de la *commission des réformes* avait été remis à l'Empereur, lorsque parut un livre anonyme : *L'armée française en 1867*, qui de suite eut un grand retentissement en France et à l'étranger. Le public y voyait une critique de tout ce qui existait et y cherchait vainement l'indication des remèdes aux maux signalés. Pour les membres de la *commission des réformes* il n'y avait point de doute; ce livre sans nom d'auteur émanait de l'un d'eux, car ce n'était que la paraphrase du rapport *confidentiel* qu'ils avaient adressé à l'Empereur : les

chapitres et leurs titres étaient copiés et même souvent des phrases et des paragraphes étaient identiques. Bientôt tout le monde sut que c'était le général Trochu qui, sans l'assentiment de ses six collègues, dont trois étaient maréchaux de France, livrait à la publicité un travail *secret* qui ne lui appartenait pas et le maréchal Canrobert ne se gênait pour qualifier ce procédé de manque de convenance.

Qu'eût donc dit le maréchal s'il avait su ce que le général Trochu écrirait plus tard dans ses *Mémoires posthumes*. Par l'extrait suivant, le lecteur verra quel jugement on doit porter sur son dire et son caractère.

« Deux membres de cette commission, ainsi s'exprime le général Trochu, le prince Napoléon et j'étais l'autre, montraient... que les vieilles croyances en fait d'institutions militaires étaient à remplacer par d'autres... Non seulement ces idées considérées comme des rêveries qu'inspirait l'esprit d'opposition furent *supprimées* après d'interminables discussions dont on jugeait que l'insuccès était dû à cette opposition tenace, et l'officier général qui la représentait ne reçut plus de convocation. Je cessai, sans *qu'on m'en eût averti*, de faire partie de cette haute commission, et quand le journal officiel fit connaître le résultat des résolutions unanimes, c'était, en ce qui concernait un de ses membres, une tromperie. Je crus que le patriotisme me défendait de rester officiellement associé à cette œuvre et de subir la solidarité que m'imposait une telle violence morale.

« C'est alors que pour m'y soustraire, résumant les observations que j'avais faites depuis trente ans, je publiai : *L'armée française en 1867.* »

Eh bien dans ces quelques lignes il n'y a pas un mot qui ne soit un mensonge.

Tout d'abord le général Trochu affirme qu'il a été le seul avec le prince Napoléon à demander le changement de nos institutions. Comment peut-il oublier que tous les militaires ont demandé l'institution du service obligatoire, sauf les maréchaux Vaillant, Randon et lui.

Comment peut-il énoncer une telle affirmation? Comment peut-il en être arrivé à oublier que non seulement ses camarades avaient parlé dans la commission en faveur du service obligatoire, mais que la plupart d'entre eux, l'Empereur, le maréchal Canrobert, les généraux Fleury, Lebrun, Castelnau, Guiod et Frossard avaient rédigé des mémoires et des notes signés et datés concluant tous au service obligatoire, documents qui existent encore dans les cartons du ministère de la Guerre comme témoignage de l'inexactitude de sa mémoire?

Comment oublie-t-il surtout qu'il a écrit alors : « *Ce n'est là (le service obligatoire) qu'une théorie dont l'application dans les circonstances présentes en serait impossible... C'est le système qui n'impose l'obligation du service qu'à un nombre limité que la France doit continuer* ».

Il prétend ne plus avoir été convoqué aux séances de la commission, mais il oublie encore que, lors des dernières séances, il se vantait dans ses lettres « de faire entendre de bonnes vérités aux illustres personnages qui l'entourent ». Il oublie aussi — ce qui est tout à fait invraisemblable, — qu'à la dernière séance l'Empereur lui proposa de faire partie de la *commission des reformes* chargée du rapport confidentiel dont nous avons parlé.

Il se plaint que l'Empereur a publié une note engageant les membres de la grande commission : sur ce point il nage dans le rêve : jamais le *Moniteur* n'a parlé de l'avis de la grande commission, mais de l'avis du Gouvernement.

Il affirme enfin avoir publié son fameux livre sur l'armée en 1867 parce que son *patriotisme* lui *défendait de rester associé et de subir la solidarité* de ses collègues, et ses collègues étaient les maréchaux et les généraux dont nous connaissons les noms.

Ce livre est la paraphrase, nous l'avons dit, du rapport confidentiel qu'il était chargé de faire en collaboration avec trois maréchaux et trois généraux. Il savait que ce rapport avait été étudié et couvert de notes approbatives par l'Empereur qui avait prescrit au ministre de prendre les mesures en conséquence. Sa conduite en cette circonstance ne peut guère relever du patriotisme mais uniquement de l'amour de la réclame qu'il possédait de tout temps et dont le maréchal Pélissier se moquait avec tant de finesse méchante.

Qu'on n'aille pas croire qu'après cela l'Empereur lui ait retiré sa confiance. Un mois après l'apparition de son livre, le 11 avril 1867, lorsque le maréchal Niel parla de désigner un major général pour les armées en cas de guerre, l'Empereur lui désigna le général Trochu, malgré le ministre qui eût voulu le général Lebrun.

Pendant que la *Commission des réformes* travaillait au rapport que le général Trochu s'appropriait, Napoléon III avait appelé au ministère de la Guerre le maréchal Niel (19 janvier 1867).

Le premier jour de son entrée en fonction le nouveau ministre écrivit au maréchal Canrobert pour lui

demander son concours. Tous deux avaient eu des rapports tendus en Crimée, et après Solférino ils en étaient arrivés à vouloir se battre; mais la lettre conçue dans des termes élevés et qui témoignaient de l'importance que son auteur prêtait à son envoi et de celle encore plus grande qu'il donnerait au concours réclamé par lui et qu'il espérait qu'on ne lui marchanderait pas, toucha le maréchal Canrobert. Il pouvait être 2 heures de l'après-midi lorsque le pli de son collègue lui fut apporté; le maréchal Canrobert était dans son tout petit cabinet de l'entresol, au plafond si bas, du magnifique hôtel de la place Vendôme, alors l'hôtel du commandant en chef du 1er corps, — entre l'hôtel Bristol et le ministère de la Justice. — Après avoir lu attentivement, le maréchal appela son premier aide de camp, le commandant Lonclas, lui communiqua la lettre; et s'enfermant avec lui, en défendant qu'on le dérangeât, il s'occupa de la rédaction de la réponse.

Il resta ainsi invisible pendant deux heures. Orateur de sa nature, en paroles il eût rendu son sentiment avec le brio qui ne l'abandonnait jamais et faisait tant d'impression dans les bivouacs comme dans les assemblées; mais la plume à la main, il se sentait plus gêné, et il tenait à ce que sa réponse ne laissât aucun doute sur le concours absolu et sans réserves qu'en toutes circonstances il apporterait à son collègue.

Vers 5 heures, un chasseur à cheval portait rue Saint-Dominique la réponse si laborieusement composée que nous n'avons pas retrouvée.

C'est ainsi que le maréchal Canrobert fut au courant des idées du nouveau ministre, qu'il connut les difficultés qu'il eut à surmonter, et quand on lui parlait,

longtemps après ces événements du maréchal Niel, il se redressait, ses yeux s'animaient et généralement il répondait : « Sa mort fut un grand malheur. » Puis comme absorbé il s'arrêtait et il fallait lui arracher bribes par bribes le récit des luttes que l'Empereur et le maréchal Niel avaient eu à soutenir, tant il était dégoûté de revenir à ces souvenirs pénibles.

Le maréchal Niel avait été choisi par l'Empereur pour faire voter et appliquer la nouvelle loi militaire dont il était l'auteur et dont la disposition principale était l'institution de la garde mobile. Dans l'idée du maréchal cette garde mobile devait non seulement être armée, exercée, appelée périodiquement sous les armes et commandée par les officiers de l'armée active, mais par-dessus tout, il comptait qu'en cas de guerre sur un décret, elle pourrait être versée dans les régiments de ligne.

Mais déjà, le 19 janvier 1867, lorsque le maréchal entrait rue Saint-Dominique la loi était en discussion au conseil d'État et cette assemblée, malgré l'Empereur qui avait présidé plusieurs séances, en supprimait les dispositions essentielles. Le maréchal eut beau discuter pied à pied les bases de ses dispositifs, la loi était dénaturée au point de perdre presque tous ses avantages, quand elle fut présentée au corps législatif.

« Nous sommes obligés de voter cette loi, disait un député officiel M. West, parce que l'Empereur le veut, mais nous l'arrangerons de telle façon qu'elle ne pourra pas servir. »

Telle était l'opinion de la presque unanimité du Corps législatif. Aussi devant cette opposition l'Empereur pensa à une dissolution. Les 30 et 31 mai 1867 il

demeura perplexe. Le 1er juin M. Rouher l'empêcha de réaliser ses désirs. Le pays voulait encore moins de la loi que les députés; et de nouvelles élections se seraient faites sur la question de la loi militaire, et elles eussent envoyé une majorité énorme avec mandat formel de la repousser; il valait donc mieux discuter avec les députés en fonction. L'argument parut décisif à l'Empereur et le maréchal Niel continua à disputer pied à pied les derniers éléments fondamentaux de sa loi, sans désespérer d'en tirer un parti quelconque à l'occasion, et surtout avec le secret espoir que mieux inspirée et avec le temps une autre Chambre rétablirait ce que celle-ci annulerait de ses propositions.

Mais déjà il était mortellement atteint et les batailles qu'il allait soutenir devait ruiner son organisme au point qu'il ne serait bientôt plus en état de supporter une opération nécessaire et qu'il mourrait au moment où il était tout entier à sa tâche.

Dans cette lutte énervante qui dura plus d'une année, ce ne furent pas les discussions perpétuelles avec les députés qui agacèrent le plus le maréchal; ceux-ci, opposés à la loi, la combattaient ouvertement et par tous les moyens en leur pouvoir, mais il était certains ministres qui pour complaire à l'Empereur la défendaient au conseil et déclaraient au maréchal vouloir en soutenir la discussion à la tribune, et qui, en sous-mains, la combattaient pour conserver leur influence sur les députés. Un soir le maréchal rentra du Palais-Bourbon plus préoccupé que d'habitude; sans prononcer un mot il passa au billard et commença sa partie ordinaire avec ses officiers, sans desserrer les dents. Autour de lui où l'on était habitué à une conversation ininter-

rompue sur les événements du jour, ou sur les questions à l'étude, on se demandait la cause de ce mutisme. A un moment, n'y tenant plus, le maréchal, levant sa queue de billard à deux mains au-dessus de sa tête et en la jetant sur le drap vert devant ses partenaires qui le regardaient étonnés : « C'est trop fort... M. Rouher, M. Rouher lui-même qui est chargé de défendre la loi et qui lui fait en dessous de l'opposition pour plaire aux députés... Oui ils feront tant qu'à la fin les Prussiens se jetteront sur nous comme des tigres et nous mettront en morceaux. »

On connaît à ce sujet le fameux mot de Jules Favre, mais on sait assez peu dans quelles circonstances il fut prononcé : souvent même il a été nié, parce qu'il n'est pas au *Moniteur*.

C'était le 2 janvier 1868, au Corps législatif, il pouvait être 5 heures du soir; le maréchal Niel, à la tribune, défendait l'organisation de la garde mobile; il était à la fin de son discours et déclarait que les périodes d'exercices étaient indispensables.

Alors, Jules Favre cria de sa place : « Vous voulez donc faire de la France une caserne? »

Se retournant lentement vers l'interrupteur, le maréchal répondit d'une voix basse : « Et vous, prenez garde d'en faire un cimetière... »

A ces mots une rumeur se produisit dans la salle, et plusieurs députés, dont M. Stephen Liegeard, vinrent serrer la main du maréchal Niel, et la séance continua. Dans la soirée, le chef des rédacteurs demanda au commandant d'Ornant, aide de camp du ministre — actuellement général — qui corrigeait les épreuves du discours, s'il ne jugeait pas convenable de supprimer

complètement l'interruption qui produirait une émotion profonde sur l'opinion. L'aide de camp alla en référer au maréchal qui ne fit aucune objection et c'est ainsi que le commandant d'Ornant biffa le fameux mot que les événements devaient rendre célèbre.

Cette loi telle qu'elle fut votée, on ne le répétera jamais assez, était plus mauvaise que celle qu'elle prétendait améliorer. Le maréchal ne se fit aucune illusion à cet égard. Bien souvent ses officiers lui en firent l'observation, mais il leur répondait : « Il faut l'appliquer le mieux possible disait-il, parce qu'une loi vaut par la façon dont on s'en sert; ensuite, parce que celle-ci consacre le principe du service obligatoire. Avec le temps, elle entrera dans les mœurs, et peu à peu on arrivera à en faire une application plus rationnelle, et en cas de guerre, sous la pression des événements, une nouvelle loi, enlevée à la vapeur, permettrait le versement de la mobile dans l'armée active, seule chose pratique. »

Au moment même où l'Empereur appelait le maréchal Niel au ministère, on ne savait pas quelle serait la loi militaire, si elle serait votée et quand elle le serait; il pouvait donc s'écouler plusieurs années avant que les institutions en vigueur fussent modifiées; or il fallait avec les moyens qu'elles donnaient, sans plus tarder, parer à la situation, car à 500,000 Allemands avec douze cents pièces de canon prêts à entrer en France en un mois, nous ne pouvions opposer que 80,000 hommes et quatre-vingt-dix pièces de canon; toutes nos places fortes étaient ouvertes et désarmées.

L'Empereur eût voulu, tout d'abord, sans avoir recours aux Chambres, et par mesure administrative

constituer douze corps d'armée permanents et complets, tels qu'ils existent depuis 1873, et établir le recrutement régional avec permanence des dépôts et magasins généraux au siège de chacun d'eux.

Malheureusement, le maréchal Niel s'opposa à ces réformes : il ne croyait pas, comme l'Empereur le lui affirmait, que la Prusse pouvait en un mois envahir la France avec 500,000 hommes. En 1869 seulement, les calculs des commandants Fay et Samuel et du capitaine Lepippre finirent par le convaincre.

L'Empereur exigea aussi l'étude d'un plan de campagne qui, établi dans ses grandes lignes par le général Jarras le 22 décembre 1867, fut adopté le 16 janvier 1868 par le maréchal Niel.

En matière de fortification le maréchal fut d'accord avec l'Empereur pour refaire *toutes* nos places fortes et les armer. Mais les Chambres refusèrent les crédits ; si bien que lors de la déclaration de guerre il n'y avait à Metz que quatre forts inachevés, seuls travaux que l'on eût faits pour constituer nos défenses qui n'existaient pas.

Quant à l'artillerie, mieux que personne, Napoléon III savait notre matériel de 1858 défectueux, mais comme il savait aussi que toujours ministres, directeurs et comités s'opposeraient à toutes les améliorations, il avait pris le parti de créer, sur sa cassette personnelle, un atelier qui ne relevait que de lui seul et où le capitaine de Reffye ferait des expériences. De cet atelier sont sortis la mitrailleuse et le canon de 7 se chargeant par la culassse. Si la mitrailleuse ne fut pas appréciée à sa valeur, c'est qu'elle fut confiée, au moment de la guerre, à des canonniers qui n'avaient point eu le

temps d'en apprendre le maniement. Quant au canon de 7, adopté seulement à la veille de la guerre, il ne fut mis en usage que dans les armées de provinces, mais il était supérieur au canon Krupp.

Toutefois malgré les mauvaises volontés, l'ignorance de la situation, les refus persistants de la Chambre, malgré l'insuffisance de nos effectifs et de nos armements, le travail du maréchal Niel, quelque restreint qu'il fût, eut des résultats heureux. Ils firent illusion. On les crut bien supérieurs à ce qu'ils étaient, et comme l'imagination exagère toujours lorsqu'il s'agit de faits lointains, à Berlin on les supposa considérables. M. de Bismarck, dès lors moins sûr de la victoire, calma son ardeur, reprit des habitudes de politesse qu'il avait abandonnées après Sadowa et qu'il quitta de nouveau dans les premiers mois de 1870.

C'est qu'il ne voulait la guerre que si l'issue lui en paraissait certaine, et pour le moment il était pris de doute.

Ce ne fut que lorsqu'il vit le ministère parlementaire du 2 janvier 1870 désarmer ostensiblement et détruire toute l'œuvre du maréchal Niel, qu'il se décida à lancer la candidature espagnole qui devait faire, à son idée, l'effet d'une loque rouge devant les yeux du taureau gaulois.

CHAPITRE IV

L'EXPOSITION, LES SOUVERAINS A PARIS, L'ATTENTAT BEREZOWSKI.

L'année 1867 parut sur le moment être l'apogée du second Empire. Comment la foule pouvait-elle ne pas croire à l'immensité de notre puissance et au fond inépuisable de nos ressources quand elle voyait venir à Paris tous les souverains d'Europe, et qu'elle contemplait la richesse incomparable de nos industries étalées avec un art qui n'a jamais été égalé?

Dès qu'il fut question d'Exposition, le maréchal Canrobert fut désigné par l'Empereur pour en présider la commission militaire.

L'ouverture eut lieu le 1er avril 1867, mais ne laissa guère présager le succès incomparable de la fête qui allait durer près de six mois sans désemparer.

La journée était maussade : temps gris et froid, par moments une petite pluie glaciale; sur les figures de l'Empereur et sur celles des ministres présents on lisait l'inquiétude. Il y avait de quoi être préoccupé puisque d'un moment à l'autre on s'attendait à recevoir l'avis que la Prusse allait déclarer la guerre à la France : M. de Bismarck par de fallacieuses invites nous avait incités à demander l'annexion du Luxembourg, et maintenant que l'on avait suivi ses conseils et que l'on

avait presque acquis cette province, il venait tout à coup nous faire savoir que l'exécution des projets concertés en commun déjà en partie réalisés avec son approbation, serait le signal de la guerre.

La promenade des souverains à travers le palais du Champ-de-Mars parut également morose à la masse des curieux qui ne savaient rien de ce qui se tramait. L'Empereur et l'Impératrice allaient d'un pas rapide entre des rangées de vitrines recouvertes de grandes toiles grises, se détournant par moments devant des masses de ballots qui leur barraient la route, ou bien au dehors des galeries, pataugeant dans des flaques d'eau ou des terrains boueux : partout des ouvriers travaillaient d'arrache-pied et des curieux allaient déconfits.

Les jours suivants furent aussi tristes, et le 6 avril, sur des bruits de guerre qui furent connus subitement du public, il y eut une panique à la Bourse. Le temps d'ailleurs demeurait brumeux et froid. Enfin, vers la fin du mois le soleil parut, le printemps se montra ; au Champ-de-Mars les vitrines s'ouvrirent ; l'horizon politique s'éclaircit et les souverains étrangers tranquillisés commencèrent à venir à Paris ainsi que des visiteurs de tous les pays. Jamais on n'en avait tant vu.

Le maréchal Canrobert aimait à se rappeler cette féerie de 1867. A nulle époque, en effet, une fête internationale ne fut aussi gaie, aussi instructive, aussi réussie.

Le bâtiment construit au centre du Champ-de-Mars en forme d'ellipse était consacré à l'industrie.

Les produits d'un même genre étaient exposés par cercles tandis que les États exposaient par rayons. Si

l'on voulait connaître les machines de tous les pays, on suivait le cercle consacré aux machines. Si l'on voulait connaître l'industrie anglaise, ou allemande, on parcourait le rayon de l'ellipse où elle s'abritait.

Dans le cercle de la métallurgie, à l'une des principales entrées se voyait le canon monstre de Krupp ; un peu plus loin la machine qui prenait une peau de lapin et qui la rendait confectionnée en chapeau de feutre, prêt à être porté.

Les pourtours extérieurs de l'ellipse donnant sur le Champ-de-Mars transformé en jardin, étaient remplis de restaurants, de bars, de cafés de tous les pays du globe, servis par des femmes en costume national, d'un exotisme peut-être douteux, mais fort jolies. Ainsi le bar anglais offrait, en dehors des drinks les plus variés, une série de miss au teint éclatant et à la chevelure opulente autant que blonde. Plus loin, c'étaient des Hollandaises au casque d'or et au corsage bien garni. Là des Espagnoles en boléro ou des Italiennes avec des yeux en amandes et des cheveux de jais. Des Grecques, des Égyptiennes, des Indiennes, des Chinoises, des négresses ; tous les peuples étaient représentés d'une façon agréable et alléchante.

Dans le jardin, autour du grand bâtiment elliptique, des chalets, des palais, des villages, des labyrinthes, des bosquets, des parterres. Là un temple égyptien avec son allée de sphinx — ils ornent aujourd'hui la villa de M. Sardou à Marly. — Là une pagode, ici une isba, et encore des restaurants et des tavernes. Dans l'une d'elles on venait déguster la bière de Pilsen et entendre les tziganes : les premiers que l'on vit dans la capitale. Depuis, ils sont devenus fastidieux : mais

alors ils firent révolution. Quoique peu musicien, le maréchal Canrobert parlait encore, vingt ans après, de l'effet que lui avait produit leur musique endiablée. En vérité, leurs czardas et la marche de Rakoczi — qu'ils jouaient sans cesse, agissaient sur les nerfs, et beaucoup de leurs auditeurs étaient grisés comme s'ils avaient bu des boissons fermentées.

Le roi de Grèce fut le premier à venir visiter l'exposition : tout jeune, il parut timide et fit peu d'impression sur le maréchal. Quelques jours après, le roi et la reine des Belges étaient nos hôtes ainsi que le prince royal de Prusse et la princesse qui devaient être l'empereur et l'impératrice Frédéric III. Alors eut lieu chez le prince et la princesse de Metternich le premier des bals dont on a tant parlé. Peut-être fut-il surpassé par la suite, mais comme il ouvrait la série, il frappa davantage les imaginations, et ses détails restèrent mieux gravés dans la mémoire du maréchal Canrobert.

C'était le 29 mai : l'ambassadrice, avec sa grâce incomparable et toujours spirituelle, et sa jolie laideur, avait, véritable fée, d'un coup de sa baguette, créé un palais tout tendu de satin jaune qu'éclairaient des milliers et des milliers de bougies et que décoraient des massifs de roses.

Dans la foule des invités on distinguait le roi des Belges à sa grande taille, son grand nez, sa grande barbe ; avec son épée qui lui battait dans les jambes, il avait l'air d'un fonctionnaire qui met son uniforme sans savoir le porter. Le prince de Prusse, admirablement beau, fut simple et naturel. La princesse sembla triste et ses hôtes ne surent à quoi attribuer cette mauvaise humeur. Les princes se mouvaient dans une foule

bigarrée, à uniformes de toutes sortes et de gens de tous les pays, Chinois en robe de soie, Arabes en burnous, Turcs en fez, Albanais en fustanelle et tous paraissaient à l'aise, tant les maîtres de la maison accueillaient chacun avec affabilité.

L'Empereur en habit bleu à boutons d'or et l'Impératrice en robe de satin jaune avec une tunique de tulle pailleté d'argent, arrivèrent à 11 heures. A un moment, l'Impératrice s'entretint quelque temps avec la duchesse de Mouchy, sa cousine, née Anna Murat, qui avait une robe de mousseline blanche ornée de pampres et de grappes de raisins. Puis on la vit se lever, parcourir les salons et se faire nommer par la duchesse de Mouchy, qui l'accompagnait, toutes les dames du faubourg Saint-Germain qui ne venaient pas à la Cour.

L'ambassadeur et l'ambassadrice réservaient à leurs hôtes une surprise : vers minuit, on vit subitement des cloisons s'enfoncer dans le sol, et apparaître un nouveau palais des mille et une nuits, tout tendu de satin et de gaze vert d'eau, losangé de guirlandes de roses avec des rideaux et des tentures de satin rose : au milieu, tombant d'une fontaine de marbre, une cascade dont les eaux étaient sans cesse traversée par des rayons de lumière électrique de couleurs variant à chaque instant.

Quand, au petit jour, le dernier invité eut quitté les salons et que le prince et la princesse de Metternich se trouvèrent seuls avec leurs amis intimes, le comte et la comtesse de Pourtalès, ils poussèrent un soupir de satisfaction et un cri de joie leur échappa. Personne ne s'était douté que durant toute la soirée et la nuit de cette féerie si admirable et dont ils recevaient tant de compliments, leurs sourires et leur amabilité cachaient

une transe indicible. Tous deux avaient eu l'esprit hanté de voir se renouveler chez eux l'horrible drame du bal du prince de Schwartzemberg, lors du mariage de l'impératrice Marie-Louise. Comme leur prédécesseur de 1810, ils avaient fait construire en planches cette salle délicieuse tendue de gaze vert d'eau et de guirlandes de roses et ils avaient le pressentiment que, comme chez lui, cette salle prendrait feu. Heureusement, il n'en fut rien; mais le bal n'en fut pas moins le signal pour la maison d'Autriche de nouveaux malheurs. « Il était temps que le prince et la princesse de Metternich le donnassent; quelques jours plus tard, c'eût été impossible » , écrivait un des chroniqueurs de cette époque.

En effet, l'archiduchesse Mathilde, fiancée au prince Humbert le futur roi d'Italie, jeune fille brune aux yeux brillants, une jolie figure espiègle et gaie, air enjoué et mutin, insouciante, qui riait avec des éclats sonores et battait des mains en sautant quand elle était joyeuse, mourait brûlée après des souffrances épouvantables, comme pour répondre aux pressentiments qui avaient assailli l'esprit du prince et de la princesse de Metternich. L'archiduchesse aimait fumer des cigarettes d'Orient, mais son père, l'archiduc Albert, — le vainqueur de Custozza — le lui ayant défendu, elle ne fumait qu'en cachette, et un jour, prête à aller au bal, vêtue d'une robe de gaze, surprise par quelqu'un qui entrait chez elle, elle cacha sa cigarette allumée dans les plis de sa robe qui prit feu, et en un instant elle fut entourée de flammes. Elle survécut quelque temps dans les plus terribles douleurs.

Puis, quinze jours après, l'archiduc Maximilien tombait sous les balles de Juarez.

L'Empereur aurait voulu donner à la partie militaire de l'Exposition quelque chose d'imprévu qui eût frappé l'imagination, et un matin il fit appeler le maréchal Canrobert et lui annonça qu'il avait fait écrire confidentiellement à tous les souverains pour leur demander d'envoyer à Paris un bataillon de leur armée, que l'on pourrait ainsi comparer avec ceux des autres nations. Cette proposition fut déclinée et l'on dut se contenter de faire un concours de musiques militaires, au succès duquel tous les gouvernements se prêtèrent.

Le maréchal Canrobert, peu musicien, dut cependant s'occuper, de haut il est vrai, de cette affaire. Le jour du concours, qui eut lieu au Palais de l'Industrie, la musique des guides, sur laquelle on comptait, ne fit aucun effet; au contraire, celle du 1er régiment du génie prussien et celle de la garde de Paris enlevèrent tous les suffrages. Lorsque les cuivres de la garde municipale firent résonner la grande voûte de verre du Palais de l'Industrie en entonnant la marche de Lohengrin, ce fut du délire dans l'auditoire et le lendemain le maréchal Canrobert fit venir le chef de musique à la place Vendôme pour le féliciter. Il s'appelait Paulus et avait débuté comme mousse; en 1840, il était flûte dans la fanfare de la *Belle Poule,* et en cette qualité il alla avec le prince de Joinville chercher et rapporter de Sainte-Hélène les cendres de Napoléon. En 1844, il avait été chef de musique du *Pluton.* Lors de la révolution de 1848, il passa maréchal des logis trompette dans la garde républicaine et devint en 1855 chef de la musique de ce corps, qu'il dirigea pendant quinze ans, où il devint ce que l'on nomme « une personnalité bien parisienne ».

Un matin, à peu près à l'époque où avait lieu le concours de musique, l'Impératrice fit mander le maréchal Canrobert aux Tuileries. L'Impératrice, en costume très simple, était à son petit bureau occupée à écrire lorsque le maréchal se présenta à elle.

De suite elle lui dit qu'elle avait pensé à exciter le patriotisme, et qu'elle désirait que dans chaque village « on conservât la mémoire d'un simple soldat mort au champ d'honneur ; une rue ou une place porterait son nom, et dans l'école, une plaque en marbre transmettrait aux générations futures le récit de l'action d'éclat qui lui aurait donné le droit d'avoir son monument... » « Ainsi, ajouta-t-elle, on réveillerait par cet exemple, quelquefois oublié, et cet hommage public, l'enthousiasme des générations suivantes, et leur dévouement au drapeau... » En parlant, l'Impératrice s'était peu à peu excitée, et elle prononça ces dernières paroles avec une réelle exaltation.

Interrogé pour donner son avis, le maréchal approuva et déclara le ministre de la Guerre désigné pour trouver le moyen de réaliser les vœux de la souveraine.

L'Impératrice parut satisfaite et congédia le maréchal qui n'entendit plus jamais parler de ce projet.

Tout le mois de mai on discuta sur la venue de l'empereur de Russie et du roi de Prusse et le maréchal Canrobert fut tenu au courant des négociations fort délicates auxquelles donna lieu leur visite.

On tenait beaucoup aux Tuileries à posséder l'Empereur de Russie et on eût désiré au contraire que le roi de Prusse déclinât son invitation, et ce qu'on ne voulait surtout pas, c'est que ces deux souverains vinssent en-

semble : or, c'est justement ce que l'empereur de Russie et le roi de Prusse avaient secrètement décidé de faire. Aussi lorsqu'on le sut à Paris, l'émotion fut vive dans les hautes sphères, et l'Empereur écrivit ce petit mot à son ministre des Affaires étrangères :

11 mai 1867.

« Je vois par la dépêche de ce soir que l'empereur de Russie doit venir à Paris avec le roi de Prusse. Il faut tâcher d'éviter que ces deux souverains viennent ensemble. Si *on ne peut empêcher complètement le voyage du roi de Prusse*, je vous prie de ne pas perdre un instant pour dire à M. de Budberg — ambassadeur de Russie à Paris — qu'autant l'empereur de Russie sera bien reçu s'il vient seul, autant son arrivée avec le roi de Prusse fera mauvais effet. Tâchez qu'il écrive immédiatement par le télégraphe à Pétersbourg. Tâchez enfin de faire de la diplomatie pour atteindre le but que je désire. Croyez, etc...

« NAPOLÉON. »

A l'ambassade de France à Berlin, on cherchait aussi à empêcher le voyage du roi Guillaume, pour lequel on redoutait un accueil peu aimable de la part des Parisiens. « Le voyage du roi de Prusse, écrivait notre chargé d'affaires, M. Lefevre de Béhaine, semble téméraire, inconvenant, invraisemblable. Nous nous estimerons heureux, si à force de prévoyance la police empêche qu'il ne soit hué. »

Mais rien n'y fit : l'oncle et le neveu étaient irrévocablement décidés.

En conséquence, le programme du séjour de l'empereur Alexandre II fut ainsi réglé et communiqué tel que le voici, au maréchal Canrobert :

1er juin. — Samedi : Arrivée.
2 — Dimanche : Courses. Grand dîner.
3 — Lundi : Repos.
4 — Mardi : Dîner au corps diplomatique. Opéra.
5 — Mercredi : Bal à l'ambassade de Russie.
6 — Jeudi : Grande Revue.
7 — Vendredi : Repos.
8 — Samedi : Bal à l'Hôtel de Ville.
9 — Dimanche : Grandes eaux à Versailles.
10 — Lundi : Grand bal aux Tuileries.
11 — Mardi : Fontainebleau. Départ.

L'empereur Alexandre II arriva en effet le jour indiqué. A peine en France, il avait, de Strasbourg, envoyé un télégramme pour retenir, le soir même, une baignoire aux Variétés où l'on donnait *La Grande-Duchesse de Gérolstein* qu'incarnait Hortense Schneider, alors dans toute sa beauté et son entrain.

On prétend qu'un jour, elle arriva à l'Exposition par la porte Rapp, superbement drapée dans un magnifique huit ressorts avec des laquais poudrés et qu'en entrant elle cria ces mots : « Grande-duchesse de Gérolstein » et qu'on l'avait laissée passer dans son équipage avec force saluts.

Dès sa descente du train, à la gare du Nord, le maréchal Canrobert fut frappé de la physionomie du Tzar qu'il avait vu deux ans auparavant. Alors il attribuait au chagrin causé par la maladie et la mort de son fils l'air de tristesse et d'ennui qui régnait sur sa figure; maintenant, il n'avait plus à en douter, cet

autocrate, ce maître absolu des hommes et des choses de son immense empire, était un désabusé, que rien n'intéressait : tous ses désirs étaient satisfaits, tout et tous pliaient à sa moindre volonté, il n'avait aucun attrait dans la vie. Le regard de ce géant dont les yeux se dirigeaient dans le vide fixait quelque objet perdu, bien au delà des personnes qui l'entouraient et des lieux où il se trouvait. Et tout le temps qu'il resta à Paris, qu'il fût au bal ou à la revue, à l'Opéra ou aux courses, il conserva cette physionomie de dégoûté et ce regard vague qui à travers l'espace allait se perdre tout au loin.

Le 5 juin 1867, vers 3 heures et demie, le maréchal en grande tenue était sur le point de partir pour la gare du Nord saluer le roi de Prusse, à son arrivée, quand il reçut ce rapport d'un officier de la place :

5 juin 1867

L'empereur de Russie, avec ses deux fils, est venu visiter la Sainte-Chapelle vers 2 heures. Il a été accueilli aux cris de « Vive l'Empereur ». Mais immédiatement après cette acclamation, deux ou trois voix partant d'un groupe formé pour la plupart d'avocats en robe, ont fait entendre les mots de « Vive la Pologne » sur une intonation un peu plus élevée que la conversation. Ces voix n'ont pas eu d'écho et les personnes voisines ont haussé les épaules. Il est probable que Sa Majesté a entendu ces paroles, attendu qu'elles ont été dites quand elle arrivait tout près du groupe d'où elles sont parties.

Sa Majesté a regardé fièrement ce groupe et a passé.

Cette inconvenance vis-à-vis d'un hôte devait faire la fortune de son auteur, M. Floquet, qui devint par la suite premier ministre et président de la Chambre et qui dut surtout sa réputation à ses chapeaux à larges bords et à ses mots d'esprit demeurés légendaires.

A 4 heures et demie, le roi de Prusse descendait du train et était reçu par l'empereur Napoléon III. Très grand, avec ses cheveux et sa barbe blanche, l'air souriant, affable, sans façon ni morgue, il parut sympathique au premier abord. Mais les regards des assistants et ceux de la foule cherchaient davantage le comte de Bismarck. Dans son uniforme de cuirassier blanc, sa colossale et rude personne fut vite remarquée; les yeux se détachèrent alors du Roi pour ne voir que le ministre; il paraissait à l'aise, sans préoccupation, satisfait même de se trouver là. Le croquemitaine sembla être un éléphant.

Combien l'amabilité, le sourire, la courtoisie et la noblesse d'aspect si franche du Roi cachaient-elles de prévention et même de duplicité? Chez ce superbe vieillard à l'esprit mystique, qui se croyait réellement l'oint du Seigneur et se disait à tous propos le bras de Dieu et son instrument, il y avait une connaissance profonde de Machiavel; et personne sous des dehors si loyaux ne savait aussi bien donner le change.

Et sous la bonhomie de son ministre, combien aussi on devait trouver d'astuce, de dureté et de mépris de tous les droits les plus sacrés et des sentiments les plus nobles et les plus élevés.

L'un demeurera un grand Roi, l'autre un grand ministre, parce qu'ils firent grand leur pays et qu'aux yeux des hommes et des nations le succès consacre la gloire.

Le lendemain de l'arrivée du roi de Prusse avait lieu la grande revue, la fameuse grande revue du 6 juin 1867 ; 60 000 hommes devaient y figurer.

Or, d'après les situations fournies le lendemain au maréchal Canrobert, il y avait seulement paru 31 166 hommes de troupes, dont 11 611 de la garde impériale.

La revue se passa comme toutes les revues. Le bataillon des chasseurs à pied de la garde seul y avait des chassepots, qu'on lui avait remis pour les expériences de la graduation de la hausse.

Telle qu'elle était, l'armée française à ce moment avait l'aspect un peu « clinquant. » Les brandebourgs étriqués des grenadiers et voltigeurs de la garde, les shakos à aigrettes de crins et les tuniques écourtées de la ligne avec des molletières jaunes donnaient une impression de costumes de théâtre plutôt que de vêtements de guerre. Mais en masse ces mièvreries se perdaient, on ne voyait plus que les mille couleurs des uniformes variés à l'infini et qui laissaient supposer la présence d'un bien plus grand nombre d'hommes qu'il n'y en avait en réalité.

De là est née cette légende que 60 000 hommes se trouvaient là réunis.

Napoléon III était au centre de l'état-major, ayant à sa droite Alexandre II et à sa gauche Guillaume I[er]. Quand la revue fut finie, le maréchal Canrobert vint saluer les souverains. Napoléon III le remercia simplement, Alexandre II lui dit quelques mots d'une politesse banale, puis Guillaume, s'approchant, souriant et affable, mais droit et raide comme s'il allait à son tour lancer un commandement d'une voix bien

distincte, lui dit : « Je suis un soldat, et quand j'ai vu ces magnifiques troupes, j'ai ressenti une joie immense; je vous en remercie », et il tendit la main au maréchal. Puis durant quelques minutes les souverains et les princes causèrent avant de descendre de cheval. Le maréchal Canrobert entendit alors l'empereur de Russie dire au maréchal de Mac-Mahon, qui était accompagné d'un chef arabe. « Quel est cet arabe? Qu'il est beau! Jamais chez les Circassiens je n'ai vu si merveilleux cavalier et d'allures aussi nobles? » — « Il se nomme Ali-Bey, il est caïd de Tuggurt, c'est le descendant de chefs qui depuis des siècles régnaient sur une oasis du désert. »

Ces souverains, princes, maréchaux et généraux et simples spectateurs, accourus par centaines de mille, s'occupèrent chacun de leur côté de regagner leurs pénates.

Le maréchal Canrobert, suivi de son état-major, était arrivé à la porte du Bois (porte Dauphine, entrée de l'Avenue de l'Impératrice) et il était descendu de cheval ainsi que ses officiers, et causait avec eux, lorsqu'un officier de la garde municipale, arrivant au galop, vint lui annoncer qu'on venait de tirer sur la voiture où se trouvaient les deux Empereurs : heureusement personne n'était atteint. En un instant, le maréchal fut en selle et enfila d'un seul trait de galop l'avenue des cavaliers jusqu'à l'Arc de Triomphe; de là, il se faufila le plus rapidement qu'il put à travers les voitures et arriva aux Tuileries où l'on attendait l'Empereur. Quelques minutes après, le souverain rentrait après avoir été reconduire son hôte, l'empereur Alexandre II à l'Élysée.

Napoléon III, très calme, remercia le maréchal Canrobert et les quelques personnes encore peu nombreuses qui, aussitôt prévenues, s'étaient rendues aux Tuileries, mais il demeura peu prolixe de renseignements. De minute en minute arrivaient de nombreux personnages et déjà le nombre des visiteurs était assez compact quand parmi la foule un mouvement se fit et M. Raimbeaux apparut. De suite l'Empereur le questionna. Voici de son récit et de celui d'autres témoins ce que l'on sut.

Le matin, l'Empereur avait fait appeler M. Raimbeaux avec M. de Bourgoing dans son cabinet : assis devant son bureau, il leur avait dit, en montrant le préfet de police, M. Piétri, debout au milieu de la pièce : « M. Piétri a quelque chose à vous dire. »

Les deux écuyers et le préfet de police étaient alors passés dans la pièce voisine. Là, le préfet avait exposé qu'il avait reçu l'avis du passage d'Angleterre en France de plusieurs Italiens enrôlés pour assassiner Napoléon III; donc, les deux écuyers qui seraient aux portières de la voiture auraient à faire attention.

On était exactement parti pour le Champ-de-Mars et tout s'était régulièrement passé à l'aller. Après la revue, l'empereur de Russie était monté le premier dans la voiture, s'y était assis à droite, l'Empereur à gauche, tandis que les deux grands-ducs, le futur Alexandre III et le grand-duc Vladimir, s'étaient placés sur le devant. La voiture était partie au trot, escortée par un peloton de cent-gardes et précédée de gardes de Paris qui faisaient faire place; à la portière de droite était le baron de Bourgoing; à celle de gauche, M. Raimbeaux.

Quant à l'Impératrice, qui devait revenir avec le roi de Prusse, elle était restée quelque temps encore à causer dans la tribune avec ses invités.

Des tribunes jusqu'à la cascade, la voiture des deux Empereurs trouva le chemin libre, mais quand elle voulut prendre l'avenue des Acacias, il devint impossible d'avancer tant la foule était compacte. Aussitôt que les gardes municipaux apparurent aux yeux de cette masse de monde, la voiture impériale fut entourée de toutes parts et accueillie par les cris de : « Vive le Tsar! vive l'Empereur! » Des mouchoirs, des chapeaux volaient en l'air : tous ces gens joyeux gesticulaient, criaient, se poussant si bien que la presse augmentait sans cesse et que les gardes municipaux et les cent-gardes à cheval et les souverains dans la voiture étaient entourés de toutes parts sans pouvoir avancer : des gamins montaient sur les roues, les marchepieds, les ressorts, criant toujours : « Vive le Tsar! vive l'Empereur! » MM. de Bourgoing et Raimbeaux, serrés contre les deux portières, devenaient fort inquiets au milieu de cette foule : si un accident, un attentat s'était alors produit, il aurait été impossible de se retourner. La voiture demeurant immobile, au milieu de ce tohu-bohu, Napoléon III se leva et regarda : partout un océan de têtes à perte de vue; l'avenue des Acacias n'était plus qu'une masse noire, ondulante où un passage était impossible. Mais à droite, du côté de l'allée des Poteaux, la foule était moins compacte : « Tâchez de faire dire aux gardes municipaux et aux cent-gardes que nous allons prendre l'allée des Poteaux, « dit Napoléon à M. Raimbeaux. Celui-ci, de plus en plus pressé et inquiet, ne voulait pas quitter la portière,

mais en se retournant, il vit derrière lui le sous-lieutenant de cent-gardes Duval auquel les Parisiens, en raison de sa superbe prestance, avaient donné le surnom de « beau Duval. » « Tâchez de prévenir vos hommes de l'ordre de l'Empereur », lui dit-il, et Duval criant « gare ! gare !... » parlementant avec cette foule sympathique et de bonne humeur, parvint à faire un passage en arrière où la voiture se retourna, partit au grand trot, et repassant à la cascade, prit à gauche et enfila l'allée des Poteaux.

Lorsque la foule vit la voiture s'éloigner et suivre une voie adjacente à celle où elle se tenait, elle se disloqua en milliers de groupes, qui, mus par un même sentiment, se jetèrent à travers bois, sautant les barrières, escaladant les buissons pour atteindre la nouvelle allée par où se dirigeait le cortège.

M. Raimbeaux, placé du côté où venait cette trombe, la regardait, et ses yeux s'arrêtèrent subitement sur un homme sans chapeau qui courait les deux mains jointes en avant comme s'il avait porté quelque chose de précieux.

Au milieu de ces milliers de têtes recouvertes de leur chapeau, celle qui était découverte l'avait frappé, aussi suivit-il attentivement cet individu qui courait droit sur la voiture. Quand il fut tout près, l'écuyer, convaincu que l'objet qu'il tenait était une bombe, poussa son cheval sur lui. Le choc renversa l'homme, mais une détonation avait retenti en même temps qu'un cri du côté opposé de la voiture. En un instant la foule, des sergents de ville, des gardes municipaux se précipitèrent sur l'homme à terre qui venait de tirer un coup de pistolet, tandis que de l'autre côté de l'allée,

on ramassait et emportait une femme qui criait : elle avait été atteinte d'une balle à la figure.

A la détonation, Napoléon III s'était levé. « Où y a-t-il des blessés? » et se tournant vers M. Raimbeaux, qui s'était recollé à la portière : « Vous? » — « Je n'ai rien, Sire. » — « Et vos hommes, dit encore l'Empereur au beau Duval qui s'était rapproché. » — « Personne, Sire. » — « Mais cette dame? » Un sergent de ville s'approcha : « C'est une légère blessure à la tête, cette dame est la femme d'un capitaine des gendarmes d'élite. » Alors, l'Empereur s'adressant au cocher : « Repartez ». Puis, voyant du sang sur les gants blancs du césarevitch : « Mais vous êtes blessé? » — « Non, Sire. » — « Et vous », s'adressant au grand-duc Wladimir, « tâtez-vous » et les deux princes se tâtèrent : « Non, nous n'avons rien. Mais c'est M. Raimbeaux, il a sa culotte couverte de sang. » En même temps, les souverains, tournant la tête, virent le cheval de l'écuyer qui avaient les naseaux pleins de sang : « Descendez vite, votre cheval va tomber. » De nouveau, on s'arrêta. M. Raimbeaux sauta à terre, on examina son cheval : il avait deux balles dans le cou, il rendait beaucoup de sang et en trottant, il en avait envoyé quelques gouttes sur les gants du césarevitch. Alors on repartit, tandis que M. Raimbeaux chargeait un cent-garde de garder son cheval et de le ramener s'il pouvait marcher. C'était un alezan fort beau, déjà d'un certain âge, puisque l'Empereur l'avait acheté en 1858, à lord Cardigan, le héros de la charge de Balaclava.

Au moment de repartir l'Empereur aperçut à gauche une cohue de gens se bousculant, et au milieu desquels les culottes blanches et les plumets rouges des

gardes de Paris faisaient des taches qui tranchaient, mais il ne fit pas autrement attention à cet incident et sur son ordre, on fila au grand trot, et après dix minutes, on était sur l'avenue de l'Impératrice où la foule ignorante de ce qui s'était passé du côté de la cascade, s'agitait, se pressait, se bousculait, sur le passage des souverains pour mieux les contempler et les acclamer : près de l'Arc de Triomphe, elle devint si dense que dans le remous produit pour mieux voir, un grand jeune homme, un collégien presque, mince, tout fluet, trop serré, sauta sur le parapet de bois peint en vert de l'avenue — aujourd'hui disparu — et au moment juste où les souverains arrivaient, se dressa, tout droit au-dessus des têtes : le Tsar le fixa avec un regard indéfinissable, ce jeune homme qui n'était autre qu'Édouard Detaille comprit toute la portée de ce regard quand il sut ce qui s'était passé un quart d'heure auparavant — il demeure encore convaincu qu'en le voyant se dresser ainsi, l'empereur Alexandre avait cru qu'il en voulait aussi à ses jours.

Presque sur les traces de la voiture des Empereurs venait celle du duc de Leuchtenberg qui, voyant M. Raimbeaux démonté et taché de sang, l'appela et lui proposa de le ramener à l'Élysée d'où il arriverait.

Il finissait de parler et on lui posait des questions lorsque l'Impératrice rentra, elle alla droit à l'écuyer. « Que vous est-il arrivé? Nous avons vu votre cheval alezan blessé, en passant près de la cascade; un cent-garde le tenait par la bride. » L'Impératrice ne se doutait de rien, on la mit au courant : dès les premiers mots, elle fut frappée de commotion et elle

n'attendit pas la fin du récit, elle appela une de ses dames, descendit l'escalier sans rien changer à sa toilette, et faisant approcher une voiture qui était près du péristyle du palais — un coupé de service — elle monta dedans en disant au cocher : « A l'Élysée ».

Dix minutes après l'Impératrice descendait de voiture, montait le perron de l'Élysée et l'empereur de Russie, dont le bruit de la voiture sur le gravier de la cour avait attiré l'attention, se présentait suivi de ses deux fils pour recevoir cette visite inattendue.

A peine l'Impératrice vit-elle Alexandre II, qu'elle se jeta dans ses bras et comme prise d'une crise de nerfs, elle se mit à pleurer et demeura ainsi, pendant peut-être un quart d'heure, sans ouvrir la bouche. L'Empereur et les deux grands-ducs restèrent silencieux, jusqu'au moment où l'Impératrice se retira toujours en larmes et sans avoir desserré les dents, laissant ses visiteurs tout décontenancés et sans leur avoir rien appris.

Pendant que l'Impératrice était à l'Élysée, le préfet de police se rendait aux Tuileries et y annonçait que l'assassin était un tout jeune homme : un Polonais du nom de Bérézowski, et que c'était sur l'empereur de Russie qu'il avait tiré.

Il commençait à se faire tard, le maréchal Canrobert rentra place Vendôme, et dans la soirée et le lendemain matin il reçut divers rapports qui lui apprirent avec précision ce qui s'était passé.

Au moment de la détonation, le capitaine Lubet, de la garde municipale, était à 2 mètres derrière l'assassin, et il s'était jeté en avant, les bras étendus, pour l'empêcher de passer; mais celui-ci demeurait immo-

bile, le visage décomposé, son pistolet touchait à terre comme s'il n'avait plus eu la force de le tenir, ce qui attira le regard du capitaine Lubet sur ses mains : elles étaient couvertes de sang. Le capitaine saisit l'homme au collet : celui-ci s'affaissa aussitôt en criant « Vive la Pologne! » Au même moment le garde municipal Giraudeau — en civil — l'arrêtait par derrière. La foule, surprise, d'abord incertaine, se précipitait aussi sur l'assassin, et l'adjudant-major de la garde municipale, Boixède d'Anglade, sautait à bas de son cheval en même temps que le capitaine Harem de Presles : il ne s'agissait plus de maintenir l'assassin, mais de le dégager de la foule, qui, furieuse, hurlait : « Vive l'Empereur! » et « à mort l'assassin! » et cherchait à s'en emparer. Arrivaient maintenant les agents Polverini, Tramoni, Guescain et Duval, puis le maréchal des logis Guerche et le brigadier Buscail, de la garde municipale et un trompette : la bagarre devint à ce moment violente; on levait les cannes, on se battait, on criait. Le capitaine de Presles avait ses épaulettes arrachées. Enfin, officiers, gardes et agents prenaient le dessus et isolaient le prisonnier de la foule hurlante. Le capitaine Lubet arrêtait un fiacre qui passait, priait les gens qui s'y trouvaient d'en descendre et y faisait monter l'assassin avec le sous-officier Buscail et le brigadier Guerche, et le véhicule partait à la préfecture.

Le prisonnier, interrogé en route, répondit sans réticence : il était Polonais, s'appelait Bérézowski, habitait rue Marcadet, 210, il travaillait aux ateliers de constructions des Batignolles dirigés par M. Gouin. L'arme dont il s'était servi était un pistolet à deux canons chargé chacun de quatre balles, ce qui avait

amené l'éclatement de l'un des canons. Bérézowski s'était abrité, pour tirer, derrière « un gros monsieur » : M. Bonneau, 16, rue du Roi-de-Sicile, qu'on a retrouvé depuis, et qui reçut un éclat dans la figure, le coup ayant été tiré au-dessus de son épaule.

L'assassin, livré à la police, fut jugé en cour d'assises.

Cet attentat nous fut néfaste : d'abord tous les ennemis de la France cherchèrent à exciter contre nous l'empereur Alexandre et ils y réussirent. Beaucoup de journaux étrangers attisèrent le feu : l'*Indépendance belge*, la première, en affirmant que « vingt-cinq Polonais, élèves de Saint-Cyr, avaient refusé d'aller à la Revue; » en fait, il n'y avait que cinq Polonais à l'École militaire et tous avaient figuré dans le rang : aucun n'avait manifesté, ni fait aucune observation, ni même prononcé un mot. Le maréchal Niel, en présence de tant de sottises, fut d'avis de ne rien répondre, et il eut raison.

Mais les conséquences de ces insinuations et de ces mensonges ne se firent pas longtemps attendre.

Le 23 juin, quinze jours après l'attentat, à peine l'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient-ils rentrés dans leurs États, le marquis de Moustier, dans sa correspondance avec le prince de la Tour d'Auvergne, constatait les résultats néfastes de cette tentative d'assassinat : « Le roi de Prusse, disait-il, est revenu très satisfait ainsi que le comte Bismark; en revanche, on aurait constaté depuis le voyage à Paris un rapprochement resserrant de plus en plus les liens qui unissaient la cour de Russie à celle de Prusse. Le cabinet de Pétersbourg qui, jusqu'ici, n'avait pas accepté les

changements territoriaux que la guerre a amenés en Allemagne, aurait, d'après M. de Bismarck, à la suite de conversations du Tzar et du roi de Prusse, modifié sa façon d'être dans un sens tout à fait favorable à la Prusse. » Et le baron de Talleyrand, ambassadeur à Pétersbourg, écrivait le 15 juillet 1867 : « L'affaire Bérézowski cause au chancelier russe d'assez grands soucis : on s'attend, de la part de M. Emmanuel Arago, aux plus virulentes attaques politiques, et l'on craint qu'elles restent sans réponse du côté de notre magistrature. » En effet, l'avocat de Bérézowski, M. Emmanuel Arago, au lieu de plaider pour son client, fit un réquisitoire violent et haineux contre l'empereur de Russie, et le jury, se refusant de le condamner à mort, lui accorda des circonstances atténuantes. En le punissant de la détentîon perpétuelle on enlevait au Tzar le mérite de demander sa grâce et on l'irritait profondément contre nous. Après 1870, son chancelier, le prince Gortchakoff, dans des confidences qu'il fit lors d'un séjour à Interlaken à M. de Chaudordy, ne se gêna pas pour lui affirmer que ces faits avaient déterminé son souverain à aider le roi de Prusse, son oncle, dans son œuvre de démembrement de la France.

Quant à Bérézowski, il vit encore, croyons-nous; il y a quarante et un ans qu'il est à Nouméa : d'abord insoumis, il a essayé de se sauver, on l'a rattrapé mourant de faim et inanimé et on l'a mis au cachot, puis il s'est adouci avec l'âge et il est devenu bibliothécaire du pénitencier; il possède une des barbes les plus opulentes que l'on puisse voir, car elle descend au-dessous de sa ceinture. Si le jury l'avait condamné

à mort, il aurait été gracié, il serait probablement en liberté depuis plus de trente ans!

Les Parisiens cependant s'amusaient de cette avalanche de souverains et des fêtes perpétuelles qui se donnaient en leur honneur. L'air ennuyé et indifférent de l'empereur de Russie ne le rendait pas populaire. Le roi de Prusse, au contraire, avec son sourire gracieux et sa parfaite tenue qui n'excluait pas une bonhomie de bon goût, se rendait sympathique. Il fut particulièrement aimable avec le maréchal Canrobert et au bal des Tuileries il l'entretint assez longtemps. Peut-être n'ayant guère de sujet de conversation, il prit le premier venu, et lui montrant les tableaux qui étaient au mur de la salle des maréchaux — depuis brûlée en mai 1871, — il l'interrogea sur ses « prédécesseurs » du premier empire. — Ce furent quelques remarques banales, dont une frappa le maréchal : comme le Roi demandait : « Quel est celui-ci? » — « C'est le maréchal Augereau. » — « Oui, je l'ai connu, répondit le Roi, c'était mon ami; quand il était gouverneur de Berlin il me faisait monter à cheval avec lui..... »

A un moment le Roi parla de ses premières armes qu'il avait faites en réalité à la bataille de Ligny; à quoi le maréchal répondit : « C'est à cette bataille que mon frère a été tué. » Le Roi, toujours le sourire aux lèvres, avec cette aisance doublée de dignité, de noblesse et d'amabilité qu'il n'abandonnait jamais, raconta qu'en 1814 il avait dîné à la Malmaison, chez l'Impératrice Joséphine, avec son frère, son père, Frédéric-Guillaume III et les empereurs de Russie et d'Autriche. L'Impératrice, revêtue de mousseline blanche,

avait été charmante et avait fait les honneurs de la résidence avec une grâce qu'il n'avait point oubliée et il terminait ainsi : « Il me semble me souvenir que quarante-huit heures après elle était morte. »

Avec d'autres personnes, il avait des pointes qui portaient d'autant plus qu'il les lançait en souriant. Ainsi, quelqu'un lui ayant parlé du palais de la Légion d'honneur : « Oui, je le connais bien : c'est là où j'habitais quand je suis venu en 1814. » N'était-ce pas ce souvenir persistant chez lui qui l'amenait à monter aux Buttes Chaumont et à contempler la capitale, comme il l'avait fait le jour de la bataille de Paris (30 mars 1814) et quand, revenu aux Tuileries, on lui demandait s'il avait été satisfait de sa promenade : « Oui, Paris s'est bien modifié depuis la dernière fois que j'y suis venu ; il y a longtemps, il est vrai : c'était en 1814. » Toujours ce 1814! Ces mots choquèrent, mais pour la masse il parut aimable et son affabilité si simple fit dire à quelqu'un qui l'approcha souvent : « Il a toujours l'air de revoir d'anciennes connaissances avec lesquelles il est heureux de se retrouver. »

Bismarck demeurait la grande curiosité parisienne du moment : il est vrai qu'on ne pouvait pas faire un pas sans se heurter à sa masse énorme, d'autant plus voyante qu'il affectait de porter l'uniforme blanc des cuirassiers de la landwehr dont il était colonel. A chaque réunion, si l'on se retournait, on se heurtait à ce géant qui apparaissait partout comme s'il se fût multiplié. Il affectait une grande bonhomie et, suivant son habitude, il faisait à tous des confidences et des déclarations qui étonnaient par leur brutalité.

A l'Empereur, il se vanta d'avoir, seul, mis obstacle

à la guerre que le Roi, à l'instigation du parti militaire, voulait déclarer deux mois auparavant.

Au maréchal Niel, il dit qu'il y avait tout avantage à loger les troupes chez l'habitant : « On économise, avec ce procédé, premièrement l'argent que l'on dépenserait à construire des casernes, et en second lieu, celui de la nourriture des troupes; les paysans et les bourgeois, chez lesquels ils vivent, leur fournissant le nécessaire. »

Un après-midi, que le maréchal Canrobert était dans son cabinet, on lui annonce le comte de Bismarck ; il se lève et lui serrant la main : « C'est moi qui aurais dû faire visite au président du Conseil. » — « Pardon, je suis colonel et vous êtes maréchal, c'est à vous que sont dus tous les honneurs. » — « Si vous vous mettez sur le terrain militaire je n'ai rien à objecter. » — Et la conversation s'engagea, enjouée, et sans la moindre contrainte; on en vint à parler de Sadowa et le comte Bismarck conta cette anecdote au maréchal :

« La journée était avancée, les troupes prussiennes ne faisaient pas de progrès. Le Roi se tenait à cheval sur un point élevé ; derrière lui, également à cheval, Moltke était à côté de moi. Une certaine inquiétude commençait à régner.

« Dans un combat, ne pas faire de progrès, c'est s'user et s'apprêter à reculer... Moltke, impassible, s'approcha de moi et tirant de sa poche un porte-cigares, l'ouvrit et m'en offrit un, sans dire un mot. Je le remerciai et, en allumant mon cigare, je fis en moi-même le serment que si, quand j'aurais fini de fumer ce cigare, l'armée du prince royal que nous attendions n'avait point paru, je prendrais l'un des deux pistolets de mes

fontes et je me brûlerais la cervelle. Je n'avais pas encore fini de fumer que nous entendions les détonations et nous vîmes la fumée des canons du prince. J'ai gardé mes pistolets et quoiqu'ils fussent bien modestes, je les ai fait mettre sous un globe de verre dans mon salon à une place d'honneur. »

« A voir, continuait le maréchal Canrobert, son regard franc et droit, et à entendre ce langage familier et essentiellement militaire, j'étais tenté d'oublier que j'avais devant moi le diplomate le plus en renom du moment, car il me rappelait plutôt les camarades avec lesquels je devisais autour d'un feu de bivouac. Je le lui dis en riant, et j'ajoutai : « Mais puisque ce n'est pas seulement le frère d'armes, mais le ministre, que j'ai devant moi, permettez-moi, comte, de vous adresser une question à laquelle vous ne répondrez pas si vous la jugez indiscrète : Est-il vrai que si nos deux pays ont évité une guerre qui les menaçait, il y a quelque temps, ce soit à vous qu'ils le doivent? » — « Vous ne pouvez me poser de question indiscrète, me répondit-il, car j'ai comme principe de toujours dire ce que je pense. Pour moi, il n'est pas de meilleure règle en politique. Croyez bien que si la guerre eût éclaté entre la France et la Prusse, personne ne l'eût déploré plus que moi. J'ai une très grande admiration pour votre pays et pour les idées de votre Empereur. Et je voudrais que, loin d'en venir aux mains, nous poursuivions en amis un même but. Le principe des nationalités préoccupe Napoléon III. Il n'est pas de pensée plus grande, mais avez-vous songé jusqu'où elle peut vous mener? Pour moi c'est bien simple : les peuples parlant la même langue, ayant la même origine, doivent

appartenir au même pays. Vous avez au sud du Rhin un peuple dont les idées et la langue sont françaises : la Belgique. Pourquoi ne vous tournez-vous pas de ce côté?

« Je pensais que nous avions aussi, sur la rive gauche du Rhin, une province dont les idées étaient françaises, mais dont la langue ne l'était pas, et je ne répondis pas. »

Nous offrir la Belgique ou nous pousser à nous en emparer, tournait chez lui à l'état de tic. Quand le prince de la Tour d'Auvergne avait été ambassadeur à Berlin, il l'y avait maintes fois engagé, sans que l'ambassadeur ait eu l'air d'entendre. Et, en 1867, lors de son séjour à Paris, le lendemain du jour où il en parlait au maréchal Canrobert, au fameux bal que l'Empereur et l'Impératrice donnèrent à leurs hôtes au palais des Tuileries, rencontrant dans le jardin réservé, illuminé à giorno, le prince de Beauffremont, colonel du 1er régiment de hussards, il lui lâcha à brûle-pourpoint cette boutade : « Votre Empereur n'a pas su tirer parti de sa position de 1866. Il aurait dû envahir la Belgique, et l'Angleterre n'aurait rien pu dire. » Et le prince de Beauffremont ébahi répétait ce propos le soir même au maréchal Canrobert.

M. de Bismarck, le lendemain et le surlendemain, continuait à faire le bon apôtre et allait rendre visite à M. de Persigny et à M. Rouher, uniquement pour leur répéter la même chose.

L'année suivante (en 1868), le prince Napoléon étant à Berlin ne manqua pas de se rendre chez le président du conseil de Prusse qui en lui offrant un cigare lui refit sa proposition, le prince répondit :

« Si j'ai bien compris, vous vous proposez de voler l'Allemagne du Sud, et vous nous dites, au lieu de crier au voleur et de nous conduire chez le commissaire, volez aussi de votre côté, et nous nous entendrons ainsi comme larrons en foire. »

Il lui coûtait d'autant moins d'offrir toujours ce qu'il ne possédait pas, qu'il était décidé non seulement à nier ses propositions, mais à soutenir mordicus que c'était la France qui les lui avait faites, et comme ses affirmations dans la presse étrangère, particulièrement en Angleterre, étaient appuyées de subsides considérables, elles étaient admises sans discussion comme parole d'évangile

Tant que le Tzar et le roi de Prusse furent à Paris, il y eut des bals presque tous les soirs : à l'ambassade de Russie, le jour de l'attentat, le 6 juin, ce fut plutôt morose; à l'Hôtel de Ville et aux Tuileries, ce fut splendide. A ce dernier bal M. de Bismarck, en recevant une rose de la main de la ravissante Mme Carette qui conduisait le cotillon, fit un tour de valse avec elle, et mettant la rose à sa tunique, lui dit : C'est avec vous, madame, que j'aurai dansé ma dernière valse, je ne l'oublierai pas. »

Au bal de l'ambassade de Prusse, il fut très aimable avec Mme de Pourtalès : au souper, servi par petites tables, il se mit à côté d'elle, puis il la suivit quand elle se retira, l'accompagnant dans le vestibule de l'ambassade où il l'aida à mettre sa sortie de bal. Tandis que Mme de Pourtalès assise sur une banquette, dans l'une des fenêtres qui donnent sur la cour, attendait sa voiture, il s'approcha d'elle et, avec cette expression séduisante et enveloppante que savait si bien

prendre « ce géant brutal », il commença à lui parler de « la grande patrie allemande ». — « Vous lui appartenez, dit-il, pourquoi ne venez-vous pas à Berlin? Vous y seriez fêtée, vous si jolie, si aimable... pensez... quelle situation vous y auriez... Les Pourtalès sont Neufchâtelois et fidèles sujets et serviteurs des rois de Prusse... » — « Mais nous, nous sommes Alsaciens. » — « Oui, mais l'Alsace appartient à *la grande patrie allemande*. Voyez comme on y parle allemand. L'école comme le sermon s'y fait en allemand, et puis les Alsaciens n'aiment pas l'Empereur : il a été trop bon avec eux, il aurait dû défendre de parler une autre langue que le français... Voyez-vous, l'Alsace est une province allemande... » — « Non, c'est le plus beau fleuron de la France. » Le rusé diplomate cherchait à amener la belle comtesse à reconnaître que l'Alsace était allemande et à se rendre compte du degré de patriotisme qui existait chez ses habitants.

La voiture étant annoncée, la conversation en resta là cette fois.

Comme l'empereur de Russie, le comte de Bismarck alla aux Variétés applaudir *la Grande-Duchesse de Gérolstein ;* il était dans une baignoire avec le maréchal de Moltke et l'attaché militaire français à Berlin, le colonel Stoffel. Il rit beaucoup des farces et caricatures des petits princes d'Allemagne et de leurs cours : « C'est tout à fait ça », répéta-t-il plusieurs fois. Pendant les entr'actes il se promena dans les couloirs où la curiosité publique put se satisfaire. « Tiens, c'est Bismarck ! » « Mais il n'a pas l'air si méchant » « Il n'a pas l'air d'un ogre. » — Les Parisiens se le figuraient se nourrissant chaque matin d'un hanovrien ou d'un danois

qu'il broyait de quatre ou cinq coups de dents de son énorme mâchoire.

A un dîner, le maréchal Vaillant qui était à côté de lui, voulant lui faire la cour, lui dit : « Vous plaisez beaucoup aux Parisiens, vous les avez conquis par votre air crâne et bon enfant, et à la revue quand on vous a vu au sortir du champ de course, on a crié « Vive Bismarck ». Lui, qui ne se laissait pas abuser, répondit en souriant : « Oui, j'ai bien entendu : ce n'était pas vive Bismarck que l'on a crié, mais « V'là Bismarck! v'là Bismarck!... Ce n'est pas la même chose, mais ça me flatte tout de même. »

A l'empereur de Russie et au roi de Prusse succéda le Sultan : il parut un sauvage, il ne voulut pas donner le bras à l'Impératrice; à table il regardait à droite et à gauche pour voir comment on mangeait — et il retroussait les manches de sa tunique toutes couvertes d'or pour ne pas les salir.

La distribution des récompenses de l'Exposition universelle eut lieu pendant son séjour et il la présida avec l'Empereur et l'Impératrice. Cette cérémonie fut lugubre. Elle eut lieu le 1er juillet. La veille était arrivé un télégramme au ministère des Affaires étrangères annonçant que l'empereur Maximilien avait été probablement fusillé.

Cette dépêche était parvenue assez tard le soir; le comte Antoine de Gontaut-Biron, qui était seul de service au cabinet du ministre, quai d'Orsay, la déchiffra : « L'empereur Maximilien aurait été fusillé le 19 juin. Ce fait aurait été apporté par le commandant du navire *l'Élisabeth* actuellement à Vera-Cruz. »

M. de Gontaut, vu la gravité de la nouvelle, se ren-

dit aux Tuileries et remit le télégramme à l'Empereur.

« Vous et moi, lui dit Napoléon III après l'avoir lu, nous sommes seuls à connaître cette nouvelle : demain a lieu la distribution des récompenses de l'Exposition. Jusqu'à la fin de cette fête il faut que personne n'en sache rien. Donc, pas un mot. »

Le lendemain matin, à huit heures, l'Impératrice, qui avait été prévenue, était prête, tout en noir, et fort nerveuse; elle fit appeler l'une de ses lectrices, Mlle Marion, la fille du général de cavalerie de la garde, — aujourd'hui Mme la comtesse Clary — et sans lui dévoiler le secret, lui dit qu'elle l'emmenait séance tenante à Saint-Roch où elle voulait aller; elle monta dans un petit coupé, et accompagnée de Mlle Marion se rendit à l'église, s'agenouilla près d'un pilier à l'autel de la Vierge, là où sont les admirables statues de Michel Anguier représentant la Nativité, et demeura en prière, absorbée, la tête entre ses deux mains pendant longtemps.

A l'heure annoncée dans la journée (1er juillet), l'Empereur, l'Impératrice, le Prince Impérial et le Sultan prirent place sur l'estrade préparée au centre du palais de l'Industrie. Et à peine étaient-ils installés qu'un aide de camp apporta à Napoléon III une dépêche : « Le capitaine d'une frégate autrichienne a télégraphié de la Nouvelle-Orléans au ministre d'Autriche à Washington que l'empereur Maximilien a été exécuté et que Juarez refuse de délivrer son corps. »

Le maréchal Canrobert qui était peu éloigné du souverain le vit écrire quelques mots et les faire envoyer au prince et à la princesse de Metternich qui, sans bruit, se levèrent et sortirent; quelques instants après tous

les secrétaires et attachés de l'ambassade d'Autriche et les officiers autrichiens et hongrois en uniforme se levèrent et se retirèrent ; plusieurs assistants le remarquèrent, mais la masse ne s'aperçut de rien.

Puis la cérémonie commença et tandis que les discours alternaient avec les cantates, et les hymnes à la paix et au bonheur des peuples, le numéro du matin de l'*Indépendance Belge*, qui reproduisait la dépêche remise la veille à l'Empereur, parvenait à Paris, et de suite, la nouvelle se colportait de bouche en bouche ; elle volait de la Bourse aux boulevards, au Champ-de-Mars, et même au palais de l'Industrie, où elle jetait comme un voile de tristesse. Une vive émotion gagnait la masse immense des assistants. Partout il n'était question que du drame de Queretaro et ce fut comme un grand deuil dans tous les esprits.

Tard dans la soirée, on reçut de Vienne la copie des dépêches sur lesquelles on se basait pour annoncer la mort de Maximilien. La première du consul autrichien de New-York, M. Loosey, était ainsi conçue :

Transmis le 29 juin, 2 h. 14 soir.

« J'ai reçu la dépêche suivante :

De Mexico le chargé d'affaires me fait savoir par voie de la Nouvelle-Orléans, le 29 juin, que l'empereur Maximilien a été condamné et qu'il a été fusillé le 19 à 9 heures du matin. Le Président refuse de livrer le corps. L'*Élisabeth* est destinée au transport des Autrichiens de Vera-Cruz.

Grooler, capitaine de vaisseau

LOOSEY.

La seconde était du ministre d'Autriche à Washington :

29 juin samedi, 4 h. 25 du soir.

« J'annonce avec consternation que j'ai reçu à l'instant la dépêche suivante de la Nouvelle-Orléans :

« Je reçois de Vera Cruz la dépêche télégraphique de la condamnation et de la mort de l'empereur Maximilien. Juarez est en possession du cadavre. La dépêche est signée Groller, capitaine de vaisseau. La nouvelle n'est pas encore connue à l'office des Affaires étrangères. J'apprends en outre que l'exécution a eu lieu par les armes le 19 juin à 7 heures du matin.

« WYDENBRUCK. »

Cependant un doute subsistait et quoiqu'il fût bien frêle, l'Empereur s'y accrochait. Dans le chiffre autrichien les mots *fusillé* et *embarqué* étaient identiques ou à peu près : on avait peut-être mal traduit. Aussi le 2 juillet au matin. Napoléon III écrivit ce billet au ministre des Affaires étrangères.

2 juillet 1867.

« MON CHER M. DE MOUSTIER.

« Veuillez télégraphier à Washington la dépêche suivante :

« La nouvelle de l'exécution de l'empereur Maximilien est-elle venue seulement par le navire l'*Élisabeth* arrivé à la Nouvelle-Orléans ou directement par une autre voie à Washington. Réponse immédiate.

« Croyez, etc...

« NAPOLÉON. »

Malheureusement la nouvelle était vraie : elle fut confirmée et l'on ne parlait plus que de ce drame qui absorbait tous les esprits.

On racontait que, trop confiant, l'Empereur avait été trahi pour une somme d'argent par un nommé Lopez qu'il avait comblé de ses bienfaits. Les deux chefs du cabinet militaire de Maximilien, le commandant Loysel et le capitaine Pierron, qui savaient que cet Indien avait déjà en 1848 trahi le Mexique, sa patrie, au profit des États-Unis, supplièrent l'Empereur d'éloigner de lui un homme si douteux, mais il leur avait répondu : « A vous croire, je n'aurais que des traîtres autour de moi, et si je suivais vos conseils je n'aurais plus personne »

Ce Lopez, dont le nom demeure encore chez tous les Mexicains comme le synonyme de Judas, était chevalier de la Légion d'honneur; sur la proposition du général de Flahaut, grand chancelier de l'ordre, le conseil, convoqué à cet effet le 9 juillet 1867, le raya des contrôles à l'unanimité, « pour avoir livré l'empereur Maxilien à ses ennemis moyennant une somme d'argent ».

On parlait aussi de l'impératrice Charlotte folle depuis un an. — Elle vit encore sans avoir retrouvé la raison. On racontait mille détails sur ces deux infortunés martyrs de la politique. Ainsi on disait qu'au moment où l'empereur Maxilien était tombé sous les balles de Juarez, on embarquait à Trieste 2,000 rossignols que l'on avait achetés dans le Tyrol, sur sa demande, pour être lâchés dans le parc de son château de Cuernavaca!

Au moment où cet événement était connu en Europe,

la visite de l'Empereur et de l'Impératrice d'Autriche à Paris était annoncée pour la fin du mois. « M. de Beust me fait savoir, disait le prince de Metternich à l'empereur Napoléon, que l'Empereur d'Autriche et l'Impératrice viendront à Paris le 30. Leurs Majestés passeront la nuit à Nancy, elles prendront à partir de cette ville seulement le train de l'empereur Napoléon, elles conserveront l'incognito jusqu'à leur arrivée à Paris, sous le nom de comte et comtesse de Hohenhemls. Leurs Majestés préfèrent la daumont ouverte : arrivée à Paris entre 4 et 5 heures. La toilette se fera à Meaux. L'empereur d'Autriche préfère la visite au camp de Châlons à une chasse à courre. »

Naturellement l'événement fit retarder cette visite et l'empereur des Français et l'Impératrice allèrent au mois d'août à Salzsbourg voir l'empereur et l'impératrice d'Autriche et l'empereur d'Autriche vint seul à Paris à la fin du mois d'octobre.

Après un arrêt à Nancy, il descendit à la gare de l'Est, le 24 octobre, dans l'après-midi. Il tombait à Paris au milieu d'une crise grave puisque depuis vingt-quatre heures, et durant les trois jours qui suivirent, on fut sur le point d'avoir la guerre avec l'Italie à cause des tentatives de Garibaldi sur Rome que le gouvernement italien n'empêchait pas.

Le comte Vimercati s'agitait, courait de l'un à l'autre, s'informait, télégraphiait, s'efforçant de calmer les ministres : Il venait jusqu'à trois ou quatre fois par jour à la place Vendôme voir le maréchal Canrobert, lui communiquant ce qu'il savait, et tâchant d'apprendre de lui quelque nouvelle. Le lendemain de l'arrivée de François-Joseph (25 octobre) il annonça

au maréchal Canrobert qu'à 6 heures le ministre de la marine, l'amiral Rigault de Genouilly avait envoyé à l'amiral de Gueydon, commandant en chef de l'escadre d'évolution dans la Méditerranée, un télégramme des plus belliqueux : « L'Empereur compte que son escadre passera sur le ventre de tout ce qui s'opposerait à votre opération. » Ce pauvre Vimercati était tout à fait abattu. Il fallait absolument obtenir de l'Empereur quelque répit pour que le roi Victor-Emmanuel sût trouver « une combinazione ».

Le lendemain, il revenait encore voir son ancien chef de Palestro et de Magenta, il lui apprenait que le maréchal Niel était, au ministère de la guerre, aussi belliqueux que son collègue de la rue Royale. Il se souvenait sans doute que jeune colonel du génie au siège de Rome, en 1849, il avait été à Gaëte porter au pape Pie IX les clefs de la ville après son occupation par les troupes françaises et il était des plus chauds pour recommencer une expédition à Rome. Le 26 octobre, il écrivait au maréchal de Mac-Mahon, gouverneur de l'Algérie : « Malgré nos efforts pour sauver le pape, sans avoir la guerre avec l'Italie, notre but ne sera peut-être pas atteint. Si la guerre éclate, il faudra une armée d'Italie. *Vous en auriez le commandement*..... Nul ne peut mieux que vous mener à bien cette affaire importune. L'Algérie devra fournir deux divisions. Vous devrez faire les mouvements nécessaires pour leur embarquement, qui aura lieu immédiatement si ça devenait nécessaire. »

Quarante-huit heures après, le 28, il revenait cette fois plein de confiance : le Roi donnait l'assurance que les troupes italiennes auraient l'ordre de se tenir à dis-

tance des nôtres ; ainsi tout conflit devenait impossible.

« Toutefois, ajoutait-il, le maréchal Niel ne croit guère à ces assurances puisqu'il télégraphie au général de Failly qui commande le corps expéditionnaire français à Rome. Je vous transmets cet avis, sans y avoir entière confiance. »

Puis deux jours plus tard, le 30 octobre, il annonçait que tout était arrangé maintenant, que le ciel bleu avait reparu et que le maréchal Niel lui-même était revenu à de meilleurs sentiments et avait écrit au maréchal de Mac-Mahon une lettre annulant celle où il lui annonçait le commandement en chef de l'armée française en Italie.

Mais comment le comte Vimercati était-il si bien informé ? Le maréchal Canrobert, qui avait déjà constaté qu'au moment de Sadowa comme lors de la rétrocession de la Vénétie il avait connaissance jusque dans les moindres détails des secrets de l'Empereur et des projets les plus cachés des ministres, n'en revenait pas : et cependant il fallait se rendre à l'évidence, rien de ce qui se faisait ou se décidait aux Tuileries n'était ignoré de lui.

A Paris, on était très partagé sur l'opportunité ou le danger d'une expédition à Rome. Le maréchal Canrobert, qui avait voué au roi Victor-Emmanuel une sincère amitié, regrettait ces malentendus, en souffrait beaucoup : il considérait que l'Italie était, par le fait même de son existence qu'elle nous devait, notre alliée et qu'une rupture avec elle était la chose la plus fâcheuse qui pût se produire en présence de l'attitude de la Prusse.

Ami de Victor-Emmanuel, il avait peu de goût pour

l'empereur François-Joseph et n'eut avec lui que les rapports officiels auxquels sa situation l'obligeait.

Le gros public voyait en ce souverain le vaincu de Sadowa, il le croyait profondément ulcéré, il lui prêtait des sentiments de vengeance impatiemment retenus; il se persuadait que dans son cœur ne battait que l'idée de la revanche et que son âme, avec une noble fierté, aspirait à saisir l'occasion de reprendre en Allemagne la première place; aussi l'acclamait-on, convaincu que des intérêts et des sentiments communs l'unissaient à nous et que nos armées et les siennes combattraient côte à côte un ennemi commun. On croit à ce que l'on souhaite, on prête aux autres ses propres pensées, ainsi faisait la masse des Français vis-à-vis de François-Joseph.

Les officiers et les personnes qui eurent l'occasion de l'approcher et de lui être attachés ne partagèrent pas ces sentiments et ne se firent pas une haute idée de sa valeur et de son caractère; il leur parut peu intelligent, indifférent à tout et taciturne! Grand, bien tourné, il était tout en façade.

Certain jour, après une visite écourtée à une princesse, place Vendôme, l'empereur d'Autriche se trouva avoir une heure devant lui; l'aide de camp qui l'accompagnait lui proposa de rentrer à pied à l'Élysée par la rue de la Paix et les boulevards, où il verrait tous les magasins aux lumières. L'Empereur accepta et partit aussitôt, arpentant les trottoirs à grandes enjambées, sans rien regarder, ni prononcer un mot : « un vrai automate », disait un des officiers qui le suivaient.

A l'Exposition, quand il y allait, il faisait de même :

il suivait religieusement l'itinéraire qu'on lui avait tracé, ne regardant rien, ne parlant pas, semant sa suite, tant il arpentait vite.

Quant aux officiers autrichiens attachés à son service, ils répétaient à tout propos comme un mot d'ordre : « Ce sera bien intéressant de voir la France et la Prusse aux prises l'une contre l'autre. »

A ce moment il n'était pas encore question d'alliance : le premier ami de la France qui commença les négociations que l'Autriche, l'Italie et les différents gouvernements de la France depuis 1870 eurent tant d'intérêt à cacher, fut le général Türr : il en posa les grandes lignes à Paris le 31 décembre 1868; depuis, MM. de Beust, les comtes Vimercati et Vitzthum en furent les agents actifs, surtout le comte Vimercati qui déploya une activité et une ressource inouïes pour aboutir : encore à Metz, en août 1870, il cherchait à obtenir la signature de Napoléon III au bas d'un arrangement avec l'Italie et l'Autriche.

Hélas! il fallait être aveugle pour refuser. Et cependant, en septembre 1869 comme en juillet et en août 1870, ce fut le gouvernement français qui refusa de signer l'alliance que demandaient l'Autriche et l'Italie et que promettaient leurs souverains.

Quos vult perdere Jupiter dementat.

CHAPITRE V

LA VEILLE DE LA GUERRE

C'était au commencement du mois d'août 1869. Le bruit courait que le maréchal Niel était alité : depuis longtemps il souffrait de la même maladie que l'Empereur, et comme lui, il ne montait que rarement à cheval et allait toujours au pas.

Bientôt ces bruits, d'abord vagues, se confirment et se précisent : le docteur Nélaton vient d'être appelé auprès du ministre et il a dû lui faire une opération que, selon la formule, l'on assure avoir réussi; cependant le surlendemain l'on dit tout bas que le ministre a été pris de fièvre violente, et le 13 août on apprend qu'il est mort.

Alors, mille bruits courent par la ville, et le docteur Péan publie, dans une revue scientifique, un mémoire où il raconte que le maréchal Niel a succombé à la suite d'une blessure occasionnée par la maladresse du docteur Nélaton. — Depuis, le fait a été nié; mais sur le moment, il fut partout colporté sans que personne l'ait démenti.

On a remarqué que, contre son habitude, l'Empereur n'a pas été au lit de mort du maréchal; l'on en conclut que lui-même est malade : certains disent même qu'il l'est gravement : bientôt cela ne fait plus

de doute pour personne; il est alité et ne peut plus présider le conseil. Le 3 septembre, le maréchal Canrobert se rend à Saint-Cloud; il voit un instant l'Impératrice qui est morose, et il lit sur le visage des aides de camp, officiers et chambellans de service une inquiétude non déguisée. Il revient le lendemain, 4 septembre, vers 10 heures du matin : les figures se sont encore allongées, mais n'importe à qui il s'adresse, il se bute à un mutisme absolu : il part, pour revenir dans l'après-midi et encore le soir à 10 heures; alors seulement il apprend qu'un célèbre professeur allemand, le docteur Kelius a été mandé la veille de l'université d'Heidelberg où il professe, et qu'il vient d'arriver il y a quelques instants : il est en ce moment même en consultation avec les médecins qui soignent l'Empereur. Le docteur Kelius a été appelé à la demande de la princesse Marie de Bade — duchesse de Hamilton. — C'est un grand vieillard, dont la figure encadrée de cheveux d'un blanc immaculé est pleine de charme quoique grêlée par la petite vérole. Il a une distinction et une tournure de grand seigneur et il jouit à la fois de la réputation d'un opérateur adroit et d'un médecin sagace; un mystère plane sur sa naissance; on le prétend membre de la *vraie* famille grand-ducale de Bade, ce qui double sa réputation médicale.

Son arrivée augmente l'émotion et l'inquiétude. Aussi lorsque le lendemain 5 septembre 1869, le maréchal Canrobert est à 7 heures à Saint-Cloud, il commence à démêler la vérité et à comprendre la cause de l'inquiétude de la veille qui subsiste encore. L'Empereur souffre de coliques néphrétiques, qui donnent

les tortures les plus terribles que supporte l'homme; il a eu une crise ces jours derniers, et pour calmer ses souffrances intolérables qui le font se tordre comme un ver et pousser des cris perçants, on lui a administré de l'extrait thébaïque, calmant à base d'opium : il en a absorbé une grande quantité, ce qui lui a calmé ses douleurs, mais lui a donné un sommeil vague, coupé de réveils où il ne reprend plus conscience : à plusieurs reprises, il a demandé des nouvelles du maréchal de Saint-Arnaud, mort depuis quinze ans : aux questions qui lui ont été posées par les médecins et ceux qui l'approchaient, il n'a pas répondu ou bien a divagué. On le croyait en délire ou en coma; même, autour de l'Impératrice, on parlait d'agonie. Le docteur Fauvel est resté la nuit précédente au château en compagnie des médecins ordinaires; toute la journée d'autres médecins ont été appelés; on les a fait entrer par des portes dérobées! et ils sont venus dans des voitures du château pour que leurs cochers ne puissent causer.

Parmi les familiers, on fait un rapprochement entre la présence du docteur Kelius, et la commande d'un lit aux matelas de caoutchouc qu'on remplit d'eau pour que toutes les parties du corps reposent à l'aise, et l'on en conclut à une opération.

L'inquiétude règne dans tout le château et chez tous elle se traduit par un réel chagrin, parce que Napoléon III est aimé de ceux qui l'approchent; toutefois tandis que chez les chambellans et les hauts personnages, les sentiments du cœur sont mélangés de la crainte d'un changement de position et de l'inconnu dans lequel les jetterait la mort de l'Empereur, chez les petits c'est une franche et profonde douleur, sans

mélange de pensées intéressées. Quand le maréchal s'en allant gagne sa voiture, l'huissier qui l'accompagne et le gardien de service au perron, qui tous deux portent la médaille de Crimée, s'approchent et l'interrogent : « Nous le garderons, n'est-ce pas, monsieur le maréchal! lui disent-ils, il est si bon pour nous. Oh! nous l'aimons tous... » Le maréchal était encore ému de l'expression de ces braves gens en me racontant ces détails.

Le 6 septembre le bruit de la maladie de l'Empereur se répandait dans Paris, et de là dans toutes les capitales. On disait qu'il n'avait pas pu recevoir le maréchal Prim malgré qu'il eût d'importantes questions à débattre avec lui; on répétait aussi que le départ de l'Impératrice pour l'inauguration du canal de Suez était retardée. Aussi à Paris l'inquiétude grandit, et à la Bourse ce fut un affolement et une culbute générale des valeurs : dans les capitales, il vint une foule de personnes chez les ambassadeurs demander des nouvelles. « Vienne est très agitée, très bouleversée par les mauvaises nouvelles que l'on répand depuis hier soir sur la santé de l'Empereur, écrivait le duc de Gramont, le 7 septembre : plus de vingt personnes sont passées à l'ambassade hier soir pour savoir à quoi s'en tenir... Dans tous les cas, je vous serais personnellement reconnaissant si vous vouliez bien me dire pour moi-même la *vraie vérité*, parce que je suis dans un état d'ignorance qui m'est fort pénible. »

Et de Berlin et de Londres, MM. Benedetti et de La Valette écrivent à peu près dans les mêmes termes; ils n'en savaient pas plus que M. de Gramont.

Les ministres étaient des plus inquiets; quant à

l'Impératrice, maîtresse d'elle-même comme toujours dans les crises graves, elle se décida, pour calmer l'opinion, à faire coûte que coûte transporter l'Empereur dans un fauteuil, au conseil qui aurait lieu le 7. On le roula en effet, ce jour-là, jusqu'à la salle où étaient réunis les ministres, mais à peine y fut-il qu'il tomba en syncope et qu'il fallut le ramener : les assistants en furent profondément affectés, mais l'on put insérer au *Moniteur* que l'Empereur allait bien et qu'il avait présidé le conseil.

Heureusement la crise néphrétique avait cessé, et à partir du 8 septembre l'Empereur reprit chaque jour des forces et le 11 l'Impératrice put le montrer aux Parisiens.

« Je rencontrai, écrivait le soir le comte Witzthum, à M. de Beust, trois voitures précédées de piqueurs descendant les Champs-Elysées. C'étaient l'Empereur et l'Impératrice allant à Paris. Cette lugubre promenade, trop souvent annoncée, trop souvent remise, s'accomplissait malgré la pluie dans un même silence sans qu'une seule acclamation n'ait salué l'auguste convalescent. »

Le 14 eut lieu l'audience que le maréchal Prim demandait depuis le 27 août : il lui était recommandé de « ne pas venir en uniforme » pour passer inaperçu ; lord Clarendon et lord Lyons, qui attendaient aussi une audience depuis plusieurs jours, furent encore ajournés; toutefois la conversation que l'Empereur eut avec le maréchal Prim ne l'avait pas trop fatigué, puisque dans la soirée on put le voir, en voiture découverte avec l'Impératrice et Mérimée, parcourir les bois de Ville-d'Avray.

La maladie de l'Empereur devait, d'ici peu, nécessiter une opération. Les médecins la déclarèrent urgente, le 3 juillet 1870, dans une consultation sur laquelle plane encore le mystère. Cette opération, à cette époque où l'asepsie n'était pas connue, était grave : Napoléon III en est mort en 1873 et le maréchal Niel venait d'y succomber. On en redoutait donc, avec raison, le résultat pour l'Empereur, et sans que la plupart des courtisans et des ministres arrêtassent encore leur esprit sur l'éventualité de la mort prochaine du souverain, tous jugeaient que les douleurs terribles qui le torturaient le rendaient impotent et incapable de s'occuper des affaires et cette constatation, qui était générale, augmentait l'influence de l'Impératrice.

Depuis 1859 elle siégeait au conseil, ce qui était sans précédent. Elle imposait souvent à l'Empereur, qui ne savait pas lui résister, des mesures ou des actions auxquelles il répugnait. En 1865, époque où elle avait été régente pour la seconde fois, l'Impératrice s'était créé un parti personnel, au moyen duquel elle avait acquis la principale autorité dans le gouvernement et avait pesé en plusieurs circonstances importantes sur les décisions à prendre. L'état précaire de la santé de l'Empereur doublait encore cette autorité et cette omnipotence.

Toutefois l'Impératrice n'eut aucune action sur le choix du successeur du maréchal Niel au ministère de la Guerre. Ce ministre qui depuis longtemps se savait malade et par moments désespérait d'arriver à un résultat, à cause de l'opposition du parlement, à la mise en état de défense du pays, avait entretenu l'Empereur et le principal de ses collaborateurs, — le

général Castelnau — de l'éventualité de sa mort et leur avait désigné le général Le Bœuf comme le plus capable de continuer son œuvre.

Aussi le 14 août, le lendemain de la mort du maréchal Niel, l'Empereur alité eut, à Saint-Cloud, un long entretien avec le général Castelnau et le chargea, car il n'en était pas capable lui même ce jour-là, d'écrire au maréchal Le Bœuf, alors commandant le corps d'armée de Toulouse, pour lui offrir le ministère en lui rappelant que c'était le vœu du maréchal Niel. Le général Le Bœuf désirait ne pas aller au ministère, mais il considérait qu'une demande de l'Empereur était un ordre, et il eût cru manquer de dévouement, en déclinant l'avance qui lui était faite. Aussi accepta-t-il.

C'était un beau et brave soldat que le maréchal Le Bœuf et c'était aussi un homme d'une grande valeur intellectuelle et morale Nous avons vu l'action qu'il avait eue sur l'armée en Crimée, comment il releva son courage et maintint chez tous, malgré les souffrances et les déboires, l'énergie et l'espérance.

Grand et d'une belle prestance, avec des traits nobles et énergiques, des façons aimables et une brusquerie de bon aloi, il était aimé et admiré de ceux qui l'avaient vu à l'œuvre. Esprit éclairé, comme président du comité d'artillerie, il s'efforçait de donner confiance dans le matériel existant, tandis qu'en secret il incitait les généraux de Reffye et Treuille de Beaulieu à créer un canon se chargeant par la culasse pour remplacer celui de 1858. Les expériences désastreuses des multiples essais tentés sur les canons Krupp, qui éclataient tous, ne le décourageaient pas. Jusqu'au dernier jour il prescrivit l'étude de la fabrication des pièces en

acier. C'est à lui aussi, après Napoléon III, à qui on doit le perfectionnement et l'adoption du chassepot, le meilleur fusil de cette époque.

On lui a beaucoup reproché son dévouement exagéré à l'empereur et de n'avoir eu d'autre critérium, que cette phrase : « L'Empereur a dit cela, l'Empereur le veut ainsi » Sa condescendance aux idées du souverain était exagérée, et il eut quelquefois le tort, surtout lors de la guerre de 1870, de ne pas lui dire toute la vérité de peur de lui faire de la peine. Mais il faut aussi le reconnaître : il eût été un excellent ministre de la Guerre si le gouvernement autoritaire avait duré. Napoléon III était, quoi qu'on en ait dit, et ses lettres et ses notes manuscrites conservées au ministère de la Guerre en sont une preuve éclatante, l'homme de beaucoup le mieux renseigné sur l'armée et la nation allemande, et personne, non plus, n'avait, autant que lui, des idées aussi justes et aussi pratiques sur l'organisation de l'armée française et sur la préparation à la guerre. Ainsi, l'Empereur était revenu six fois à la charge auprès du maréchal Niel pour obtenir la création permanente des corps d'armée tels qu'ils devraient entrer en campagne, mais il s'était buté contre la ténacité irréductible de son ministre, tandis que, dès sa première entrevue avec son successeur, le général Le Bœuf, il le décida à commencer cette organisation qui est aujourd'hui considérée comme la base fondamentole de toute constitution d'armée. Malheureusement, le gouvernement parlementaire, inauguré le 2 janvier 1870, arrêta net la réalisation du projet si cher à Napoléon III.

Le maréchal Le Bœuf est mort de désespoir, sans une

récrimination, sans chercher à se disculper des accusations que lancèrent contre lui les véritables coupables.

Quel contraste entre sa dignité et la conduite de ceux qui, après avoir demandé le désarmement du pays, et avoir été la cause réelle de nos malheurs en ont profité et en ont tiré honneurs, places, fortunes, ou ceux qui n'ont cessé de remplir le monde de leurs récriminations et de leurs justifications plus ou moins fausses destinées à rejeter sur les autres leurs propres fautes.

En arrivant au ministère, le général Le Bœuf commença la constitution permanente des divisions de la frontière, puis ordonna les expériences d'embarquement en chemin de fer et fit cesser les réunions ridicules et scandaleuses de la mobile telles que le parlement les avait décidées contre l'avis formel du maréchal Niel. Ces mesures étaient en cours d'exécution lorsque le ministère parlementaire du 2 janvier entra en fonctions.

Le maréchal Le Bœuf eût désiré se retirer. Les nouveaux ministres de même ne voulaient pas de lui, toute leur sympathie allant au général Trochu dont l'Empereur ne se souciait pas depuis qu'il avait appris à le connaître; en conséquence, Napoléon III obligea le maréchal Le Bœuf à rester et les nouveaux ministres à le prendre parce qu'on pouvait avoir en son honnêteté et sa droiture une confiance entière.

Dans les milieux militaires, autour de l'Empereur, dans les bureaux de la rue Saint-Dominique, l'on disait que le général Trochu n'avait pu être ministre parce que, trop bavard, il eût discouru tout le temps et n'eût pas laissé à ses collègues, presque tous avocats ou orateurs diserts, le temps de parler assez longuement.

Ceux des nouveaux ministres qui étaient députés

avant 1869, depuis trois ans, n'avaient eu, à la Chambre où ils siégeaient, qu'une seule idée : celle d'empêcher la mise en état de défense du pays : le *Moniteur* est plein de leurs discours éloquents, très éloquents, où ils combattent toutes les mesures provoquées par le maréchal Niel : réfection des fortifications, transformation de l'armement, fabrication des chassepots, etc. Et malheureusement leur éloquence entraînait la Chambre à repousser chacune de ces mesures indispensables. On est stupéfait, lorsqu'on lit leurs discours, de l'ignorance où ils étaient de la situation tant au point de vue militaire que diplomatique. Ainsi l'un d'eux affirmait à la tribune que les officiers de la landwehr, en Allemagne, étaient nommés à l'élection par leurs hommes. Un autre écrivait que lorsque « l'on désarmerait en France, le parlement prussien demanderait, comme le nôtre, pourquoi tant d'hommes sous les armes et tant de dépenses stériles. » Et M. Benedetti et les nombreux officiers d'état-major, envoyés en mission en Allemagne, avaient beau affirmer que nos armements étaient les seuls moyens de persuasion effectifs sur l'esprit du comte de Bismarck et sur l'opinion publique à Berlin, le même ministre n'en revenait pas moins sans cesse dans sa correspondance sur cette idée.

Un autre accusait notre pays de « vouloir troubler la paix » ... « Le jour où la France, disait-il, ne prendra plus les allures guerrières, l'Allemagne saura contraindre son souverain à mettre bas les armes... »

Aujourd'hui on ne peut comprendre comment les ministres d'alors cherchaient à désarmer la France, lorsque la guerre était en perspective dans tous les esprits de l'un et de l'autre côté du Rhin. Comment,

malgré les avertissements réitérés de tous nos agents et même ceux de la presse, car la *Revue des Deux Mondes* et le *Temps* d'alors sont pleins d'articles documentés sur l'armée allemande et sur l'état d'esprit de la cour, du parti militaire et du peuple, — ils ne s'aperçurent de rien de ce qui se passait le long de notre frontière?

Il en résulta que lorsque M. de Bismarck nous vit bien engagés dans les mesures de désarmement, il prépara la mine qui devait éclater au moment propice.

M. de Bismarck, à la fin de 1869, commençant à être inquiet des préparatifs du maréchal Niel, mettait une sourdine à son arrogance : il attendait une occasion favorable. Les ministres du 2 janvier la lui offrirent comme il aurait pu la désirer, en désarmant d'une part, et en déclarant la guerre pour un motif qui n'existait pas et qui indisposa toute l'Europe contre nous.

Un des premiers actes du ministère parlementaire fut de lancer une proposition de désarmement aux puissances et, malgré le refus de la Prusse d'y répondre, de déposer ensuite un projet de loi diminuant le contingent annuel de 20,000 hommes.

L'Empereur, quoique sans cesse en proie à des crises néphrétiques, s'opposa tant qu'il put à ces mesures de désarmement. D'abord le 2 février 1870, il adressa une lettre fortement motivée à M. Daru, ministre des Affaires étrangères, pour le supplier de réfléchir et de ne plus se laisser aller à un acte aussi dangereux. Puis, comme malgré ses observations et ses prières les ministres étaient irrévocablement décidés, l'Empereur se décida à s'adresser aux députés et à écrire à chacun d'eux une lettre les suppliant, comme il l'avait fait avec

M. Daru, de ne pas voter la diminution du contingent proposée par les ministres.

C'était anticonstitutionnel au plus haut chef que de voir un souverain conseiller aux députés de voter contre une proposition des ministres ; aussi la lettre ne fut-elle pas envoyée. On la retrouva dans les papiers des Tuileries et on ne saurait trop la publier et en répéter les termes, tant elle fait éclater la justesse de vue de Napoléon III en regard de la cécité de ses ministres.

« Le budget de la guerre, écrivait l'Empereur aux députés, est toujours en butte aux attaques de ces esprits à courte vue qui, pour se donner un vernis de popularité, ne craignent pas de désorganiser notre armée sans alléger notablement les charges budgétaires.

« En 1865 les pouvoirs publics exercèrent une véritable pression sur les ministres afin d'obtenir des réductions...

« La conséquence de ces mesures fut *désastreuse*. La France ne put jouer un rôle digne d'elle au milieu des événements (Sadowa) et notre considération dans le monde s'en ressentit... Certes l'influence de la France fut assez forte pour arrêter le vainqueur aux portes de Vienne, mais sa voix eût été mieux écoutée si nous avions été prêts à faire la guerre. Aussi le sentiment national comprit bientôt le danger que notre pays avait couru en négligeant son armée, et une année s'était à peine écoulée depuis qu'on l'avait réduite pour économiser 5 ou 6 millions, que la Chambre votait 280 millions pour reformer nos cadres, perfectionner notre armement et mettre en état nos places fortes.

« Ainsi les réductions opérées en 1865 désorganisèrent nos forces sans procurer d'économies notables.

Elles nous obligèrent, en face de l'Europe armée, à prendre une autre attitude que celle qui aurait convenu à la France.

« Mais il est des hommes auxquels l'expérience n'apprend rien... En présence de l'Allemagne qui peut mettre *sur pied un million d'hommes exercés,* on parle encore de réduire les cadres . Nous allons comparer l'armée française à l'armée de la Confédération du Nord et en présence de notre infériorité, on renoncera, nous en sommes convaincus, à affaiblir encore notre organisation militaire. »

Et le tableau que donne l'Empereur montre « que la Confédération du Nord, en dehors de l'Allemagne du Sud, a 900,000 *hommes exercés à sa disposition.*

« Que l'on compare... *et que l'on juge si ceux qui veulent encore réduire nos forces nationales sont bien éclairés sur les véritables intérêts du pays!* » termine l'Empereur.

Le maréchal Le Bœuf était aussi opposé que l'Empereur à une diminution de contingent : voici une note rédigée de sa main le 30 mars 1870 : « Aujourd'hui; en 1870, l'armée allemande possède 1,140,000 soldats exercés et disciplinés. Ce chiffre est irrécusable et ces troupes sont prêtes à entrer en campagne *du jour au lendemain*, car elles sont aussi mobilisables que possible. En regard et avec un contingent de 100,000 hommes, nous ne mettrons en ligne que 510,000 hommes... Ce chiffre de 510,000 hommes, peut-on l'affaiblir? *Le gouvernement ne le pense pas.* La réduction proposée abaisserait notre armée au chiffre de 473,000 hommes. Pouvons-nous diminuer nos forces militaires dans une telle proportion?

— Non.

« La loi de 1868, conclut-il, avait pour but d'assurer une augmentation de forces à la France : augmentation reconnue indispensable par le Corps législatif lui-même... Réduire nos forces et les ramener à ce qu'elles étaient avant la promulgation de la loi serait une contradiction et un danger. »

Devant la résolution irréductible de ses collègues, le général Le Bœuf voulut se retirer et il en parla à l'Empereur, mais celui-ci, malade, épuisé, le supplia tant, que par dévouement il céda et il eut tort : il aurait dû, en se retirant, donner un avertissement au pays. Ses collègues ne cessaient de lui affirmer qu'ils étaient sans crainte et que « la guerre était pour longtemps ajournée » . Ces affirmations répétées, commentées avec éloquence, avaient fini par le persuader et « l'événement, a écrit, dans ses notes, le général Jarras, détermina chez lui une surexcitation fébrile qui troubla sa vue et faussa son jugement. »

Le maréchal Canrobert, durant les derniers jours de juin de 1870, alla conduire la maréchale à Vichy où elle devait faire une saison. Le soir du 28 juin, après l'avoir installée avec ses deux enfants, il rentra à Paris où il était le surlendemain et où il faisait manœuvrer des troupes toute la journée au camp de Saint-Maur. Ce jour-là, 30 juin 1870, avait lieu, au corps législatif, une séance fort importante à propos du contingent. « Je t'engage à lire le discours de M. Thiers.... » écrivait-il le soir à la maréchale. En effet, la discussion avait porté sur la diminution de l'effectif. « Ne songez pas à réduire le contingent ni l'effectif. Je vous en supplie au nom du pays, » s'était écrié M. Thiers, ce à

quoi l'un des ministres avait répondu : « Si le gouvernement avait quelque inquiétude, il ne vous aurait pas proposé une réduction de 10,000 hommes sur le contingent. »

Le samedi 2 juillet, la *Gazette de France* annonçait le soir la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne. Le maréchal n'eut pas sans doute connaissance de cette nouvelle, que du reste aucun journal ne reproduisit le dimanche 3 juillet. Dans sa lettre quotidienne à la maréchale, datée de ce jour, le maréchal Canrobert parle de ses enfants, de la séance à la Chambre consacrée « à la pétition des princes d'Orléans pour rentrer en France » ; mais il n'y pas un mot de politique étrangère.

Il passa l'après-midi à Bonneuil chez ses cousins de Marbot et rentra dans la soirée pour dîner chez le président du Corps législatif, M. Schneider. « Le dîner fut agréable : outre la famille Schneider, il y avait l'amiral Rigault de Genouilly, le maréchal Le Bœuf, E. de Girardin, le ministre de l'Intérieur et des Beaux-Arts, MM. Chevandier de Valdrome et Maurice Richard et leurs femmes. » On parla un peu de la candidature; on considérait que ce n'était là qu'un bruit vague et point sérieux, on s'occupa beaucoup plus de la mort de Mme Achille Fould, veuve de l'ancien ministre, survenue la veille.

Le lendemain les journaux donnent tous la nouvelle de la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, et le *Constitutionnel*, l'organe attitré du ministère, publie en première page un communiqué qui a été certainement rédigé par le gouvernement. Le maréchal envoie de suite le commissaire de

police de la place de Paris, M. Lozé, savoir à côté, au ministère de la Justice, ce qu'il en est. Il revient très rassurant : le ministre, M. E. Ollivier, est allé en famille passer toute la journée de la veille chez son ami M. Adelon à Villenouvette près d'Arpajon, pour assister au baptême d'une cloche dont la jeune Mme E. Ollivier a été marraine. Son chef de cabinet M. Philis était avec lui, et dans la matinée, le prince Napoléon, sur le point de partir faire une croisière dans les mers du Nord, venu pour parler à son ami M. Ollivier, n'a trouvé à la chancellerie que le sous-chef du cabinet M. Tanon.

Cependant le maréchal veut être au courant, et il se rend à Saint-Cloud : « L'Empereur, quoique boitant, écrit-il le soir à la maréchale, m'a paru bien portant. Il m'a dit ne devoir aller cette année à aucune station thermale. J'ai trouvé à Saint-Cloud les ministres, MM. de Gramont et Ollivier que je suppose avoir été appelés en dehors des séances du conseil, pour causer de cette rumeur étrange et grave de l'élévation sur le trône d'Espagne du prince de Hohenzollern. Il ne me paraît pas possible que la Prusse nous enlace sur le Rhin et les Pyrénées. J'aime donc à croire que c'est un canard. Si le contraire était, je ne vois pas comment la France pourrait laisser faire. » (5 juillet).

Le lendemain et les jours suivants, il continue à tenir la maréchale au courant.

« La question Hohenzollern, écrit-il le lendemain 6 juillet, a pris de graves proportions. Le garde des sceaux, à la réception duquel j'ai été hier, m'a paru envisager la question sous l'aspect le plus sérieux... » (6 juillet.)

« Mes prévisions sur la candidature Hohenzollern se

sont réalisées. La déclaration Gramont devant le Corps législatif ne peut manquer d'amener la guerre, si l'offre du maréchal Prim au prince de Hohenzollern est consacrée par les Cortès. La situation est donc très grave, et tu dois voir que la Bourse l'a jugée ainsi. » (7 juillet.)

« Ici, les personnes que je vois sont très partagées d'avis. Les unes, et je suis du nombre, pensent qu'en présence de l'attitude prise par le gouvernement français et les députés, le roi Guillaume ne voudra pas se lancer dans une guerre dont le patriotisme allemand n'admet pas l'origine plus dynastique que nationale : il attendra, pour faire la guerre, la remise sur le tapis de questions purement allemandes et de nature à passionner les esprits.

« Quant au général Prim, il ne sera pas suivi par la nation espagnole dont les intérêts sont intimement liés à ceux de la France, sa seule voisine dans la bourse de laquelle elle est obligée de puiser, et le simple bon sens castillan soufflera sur ce projet d'un soldat plus ambitieux personnellement que politique habile.

« Les autres, au contraire, pensent que l'entente occulte des deux ministres prussien et espagnol, a pour but l'abaissement matériel et moral de la France qui gêne leurs projets. »

« On ne peut se dissimuler l'inquiétude apportée par cette crise.

« Si la guerre éclatait — *c'est peu probable* — la France aurait immédiatement trois armées commandées par l'Empereur. Chacune des armées, selon toute apparence, seraient sous les ordres de Mac-Mahon, Canrobert et Bazaine... Aucun ordre n'est encore arrivé

du ministère pour les préparatifs à faire dans l'armée. Ne t'inquiète pas trop... » (8 juillet.)

Il est une raison pour que la guerre n'éclate pas et que le maréchal ne veut pas confier par lettre à la maréchale.

Le 8 juillet, après déjeuner, il a reçu la visite du général de Montebello, avec qui il est intime. Le général lui a raconté, en le priant de le garder pour lui, qu'il a rencontré dans la matinée le docteur Nélaton, qui a soigné, durant sa longue maladie, sa femme qu'il a perdue il y a six semaines : le chirurgien lui a parlé de l'incident Hohenzollern, et lui a dit : « Quant à supposer la guerre, c'est inadmissible. L'Empereur est malade, il lui serait impossible de monter à cheval, il y a eu une consultation et c'est sérieux. » Et le général de Montebello ajoute : « Ce que vient de me dire le docteur Nélaton m'explique pourquoi l'Impératrice, qui aimait beaucoup ma femme, quand elle venait la voir pendant sa maladie, s'arrangeait toujours pour arriver au moment des visites du docteur et avait avec lui de longs apartés qui m'intriguaient, et dont je ne comprenais pas alors la raison : elle l'interrogeait sur l'état de santé de l'Empereur. »

Le 9 juillet, le maréchal Canrobert était invité à déjeuner à Saint-Cloud. « C'était jour de conseil, et tous les ministres y étaient, écrit-il en rentrant : l'un d'eux m'a appris que la question Hohenzollern n'avait pas fait un pas, et l'Empereur lui-même a daigné me dire qu'il attendait ce soir une communication du roi de Prusse que Benedetti n'avait pu voir qu'aujourd'hui... Les préparatifs se font au ministère, mais sur le papier, et les avis sont toujours très partagés. » (9 juillet 1870.)

Le 10, le comte Vimercati, l'agent secret et intime du roi Victor-Emmanuel qui, depuis un an, est chargé de conclure un traité d'alliance, en dehors de la diplomatie officielle, vient voir le maréchal. « Il ne croit pas à la guerre », et le maréchal ajoute dans sa lettre : « Une singulière chose, c'est que les Cortès peuvent très bien ne pas nommer le prince de Hohenzollern et il faudrait alors que la Prusse et son Roi cherchassent un autre prétexte pour la déclarer. » Le maréchal ne croyait pas dire si juste : M. de Bismarck voulait la guerre, mais il ne se doutait pas que les ministres français lui fournissaient à ce moment même, et contre l'avis de M. Benedetti, le prétexte qui était sur le point de lui échapper.

Le 11 juillet le maréchal résume ainsi la situation : « Nous n'avons reçu aucun ordre, mais tout est préparé aux ministères de la Guerre et de la Marine pour la formation des trois armées et de la réserve.

« J'aurai évidemment le commandement d'une des armées, s'il y a la guerre. L'Empereur serait généralissime et l'on prétend qu'il emmènerait son fils, ce qui paraît excessif.

« Le roi Guillaume se montre assez facile sur l'affaire Hohenzollern, mais il n'en est pas de même sur la mise en demeure qui lui est faite ; la guerre serait donc plus probable que la paix. Toutefois comme elle aurait des conséquences décisives pour chaque belligérant, on réfléchit beaucoup avant. »

Dans la soirée, le maréchal dîne seul avec ses deux aides de camp lorsqu'un cavalier apporte un pli : une dépêche chiffrée et confidentielle concernant des mesures préparatoires : « Que les généraux soient à

leur poste : que l'on s'assure, *en secret et en bourgeois*, de la mise à jour des ordres d'appel. » Réellement si c'est aussi discrètement que l'on agit et si les mesures se résument à une simple vérification, la situation n'est pas grave. Ainsi pensent le maréchal et ses aides de camp.

Le lendemain (12 juillet) jusqu'au soir le maréchal n'apprend rien : « Il paraît, écrit-il à sa femme, que la réponse attendue est arrivée, et à l'heure qu'il est (une heure de l'après-midi), l'Empereur est aux *Tuileries* : — en ce moment de l'année les souverains habitaient Saint-Cloud — il ne peut manquer d'en sortir une décision qui sera connue ce soir.

A 6 h. 55 pour confirmer sa lettre il envoie ce télégramme à Vichy : « Ambassadeur d'Espagne reçu dépêche père Hohenzollern : fils renonce couronne d'Espagne : le duel est terminé pacifiquement. »

Après le dîner on annonce au maréchal la visite du général Desvaux commandant la cavalerie de la garde. Il a été vice-gouverneur de l'Algérie quand le maréchal de Mac-Mahon en était le gouverneur et il est resté très lié avec lui; or le maréchal de Mac-Mahon a envoyé il y a huit jours d'Alger à Paris le colonel Gresley — depuis ministre de la Guerre — et actuellement chargé à Alger des affaires arabes. Le général Desvaux a diné hier soir même avec le colonel Gresley au café d'Orsay — sur le quai au coin de la rue du Bac : ils ont longuement causé ; et le colonel Gresley a raconté qu'il avait vu l'Empereur et le maréchal Le Bœuf et qu'il tient d'eux que trois armées sont constituées sur le papier, pour prendre de suite l'offensive sur Mayence et Cologne, ou pour passer le Rhin au nord de Strasbourg et cou-

per l'Allemagne du Nord des États du Sud, suivant que nous aurons ou nous n'aurons pas d'alliances ; mais tout ceci est vague. Au fond, l'impression du colonel Gresley est que l'Empereur ne croit pas à la guerre. Le général Desvaux ajoute que, ce matin même, il a été voir à 8 heures à l'école militaire, son chef direct, le maréchal Bazaine, commandant en chef de la garde impériale et il lui a répété son entretien de la veille avec le colonel Gresley, comme il le rapporte ce soir au maréchal Canrobert. Le maréchal Bazaine, après l'avoir écouté, lui a confié qu'il était la première personne qui lui parlait des événements et des projets éventuels du gouvernement, n'ayant pas, comme commandant de la garde, reçu la circulaire prescrivant les vérifications à faire en *bourgeois* et qui a été seulement adressée aux commandants de territoires. Aussi se refuse-t-il à croire à la gravité des circonstances. De même le maréchal Canrobert et le général Desvaux, en se quittant le 12 juillet au soir, sont convaincus qu'il n'y a rien de grave et que la guerre n'est pas à craindre.

Le lendemain matin le maréchal lit les journaux et demeure frappé de l'article de tête du *Constitutionnel*, qui commence par ces mots : « Une victoire qui ne coûte pas une goutte de sang » et où, après avoir raconté le désistement du prince Léopold au trône d'Espagne, M. Robert Mitchell qui signe l'article le termine ainsi : « Nous ne demandions pas autre chose. »

Après information, il apprend que M. R. Mitchell déclare avoir reproduit exactement les paroles que M. Emile Ollivier chef du cabinet lui a dictées la veille au soir, quand il est venu, comme d'ordinaire, demander le mot d'ordre du ministre.

Ainsi voilà le maréchal rassuré et il télégraphie à 9 heures 30 du matin à la maréchale : « Reçu ta lettre; sois tranquille : Statu quo : préviendrai si nouveau décisif : *Guerre peu probable.* »

La lettre qu'il reçoit de la maréchale ce jour-là le chagrine parce que, impatiente et inquiète, elle parle d'arrêter sa cure et de revenir à Paris avec ses enfants.

Elle a vu (dans la journée du 12) à Vichy M. Forcade de la Roquette qui quittait le prince de La Tour d'Auvergne : il l'avait trouvé alité, souffrant d'horribles névralgies, fort préoccupé et trouvant que « les affaires s'embrouillaient énormément; à son avis si nous n'avions pas la guerre dans huit jours, nous l'aurions dans deux mois. La déclaration, a-t-il dit à M. de Forcade, faite à la tribune m'a paru, à moi qui ne suis pas dans les secrets du gouvernement, trop vive et trop prématurée, ne permettant guère aux Espagnols et aux Prussiens de reculer, et pour peu que ce soit un prétexte que l'on a cherché pour faire la guerre sur une question qui ne fût pas allemande, ce prétexte est trouvé. Je voudrais bien qu'on ne me demandât pas d'aller à Vienne en ce moment, car je suis hors d'état de me mettre en route. »

Le maréchal Canrobert dans l'après-midi se rend au Sénat où l'on a annoncé une communication, et là, en l'attendant, il répond de sa place à la maréchale :

« Ta lettre de ce matin se ressent de ton inquiétude. Je comprends bien que les circonstances sont de nature à attirer ton attention, mais je ne saurais trop te le répéter, cela ne doit pas aller jusqu'à t'enlever le calme nécessaire à ta santé pendant ta cure. » Au moment où le maréchal en était là de sa lettre, le ministre monte

à la tribune et lit la déclaration annoncée que le maréchal écoute avec attention et qu'il résume ainsi dans un télégramme qu'il envoie à Vichy : « Communication aux Chambres : renonciation Hohenzollern annoncée officiellement par ambassadeur d'Espagne ; négociations continuent, » puis se remettant à sa lettre interrompue, il apprécie les déclarations ministérielles : « La communication faite au Sénat par le gouvernement n'a pas satisfait l'opinion même des sages sénateurs. L'ambassade d'Espagne prévient officiellement le gouvernement français que le prince de Hohenzollern n'acceptera pas la couronne d'Espagne. Quant à la Prusse, on est en négociations avec elle et l'on ne pourra informer le Sénat qu'après-demain vendredi de leur résultat. Évidemment, on hésite des deux côtés à déclarer la guerre : mais elle semble être dans l'air. Du reste aucun préparatif ostensible n'a été fait de part et d'autre. »

Le jeudi 14 juillet, le maréchal n'apprend rien de positif. « Je t'ai adressé hier le résumé de la situation, écrit-il dans la matinée, le prince de Hohenzollern renonce conditionnellement au trône d'Espagne : le Roi de Prusse prétend rester étranger à l'affaire. Il est évident que l'*amour-propre est en jeu des deux côtés et que, d'accord sur le fond, on est loin de l'être sur la forme ! Ce serait cependant* lourd à *porter une responsabilité de guerre générale qui n'aurait pas d'autre base.* »

Ces idées de tant de bon sens ne devaient pas être partagées par les ministres qui jugèrent moins lourde que le maréchal la responsabilité de la guerre. Mais lui, il ne peut croire encore à la rupture, et le soir il télégraphie : 9 heures 15 du soir : « Malgré grande baisse

et grands bruits de guerre, situation est plus pacifique que belliqueuse. »

Toute cette journée du 14 juillet, il l'a passée au camp de Saint-Maur près de Vincennes, à faire manœuvrer ses troupes. Il est rentré vers 5 heures, et il finit de dîner à 8 heures et demie du soir. Le voile se déchire alors tout d'un coup : un officier lui apporte l'ordre de préparer le départ des divisions de l'armée de Paris et de leur faire distribuer des effets de campement.

Quarante-huit heures après, devant la mauvaise volonté de l'intendance, il devra se plaindre au ministre qui, le 17 juillet, lui écrira pour couper court aux difficultés que ce service met à la mise sur pied de l'armée : « Tout fonctionnaire de l'intendance qui refusera aux troupes le matériel ou les moyens dont elles auront besoin pour se mettre en route, sous prétexte de formalités réglementaires, sera puni d'une façon exemplaire. »

Le lendemain du jour de l'ordre de départ des troupes de Paris, le 15 juillet, le maréchal va à la Chambre des députés et assiste d'une tribune à la séance, et il écrit le soir à la maréchale : « L'opposition a cherché à prouver que le gouvernement français avait amené la guerre et nos ministres qui sont peu hommes d'État n'ont pas avancé les affaires. Je suis sorti avant la fin de la séance sous une fâcheuse impression. » C'était le jour où M. Thiers, hué par la majorité, avait cherché à empêcher la rupture et où il avait dit : « Voulez-vous que l'Europe dise que le fond était accordé, et que, pour une question de forme, vous vous êtes décidés à verser des torrents de sang... il y aura

des jours où vous regretterez votre précipitation... et quant à moi je décline la responsabilité d'une guerre aussi peu justifiée. »

Ce à quoi M. É. Ollivier répondit par la fameuse phrase : « Nous acceptons notre responsabilité d'un *cœur léger*. »

Toute la soirée de la veille, il y avait eu des manifestations sur les boulevards, et des bandes nombreuses étaient passées place Vendôme. Pour la soirée du 15, on annonçait de nouvelles démonstrations et des illuminations générales. « Ce n'était pas ainsi qu'on devait se préparer à une chose aussi grave que la guerre. »

Tard, il télégraphie à la maréchale que les trois armées dont il a parlé n'existent plus. Il y a 8 corps dont le 6e sera commandé par lui.

Sur cette dépêche qu'elle reçoit dans la nuit, la maréchale prend avec ses enfants le premier train, et descend le 16 au matin à l'hôtel du 1er corps d'armée place Vendôme, où tout est en mouvement.

Tandis que le maréchal embrasse ses enfants et sa femme, le commandant Boussenard parcourt tous les bureaux du ministère de la guerre pour savoir comment est composé le 6e corps et obtenir le général Letellier Valazé, que le maréchal Canrobert estime particulièrement, comme chef d'état-major : il demande aussi pour le maréchal « un aide de camp : le capitaine Grosjean ; « bon et solide, très dévoué et toujours prêt à tout », et un jeune officier d'ordonnance de cavalerie, M. Baudens, lieutenant de hussards, « charmant jeune homme, un peu délicat, mais désireux de bien faire ».

Rue Saint-Dominique, au cabinet du ministre, le commandant Boussenard trouve l'état-major général, soit 30 officiers d'état-major de tous grades, dans une salle, travaillant sur des pupitres de bois blanc, comme des collégiens à l'école primaire, et, à côté, un lot de mobiles servant de secrétaires. Tout le monde est ahuri de la décision qui supprime les trois armées constituées depuis 1867, et qui oblige à un long travail pour constituer sur des bases normales les 7 corps et la garde. L'archiduc Albert a mis une telle insistance pour obtenir cette transformation que, quelque intempestive qu'elle soit, l'Empereur a cédé. Le commandant Boussenard peut au moins connaître la composition du 6e corps : quatre divisions d'infanterie et une de cavalerie : le tout devra se réunir au camp de Châlons. L'état-major du maréchal se composera ainsi : général Henry, chef d'état-major; général Borson, sous-chef; commandants Roussel et Caffarel; capitaines Leps, de Valin, Aubry, Grosjean, attachés à l'état-major.

Le commandant Boussenard eut beau insister : on lui refusa le général Letellier-Valazé; il avait déjà un commandement qu'on ne voulait pas lui enlever. Il apprenait cependant que le général Osmont ayant été désigné comme chef d'état-major du maréchal Bazaine avait été remplacé par le genéral Manèque sur la demande du maréchal Bazaine, qui invoquait pour obtenir cette mutation des engagements pris antérieurement par lui vis-à-vis du général Manèque.

Aussi le maréchal Canrobert fut mécontent de n'avoir point avec lui un collaborateur de son choix, et de se voir traité sur un pied tout différent que son collègue le maréchal Bazaine.

Mais il était encore plus ennuyé de la désignation du général Henry, car s'il ne le connaissait pour ainsi dire pas, aucun choix cependant ne pouvait lui être plus désagréable. Depuis la guerre de Crimée, le prince Napoléon avait déblatéré tant qu'il avait pu contre le maréchal Canrobert qui le considérait comme sa bête noire, et le général Henry ayant été attaché à l'état-major du prince et même ayant fait auprès de lui fonction de sous-chef d'état-major en Italie en 1859, le maréchal eût voulu à toute force ne pas avoir quelqu'un qu'il considérait comme l'intime d'un ennemi aussi violent que le prince Napoléon. Il eût souhaité, et ce n'était que raisonnable, choisir lui-même comme chef d'état-major quelqu'un qui eût sa confiance, avec qui il eût pensé tout haut, et à qui il eût communiqué la moindre de ses idées : tels avaient été avec lui le général de Martimprey en Crimée et le colonel de Senneville, tué à Magenta, en Italie.

Le général Henry était un beau soldat. Avec ses longues moustaches, sa haute taille, droite, bien prise, ses largès épaules, on l'eût pris pour un cent-garde ou un tambour-major. Honnête homme, patriote, né à Metz dont il connaissait bien les environs, il était actif et bon garçon, malheureusement sans éducation première, « criard insupportable », sans tact, souvent grossier, il conservait toujours l'aplomb de la blague qui lui avait tant servi dans sa carrière. Il connaissait le service, mais ce n'était pas un esprit élevé, capable d'idées générales ni d'aucune inspiration et souvent il oubliait de donner des ordres ou de prendre des précautions qui ressortaient de son initiative. Si ses relations avec le maréchal furent correctes, s'il sut à peu

près assurer l'éxécution des ordres, jamais toutefois la confiance qui eût été nécessaire n'exista entre eux.

Le colonel Borson, tout l'opposé du général Henry, grand, très mince, droit, avec une figure régulière, un regard et des façons aimables, était la distinction et la modestie même : sa vie est un vrai roman. Quoique italien on l'admit à l'école polytechnique; entré ensuite dans l'armée piémontaise, il fut aide de camp de Tcharnowski, ce vétéran de l'insurrection polonaise de 1831 que Charles Albert et les Italiens peu confiants dans leurs propres généraux avaient appelé à commander l'armée de l'indépendance en 1849. Il assista à ses côtés à la bataille de Novare, et le soir il était encore avec lui, derrière Charles-Albert, lorsque celui-ci signa son abdication. Depuis député au parlement de Turin, sous la présidence de Rattazzi et le ministère de Cavour, il était devenu chef d'état-major du général Castelborgo et ensuite aide de camp du roi Victor Emmanuel en 1859. En 1860, il opta pour la France et entra dans l'armée française où, depuis trois ans, il était chef du service géographique du dépôt de la guerre.

En raison de sa timidité, le colonel Borson malmené sans raison par le général Henry chercha à s'éloigner de lui ; et pour échapper à ses grossièretés il quitta l'état-major du 6e corps tout de suite après les batailles de Metz.

Le général Borson vit encore à Chambéry, ses cheveux et sa moustache sont maintenant d'un blanc d'argent, mais sa taille ne s'est pas courbée et il demeure aussi affable, aussi intéressant et cultivé qu'il était aux jours de Novare, de Palestro, de Rezonville et de Saint-Privat.

Voici maintenant quels étaient les autres officiers de l'état-major du 6e corps.

Le commandant Caffarel était grand, avec des traits réguliers, « bon garçon, débrouillard, actif, ayant le feu sacré, militaire dans l'âme, connaissant le métier et le faisant bien, mais criant un peu trop après les hommes » ; toujours de bonne humeur, il répétait souvent : « la chasse est le plaisir des Rois ; la guerre est le plaisir des Dieux. » Avec son entrain communicatif, son esprit militaire de bon aloi, c'était un type parisien un peu frivole, mais « excellent camarade ».

Le commandant Roussel, « très vigoureux et bel officier, presqu'un géant, intelligent, instruit et travailleur, utile et dévoué : il montait bien à cheval et savait remplir les missions les plus délicates avec tact et habileté ».

Le capitaine Grosjean, bon officier, montant également aussi bien à cheval, était actif et toujours prêt à marcher ; le maréchal l'avait demandé, nous l'avons vu, comme aide de camp en raison de l'estime qu'il lui portait.

Le capitaine Aubry, doué d'une jolie tournure, était zélé, connaissait bien son métier : « sert bien, il est très estimé, très aimé, homme du monde accompli. » Ainsi est-il qualifié par le maréchal Canrobert.

Le capitaine Leps, instruit, intelligent, malheureusement très myope et délicat, atteint de dysenterie après les batailles il demeura longtemps à l'hôpital. Le capitaine de Valin également d'une faible constitution, toujours triste, vivait à l'écart ; peu au courant, l'on comptait peu sur lui.

A côté de l'état-major était le cabinet composé du premier aide de camp, commandant Lonclas qui avait

la confiance entière du maréchal et de la maréchale et qui la méritait : c'était un homme du monde, d'un caractère sûr, droit, plein de tact, calme, dévoué corps et âme à son chef qui n'avait pas de secrets pour lui.

Le deuxième aide de camp, le commandant Boussenard : était bel officier, grand, droit, fortement charpenté au moral et au physique : avec un caractère tout d'une pièce, des convictions arrêtées et fermes et des idées élévées, il était très instruit, très laborieux et actif, trouvant moyen malgré son travail assidu d'aller dans le monde, de le connaître et de porter sur les gens des jugements justes : avec lui jamais de réticence, il disait au maréchal ce qu'il pensait et ce que son jugement et sa conscience lui dictaient. Quelquefois le maréchal lui en voulait quelque peu mais il revenait vite : Le commandant Boussenard eut le bras emporté à Rezonville, ce qui priva le maréchal d'un conseil éclairé et indépendant.

Le général Boussenard, après avoir commandé les 13e et 5e corps d'armée, vit retiré à Champlite dans la vieille demeure de sa famille où il s'est entièrement consacré à l'étude et à la charité.

Les officiers d'ordonnance étaient : le capitaine de Randal de l'artillerie et le lieutenant de Reynics de l'infanterie, le gendre du général de Gondrecourt le vieil ami du maréchal Canrobert : tous deux étaient des gentilhommes dévoués au maréchal, bons officiers, actifs, intelligents et tous deux lui ont rendu de grands services.

Le 21 juillet, dans la soirée, le maréchal reçut dans le grand salon de l'hôtel de la place Vendôme les officiers de son état-major. Le général Henry les pré-

senta : il leur serra la main, leur dit quelques paroles et tous se retirèrent satisfaits de cette entrevue et comme il faisait une chaleur étouffante, avant de se séparer, il s'attablèrent au café qui se trouvait à l'angle de la rue Castiglione et de la rue Saint-Honoré et ils devisèrent encore quelque temps sur leur avenir qui leur paraissait brillant.

Le 22 le maréchal donna « place Vendôme » un dîner intime à MM. et Mmes de Bourgoing et Vandal et à ses aides de camp et officiers d'ordonnance. Le maréchal offrit le bras à Mme Vandal et le commandant Boussenard à Mme de Bourgoing, et lorsque trois semaines plus tard, la baronne de Bourgoing apprit que le commandant Boussenard venait d'avoir le bras emporté, elle fit la réflexion qu'elle était la dernière dame à qui il l'avait offert.

Le 24 au soir le maréchal quitta Paris. La veille l'état-major était parti avec tous les chevaux. Il s'embarqua à 8 heures à la gare de l'Est où il fut acclamé par une foule considérable qui gênait le service en encombrant les cours et les quais. La maréchale l'accompagna jusqu'à son wagon et lui fit ses adieux au moment du départ. Le maréchal avait avec lui le commandant Lonclas et le médecin Quesnoy, son vieil ami dévoué qui avait fait la guerre à ses côtés en Crimée et en Italie.

A minuit et demi le train entrait en gare de Châlons et aussitôt à terre le commandant Lonclas s'aperçut qu'aucune voiture n'attendait le maréchal pour le conduire au camp : il avait cependant écrit au général de Linières qui commandait le département de la Marne pour en avoir une : il lui fallut donc courir en ville.

au milieu de la nuit : après avoir cogné à plusieurs portes, il découvrit devant une auberge l'omnibus qui faisait, pendant le jour, le service de la ville au camp : mais le cocher dormait, il fallut le réveiller et faire atteler ; à 2 heures et demie le maréchal installé dans la guimbarde se dirigeait sur le camp et descendait à 4 heures, au quartier général où il trouvait un lit tout préparé dans lequel il se mettait et il s'endormait sans plus attendre, pendant qu'on hissait le drapeau au mât du quartier général.

CHAPITRE VI

LE CAMP DE CHALONS

A 9 heures le maréchal eut un rapport des généraux, des chefs de corps et de services. Dans l'après-midi il visita le camp, l'hôpital et les magasins, et constata que le 2e corps, en partant, les avait vidés, et que l'on manquait du nécessaire.

« Naturellement, je travaille beaucoup, écrit-il le soir à la maréchale; ça ne m'empêche pas de penser à toi et à nos chers enfants. »

Les 26 et 27 furent employés à organiser, à voir un à un tous les corps et détachements déjà arrivés; le 28 le maréchal reçut un avis de se rendre à la gare de Châlons où l'Empereur devait passer vers 2 heures. Il partit en voiture avec ses aides de camp et trouva sur le quai, au milieu de la foule, M. Sohier, préfet de la Marne, et Mme Sohier, avec qui il causa. Lorsque le train impérial entra en gare, à 2 heures, le maréchal monta sur le marchepied du wagon, parla avec l'Empereur qui était tout fier et heureux d'avoir le Prince Impérial avec lui. « L'Empereur a été très gracieux, écrit-il le soir, je n'en dirai pas autant du prince Napoléon dont l'air toujours renfrogné ne s'était pas éclairci pour la circonstance. »

La foule enthousiaste acclama beaucoup l'Empereur,

Le souverain parti, le maréchal alla faire visite à M. et Mme Sohier, au général et à la marquise de Linières, puis il rentra au camp à 6 heures par une pluie battante.

Dans la nuit du 28 au 29, à 3 heures, tout le quartier général fut réveillé par un mouvement et un bruit imprévu. La maréchale venait d'arriver au camp avec sa fille Claire, âgée de 5 ans, et sa vieille femme de chambre de confiance Augusta. Le maréchal un peu surpris accueillit d'abord fraîchement sa femme, puis heureux de revoir sa fille, il fit organiser une chambre à deux lits pour les nouveaux venus et tout le monde se recoucha. Le lendemain matin, à 10 heures, un officier de lanciers, le lieutenant de Forsanz, se rendant chez le maréchal vit sur la pelouse qui s'étendait devant le quartier général une petite fille cueillant des fleurs. Il s'avança vers elle : « Que faites-vous là, mademoiselle ? » — « Je cueille un bouquet pour papa », lui répondit Mlle Claire Canrobert. Et le lieutenant entra dans le cabinet du maréchal qui, ayant besoin d'un officier d'ordonnance de cavalerie, se l'attacha séance tenante. Le lieutenant de Forsanz, depuis général de division, grand, mince, aux traits réguliers, aux façons de gentilhomme, était un vigoureux cavalier, en même temps qu'un rédacteur hors ligne et très instruit ; c'était par-dessus tout un esprit élevé, un cœur dévoué qui, de ce jour, s'est attaché au maréchal et ne lui a jamais manqué. En retraite maintenant, il passe une partie de l'année dans sa ravissante propriété de Kervolongar, près de Morlaix, en Finistère, et l'hiver en Algérie.

Le même jour, le maréchal incorporait aussi dans l'état-major du 6e corps un jeune lieutenant stagiaire au

1[er] lanciers, le lieutenant Chamoin, actuellement général et commandant de la 1[re] division d'infanterie à Lille, alors encore imberbe, et le plus jeune de l'état-major; on l'appelait « le petit Chamoin. » Ses chefs et ses camarades le trouvèrent charmant, de bonne humeur, plein du feu sacré, ardent, l'œil ouvert à toutes choses, très intelligent et très fin observateur.

Dans l'après-midi, le maréchal passa son temps avec le commandant Lonclas à recevoir les trois premiers bataillons de mobiles de Paris qu'on envoyait au camp, « à leur grand mécontement et au nôtre, » comme l'écrivait le commandant Lonclas. Vers 3 heures et demie, une dépêche de Metz du maréchal Le Bœuf, major-général de l'armée, demandait quand le 6[e] corps pourrait se porter en avant. A 4 heures et demie le maréchal Canrobert répondait que les deux divisions arrivées au camp, et celle de Soissons, pouvaient se mettre en route le 1[er] août, mais sans ambulance, ni artillerie de réserve, ni munitions, ni vivres, ni voitures. Avait-on à Metz, autour de l'Empereur, arrivé la veille, 28 août, le projet de prendre l'offensive? La demande du major-général tendrait à le prouver.

Dans l'après-midi du 29 août, pendant que le maréchal travaillait, le commandant Boussenard, dans la calèche du maréchal, faisait à la maréchale et à sa fille les honneurs du camp où elles se trouvaient pour la première fois.

La maréchale était venue afin de s'entendre avec le maréchal sur des questions privées. Elle ne pouvait rester à l'hôtel de la place Vendôme qu'occupait maintenant le maréchal Baraguay-d'Hilliers; il lui fallait donc quitter ce local et en enlever le mobilier : il fallait

aussi prendre des dispositions en cas de revers : toutefois la maréchale se montrait très ferme; elle envisageait les choses avec calme et jugement, sans faire aucune pleurnicherie, ce que remarqua le commandant Boussenard.

Le lendemain le maréchal reconduisait, en compagnie du commandant Lonclas, la maréchale et sa fille Claire à la gare où le train parut avec deux heures de retard. En revenant, il causa à cœur ouvert avec son aide de camp, et lui dit qu'il avait déjà été contraint de se rendre compte de l'incapacité où étaient plusieurs de ses généraux et de ses colonels à faire campagne. Il faudrait donc suppléer à leur insuffisance dans la mesure du possible, s'il ne pouvait obtenir leur remplacement.

Sans doute quelques-uns de ceux auxquels le maréchal faisait allusion eurent le même sentiment que lui sur leur état moral et physique, car dans les 15 jours qui suivirent, et avant l'entrée du corps d'armée en action, deux généraux et un colonel demandaient à être relevés de leur commandement pour cause d'infirmités ou de maladies.

Le dimanche 31 juillet, dans l'après-midi, le maréchal Canrobert passa en revue la totalité des troupes présentes au camp de Châlons et les fit défiler devant lui. Leur allure et leur tenue lui donnèrent satisfaction : au contraire la présence des six bataillons de mobiles de Paris déjà arrivés commençait à l'inquiéter, et il écrivit au ministre le 31 au soir, après la revue des troupes de ligne, pour lui exposer « l'inconvénient de leur concentration et du dénuement dans lequel on les laissait. »

Ces bataillons étaient partis de Paris dans un désordre

inouï. Que ce fût de la caserne de Lourcine ou de la Tour-Maubourg, où ils avaient été réunis, ils avaient traversé la capitale comme une descente de la Courtille. Le chef de bataillon à cheval, précédé d'un groupe mêlé de tambours et de clairons et suivi de la cohue de ses hommes, avait paru, sur le passage des colonnes, être une victime conduite à l'abattoir. La masse des mobiles, les vareuses déboutonnées, chantant, hurlant, lançant des quolibets ou des obscénités aux promeneurs arrêtés pour les regarder, avaient écœuré et attristé tous ceux qui les avaient vus.

Au fur et à mesure que l'on s'était approché de la Villette, où devait avoir lieu l'embarquement, les bataillons s'étaient égrenés ; des groupes, des escouades étaient entrés dans des cabarets, si bien que toutes les guinguettes des environs de la gare étaient pleines le soir et qu'il avait fallu des patrouilles jusqu'à minuit pour ramener les retardataires et transporter les ivrognes.

Les officiers et les sous-officiers suivaient leurs hommes, n'osant rien leur dire. Comment auraient-ils pu faire autrement? La plupart, nommés de la veille, ne connaissaient pas leurs subordonnés, ignoraient tout du métier et tout particulièrement l'art de se faire obéir et d'imposer le respect de la discipline.

La sarabande commencée durant la traversée de Paris s'était continuée en chemin de fer, et un mobile complètement ivre, gesticulant et dansant sur le toit d'un wagon pendant la marche du train, avait eu la tête emportée par la voûte d'un tunnel.

Au camp rien n'avait été préparé pour les recevoir. On les avait amenés sur les emplacements occupés

15 jours auparavant par le 2e corps qui les avait laissés pleins d'ordures et d'immondices. Il leur avait fallu d'abord nettoyer leur campement; c'était du reste avec les corvées la seule occupation qu'on leur donnât, car ils n'avaient pas de fusils et on ne pouvait leur faire faire aucun exercice : ils traînaient alors désarmés, par bandes, en tenue honteuse, à travers le camp et dans les rues de Mourmelon, s'arrêtant dans les nombreux cabarets des alentours, et le soir, ils terminaient leur journée dans les maisons de débauche ou bien, envahissant les « beuglants », ils chantaient à tue-tête répétant en chœur les couplets des chansons patriotiques ou ordurières que glapissaient d'une voix éraillée des filles aux toilettes décolletées et de couleur criarde.

Quelques-uns allaient plus loin, ils abattaient les monuments du camp, brisaient les meubles dans les établissements où ils allaient, certains même maltraitaient les habitants et une bande de trois d'entre eux pénétrait, le dimanche 31 juillet, dans la boutique d'un boucher nommé Bouvet, où le premier entré s'emparant d'un couteau resté sur l'étal se mit à hurler, en le brandissant. « Vous avez tous voté oui au plébiscite; pour vous punir nous allons tuer l'un de vous; autant toi qu'un autre. » En même temps un autre, apercevant la fille du boucher, allait à elle, la frappait et la jetait par terre d'un coup de pied. Le boucher, avec une grande présence d'esprit, la releva et l'emporta dans ses bras jusqu'à l'arrière-boutique dont il ferma la porte à clef, et sortant ensuite par derrière, il appela du secours, ce qui effraya les trois vauriens qui s'enfuirent.

Ces faits, connus du maréchal, le peinaient, et il voulait ramener au devoir et aux convenances ces écervelés. Il venait de sentir, à la revue des troupes de son corps d'armée, que les quelques paroles qu'il avait lancées, en passant devant le front des régiments, avaient été au cœur de ceux à qui il les adressait; aussi pensa-t-il qu'il aurait le même ascendant sur les mobiles : n'avait-il pas la réputation d'être le chef le plus rempli de sollicitude pour le soldat, celui qui cherchait toujours à assurer son bien-être; la démarche qu'il tenterait auprès de ces jeunes gens leur prouverait qu'on s'intéressait à eux et qu'on s'occupait d'améliorer leur sort.

Le soir le maréchal, après un dîner de seize couverts auquel étaient invités tous les généraux présents, annonça à ses aides de camp son projet. Le commandant Lonclas eut beau faire des objections, le maréchal était décidé, et les ordres furent donnés aux mobiles de se former, le 1er août, à 5 heures du soir, sur le front de bandière, pour être passés en revue.

A l'heure dite, le maréchal monta un cob très solide que le commandant Boussenard lui avait acheté 3,000 francs de M. de Soubeyran, et suivi de ses aides de camp, de l'état-major du corps d'armée, de celui des deux divisions présentes et d'un escadron de lanciers, il se rendit au camp des mobiles. Il passa au pas devant le 1er, le 2e, le 3e et le 4e bataillon, demandant de temps en temps comment étaient leur soupe et leur couchage, ajoutant qu'il s'inquiétait de les savoir mieux installés et qu'il avait écrit en conséquence. Jusqu'au 5e bataillon, aucun murmure; les mobiles, interrogés, répondaient poliment dans la position militaire, le képi à la main.

Mais à hauteur du 5e bataillon, ayant demandé : « Comment est votre soupe? » un mobile répond par une grossièreté. Le maréchal répète la question : des murmures, des cris d'animaux se font entendre et dans le charivari bruyant qui s'élève on distingue une injure. Fixant le mobile qui l'a proférée, le maréchal lui dit : « Vous insultez un maréchal de France. » Le commandant de gendarmerie Boutard, prévôt du corps d'armée, pique alors sur le mobile et le saisit; les cris continuent et les rangs se disloquent; c'est maintenant une foule sans frein; des mobiles appartenant aux premiers bataillons déjà passés en revue, et qui ont rompu leur rang, accourent au bruit et au mouvement qu'ils augmentent.

A cet instant, un groupe apparaît au bout du camp, ce sont d'autres mobiles qui reviennent de corvée en sarrau ou en tenue débraillée; ils voient de loin l'état-major et l'agitation qui s'élève autour; ils se mettent à courir : ils arrivent bientôt échauffés dans leurs vêtements en désordre, gesticulant et criant à leur tour. Le maréchal est entouré et de toutes parts s'élèvent des cris : « A Paris! A Paris! » Le maréchal toujours imbu de ses souvenirs classiques va aux plus excités, et comme César à ses légions révoltées, leur dit en étendant sa main vers l'Est : « L'ennemi est là... A Paris, mais si on vous y envoyait vous refuseriez d'obéir; c'est à la frontière, à l'ennemi, que vous voulez aller... »

Ces paroles, au lieu de calmer les mutins, les excitent. L'un d'eux en criant : « A Paris! à Paris! » saisit la bride du cheval du maréchal qui se dégage par une volte. Des pierres et des mottes de terre sont lancées sur le groupe de l'état-major; un lancier est jeté à bas

de son cheval par un projectile et une paillasse que portait un des hommes de corvée, jetée en l'air, vient tomber dans les jambes du cheval du maréchal qui la piétine.

Les cris, les hurlements, les piaulements font un charivari immense et disparate que dominent par moment les cris de « A Paris! A Paris! » répétés en cadence par des milliers de voix sur l'air des *Lampions*. Voyant que rien n'agit sur ces exaltés, et que les cris séditieux et les injures se mêlent aux blagues et aux cris divers, le maréchal, enserré de près, ordonne aux lanciers de charger et lui-même, poussant son cob vigoureux en avant, se fait faire place, et s'en va suivi de son état-major. Et tandis qu'il s'éloigne, l'on entend encore longtemps et s'affaiblissant ce cri répété : « A Paris! A Paris! » Il rentre furieux à son quartier : « Ils ont manqué de respect à un maréchal de France! qui venait, sans y être obligé, s'enquérir de leurs besoins... » puis ces quelques mots lâchés, il demeure silencieux et se met à table avec ses aides de camp. Tandis qu'il dîne, les commandants des mutins conduits par le lieutenant-colonel Rambaud se présentent au quartier général pour exprimer au maréchal leurs regrets et lui offrir leur démission. Le maréchal les reçoit et sait leur faire comprendre que bien au contraire, au lieu de se retirer, le devoir et l'honneur exigent qu'ils restent à leur poste.

Le dîner continue triste; personne ne parle; on est sur le point de quitter la table quand l'officier du poste accourt : une troupe est en marche vers le quartier général avec des torches de paille et des lanternes vénitiennes; il a fait sortir ses hommes; mais la troupe qui

s'avance parait nombreuse et ce sont sans doute les mutins qui viennent jusqu'ici; on envoie une patrouille les reconnaître; ce sont bien des mobiles, mais sans mauvaise intention; au contraire, ils ont été indignés de la conduite de leurs camarades et ils viennent avec des officiers prier le maréchal d'oublier la scène de l'après-midi et le prier de mettre le feu en signe de joie à un mannequin de paille qu'ils ont confectionné et qui figure Bismarck.

Ce n'était pas seulement la discipline et l'esprit militaire qui manquaient à la partie même la mieux intentionnée de la mobile : le bon sens et le tact leur faisaient autant défaut! Ainsi en est-il toujours des troupes levées à la hâte.

Prévenu par le chef de la patrouille, le maréchal envoya dire aux manifestants que des soldats ne pouvaient pas se livrer à des manifestations de quelque ordre qu'elles fussent et que s'ils avaient des réclamations à faire ils devaient les transmettre par voie hiérarchique : en attendant ils n'avaient qu'à retourner à leur camp. Ces manifestants, qui avaient bonne intention, ne firent aucune difficulté pour obéir et allèrent se coucher.

Le soir même le maréchal écrivait lui-même, de sa grosse écriture, une lettre au ministre où il demandait la dispersion de ces bataillons dans des places fortes : puis il envoya à Paris le capitaine Grosjean qui avait assisté au tumulte pour en rendre compte et aussi pour insinuer au ministre, si la loi le permettait, l'incorporation des bataillons de mobiles dans les régiments de ligne, comme ça se pratiquait en Prusse pour la Landwehr avant 1860 ; puis il envoya une lettre au major-général que le secrétaire d'état-major Rochet actuellement

membre du conseil de l'ordre des avocats de Paris, emporta à Metz.

Le lendemain matin le maréchal crut devoir en plus envoyer à l'Empereur le commandant Lonclas : « Vous devez partir le plus vite possible à Metz où vous *verrez l'Empereur* et lui direz ce qui s'est passé et lui demanderez d'isoler les mobiles dans les places fortes, et qu'on les incorpore ensuite, si c'est légalement possible, dans des régiments. » A 10 h. 50 le commandant Lonclas quitta le camp, et à midi il montait dans le train à Châlons.

L'incident des mobiles de Paris au camp de Châlons fut commenté, grossi, agrémenté par les journaux et l'on raconta que le maréchal Canrobert, renversé de son cheval par les mutins, avait été blessé : ce bruit vint même jusqu'aux oreilles de la maréchale qui, inquiète, télégraphia au camp et fut heureusement bien vite rassurée.

« La masse des mobiles désœuvrée, incertaine, ennuyée, comme l'écrivait le maréchal, formait une foule nerveuse, sans réflexion, tout à fait inconsciente, qu'un intrigant pouvait soulever à sa guise, qui eût été capable de toutes sortes de folies. »

Deux jours après l'incident de la revue, un officier d'état-major, le commandant Heilmann, venant d'Algérie et allant rejoindre le 3e corps (du général Frossard), descend du train à Mourmelon, demande des renseignements auxquels on ne peut répondre : il se rend au camp et, là, interroge les premiers mobiles qu'il rencontre : Alsacien de naissance, il a un fort accent, et il porte comme les officiers d'Afrique un large pantalon à la Lassalle que les mobiles n'ont jamais

vu. Il n'en faut pas plus pour que l'un d'eux dise : « C'est un espion : il a l'accent allemand, et il nous interroge... » et là-dessus, on se le répète; on suit l'officier : en dix minutes cent mobiles l'entourent; en un quart d'heure, il y en a plus de mille qui crient et hurlent : « A mort, à mort l'espion ! », le bousculent et le poussent heureusement du côté du camp. Le poste devant les armes, voyant le rassemblement, accourt, et grâce à la présence d'esprit de l'officier qui le commande et qui déclare que, si c'est un espion il faut commencer par le mettre en sûreté sous les verrous, le commandant Heilmann est dégagé et conduit à l'état-major de la 2e division d'infanterie où il est reconnu par ses camarades.

Les troupes commençaient aussi à donner certaines inquiétudes. Les régiments étaient arrivés avec des effectifs restreints et pour les compléter on leur envoyait journellement des réservistes, c'est-à-dire des jeunes gens qui n'avaient jamais été militaires, ou d'anciens soldats en congé; les uns et les autres se croyaient avoir été libérés pour jamais; aussi venaient-ils mécontents, montrant sans cesse leur déplaisir, tant par leur mollesse que par leurs propos de nature à déteindre sur les autres soldats. Dans le 4e de ligne, deux de ces réservistes brûlèrent leurs cartouches, avec l'espoir que, condamnés par un conseil de guerre à plusieurs années de prison pour destruction de munitions de guerre, ils resteraient à l'abri, enfermés dans quelque cachot pendant tout le temps de la campagne. Ils avaient compté sans le colonel Vincendon qui commandait leur régiment et qui, avec le colonel Ardent du Pic du 10e de ligne, passait pour le plus énergique

des chefs de corps des troupes du camp de Châlons. Devinant l'intention de ses deux subordonnés, le colonel Vincendon, au lieu de les déférer au conseil de guerre, les fit désarmer et promener devant le front de son régiment sous les armes et leur annonça en présence de tous leurs camarades, qu'ils n'auraient désormais d'autre arme qu'un manche à balai et que leur fusil ne leur serait rendu que lorsqu'ils en auraient pris un à l'ennemi.

Cet acte d'énergie produisit un effet immense, non seulement sur le 4e régiment, mais sur toutes les troupes et du coup les réservistes, qui croyaient que l'on n'oserait sévir contre eux, changèrent du tout au tout.

Les chefs de corps et les officiers qui, jusqu'alors, avaient redouté de frapper les indisciplinés, vinrent tous féliciter le colonel Vincendon : ils se sentaient remontés ; tant il est vrai que lorsque l'esprit de crainte et d'indécision vient à régner, il suffit de l'action d'un homme résolu pour relever les courages et redonner à chacun l'énergie.

Quant aux deux condamnés, l'un fut tué en se jetant au-devant de l'ennemi ; l'autre fut nommé caporal sur le champ de bataille de Rezonville, pour sa belle conduite.

Toutefois les réservistes durant la guerre de 1870 furent généralement d'assez piètres soldats dont certains chefs cherchèrent à se débarrasser, les trouvant plus nuisibles qu'utiles.

Le 3 août, le commandant Lonclas revient de Metz au moment où l'on finissait de dîner — 8 heures du soir. — Le maréchal l'interroge d'abord à part, et

ensuite devant le commandant Boussenard et ses officiers d'ordonnance.

Voici comment il raconta son voyage, dont il écrivit le soir même les incidents sur son carnet.

Dans le train, où il était monté à Châlons pour Metz, le 2 août 1870 à midi, il avait trouvé le comte Vimercati avec qui il a voyagé : le confident de Victor-Emmanuel lui raconta qu'il venait de remplir une mission confidentielle et diplomatique à Vienne et à Florence et qu'il allait en rendre compte à l'Empereur. Les Italiens et les Autrichiens n'étaient pas prêts actuellement, il leur fallait plus d'un mois pour entrer en campagne : « On avait été, de notre côté, beaucoup trop vite, en déclarant la guerre, avant que les traités en gestation fussent signés et les dispositions militaires définitivement arrêtées entre les trois puissances. » Le 12 juillet, l'Empereur lui avait dit de télégraphier au roi Victor-Emmanuel qu'il pouvait rester à chasser dans les montagnes; qu'il n'y avait plus à s'inquiéter; que la paix était assurée. Aussi avait-on été complètement surpris quarante-huit heures après par la déclaration de guerre. Et le commandant Lonclas concluait que nous ne pouvions pas compter sur le concours *immédiat* des deux puissances et qu'évidemment les premiers événements auraient décidé la question avant leur intervention armée.

En descendant du chemin de fer à la gare de Metz à 6 heures du soir, il avait couru à l'hôtel de l'Europe, rue des Clercs, où était installé l'état-major général : tout le monde y était dans l'attente du résultat de l'engagement de Sarrebruck :

« Le général Jarras, à 8 heures, l'a emmené dîner, et

à 10 heures seulement, le maréchal Le Bœuf, de retour du combat, l'a reçu et lui a donné l'ordre de rester jusqu'au lendemain pour voir l'Empereur : le général Lebrun qui était avec le maréchal Le Bœuf n'était pas content de ce qui avait été fait à Sarrebruck. »

« Je couche sur un canapé de la salle à manger de l'hôtel, raconte encore le commandant Lonclas ; et le lendemain, mercredi, 3 août, à 7 heures, le maréchal Le Bœuf me fait appeler et m'interroge : il veut toujours que je parle moi-même à l'Empereur et il me conduit à la préfecture où est le quartier impérial. J'y trouve l'accueil habituel, à peine poli. Les généraux Pajol et Favé sont de service et me font entrer dans le cabinet de l'Empereur qui me parle avec grande bonhomie : on n'enverra plus de mobiles au camp et ceux qui s'y trouvent vont être dirigés sur les places fortes du Nord et de l'Est.

« En sortant, je trouve le Prince Impérial aimable et souriant : il me tend la main et me demande si j'étais hier à Sarrebruck. Je lui réponds que j'étais au camp de Châlons avec le maréchal Canrobert : alors il me charge de ses amitiés pour lui : il est gentil enfant, mais il zézaie en parlant. »

On lit dans le carnet du général Lonclas à la fin du récit de son voyage : « Le maréchal Canrobert est satisfait de ce que je lui dis. »

Le lendemain 4 août, les officiers et canonniers des batteries réunies au camp de Châlons qui avaient des mitrailleuses les essayèrent pour la première fois sous la direction d'ouvriers des ateliers de Meudon envoyés pour expliquer et montrer le mécanisme tenu jusqu'alors secret.

Dans l'après-midi, le général de Montebello amena au maréchal Canrobert son fils Jean, engagé au 1er hussards, que le maréchal prit auprès de lui comme secrétaire. Dans la conversation le général de Montebello confia au maréchal qu'il avait été faire visite la veille au soir à l'Impératrice qui, par deux fois, l'avait chargé de dire au maréchal que, quoi qu'il arrivât, il devait s'arranger pour empêcher le renvoi des mobiles à Paris : « Qu'ils aillent n'importe où, mais pas à Paris », a-t-elle répété plusieurs fois.

Dans la journée, la division Lafont de Villiers, venant de Soissons, s'installe au camp, et vers 6 heures du soir, le jeune Charles Walewski, secrétaire d'ambassade à Londres qui vient retrouver au camp le bataillon de mobiles dans lequel il est lieutenant, en débarquant du chemin de fer, fait visite au maréchal qui l'invite à dîner.

Il est surpris du calme des officiers — qui sont peu nombreux — Lonclas, Boussenard, de Forzans, de Reyniès.

Pendant le dîner — très simple — servi par des ordonnances en tenue, deux plats et pas de vins fins, le maréchal lui dit : Je ne pense pas que vous restiez ici, je viens de proposer qu'on vous verse dans des régiments de ligne. » Soit absence de nouvelles, soit mauvaise humeur, il n'y avait aucun entrain ni aucune joie, et le jeune diplomate en demeura profondément frappé.

Le maréchal avait une cause toute particulière d'ennui : depuis son voyage au camp, la maréchale avait été s'installer avec ses enfants dans une petite propriété du Val-Fleury près de Meudon que le maréchal louait

à la famille de Pastoret, et sur l'emplacement de laquelle est actuellement l'institution Galliera. « Je me réjouis de ton arrivée dans cette jolie et calme résidence où je vois d'ici nos deux chérubins qui gambadent sur le gazon, à l'ombre des grands arbres... » ainsi avait-il répondu à la nouvelle de cette villégiature qu'il approuvait complètement. Mais, dans la journée du 4, il reçoit une lettre où la maréchale lui parle de son désir d'aller à Metz dans les ambulances de la *Société de secours aux blessés* (croix rouge). Ce projet le chagrine : il ne peut admettre que sa femme quitte ses enfants et il lui répond le jour même : « Tu m'annonces ton prochain départ pour Metz avec Mmes de Bourgoing et Coralie Cahen : cela me *contrarie*. La charité chrétienne, le dévouement le plus noble ne me semblent pas exiger tant de sacrifices ! »

Son déplaisir est si marqué que le D[r] Quesnoy en écrit à la maréchale : « Permettez-moi, madame la maréchale, de vous parler de vos projets d'accompagner le premier convoi d'infirmiers à la frontière.

« Depuis que vous avez écrit cette phrase, le maréchal ne cesse de parler de ce qu'il considère comme une imprudence. Le général de Montebello était présent et le maréchal l'a prié de vous le dire : « Montebello, « vous direz ça le plus doucement possible. » Depuis hier, le maréchal m'en a parlé dix fois : il ne voudrait pas que vous vous sépariez de vos enfants. »

La maréchale renonça en effet à ses projets et resta à Paris jusqu'au 4 septembre.

Le lendemain, 5 août, parvient à 5 heures du matin, par le télégraphe, le premier ordre de mouvement : « Le 6[e] corps d'armée devra être rendu à pied, le plus

vite possible, à Nancy. » Le colonel Borson, qui a déjà préparé le départ et l'écoulement par route du corps d'armée, a vite fait l'itinéraire des trois divisions, et vient le présenter au général Henry qui, on ne sait pour quoi, se met à hurler, avec force jurons. Ce n'est pas un méchant homme, mais qu'il est mal embouché, et combien il est pénible de servir sous ses ordres! Voilà un nouveau télégramme : l'ordre est modifié, ce n'est plus sur ses jambes, mais en chemins de fer que le corps d'armée se mettra en mouvement.

En conséquence à midi la première division se rend à la gare, mais son embarquement se fait avec une lenteur déplorable, faute de matériel. Ce n'est pas la faute du chef de gare qui déploie nuit et jour une activité merveilleuse.

Le commandant Caffarel et le lieutenant de Reyniès partent par le premier train pour faire le logement.

Dans la journée (5 août) on apprit la défaite de Wissembourg. Le maréchal, habitué à la guerre, pleura un vieux camarade qu'il aimait, le général Abel Douay, mais ne s'inquiéta pas autrement du combat défavorable, où une seule division avait admirablement fait son devoir et résisté sept heures à une troupe cinq fois supérieure.

Assez avant dans la soirée il reçut une lettre fort curieuse de la maréchale. Elle avait dîné la veille, à Saint-Cloud, chez l'Impératrice ; il y avait la comtesse Walewska et sa fille Élise depuis comtesse de Bourqueney, la maréchale Pelissier, Mme de Rayneval, le général Lepic et l'amiral Jurien de la Gravière. Après le dîner une dépêche avait appris le combat malheureux de Wissembourg.

L'Impératrice, devenue nerveuse, s'était mise à pleurer et avait entraîné la maréchale dans son cabinet et lui avait dit que malgré tout elle gardait confiance, puis elle avait pris sur son bureau une bible à la reliure fatiguée par un usage continuel, l'avait ouvert au verset 34 d'Isaïe : « Voyez-vous, avait-elle dit à la maréchale, lorsque après l'attentat Orsini, je suis rentrée aux Tuileries avec ma robe de satin blanc toute tachée de sang, cette bible, posée sur ma table, a été le premier objet dont la vue m'ait frappée : je l'ai prise, je l'ai ouverte au hasard, c'est ce verset d'Isaïe que j'y ai lu : « On fera des complots contre vous ; mais ce ne sera pas par mon ordre. Quiconque se soulèvera contre vous sera renversé à vos pieds... c'est pourquoi toutes les armes qui auront été préparées pour vous blesser ne porteront pas contre vous... »

« Et il y a huit jours, avait continué l'Impératrice, après avoir, le 28 juillet dernier, embrassé à la gare du parc l'Empereur et mon fils partant pour cette guerre, quand je rentrai, je retrouvai encore cette bible, je l'ouvris machinalement et j'y lus le psaume 89. « J'exterminerai ses ennemis devant ses yeux, je frapperai de plaies ceux qui le haïssent.

« Ma vérité et ma miséricorde l'accompagneront et par la vertu de mon nom il sera élevé en puissance... »

Et l'Impératrice, toujours profondément émue, s'était montrée, malgré sa douleur, absolument confiante dans le résultat de la guerre.

Le samedi, 6 août, se passe au camp de Châlons sans nouvelles du théâtre de la guerre ; la 1re division continue son mouvement par chemin de fer sur Nancy et, à midi, la division de cavalerie part par la route pour

aller coucher à Sainte-Menehould. « Nous devons quitter le camp demain dimanche, à 10 heures, par train spécial avec un peloton de cavalerie. Embrasse les chers petits, » écrit le maréchal dans la journée. Mais le lendemain (7 août, dimanche), les destinées de la France étaient changées et tous les projets bouleversés.

Il était 4 heures du matin, lorsque le commandant Lonclas entra dans la chambre du maréchal et le réveilla. Il faut allumer une bougie ; il ne fait pas encore clair. Le commandant Lonclas tient à la main un télégramme qu'il tend au maréchal qui lit : « Saverne, 7 août, 3 h. 45 : J'ai été attaqué hier matin à 7 heures dans la position de Frœschwiller par des forces très considérables. J'ai perdu la bataille et fait de grandes pertes. La retraite commencée à 4 heures, s'est effectuée en grande partie sur Saverne, je n'ai plus ni vivres, ni munitions, envoyez-moi tout de suite à Saverne, par le chemin de fer cent mille rations de biscuit et de vivres de campagne ainsi que des munitions pour mon artillerie et mon infanterie. Mac-Mahon. »

En un quart d'heure le maréchal est habillé : il fait venir les chefs de service et pendant deux heures il étudie le moyen d'aider son camarade. Enfin tout est réglé le mieux qu'il soit possible. Le capitaine Génin, de l'état-major de l'artillerie, va partir séance tenante, pour conduire un convoi transportant tout ce dont on peut disposer au camp, et le maréchal Canrobert télégraphie : « 6 h. 25 minutes. Je vous expédie les cinquante mille rations de pain que j'ai, ainsi que cinquante mille rations de sucre et de café et le peu de biscuit du

camp. Quant aux munitions je n'ai pas mon parc. Je vous envoie deux cent mille cartouches d'infanterie. Maréchal Canrobert. »

Le maréchal donnait absolument tout ce qu'il avait, croyant qu'avant toute chose il fallait remédier au plus grave et le maréchal Mac-Mahon répondait à 9 h. 35 de Saverne :

« Merci de me venir en aide : envoyez-moi aussi du campement, gamelles, marmites, car la plupart de mes hommes ont perdu leurs sacs et ne peuvent plus faire la soupe. »

Tandis que ces dépêches s'échangent, le mouvement des troupes du camp sur Nancy se continue; à 5 heures du matin l'artillerie de réserve se met en route par voie de terre et le maréchal se prépare à monter lui-même dans son train spécial, lorsqu'à 8 heures lui est transmis ce télégramme de l'Empereur de 4 h. 50 du matin :

« Conservez les troupes que vous avez à Châlons. Rappelez celles qui sont en route et dites-moi celles qui sont arrivées à Nancy.

« Napoléon. »

Alors des avis sont envoyés sur toute la ligne du chemin de fer et sur les différents points de la grande route de Châlons à Nancy où sont en marche la cavalerie et l'artillerie de réserve. Le maréchal l'annonce au major-général à 8 h. 30 du matin :

« Toutes les troupes parties hier du camp ont reçu l'ordre d'y rentrer sauf ma première division, déjà arrivée à Nancy sans artillerie. Dois-je la faire revenir ici? »

Mais déjà la réponse à cette question était envoyée de

Metz à 8 h. 15 et arrivait au camp de Châlons à 10 heures :

« Rappelez à vous les troupes de votre corps d'armée qui sont à Nancy, je vous envoie un officier pour vous expliquer ma position.

« NAPOLÉON. »

Vers 10 heures et demie deux dépêches du ministère de l'Intérieur et une proclamation signée de tous les ministres parvenaient au bureau du camp. Nous avions subi deux échecs : c'est vrai, mais on paraissait à Metz et à Paris en exagérer la portée. Le maréchal, absorbé depuis 4 heures du matin par la nécessité d'envoyer des ressources au maréchal de Mac-Mahon, lit les dépêches et se mettant à table avec ses officiers, leur dit qu'il faut réduire à ses proportions réelles l'importance de notre double insuccès : « Le maréchal de Mac-Mahon dit qu'il a perdu une bataille, il n'avait cependant qu'un corps d'armée avec lui : ce n'est donc qu'un combat. Il n'y eut que deux corps d'armée sur huit d'engagés : les trois quarts de l'armée sont intacts ; rien n'est donc compromis, il faut regarder les choses avec calme, ne pas s'emballer ni se laisser aller au désespoir et à des décisions qui ne sont pas en rapport avec la réalité », et il cherche à calmer les esprits, à leur donner confiance.

Les troupes qui maintenant rentrent au camp, ne comprennent rien à leur départ et à leur retour si précipité, d'autant plus, qu'en route, le bruit d'une grande victoire a couru. A Bar-le-Duc, le préfet, étant à la gare au moment du passage de l'escadron d'escorte du maréchal, a invité les officiers de cette escorte avec

ceux du 10e de ligne et leur a offert le champagne, tout heureux des bruits qui circulent.

Le maréchal va voir les troupes qui reviennent, puis il rentre et écrit un mot à la maréchale comme il le fait tous les jours pour la rassurer et lui parler de ses enfants. Mais le soir il est étonné de ne pas avoir de nouvelles des événements ni d'avis de l'arrivée de l'officier que l'Empereur lui a annoncé. Il envoie alors des télégrammes à divers préfets et sous-préfets de la frontière pour avoir quelques renseignements. La soirée et la nuit se passent sans télégramme ; le lundi 8 août, à 4 heures et demie du matin, le commandant Caffarel qui revient le dernier de Nancy est reçu par le maréchal ; il a rencontré dans la nuit du 6 au 7 août à Frouard, le colonel Klein de Kleinenberg, qui, envoyé par l'Empereur auprès du maréchal de Mac-Mahon, retournait à Metz pour apporter la nouvelle de la bataille de Reichshoffen.

Dans la journée du 7 août des trains de blessés ont commencé à paraître, et dans l'un d'eux le commandant Caffarel a vu le lieutenant-colonel Colonieu des turcos, les deux jambes traversées, étendu sur les coussins d'un wagon de première classe ; il a causé avec lui. Tout ce dont le courage et la valeur étaient capables avait été donné et les pertes étaient énormes, nous avions eu à lutter un contre trois. Le maréchal écoute le commandant Caffarel, puis n'ayant toujours rien reçu, il commence à s'impatienter, et envoie ce télégramme au maréchal Le Bœuf :

« L'officier que m'avait annoncé l'Empereur n'est pas encore venu. Vous me laissez sans nouvelles, je m'en plains à vous. »

L'inquiétude du maréchal augmentait parce que les troupes qui revenaient au fur et à mesure au camp et celles qui y étaient demeurées, apprenaient peu à peu les événements et les commentaient : il pouvait en résulter un découragement qui propagerait la peur dans les âmes.

Il était déjà sous cette pénible impression, lorsque le commandant Boussenard lui annonça que des chevaux des écuries impériales avec des bagages, des palefreniers et des valets venaient de débarquer du chemin de fer et se rendaient au camp sous la conduite du capitaine Faverot de Kerbrech, officier d'ordonnance de l'Empereur. Cette nouvelle irrita le maréchal qui fit mander auprès de lui le capitaine Faverot de Kerbrech.

« Je ne veux pas, lui dit-il, que vous m'ameniez votre convoi ici ; comment l'Empereur veut donc abandonner l'Alsace et la Lorraine ! Nous ne sommes pas si battus que ça ! Six corps n'ont même pas vu un Prussien... Allez-vous-en ! Mes soldats en voyant vos équipages vont dire que l'Empereur est tué, prisonnier ou en fuite. Des officiers qui vous ont aperçu croient déjà que tout est perdu.

« Allez-vous-en, je ne veux plus vous voir ici... »

Le malheureux capitaine ne savait pas quoi répondre. Le commandant Boussenard l'emmena et lui indiqua les moyens de cacher sa présence et celle de son convoi dont la vue aurait fait répandre les bruits les plus saugrenus sur l'armée de Metz et sur l'Empereur.

Vers 10 heures, un télégramme du maréchal Le Bœuf en réponse à la plainte du maréchal Canrobert de 5 heures du matin est apporté : « Metz, 8 août, 8 heures du matin. J'étais absent. — (Le maréchal Le Bœuf était

à Saint-Avold auprès du maréchal Bazaine toute la matinée du 7.) — J'ignore ce dont était porteur l'officier que devait vous envoyer l'Empereur. Les nouvelles ne sont pas bonnes. Mac-Mahon battu, en retraite sur Nancy. Failly intact, en retraite sur le même point. Bazaine avec toute l'aile gauche, en retraite sur Metz.

« L'ennemi vient de franchir le Rhin au-dessus de Schlestadt.

« L'ennemi qui a battu Mac-Mahon a ses premiers coureurs vers Lutzelbourg. La concentration sur Châlons peut devenir difficile. »

Le maréchal Le Bœuf ne répondait pas au sujet de l'officier envoyé par l'Empereur et ne transmettait non plus aucun ordre.

Ce télégramme dénotait un désarroi complet chez les chefs de l'armée; aussi le maréchal Canrobert sentait-il plus que jamais la nécessité de maintenir le moral de ses officiers et de ses soldats. Après déjeuner il réunit ses aides de camp et ses officiers d'ordonnance; il leur répéte à plusieurs reprises et toujours avec le plus grand calme que l'on s'est exagéré les échecs de l'avant-veille; ensuite il lit les journaux, les dépêches et correspondances et il s'efforce de tirer au clair et d'expliquer les faits dont il ne connaît que le brutal résultat; il cherche sur les cartes à déduire des renseignements qu'il possède la marche des Allemands. Il est plongé dans ce travail lorsqu'à 2 heures arrive un télégramme de l'Empereur qui a mis quatre heures pour venir de Metz; il le lit : « 10 heures 5, matin. Je vous envoie le général Reille qui part d'ici à midi. Si vous pouvez vous trouver à *Châlons même,* cela lui permettra de revenir plus tôt. — Napoléon. »

Le maréchal envoie, à Mourmelon, prier le chef de gare de lui préparer un train pour Châlons-ville et il télégraphie au général de Linières qui commande à Châlons : « 2 heures et demie, soir. Le général Reille doit arriver à Châlons par le train parti de Metz à midi. Faites-le prévenir à son arrivée en gare que je le verrai à l'hôtel de la *Haute-Mère-Dieu.* »

A 3 heures 50, le maréchal quittait le camp avec le commandant Lonclas, et à 5 heures il était à Châlons, où il apprenait que le train de Metz n'arriverait qu'à 8 heures du soir. Ayant du temps, il alla voir le général de Linières, puis il se rendit à la préfecture où il trouva dans le jardin Mme Sohier occupée à couper des roses; après quelques mots, elle amena le maréchal à son mari qui était dans son cabinet :

« Vous allez dîner avec moi, monsieur le maréchal, dit le préfet, en se levant. » — « Non, j'ai déjà refusé au général de Linières, mais c'est moi qui vous emmène dîner à la *Haute-Mère-Dieu.* » Et tous deux se rendirent à pied à l'hôtel, tandis que le commandant Lonclas allait à la gare attendre le général Reille.

Le train aurait déjà dû être là. Aussi le dîner se passa dans l'attente; le maréchal ne savait rien de plus que le préfet; il ne cessait de répéter qu'il lui paraissait absurde d'abandonner sans coup férir trois provinces, quand le quart de l'armée seulement avait vu le feu; il craignait qu'on eût perdu la tête à Metz. L'arrivée du capitaine Faverot de Kerbrech au camp de Châlons avec les chevaux et les bagages de l'Empereur qui allaient être dirigées sur Paris l'avait affecté; il s'arrêta là de sa conversation et ne dit point que la présence de l'écurie impériale lui était apparue comme

le prélude d'une fuite pitoyable, mais il ne cacha pas l'impatience où il était depuis la veille d'être fixé sur la situation et de connaître de la bouche d'un aide de camp de l'Empereur ce qu'on avait décidé, car jusqu'à présent tout ce qu'il savait ne lui paraissait que contradiction.

A 10 heures, le général Reille, amené de la gare par la voiture du préfet, entrait dans le petit salon où étaient le maréchal et M. Sohier préfet; tous trois se connaissaient intimement depuis longtemps; aussi les deux convives se levant en même temps embrassèrent le général. Celui-ci s'assit, dit quelques mots de la façon dont on avait appris la défaite de Frœschwiller. Le colonel Klein de Klenenberg, envoyé par l'Empereur dans la journée du 6 aux nouvelles, n'avait pu parvenir jusqu'à Reichshoffen, les trains étant arrêtés, bien avant Hagueneau par des convois de matériel refluant vers l'intérieur. Mais il avait vu la débâcle des fuyards, des blessés et des convoyeurs; il avait constaté l'importance de la défaite du 1er corps au reflux de cette horde en débandade : il avait télégraphié à l'Empereur, vers minuit, dans des termes pondérés et de façon à ne pas effrayer si ce télégramme venait à tomber entre les mains d'un tiers, et à ne pas faire connaître d'une façon trop explicite notre défaite. Aussitôt l'Empereur avait, à son tour, prévenu l'Impératrice et les ministres. A Metz, on était déjà, depuis 10 heures du soir, sous le coup de la retraite du corps du général Frossard à Forbach; le télégramme du commandant Klein de Kleinenberg, malgré sa modération, avait jeté le quartier général dans un désarroi complet. On avait voulu reprendre, sur l'heure même, une revanche : réunir les quatre corps d'armée actuelle-

ment en avant de Metz, avec eux pousser droit aux Prussiens et les attaquer à fond là où on les rencontrerait, presque certain de les trouver en état d'infériorité numérique. A 3 heures du matin, l'Empereur était allé à la gare, était monté en wagon avec le maréchal Le Bœuf, le général Pajol, le colonel d'Andlau, le commandant Samuel, les capitaines de France et Méquillet dans l'idée de saisir le commandement des troupes à Saint-Avold et aux environs et de prendre une offensive énergique ; mais le commandant Klein de Kleinenberg était arrivé et, sur son rapport, l'Empereur avait changé d'avis et était rentré à la préfecture où le maréchal Le Bœuf avait encore fait tous ses efforts pour le décider : l'Empereur affolé, épuisé, peut-être même à ce moment en proie à une crise de coliques néphrétiques, était demeuré immobile et muet, assis, plié en deux dans un fauteuil et penché sur une carte.

Alors, faute de prendre une décision, on avait débattu divers projets et on s'était rallié, vers 5 heures du matin, à une retraite générale et une concentration de toute l'armée à Châlons; puis on avait encore changé d'avis. A ce moment de l'entretien, M. Sohier, craignant d'être indiscret, se leva, dit adieu au maréchal et au général et se retira. Et l'aide de camp de l'Empereur ajouta : « Voici l'ordre que je suis chargé « de vous transmettre. L'Empereur reste à Metz avec « les troupes qui y sont actuellement, pour chercher à « inquiéter l'ennemi sur ses derrières.

« Le maréchal Canrobert s'entendra avec le ministre « de la Guerre pour retourner à Paris avec ses trois « divisions, toute son artillerie, son matériel, et sa « cavalerie.

« Les neuf bataillons de mobiles déjà au camp de « Châlons se rendront à Verdun, où ils seront placés « sous les ordres d'un officier énergique. »

Le maréchal écouta l'air pensif, puis, quand l'aide de camp de l'Empereur eut fini sa communication, il l'interrogea Le général Reille, qui a été très réservé déjà dans l'exposé des événements, déclare n'avoir pas été mis au courant des conseils de l'Empereur et ne pouvoir donner aucun commentaire ni explications. Le maréchal le pousse : les instructions qu'il lui apporte lui paraissent mauvaises et surtout contradictoires : « Si l'on doit se rencontrer avec l'ennemi à Metz, on doit y réunir autant de monde que l'on en a, afin de se rapprocher de l'égalité numérique et même, si c'est possible, avoir l'avantage du nombre. Pourquoi diviser en deux l'armée ? »

Devant « la répugnance du maréchal d'obéir aux ordres qu'il lui apporte », le général Reille lui propose de venir avec lui à Metz : « Vous vous expliquerez avec l'Empereur, lui dit-il ». Le maréchal accepte la proposition, et montant avec le général Reille dans la voiture du préfet qui était restée à sa disposition, tous deux partent à la gare avec le commandant Lonclas, et vers minuit ils sont en wagon, en route pour Metz.

Durant le trajet, le général Reille raconta qu'il était venu de Metz en compagnie de M. Maurice Richard, ministre des Beaux-Arts, qui avait été envoyé pour s'enquérir *de visu* de l'état de santé de l'Empereur que les membres du ministère croyaient tout à fait incapable de continuer à assurer le commandement de l'armée. M. Maurice Richard devait aussi obtenir une communication plus rapide des dépêches relatant les événe-

ments en raison de la surexcitation de l'opinion publique qu'il fallait calmer, car de toutes parts on accusait le ministère de garder les dépêches et de cacher la vérité. Il était reparti plein de confiance dans le résultat final : l'Empereur lui avait parlé de la retraite générale sur Châlons, et en route, il avait répété à plusieurs reprises : « avoir partout, sur la route, constaté l'enthousiasme des populations et la volonté de se défendre : certainement, répétait-il, nos efforts seront couronnés de succès, et nous chasserons l'ennemi au-delà des frontières. »

Le général Reille raconte aussi au maréchal qu'il a parlé à M. Maurice Richard de la conduite admirable du comte de Leusse, maire de Reichshoffen, qui a aidé le maréchal de Mac-Mahon dans la mesure du possible, qui l'a accompagné dans ses reconnaissances et a transformé son château en hôpital : « J'ai dit au ministre qu'il fallait le nommer officier de la Légion d'honneur d'une façon éclatante, et j'ai fortement insisté, car c'est un exemple qu'il importe de donner. »

« Je suis d'autant plus dans vos idées, dit alors le maréchal, que c'est moi qui ai décoré de ma main le comte de Leusse, dans la tranchée de Sébastopol, alors qu'il n'avait pas vingt ans, pour avoir accompli un acte de sang-froid et de courage extraordinaires. Il était employé comme volontaire de marine dans une batterie sur laquelle une bombe de 36 centimètres vint à tomber : sa mèche allumée menaçait d'amener son éclatement immédiat, et plusieurs des assistants se cachaient ou se jetaient à terre, lorsque le jeune de Leusse se baissa et, prenant le projectile par ses deux anses, le porta contre le parapet et le jeta par-dessus :

il éclatait quelques secondes après. Au dedans du remblai, il eût tué ou blessé une dizaine de personnes. Vous comprenez alors si je vous approuve », dit en terminant le maréchal.

Vers 3 heures du matin, le train arrivait en gare de Frouard où se trouve l'embranchement sur Metz : les bâtiments du chemin de fer étaient pleins de monde : des paysans avec leurs femmes et leurs enfants et des ballots, des soldats, des blessés, des traînards; quelques officiers avec leur caban et des sacoches en bandoulière, des gens de toutes sortes, les uns affaissés, les autres étendus ou assis sur leurs bagages; quelques-uns dormant malgré le tohu-bohu, le mouvement, le bruit de cette foule. Dans ce désordre l'arrêt devait être long; le maréchal et le général descendirent pour aller voir le chef de gare et savoir s'il avait quelque nouvelle. Tandis qu'ils percent la foule, ils voient une petite dame assez forte, à la taille assez bien prise, les hanches développées et dessinées dans un grand macfarlane. Elle se retourne et le général Reille se précipite au-devant d'elle. « Vous ici, madame, mais que faites-vous! — Je vais retrouver ma fille qui est à Styring. — Mais, madame, vous êtes seule; puis-je vous être utile? » Et le général fait toutes les offres de service possibles. Le maréchal s'éloigne de quelques pas et regarde cette dame aux cheveux noirs, aux yeux perçants, fumant allégrement une cigarette avec une désinvolture qui se remarque au milieu de gens plutôt empruntés ou désorientés tout à l'entour. Le général revient près du maréchal : « C'est une voisine d'Indre-et-Loire, Mme Manuel, veuve de l'ancien syndic des agents de change de Paris, qui va rejoindre

sa fille tout récemment mariée à l'un des messieurs de Wendel. »

Le chef de gare interrogé ne sait rien du théâtre de la guerre, mais les ordres sont donnés sur le réseau de faire refluer en arrière tout le matériel roulant : c'est ce qui produit l'encombrement que l'on voit. Après deux heures d'attente, le train est reformé et il repart à 5 heures pour arriver à 7 heures et demie en gare de Metz, où le gâchis est également intense : pendant une demi-heure, le train dont la locomotive siffle sans décesser, avance, recule, change de voies, se gare pour repartir et n'aborde au quai qu'à 8 heures et demie. Le maréchal en descend avec l'aide de camp de l'Empereur : à peine ont-ils fait quelques pas, qu'ils retrouvent Mme Manuel aussi alerte qu'à Frouard. Le général Reille lui fait de nouvelles offres : « Voulez-vous que je mette à votre disposition mon vieil ordonnance, homme de confiance?... » Mme Manuel refuse : le maréchal et le général la saluent et sortant sur la place, montent dans l'une des voitures de place qui font le service de la maison de l'Empereur et qui attend heureusement, car il pleut à seaux. Ils passent la sombre porte Serpenoise sous les remparts de Cormontaigne et longent l'esplanade transformée en campement : du milieu des tentes et des feux se dresse le maréchal Ney en bronze, un fusil à la main. Ils longent la rue des Clercs, tournent sur la place de la cathédrale, devant la statue de Fabert, et traversent la Moselle. Sur tout le parcours, pendent aux fenêtres des drapeaux minables, loques mouillées qui ressemblent à des linges sortant de la lessive. On les a arborés pour l'entrée de l'Empereur, et on n'a pas eu le courage

de les retirer à la nouvelle de la défaite. Sous le ciel bas et sombre et sous l'averse au lieu de claquer au vent en signe d'allégresse, ils semblent le symbole de la mort ou de la douleur.

En débouchant du pont, la voiture vient se ranger devant la préfecture, sur le perron de laquelle deux grenadiers en bonnet de police, avec la tunique à brandebourgs blancs, sont en sentinelle.

Le maréchal et le général pénètrent dans une salle du rez-de-chaussée. Le capitaine Pierron est là; il met au courant les deux arrivants : l'Empereur est parti en breack à 5 heures pour Faulquemont où est le quartier général du maréchal Bazaine. Le général Lebrun, le général Changarnier, MM. Franceschini-Pietri, Davilliers et de Massa l'accompagnent. Il n'y a personne de la maison de l'Empereur, mais le maréchal Le Bœuf est resté, il est dans une pièce à côté occupé à télégraphier et dicter des ordres. Le maréchal Canrobert se fait annoncer; le maréchal Le Bœuf l'accueille chaudement et lui dit que tout est changé depuis la veille, et que l'on craint une concentration de l'ennemi qui se préparerait à nous attaquer par notre droite. L'Empereur a nommé le maréchal Bazaine commandant en chef de toutes les troupes sous Metz, auxquelles on veut réunir les 5e et 6e corps (de Failly et maréchal Canrobert) et les divisions indépendantes de cavalerie de Forton (cuirassiers et dragons) et du Barail (chasseurs d'Afrique). Le maréchal a déjà télégraphié et est encore occupé à dicter des dépêches aux commandants de ces troupes pour les aviser de se rendre le plus vite possible à Metz et il tend au maréchal Canrobert le texte du télégramme concernant le 6e corps qu'il vient d'envoyer.

« Faites partir sur-le-champ une de vos divisions pour Metz. L'Empereur compte que cette division pourra être ici demain. »

Le maréchal, tout heureux de cette nouvelle décision, la confirme par ce télégramme qu'il envoie séance tenante :

« Metz, 8 h. 55 matin.

« Vous avez dû recevoir l'ordre de l'Empereur de diriger immédiatement sur Metz une division d'infanterie, désignez la 3e : accusez réception ici.

« Maréchal Canrobert. »

Tandis que les deux maréchaux causent, un employé apporte un télégramme de l'Empereur daté de Faulquemont 8 h. 20. Toute l'armée va replier ses campements sur les positions arrière de la Nied française, c'est-à-dire près de Metz. Alors le maréchal Canrobert se retire pour laisser le major général dicter l'ordre de mouvement prescrit par le télégramme. En sortant du cabinet du maréchal Le Bœuf, il se croise avec le colonel Lewal le chef de la section des renseignements à l'état-major général.

Le colonel Lewal a fait partie de l'état-major du maréchal Canrobert en Italie, et depuis il n'a cessé de le voir et de rechercher son appui. Il est en confiance avec lui, aussi expose-t-il ce qu'il sait de la situation :

L'avant-veille tout a été sens dessus dessous. Toute notion exacte de la situation faisait défaut, les esprits les plus rassis, les plus pondérés déraisonnaient et exagéraient ridiculement.

Ainsi voici ce qu'a écrit un des aides de camp de

l'Empereur les plus énergiques : « Jamais défaite n'a été aussi grande! le corps de Mac-Mahon est réduit à 200 hommes par division, et celui de Frossard est à peu près dans les mêmes conditions. Il est probable que les Prussiens attaqueront aujourd'hui le corps de Bazaine qui subira le même sort.

« ... Stupeur générale partout, et, par-dessus tout, la crainte de voir Paris se déclarer en République avec un comité de Salut public...

« On a disséminé les troupes de Bazaine, il sera écrasé, si l'ennemi se présente, et il se présentera.

« ... On fait partir nos chevaux pour Châlons à 2 heures. Les Prussiens y seront avant nous.

« ... Je suis dans l'anéantissement.

« Je ne puis rien dire d'assez fort sur cette déroute. La fuite n'a pas eu lieu, mais c'est l'absorption complète du corps de Mac-Mahon.

« Nous partirons sans doute cette nuit pour Châlons. J'aurais voulu qu'on restât ici. »

C'était de l'affolement, des plaintes, des accusations, des récriminations : le prince Napoléon, allant, venant, haussant les épaules, avec son masque césarien et sa haute taille, critiquait tout, blâmant les uns et les autres, lançant des boutades, entremêlées d'exclamations de sa voix puissante et sonore ; le général de Béville disait du mal de tout le monde; les autres étaient ahuris; et au milieu de ces sorties dissolvantes et de ces figures décomposées, l'Empereur, l'œil plus terne que d'habitude, souffrant, n'interrompait son silence que pour dire en se tordant plié en deux dans son fauteuil : « Oh! j'ai là dans les reins une pelote d'aiguilles qui me perforent les intestins. »

« Matériellement, disait le colonel Lewal, l'échec du 6 n'est rien, mais moralement c'est grave. L'Empereur en tant que souverain et chef d'armée est frappé; tout le monde autour de lui en a conscience; la confiance n'existe plus. »

« Toute la matinée, on est resté dans l'ahurissement, l'indécision et le gâchis. A huit heures, l'Empereur s'est décidé à la concentration de toute l'armée sur Châlons; l'évêque Mgr Dupont des Loges l'attendait avec son clergé pour la messe et l'a attendu deux heures. A 10 heures, l'Empereur s'est souvenu qu'il devait aller à la cathédrale et il a envoyé l'abbé Métairie l'excuser auprès de l'évêque. Dans l'après-midi il y a eu un branle-bas dans toute la préfecture : des valets, des ordonnances empilaient hâtivement des effets dans des malles, des cantines, des caisses de toutes sortes; à 3 heures des fourgons sont venus devant le perron, on a entassé dessus tous les bagages et le convoi est parti vers 5 heures pour la gare.

« Dans la soirée, sur les nouvelles que nulle part l'ennemi ne poursuivait sa victoire et laissait nos troupes sans les inquiéter, on s'est calmé.

« On s'est couché sur l'idée de la concentration générale à Châlons et l'abandon d'une partie du territoire, ce qui n'était pas accepté par beaucoup. Hier matin, raconte toujours le colonel Lewal, le lieutenant-colonel Fay qui voyait avec un profond chagrin cette retraite considérée par lui comme une lâcheté, après avoir réfléchi toute la nuit, a pris sa plume et a écrit une lettre pour blâmer une décision aussi lamentable et en montrer les inconvénients : « Tout est perdu, y disait-il, si l'on rétrograde sur Châlons... » Et il montrait le décou-

ragement, la panique, gagnant de proche en proche.
« Notre armée, à Metz au contraire, double sa force à cause des fortifications. Elle pourra inquiéter les Prussiens en marche sur Paris. L'Empereur devrait la quitter et la mettre sous le commandement du maréchal Bazaine.

« Le 7e corps (général Douay), dans l'Est, devrait se rejeter sur Langres pour inquiéter les communications de l'ennemi. Sa Majesté irait *à Châlons avec les 1er, 5e et 6e corps* et le noyau d'une armée de réserve qui s'augmenterait des bataillons de la garde mobile et qui se retirerait au besoin sur la Loire, si elle n'était pas encore prête au passage des Prussiens, elle agirait sur leur flanc droit ou se retirerait sur Paris, suivant les circonstances... » et sa lettre terminée, ne sachant comment l'envoyer à l'Empereur, il s'est décidé à la mettre sous enveloppe avec la suscription : « à Sa Majesté », et il l'a fait porter par son ordonnance. L'Empereur était dans son cabinet avec le général Lebrun quand elle lui fut remise.

L'effet de cette lettre fut immédiat et complet, puisqu'à 11 heures et demie l'Empereur télégraphiait au ministre : « Je désire que le maréchal Canrobert soit rappelé à Paris » et qu'il envoyait à midi le général Reille à Châlons donner de vive voix au maréchal Canrobert l'ordre de s'y rendre.

Et puis dans la soirée, on a encore changé, et maintenant le 6e corps, au lieu d'aller à Paris, vient à Metz.

Le colonel Lewal dit aussi tout bas au maréchal que l'on ignore dans l'état-major ce qui se passe entre le conseil des ministres et l'Empereur et surtout entre l'Impératrice et l'Empereur qui télégraphient au moyen

de leur chiffre spécial; il y a eu surtout ces jours-ci, des échanges incessants de dépêches et il semble qu'il n'y ait pas même façon de voir ou de comprendre chez le souverain et la souveraine; mais ce n'est qu'une supposition.

Ce que tout le monde dit, aussi bien les aides de camp de l'Empereur que les officiers de l'état-major général, c'est qu'il ne peut plus commander l'armée et qu'il devrait rentrer à Paris, reconstituer une armée et reprendre en mains le gouvernement.

Le général Lebrun lui a parlé dans ce sens avant-hier dimanche et hier dans l'après-midi, frappé de sa prostration, le premier écuyer, M. Davillier Regnault de Saint-Jean-d'Angély s'en est entretenu avec M. Franceschini Pietri, toujours très réservé et qui, certainement, n'aurait pas pris sur lui une démarche de ce genre; mais entraîné par M. Davillier, il l'a suivi; tous deux ont tellement insisté qu'ils ont fini par persuader l'Empereur et ils ont, sur sa prière, télégraphié à l'Impératrice dans ce sens.

Il semble que l'Empereur n'osait pas avouer lui-même à l'Impératrice l'impuissance physique où il était et qu'il chargea MM. Davillier et Pietri de faire cet aveu.

Voici le télégramme qu'ils envoyèrent et qui ne fut connu qu'un an après ces événements :

Pietri à l'Impératrice : confidentiel pour l'Impératrice seule.

« N'écoutant que mon dévouement, j'ai demandé à l'Empereur s'il se sentait assez de forces physiques pour les fatigues d'une campagne active, de passer les

journées à cheval et les nuits au bivouac. Il a convenu avec moi qu'il ne le pouvait pas.

« Je lui ai dit alors qu'il valait mieux aller à Paris réorganiser une armée et soutenir l'élan national, avec le maréchal Le Bœuf comme ministre de la guerre et laisser le *commandement en chef au maréchal Bazaine, qui en a la confiance et auquel on attribue le pouvoir de tout réparer*. S'il y avait encore un insuccès, l'Empereur n'en aurait pas l'irresponsabilité entière, c'est aussi l'avis des vieux amis de l'Empereur. »

Tandis que le colonel Lewal parle avec le maréchal Canrobert, les portes du salon s'ouvrent et le Prince Impérial apparaît souriant, charmant dans sa tunique, avec son regard ouvert et ses cheveux frisant légèrement; il va au maréchal, lui dit bonjour, puis : « Comment va la petite Claire? » Le maréchal est tout ému de ce souvenir pour sa fille qu'il adore, et le Prince continuant, en lui tendant un papier : « J'envoie cette dépêche à maman, lisez » Et le maréchal lit : « Tout va toujours bien. Le général Changarnier est arrivé; il nous a beaucoup fait rire. Louis. » Puis, l'enfant s'en va comme il est entré, gai, insouciant.

Le général Reille qui a rejoint le maréchal, en voyant le jeune prince s'éloigner, lui dit : « Il gamine ainsi toute la journée, passe son temps sans travailler, ce qui est fâcheux; mais il est gentil, gai, très affectueux pour tous; c'est une nature sympathique à laquelle on s'attache. L'Empereur le gâte énormément et lui donne à table tout ce qu'il veut. »

Il est 11 heures. Le char à banc de l'Empereur est signalé; on entend un grand bruit de grelots et les postières aux larges poitrails gris pommelé débouchent.

Dans la voiture, l'Empereur et ses compagnons, couverts de cabans et de caoutchoucs, tous encapuchonnés, sont ruisselants d'eau. — La pluie ne cesse pas depuis le matin.

Le maréchal Canrobert salue le souverain, dit bonjour au général Changarnier arrivé de la veille au soir, et dont la présence auprès de l'Empereur est l'événement dont tout le monde parle au quartier impérial. Il y a vingt ans que le maréchal n'a vu cette ancienne connaissance de 1832 et il le trouve maigri et parcheminé; après quelques mots échangés, le maréchal monte avec l'Empereur, au premier étage, dans un salon. L'Empereur s'asseoit devant un grand bureau où il fait étaler des cartes. Le maréchal remarque leur petite échelle (864 millièmes). La France entière tient en quatre feuilles. L'Empereur y a tracé des traits rouges qui indiquent les positions des corps d'armée.

Le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun ont suivi le maréchal Canrobert. Aussitôt la porte refermée sur eux, le maréchal Canrobert prend la parole : « Sire, nous avons six corps sur huit qui n'ont pas été engagés, peut-être est-il encore temps de se jeter sur l'armée prussienne qui s'est battue à Forbach, avant qu'elle ne soit rejointe par le prince Frédéric-Charles? »

L'Empereur répond que l'Impératrice l'a prévenu d'après un avis qu'elle a reçu de Belgique et qui vient du général Chazal, que les diverses armées prussiennes ont dû faire leur jonction ou du moins sont sur le point de la faire; aussi veut-il concentrer, ce soir même, les quatre corps présents sur Metz, sous la Nied française; c'est uniquement pour donner cet ordre et en discuter les moyens d'exécution, qu'il vient d'aller

voir le maréchal Bazaine qu'il a nommé, cette nuit même, par décret, commandant en chef des troupes sous Metz. Si l'armée est forcée sur la Nied, elle se retirera sous les forts de la ville et le 6e corps aura eu le temps de la rejoindre ; une de ces divisions doit déjà arriver cette nuit.

Y eut-il d'autres explications? nous ne l'avons pas su. Mais en sortant du cabinet de l'Empereur, le maréchal Le Bœuf causa avec le maréchal Canrobert et lui dit avec exaltation : « C'est l'Autriche qui nous a mis dans la situation déplorable où nous sommes; elle nous a promis son alliance, qui entraînait celle de l'Italie; avant même la déclaration de guerre l'archiduc Albert est intervenu; c'est lui qui a pesé sur l'Empereur pour le changement de l'organisation de l'armée; au lieu de trois armées, il a obtenu qu'il n'y en aurait qu'une et tout le travail préparé depuis 1867 a été à refaire en quarante-huit heures. Puis il a arrêté l'exécution de notre plan d'offensive jusqu'au Rhin qui eût empêché, par suite de l'occupation des débouchés des lignes de chemins de fer, la concentration de l'armée prussienne ; il nous a envoyé un plan de campagne composé par lui et il a insisté pour que nous nous maintenions en deçà de la frontière sur l'expectative, pour venir donner la main à son armée du côté de Nuremberg.

« Jusqu'à ces derniers jours nous nous attendions à voir le gouvernement autrichien se déclarer ; dès son arrivée à Saint-Avold, il y a quinze jours, le général Frossard voulait pousser de l'avant en Prusse rhénane; j'ai dû l'en empêcher par ordre formel de l'Empereur; ce n'est que par une lettre du colonel de Bouillé —

attaché militaire à Vienne — adressée à son ami le commandant Laveuve, aide de camp du général Lebrun, et que celui-ci m'a montrée, que nous avons perdu tout espoir... »

Venant ensuite à la situation présente, le major-général ajouta, en désignant Metz, ses forts et ses défenses, d'un grand geste de son bras étendu : « Nous pouvons tenir deux mois ici, à l'abri, et pendant ces deux mois il se passera bien des choses... Il faudra nous attaquer sur notre terrain... alors... » Et le maréchal Le Bœuf laissa à son collègue le soin de conclure.

Puis le maréchal Canrobert vit plusieurs autres officiers dont la conversation lui laissa une impression pénible : « l'Empereur est incapable de commander : le maréchal Bazaine doit être général en chef; c'est lui qui est le sauveur; il vient déjà, cette nuit, d'être nommé commandant de l'armée de Metz; il faut maintenant la démission du maréchal Le Bœuf. »

Le maréchal Canrobert n'avait pas de goût pour « le sauveur ». Il avait même été fort vexé de le voir nommer commandant de la garde en 1869 au lieu du général Bourbaki à qui ce poste était promis. La garde (en garnison à Paris et aux environs) confiée à un maréchal de France, son égal, lui paraissait un amoindrissement d'autorité pour le commandant de l'armée de Paris.

Et puis, le caractère de l'ancien commandant en chef du Mexique ne lui plaisait pas. Mais, en la circonstance, comme plus tard, il ne laissa pas voir, même à ses plus intimes, le fond de ses sentiments; il considérait qu'il n'avait qu'à obéir, et à tout faire pour aider celui qui avait « le redoutable honneur de commander en chef ». Le maréchal Bazaine a par écrit témoigné

de la discipline, de l'abnégation de son lieutenant « qui avaient si singulièrement facilité sa tâche » .

Le maréchal Canrobert reprit le train à une heure sans avoir déjeuné; son voyage fut d'une lenteur désespérante : à Frouard, à Bar-le-Duc, à toutes les grandes gares, des arrêts sans fin; et dans le personnel, la crainte de voir arriver les Prussiens. Vers 11 heures du soir seulement le maréchal rentrait au camp, avec le commandant Lonclas, tous deux mourant de faim.

Le lendemain matin (10 août), vers 5 heures trois quarts, après un bon sommeil, le maréchal, déjà occupé à presser le départ successif de ses divisions et le sien pour Metz, reçoit un télégramme de l'Empereur : « Metz, 5 h. 30 du matin. L'Empereur au maréchal Canrobert : l'Impératrice fait appel à votre dévouement. Allez immédiatement vous mettre à sa disposition et laissez le commandement du camp au plus ancien général de division. — NAPOLÉON. »

Au moment d'aller à l'ennemi avec son corps d'armée, on l'appelait pour un poste vraisemblablement plus politique que militaire.

C'était un rude coup pour lui : son silence et sa réflexion ne laissèrent aucun doute à ses aides de camp sur l'impression qu'il en ressentait.

Les emmenant à part ainsi que le lieutenant de Forsanz, il leur communiqua le télégramme de l'Empereur, leur recommanda de n'en souffler mot à personne, et leur annonça qu'ils allaient partir avec lui, quelques chevaux de selle et les ordonnances nécessaires. Ensuite il fit demander son chef d'état-major le général Henry pour le prévenir qu'il allait s'absenter momentané-

ment, et lui recommander de lui télégraphier, à Paris, aux Tuileries, les moindres nouvelles et surtout de lui transmettre tous les ordres qui pourraient venir; il se garda d'ailleurs bien, quoique l'Empereur le lui recommandât, de remettre le commandement au plus ancien divisionnaire; c'est donc qu'il était décidé, à moins qu'il n'en reçût l'*ordre absolu*, à revenir à son corps d'armée pour le conduire à l'ennemi.

A midi le maréchal et les trois officiers sont en gare de Châlons où M. Sohier, prévenu, les attend. La formation du train est désespérément longue. Les officiers la surveillent et s'assurent de l'embarquement des chevaux. Pendant ce temps le maréchal cause avec M. Sohier; ils savent que le ministère est tombé la veille et que le général Palikao, appelé à l'improviste de Lyon, a été chargé dans la soirée d'en former un. Nouveau venu dans la politique et dans des circonstances aussi difficiles, réussira-t-il?

Enfin le train est prêt : le maréchal serre la main à M. Sohier et monte en wagon avec ses trois officiers.

Pendant le trajet il ne déserra pas les dents; il était préoccupé de ce qui l'attendait à Paris.

Depuis la veille 5 heures, il n'y avait plus de gouvernement, et le maréchal Baraguay-d'Hilliers insistait pour être relevé de son commandement. Ainsi en présence de Paris surexcité, de l'émeute presqu'en permanence, ou toujours prête à éclater, il n'y avait personne pour commander, pour maintenir l'ordre : car les ministres démissionnaires étaient tombés à un tel degré d'impopularité qu'il leur eût été impossible de continuer à gérer les affaires. Jamais on n'a vu des personnes aussi honnies et vilipendées que l'étaient dans ces jours

d'angoisses les membres du gouvernement qui avait déclaré la guerre.

En présence de cette absence d'autorité et de l'activité révolutionnaire agissant partout et sans cesse, l'Impératrice avait pensé au maréchal Canrobert pour sauver la situation en maintenant l'ordre et le trône. Pourrait-il refuser?

Aussi absorbés que le maréchal, les trois officiers n'échangèrent pendant le trajet que quelques mots; à un moment donné cependant ils se concertèrent et le commandant Lonclas prit la parole au nom de tous et dit : « Si, monsieur le maréchal, vous restez à Paris, nous permettrez-vous de retourner à l'armée? » — « Oui », répondit le maréchal, et ce fut tout.

On arriva à 10 heures et demie à la gare de l'Est. Sur le quai, devant le cabinet du chef de gare, le commandant Lonclas, qui ouvrait la portière, vit la maréchale Canrobert : elle était assise sur une chaise, vêtue d'une robe de visite grise avec des dentelles écrues : sur ses genoux était son fils Marcel qui dormait à poings fermés, les jambes nues, pendantes.

Le maréchal fut vite auprès de sa femme et les officiers la saluèrent : « Il y a une foule assez houleuse aux abords de la gare, dit la maréchale, elle sait que vous arrivez et si l'on acclame ceux qui partent à la frontière, on injurie et conspue ceux qui en reviennent ou qui restent : j'ai donc apporté des habits civils que vous allez mettre dans le bureau du chef de gare : mon coupé attend devant une sortie dérobée : ainsi nous pouvons partir sans être reconnus et éviter les manifestations. » Toujours calme et précise, la maréchale parlait avec un air d'autorité qui frappa les offi-

ciers : le maréchal congédia ses deux aides de camp, leur donnant rendez-vous pour le lendemain 8 heures du matin, hôtel de Bristol, place Vendôme, et il ordonna au lieutenant de Forsanz de demeurer à la gare et de surveiller les chevaux et de faire garer leur écurie pendant la nuit. Les officiers saluèrent la maréchale qui entra, tenant son fils toujours dormant dans ses bras, chez le chef de gare avec le maréchal.

Tant dans le bureau du chef de gare que dans son coupé, en allant aux Tuileries, la maréchale admirablement renseignée exposa la situation à son mari et insista de la façon la plus formelle pour qu'il refusât les offres qui allaient lui être faites. Elle prêchait un converti.

Le refus que le maréchal allait opposer à la demande de l'Impératrice devait avoir des conséquences graves pour le pays; car l'absence de commandant ou de gouverneur permettrait dans huit jours au prince Napoléon d'obtenir de l'Empereur pour son protégé, le général Trochu, la place de gouverneur de la capitale.

Si le maréchal Canrobert eût commandé à Paris au 4 septembre, il eût défendu la représentation nationale et eût assuré de ce fait la constitution d'un gouvernement régulier; il n'eût pas trahi la parole donnée à sa souveraine, il n'eût pas négocié avec les chefs de l'émeute la chute d'un gouvernement qu'il était chargé de défendre pour se faire mettre à sa place.

Et alors, au lieu d'un gouvernement issu de l'émeute, l'Europe pour intervenir, et la Prusse pour négocier eussent trouvé un gouvernement régulier!

Ces conséquences si néfastes m'ont amené à exposer la situation telle qu'elle se trouvait lorsque l'Impératrice voulait confier au maréchal Canrobert le soin de protéger le trône et l'assemblée issue du suffrage universel qui représentait alors le pays.

CHAPITRE VII

L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE OU METZ ET PARIS

Le soir de la fermeture du scrutin du plébiscite toutes les personnes appartenant à la Maison impériale étaient réunies aux Tuileries et assistaient à l'arrivée des résultats du vote. Ceux de Paris furent les premiers connus, et décontenancèrent beaucoup d'assistants. L'Empereur resta calme, presque souriant : le Prince Impérial eut un mouvement de révolte que réprima aussitôt le général Frossard, mais l'Impératrice très nerveuse ne cacha pas son dépit. L'un des officiers d'ordonnance de l'Empereur, le capitaine Pierron, ancien chef du cabinet de Maximilien et depuis auteur militaire et membre du conseil supérieur de la guerre, m'a affirmé lui avoir entendu dire ce soir-là que la guerre seule pouvait sauver l'Empire de la révolution. Plusieurs généraux aides de camp auraient renchéri, et dès lors l'idée de chercher la consolidation de la dynastie par une guerre populaire fit son chemin.

Lorsque éclata la nouvelle de la candidature Hohenzollern, il semble qu'à Saint-Cloud l'Impératrice et les aides de camp qui avaient appuyé son idée, le soir du plébisciste, aient cru avoir trouvé l'occasion cherchée et c'est vraisemblablement dans l'entourage de l'Impératrice que naquit l'idée de la demande de garantie

adressée au roi de Prusse, après la renonciation du prétendant.

Dans la soirée du 11 juillet 1870, vers 10 heures, à Saint-Cloud lorsqu'on servait le thé, l'Impératrice aurait dit : « Pourvu que la Prusse et l'Espagne ne reculent pas. » — « Mais, Madame, aurait répondu l'un des écuyers de l'Empereur, le prince Poniatowski, qui a depuis raconté ces détails, si après la sommation, plutôt hautaine, qui a été lancée de la tribune de la Chambre, la Prusse donne satisfaction à la France, ce sera une grande victoire diplomatique. » — « Vous êtes Italien, vous ne comprenez rien aux affaires de notre pays », lui aurait répondu l'Impératrice.

Le lendemain, quand l'Impératrice eut communication du télégramme du désistement, elle se trouvait avec plusieurs personnes dont la comtesse Walewska et le général Reille — aide de camp de l'Empereur — et le capitaine Dreyssé, dans la salle de billard du château de Saint-Cloud ; à peine eut-elle lu, qu'elle froissa le papier d'un geste impatient et le jeta à terre.

Cependant la guerre était déclarée au milieu d'un enthousiasme et d'une exaltation extraordinaires. A Saint-Cloud toutefois l'exubérance chez les familiers et les personnages de la cour ne dura pas : on comptait d'abord sur l'alliance de l'Autriche et de l'Italie, et le 25 juillet on était en droit d'espérer la conclusion immédiate d'un traité, lorsque l'énervante et perpétuellement néfaste question de Rome fut soulevée par cette fameuse dépêche : « Si la France défend son honneur sur le Rhin, ce n'est pas pour le sacrifier sur le Tibre. » A partir de ce moment on dut dans le gouvernement

et autour des souverains commencer à douter des concours éventuellement promis, et être moins assuré du succès. Le jour du départ de l'Empereur et du Prince Impérial de Saint-Cloud pour Metz, l'Impératrice, malgré son énergie, parut profondément frappée ; à peine rentrée de la gare du parc au château elle envoya ce télégramme à sa mère en Espagne.

« 28 juillet, Saint-Cloud.

« *A la comtesse de Montijo.*

« L'Empereur et Louis viennent de partir. Je suis pleine de confiance dans l'issue finale. Tout le monde bien portant.

« EUGÉNIE. »

Elle s'enferma ensuite dans son petit cabinet où elle avait réuni un grand nombre d'objets, porcelaines, laques, cristaux, pierres diverses d'Orient montées, ayant appartenu à Marie-Antoinette, et d'où par la fenêtre elle découvrait une vue magnifique sur Longchamp et sur le bois de Boulogne. Assez tard dans l'après-midi, elle fit appeler Mlle Redel, depuis Mme Victor Duruy, qui s'était consacrée à l'éducation des demoiselles d'Albe et elle lui ouvrit son cœur : on l'accusait d'avoir voulu la guerre, on lui attribuait ce mot : « C'est ma guerre. » Elle ne l'avait jamais prononcé. Comment pouvait-on oublier qu'elle avait un fils unique qui partait, et, s'émotionnant au fur et à mesure qu'elle parlait, elle se mit à verser des torrents de larmes.

Mais voici une dépêche qu'on lui remet; elle est du Prince Impérial.

« Metz, 28 juillet.

« Nous avons eu une réception magnifique à Metz et tout le long du chemin de fer. Papa et moi nous nous portons bien. Votre affectionné et respectueux fils.

« Louis NAPOLÉON. »

Aussitôt l'Impératrice se met sur le petit bureau de laque noir qu'elle a acheté à la vente Beauvau et qui a été commandé par Marie-Antoinette pour le palais de Saint-Cloud où elle l'a fait replacer et elle écrit :

« *L'Impératrice au Prince Impérial.*

« J'espère que tu n'es pas trop fatigué et que les émotions de la journée ne te feront pas mal. Je pense bien à toi. Je suis heureuse et fière de te voir partager les fatigues et les dangers de nos braves soldats.

« EUGÉNIE. »

Vers l'heure du dîner la réponse est apportée :

« Metz, 28 juillet.

« Tout va bien. Je ne suis pas fatigué, je viens de visiter les camps. Tous les soldats sont enchantés. Je vous embrasse de tout cœur. Votre affectionné et respectueux fils.

« Louis NAPOLÉON. »

Le lendemain 29 juillet l'Impératrice écrit une longue lettre à l'Empereur sur l'état des négociations qui lui paraissent en bonne voie, en raison d'une première dépêche du comte de Beust dont elle donne copie, et d'une autre émanant du marquis Visconti Venosta qui annoncent toutes deux que la question romaine va être vidée. L'Impératrice dans sa lettre se félicite de s'être opposée aux demandes de l'empereur d'Autriche et de son ministre qui nous conseillaient d'abandonner Rome à son sort. Très calme, Napoléon III répond le lendemain matin :

« Metz, 30 juillet, 7 h. 35 du matin.

« Louis va très bien : il a dormi seize heures de suite. Je viens de recevoir ta lettre du 29 et la copie de l'autre. L'intention est bonne, mais je voudrais des actes. Nous t'embrassons tendrement.

« Napoléon. »

A 4 heures de l'après-midi l'Empereur télégraphiait encore.

« Je vais très bien, mais fatigué par la chaleur. Nous t'embrassons tendrement.

« Napoléon. »

Le lendemain un des officiers d'ordonnance de l'Empereur, le capitaine d'artillerie Guzman, apporte à Metz des nouvelles de l'Impératrice. Son caractère droit et sérieux lui ont valu la confiance de la souveraine et elle le charge de dire à l'Empereur qu'elle désire venir à Metz. L'Empereur redoute cette surprise et télégraphie sans perdre une minute :

« Malgré mon désir de te revoir, je crois qu'il est mieux d'y renoncer. D'ailleurs il est possible que nous partions d'ici demain. Nous sortons de la messe : l'évêque a été très convenable. Nous t'embrassons tendrement.

« Napoléon. »

L'Empereur médite le 31 juillet et le 1er août une attaque sur Sarrelouis ; mais il change d'avis, et tous les projets mis en l'air aboutissent à la petite affaire de Sarrebrück (2 août), qu'il raconte ainsi par le fil télégraphique dès qu'il est rentré à Metz :

« 2 août, 5 h. 55 soir.

« *A l'Impératrice, Saint-Cloud.*

« Louis vient de recevoir son baptême de feu. Il a été admirable de sang-froid, il n'était nullement impressionné et semblait se promener au bois de Boulogne. Une division du général Frossard a pris les hauteurs dominant la rive gauche de Sarrebrück. Les Prussiens ont peu résisté. Il n'y a eu qu'un feu de tirailleurs et de canonnades, nous étions en première ligne. Mais les balles et boulets tombaient à nos pieds. Louis a conservé une balle qui est tombée près de lui. Il y a eu des hommes qui pleuraient en le voyant si calme. Nous t'embrassons tendrement. Je saurai tenir à Vimercati le langage qu'il convient.

« Napoléon. »

Cette dernière phrase est importante ; elle montre que l'Impératrice, sachant que le comte Vimercati était à

Metz porteur d'un traité approuvé de l'Empereur d'Autriche et du roi d'Italie pour prier Napoléon III de le signer, avait insisté auprès de son mari pour qu'il n'en fît rien.

L'Impératrice était en promenade dans le parc avec ses deux nièces, lorsque le télégramme racontant le combat de Sarrebrück arriva à Saint-Cloud. On alla de suite à sa recherche et on le lui remit; elle le lut et le relut à voix haute, tout heureuse et fière de son fils. Elle courut au corps de garde du château, pour le lire aux voltigeurs qui y étaient, puis elle l'envoya en communication, à titre privé, au Président du Conseil, M. Émile Ollivier. Soit que, sans réfléchir que cette dépêche était d'ordre intime, le ministre l'ait montrée à un reporter du *Gaulois*, soit que celui-ci l'ait copié subrepticement, le télégramme paraissait le lendemain, en gros caractères, dans le *Gaulois*, et quoique l'Impératrice ait fait déclarer que c'était par le fait d'une indiscrétion seule qu'on avait pu avoir connaissance d'une correspondance particulière, le texte de cette missive mal interprété servit à ridiculiser l'aimable et sympathique personnalité de l'infortuné Prince impérial.

L'Impératrice quittant le poste des voltigeurs remonta à son petit cabinet et elle écrivit ces deux télégrammes.

« 2 août, 6 h. 32 soir.

« *L'Impératrice à l'Empereur.*

« Je suis bien heureuse de la nouvelle que vous me donnez. Elle compense les inquiétudes que j'ai depuis

tant de jours. — Vous ne me dites rien de vous et pourtant vous savez bien combien je vous associe tous deux dans la même pensée.

« Êtes-vous fatigué ? Je vous embrasse de tout cœur.

« Eugénie. »

« 2 août, 6 h. 33.

« *L'Impératrice au Prince Impérial.*

« Je sais, tu t'es bien conduit. Je suis fière et bien heureuse. Ta dépèche m'a beaucoup plu. Tes cousines — les demoiselles d'Albe — te félicitent ainsi que tout le monde. Je t'embrasse de toute mon âme.

« Eugénie. »

La journée du 3 fut calme. Le lendemain, 4 août, la maréchale Canrobert dînait à Saint-Cloud et elle y était encore lorsque furent apportées presqu'en même temps les deux dépêches du maréchal de Mac-Mahon annonçant la défaite de Wissembourg à l'Empereur qui les transmettait à l'Impératrice telles qu'il les avait reçues. La première était ainsi conçue :

« Division Douay attaquée par quatre divisions : Douay blessé grièvement, obligé battre en retraite se rallie près du Pigeonnier. » La deuxième portait : « Trois régiments de la division Douay : général tué (chiffré) ; troupes ennemies considérables, au moins deux corps d'armée, une pièce prise : position en arrière de Frœschwiller : j'y livrerai bataille s'il le faut. Pour

reprendre l'offensive il faudrait au moins trois divisions de renfort. »

L'Impératrice, aussitôt ses invités partis, télégraphia en ces termes au maréchal Le Bœuf à Metz :

« Dès que vous aurez des nouvelles de Mac-Mahon, à n'importe quelle heure de la nuit, faites chiffrer par Pietri et envoyez-les-moi. Je ne veux pas réveiller l'Empereur, c'est pour cela que je vous écris directement.

« EUGÉNIE. »

A minuit et demi le maréchal Le Bœuf répondit qu'il n'avait rien de plus.

Les deux mauvaises dépêches du maréchal de Mac-Mahon furent cachées pendant plus de vingt-quatre heures : on ne les communiqua au public et à la presse que le lendemain 5 août, après 3 heures de l'après-midi.

Sous ce coup inattendu l'irritation fut profonde à Paris : l'exaltation s'accrut et le chauvinisme déborda. « Il avait fallu 100,000 Prussiens pour venir à bout de 8,000 Français et ceux-ci n'avaient été battus qu'après avoir causé à l'ennemi des pertes plus élevées que leur effectif. » Cent autres rodomontades du même genre se débitent sur les boulevards dans la soirée du 5 : « Demain le maréchal Mac-Mahon prendra sa revanche ! »

A l'encontre du public, les ministres sont tout à fait inquiets : si l'armée du prince royal entre en Alsace avec 100,000 hommes, elle va tomber sur le maréchal de Mac-Mahon qui n'en a que 35,000 ; c'est grave... La nuit s'écoule : aucune dépêche, mais à midi en Bourse,

un farceur ou un spéculateur — on n'a jamais su qui — affiche une dépêche : « Grande victoire, 25,000 prisonniers dont le prince royal de Prusse. » La dépêche est-elle même affichée? A-t-elle existé? En un clin d'œil la Bourse, les boulevards, la rue du Quatre-Septembre sont une fourmilière exultante, criante ; les uns hurlent la *Marseillaise*, les autres achètent toutes les lanternes vénitiennes qui se trouvent chez les épiciers, et elles font bientôt prime, les drapeaux se passent de mains en mains, les maisons s'en couvrent, et la foule hurle toujours, chante, crie, rit, danse. Des mobiles avec d'énormes ceintures de flanelle bleue se font remarquer parmi les plus bruyants : la circulation est arrêtée, les voitures s'accumulent, et des gens grimpent dedans et sur les sièges : on s'embrasse. En une demi-heure la capitale est dans une exaltation folle. Mais peu à peu : « Est-ce sûr? » se répète-t-on, et en une demi-heure aussi, l'enthousiasme tombe : il n'y a pas un mot de vrai, aucune nouvelle n'est arrivée de la frontière.

Alors la joie se change en colère contre le ministère, c'est lui qui a fait le coup. Des bandes se forment criant « A bas le ministère ! » et sur l'air des lampions : « Des nouvelles, des nouvelles ! » elles se promènent dans le centre de Paris. M. Chevandier de Valdrôme ministre de l'intérieur se rend à Saint-Cloud voir l'Impératrice pour lui rendre compte de l'ébullition de la capitale et du désenchantement qui suit et qui menace de tourner à l'aigre.

A ces nouvelles, l'Impératrice demeure maîtresse d'elle-même, quoiqu'elle soit depuis quelques heures en proie à un énervement qui augmente d'instant en

instant. Elle prie le ministre d'aller chez le président du conseil pour lui demander la réunion immédiate de leurs collègues qui prendront les décisions nécessaires pour empêcher le renouvellement de pareille équipée.

Les ministres se réunissent à 6 heures, et parlent d'envoyer l'un d'eux, estimé et aimé de tous, M. Maurice Richard, auprès de l'Empereur pour lui demander d'assurer, au quartier général, un service de renseignements constants.

Tandis qu'ils délibèrent, ils reçoivent une dépêche de l'Empereur, annonçant que le corps du général Frossard est engagé et que le résultat est encore incertain. Ainsi on se bat en Lorraine, et l'on n'a aucune nouvelle d'Alsace, où la situation est surtout considérée comme très grave. De plus en plus inquiets, les membres du gouvernement décident de faire télégraphier à tous les préfets de la frontière « pour les renseigner sur la situation du maréchal de Mac-Mahon ».

Quand les ministres se séparent et rentrent chez eux, plusieurs des bandes qui se promènent viennent manifester, place Vendôme, devant le ministère de la Justice, et place Beauvau devant le ministère de l'Intérieur. M. Chevandier de Valdrôme, prévenu, descend dans la rue, se présente aux manifestants, et parvient à les renvoyer. Il redoute des troubles, et il fait dire au général d'Autemarre d'Ervillé, commandant la garde nationale, de se rendre aux Tuileries à minuit, où il inspectera le service d'ordre. Toute la soirée, la foule est nombreuse et agitée sur les boulevards, on achète les journaux qui ne disent rien, on s'énerve; sur beaucoup d'endroits on crie et on forme des groupes bruyants.

Il peut être minuit : M. Chevandier de Valdrôme est dans son cabinet avec MM. de Walcknaer, de Sancy et Durangel, quand un télégramme lui est transmis. C'est la copie d'une dépêche de l'Empereur à l'Impératrice annonçant la double défaite de Forbach et de Frœschwiller : l'Impératrice, en la communiquant, prescrit de convoquer les ministres et annonce son retour à Paris dans la nuit même.

Immédiatement, M. Chevandier de Valdrôme envoie MM. de Sancy et Durangel réveiller ses collègues et les appeler d'urgence place Beauvau.

Toute cette journée du samedi 6 août, l'Impératrice a été nerveuse; on l'eût été à moins. Dans la matinée elle a été avisée par l'Empereur, que le maréchal de Mac-Mahon avait concentré son corps d'armée à Frœschwiller et demandait un autre corps d'armée de l'armée de Lorraine en renfort. Dans l'après-midi, elle ne tient pas en place, elle sort, fait quelques pas dans le parc, puis remonte dans son petit cabinet et écrit des télégrammes.

Au Prince Impérial : « Tout le monde, à Saint-Cloud, pense à vous, les heures semblent bien longues, mais l'idée d'un beau retour soutient nos forces et nos espérances. »

A l'Empereur : « L'impression produite à Paris a exalté le sentiment patriotique sans ébranler la confiance. J'ai déjà reçu la réponse à propos de la veuve du général Douay. Je compte lui écrire par la poste.

« EUGÉNIE. »

A 3 heures et quart, on lui remet un télégramme de l'Empereur : « Metz, 3 heures. Je n'ai pas de nouvelles

de Mac-Mahon. Ce matin, les reconnaissances du côté de la Sarre ne signalaient aucun mouvement de l'ennemi. J'apprends maintenant qu'il y a un engagement du côté du général Frossard. Il est trop loin pour que nous puissions y aller. Dès que j'aurai des nouvelles, je te les enverrai. Napoléon. »

C'est au moment où elle reçoit ce télégramme que M. Chevandier de Valdrôme vient la voir pour lui apprendre l'effervescence de Paris ; à peine est-il reparti que l'Impératrice répond à l'Empereur : « Nous attendons les nouvelles avec une impatience fébrile. Tout semble calme pour le moment. Le conseil se réunira ce soir, ne vous tourmentez pas. Je suis sûre que Paris ne sera pas une cause de difficultés. Courage, cher ami, chacun doit faire son devoir là où les circonstances l'ont placé. Je suis calme et confiante, soyez-le aussi. »

A 6 h. 40, elle reçoit encore un télégramme. Le résultat du combat du général Frossard est encore incertain : « J'ai bon espoir ».

Quoique surexcitée par les émotions, les alternatives continuelles de craintes et d'espérances par où elle passe, l'Impératrice est d'une énergie superbe, et dans cette crise terrible qui va durer un mois — jusqu'au 4 septembre — elle n'aura pas un moment de faiblesse, pas le moindre abandon de sa dignité. Elle sera pour tous un exemple de constance, de volonté et de courage, tandis qu'autour d'elle on comptera bien des défaillances.

Vers 7 heures, le duc et la duchesse de Montmorency viennent au château et y amènent le prince de Metternich, qui reste à dîner avec l'Impératrice. Quant à eux,

ils vont à Bougival, villa Staub, passer la soirée chez la princesse de Metternich qui vient d'avoir une fille, et ne sort pas encore.

Vers 11 heures du soir, le prince rentre à Bougival. « L'Impératrice est très énervée, dit-il à la princesse ainsi qu'au duc et à la duchesse de Montmorency qui l'ont attendu, mais il n'y a pas de nouvelles ce soir, elle s'est étendue sur son lit, j'espère qu'elle passera une nuit tranquille. »

Dans le palais de Saint-Cloud, l'amiral Jurien de la Gravière avec MM. de Brissac et Poniatowski veillent. A minuit, ils sont appelés pour traduire un télégramme chiffré. Ils prennent les tables et lisent : « 350 Mac-Mahon, 27 a, 36 perdu... une bataille sur la Sarre ». Ici, on trouve un point, puis ils continuent à traduire. « Le général Frossard en retraite. » A ces mots, l'amiral Jurien entre dans la chambre de l'Impératrice, il lui répète ce qui vient d'être traduit. La souveraine étendue toute habillée d'une robe marron, se lève d'un bond, va au salon, où M. de Brissac lui lit la fin du télégramme qu'il vient de déchiffrer et qui, d'après ceux qui l'ont vu cette nuit-là, était à peu près conçu en ces termes : « L'armée en retraite — ou en déroute — il faut s'attendre aux événements les plus graves... il faut que nous soyons à la hauteur des circonstances... il faut déclarer l'état de siège et armer Paris... tout peut se réparer... Je n'ai pas de nouvelles de Mac-Mahon. »

Ce choc violent, reçu au milieu de la nuit, ne démonta pas l'Impératrice : « Il faut qu'ils aient tous perdu la tête », dit-elle, et appelant M. de Brissac, elle lui dit d'envoyer copie du télégramme de l'Empereur au ministre de l'Intérieur et de lui prescrire de réunir le

conseil en le prévenant qu'elle va, séance tenante, rentrer aux Tuileries ; puis passant dans une pièce voisine, elle dicte deux autres télégrammes. D'abord un à l'Empereur pour lui demander de plus amples détails, car elle est étonnée du décousu de la dépêche qu'elle vient de recevoir et ne peut s'en expliquer les derniers mots : « Je n'ai pas de nouvelles de Mac-Mahon. » Comment sait-on alors qu'il a été battu? puis elle adresse à la princesse Mathilde, à Saint-Gratien, un second télégramme ainsi conçu :

« Saint-Cloud, minuit 35.

« J'ai de mauvaises nouvelles de l'Empereur. L'armée est en retraite. Je rentre à Paris où je convoque le conseil des ministres.

« EUGÉNIE. »

Ensuite, elle prie le prince Poniatowski de faire atteler un coupé et d'aller au plus vite à Bougival, réveiller le prince de Metternich et le ramener, parce qu'elle tient à l'avoir à côté d'elle pour rentrer dans Paris en pleine nuit.

L'écuyer après une course à grande allure arriva vers une heure et demie du matin, sur les bords de la Seine, et là, erra longtemps dans les rues désertes de Bougival. A la fin, un passant attardé lui indiqua la villa Staub. Aussitôt devant, il cria de toutes ses forces : « Metternich ! Metternich ! » Au bout d'un instant une fenêtre s'ouvrit, et une forme blanche y apparut, c'était la princesse : « Que voulez-vous? » — « Sa Majesté demande au prince de venir de suite. Je l'attends pour

le conduire à Saint-Cloud. » Un quart d'heure après, le prince de Metternich descendait, et le coupé l'emmenait vivement à Saint-Cloud. En chemin, le prince Poniatowski le mit au courant de ce qui s'était passé depuis 11 heures. « C'est d'autant plus fâcheux, se contenta de dire l'ambassadeur d'Autriche, qu'une alliance devient impossible maintenant. »

Devant le perron du château de Saint-Cloud un landau était arrêté, attelé de deux chevaux russes tout noirs à longues crinières et longues queues ; l'Impératrice, en costume de voyage, toute prête à partir, attendait dans son salon. A peine le prince de Metternich fut-il arrivé que l'Impératrice monta avec lui dans le landau. L'amiral Jurien de la Gravière, MM. de Cossé-Brissac, de Lezay-Marnezia et Poniatowski s'installèrent dans une seconde voiture, et on fila au grand trot pour Paris.

Sur la route, dans le bois de Boulogne, avenue de l'Impératrice et aux Champs-Élysées, pas même un ivrogne noctambule : tout le monde dormait.

Lorsque le landau de l'Impératrice croisa l'avenue Marigny, il s'arrêta un instant : l'ambassadeur d'Autriche en descendit, rentra à pied à l'hôtel de l'ambassade qu'il louait à l'Impératrice qui en était propriétaire. — Cet hôtel, qui a depuis appartenu à M. de Hirsch, est au n° 1 de la rue de l'Élysée au coin de l'avenue Gabriel.

Dix minutes après, l'Impératrice était aux Tuileries. C'est à peine si, prévenus, les serviteurs, qui y étaient restés, avaient ouvert les portes et allumé les lampes ; on entra de suite dans la salle du conseil. Le général d'Autemarre et son aide de camp, M. Edmond

Dollfus de service depuis minuit, reçurent la souveraine dont les traits décomposés les frappèrent : les salons que l'on traversa avaient l'air d'être vides : les rideaux étaient enlevés des fenêtres; des housses de toile rayée recouvraient les meubles poussés et alignés contre le mur et partout les tableaux, les bustes, les garnitures de cheminées enveloppés formaient de grosses masses informes.

Presque sur les pas de la souveraine, les ministres accoururent, puis le maréchal Baraguay d'Hilliers commandant l'armée de Paris, puis le général Trochu, puis le général de Chabaud-Latour président du comité du génie, que sur l'ordre de l'Impératrice, MM. de Lezay-Marnezia et M. E. Dollfus étaient allés réveiller; car d'après le télégramme de l'Empereur, il fallait armer d'urgence la capitale. Il était vraisemblablement 3 heures et demie ou 4 heures du matin, lorsqu'un nouveau télégramme chiffré de l'Empereur fut apporté : il répondait à celui de l'Impératrice demandant comment on avait appris les défaites. On n'avait pas reçu à Metz de télégramme direct du maréchal de Mac-Mahon; l'on avait appris sa défaite par le *général de Laigle* — du moins ainsi traduisait-on un groupe qui, en fait, voulait dire « Colonel Klein de Kleinenberg », mais personne ne songea qu'il n'y avait pas de général de Laigle et les ministres envoyèrent le télégramme de l'Empereur au *Journal officiel* où il parut à 11 heures tel qu'il était traduit, avec l'erreur.

Dans ce même télégramme l'Empereur annonçait qu'il quittait Metz et se rendait à Saint-Avold pour voir si les corps encore intacts — 3e et 4e corps et la garde — pouvaient prendre une offensive vigou-

reuse avec quelques chances de succès sur l'armée prussienne déjà éprouvée par la bataille de Forbach.

L'Impératrice ouvrit la séance, et lut les télégrammes qu'elle avait reçus. Alors à en croire un des ministres, le général Trochu prit la parole : « Avez-vous lu mon livre? j'avais tout prévu... » et il parla longuement, critiquant tout, choses et gens, n'indiquant aucune mesure, aucun remède. Les assistants étaient agacés, confus, gênés « blessés » même de cette faconde inconvenante, intempestive qui faisait perdre du temps inutilement. D'autres ministres parlèrent ensuite : tous inquiets, convaincus que la défaite allait amener d'ici peu la chute de l'Empire, et leur propre chute.

Les télégrammes succèdent aux télégrammes : tout est changé à Metz depuis tout à l'heure : la gare de Bening étant occupée par les Prussiens, l'Empereur a renoncé à l'offensive à laquelle il pensait à 3 heures du matin; après être monté en wagon il est rentré à la préfecture; maintenant il est question d'une concentration de toute l'armée au camp de Châlons et le ministre de la guerre est directement avisé d'assurer le retour immédiat au camp des troupes du maréchal Canrobert en route pour Nancy; un quart d'heure après, il reçoit l'ordre de faire venir à Paris les quatrièmes bataillons demeurés dans les dépôts et dont il peut disposer. Ces dépêches successives montrant le désarroi et le décousu des projets à Metz n'apportent ni la décision ni la netteté dans la discussion des ministres. « Rien ne se décide et on patauge », a dit un des assistants.

Il faut cependant annoncer le désastre au pays; les ministres composent avec une dépêche de l'Empereur

et une du maréchal Lebœuf un télégramme factice qu'ils font précéder de l'affirmation qu'ils ne cachent rien, et ils signent tous, en datant le document de 6 heures du matin.

Dans le salon, à côté de la salle du conseil, attendent l'amiral Jurien de la Gravière, le général d'Autemarre, MM. Edmond Dollfus, de Brissac, Poniatowski, de Lezay-Marnezia et les chefs de cabinet des ministres. L'amiral Jurien reparle sans cesse de la dépêche de minuit et demie : « Le *maréchal de Mac-Mahon sur la Sarre...* » C'est une erreur; puisqu'il est en Alsace il n'est pas sur la Sarre qui est en Lorraine; peut-être y a-t-il encore un dernier espoir, d'autant plus qu'on n'a pas de nouvelles directes de son armée et l'amiral veut s'y raccrocher. Mais l'une des personnes présentes rétablit le texte avec la ponctuation exacte : sur la Sarre se rapporte non au maréchal de Mac-Mahon, mais au général Frossard. Hélas, tout est vrai. Déjà il fait grand jour, lorsque, dans la porte du salon vide de meubles où se tiennent debout, se causant à voix basse, comme à un enterrement, les quelques assistants, on voit apparaître une forme de géant. C'est M. Haussmann qui arrive de voyage : en rentrant de la gare par la rue de Rivoli, il a vu du mouvement et de la lumière : il s'est informé, et ainsi prévenu des désastres et de l'arrivée de l'Impératrice, il est accouru, prêt à offrir ses services, car il n'est plus rien.

« Entrez », lui dit-on, en lui montrant la porte de la salle du conseil toute couverte de toiles grises, et où nul huissier, nulle consigne n'arrêtait les visiteurs. Le voyant, l'Impératrice le remercie et l'invite à assister à la délibération : c'était au moment où l'indécision de

tous et la loquacité de certains étaient à leur comble.

Le général Chabaud-Latour, cependant, sur une question de l'Impératrice, déclare que la défense de la capitale exige la proclamation de l'état de siège. Mais il n'y a pour ainsi dire pas de troupes à Paris, objecte-t-on; et la discussion continue sans aboutir à rien de pratique; à la fin, M. Haussmann, invité par l'Impératrice à donner son avis, s'exprime nettement, sans phrases : « Il faut séance tenante proclamer l'état de siège, c'est indispensable, pour la sûreté du trône qui va être menacé, et pour la défense du territoire et de la capitale. S'il n'y a pas assez de troupes, il faut faire venir celles restant encore en Algérie et les régiments d'infanterie de marine qui sont dans nos ports. Mais déjà l'amiral Rigault de Genouilly, à la première nouvelle de la défaite, à une heure et demie du matin avait pris sur lui de les appeler à Paris dans les quarante-huit heures; il faut faire une proclamation annonçant ces mesures. L'autorité, le bon sens pratique des avis de M. Haussmann font impression, et l'Impératrice lui demande de rédiger la proclamation. Il se met à l'angle d'une table et écrit. Une fois cette décision prise, l'amiral Rigault de Genouilly et les généraux Dejean et Chabaud-Latour se mettent vite d'accord pour l'exécution des mesures urgentes, et ils le font avec une précision et une justesse qui eurent des résultats aussi favorables que le permirent les circonstances. L'amiral Rigault de Genouilly, homme d'autorité, se mêlait peu aux discussions parlementaires qu'il considérait comme oiseuses. Il avait été à l'École polytechnique avec le général Dejean, et tous deux étaient très liés. Le général Dejean qui n'était que ministre inté-

rimaire — avant le départ du maréchal Le Bœuf, il était directeur du Génie au ministère, — avait aux yeux de plusieurs de ses collègues le grand défaut d'être modeste et surtout de ne pas être orateur : mais il savait à fond son métier, avait un grand bon sens, était travailleur et actif.

L'amiral Rigault de Genouilly et lui décidèrent, outre l'appel des régiments d'infanterie de marine à Paris dans les quarante-huit heures, le transport en France des régiments restés en Algérie, et la mise à terre des équipages de la flotte, qui viendraient à Paris constitués en bataillons, tandis que le régiment d'artillerie de marine enverrait de Lorient deux mille artilleurs commandés par le général Pélissier : on leur confierait, ainsi qu'aux canonniers de la flotte, la défense des forts extérieurs de Paris : ils les armeraient et les garniraient d'artillerie, les considérant comme « des vaisseaux échoués », disait l'amiral Rigault de Genouilly. Voici ces dépêches :

Aux cinq préfets maritimes :

« Déchiffrez vous-même. Bataille perdue. Tous les efforts à faire pour défendre la capitale; suspendez armement des transports, et avisos; organisez les équipages en bataillons et tenez-les prêts à venir à Paris. »

Aux cinq préfets :

« Envoyez immédiatement à Paris les régiments d'infanterie de marine; qu'ils arrivent le 9 et le 10. »

Au préfet de Lorient :

« Envoyez à Paris toutes les batteries d'artillerie : envoyez le général Pélissier avec les troupes (2,000 artilleurs). »

Le conseil se sépara vers 6 heures du matin. Le général de Chabaud-Latour se rendit directement 12 rue Saint-Dominique, au comité du génie, où habitait le secrétaire, le colonel Segretain. Il eut avec cet officier une longue conversation. L'Impératrice, lui dit-il, avait appelé, cette nuit, aux Tuileries, les ministres, les membres du conseil privé et quelques militaires. Elle avait lu des dépêches annonçant les défaites et l'on avait décidé des mesures que le comité du génie devait cette après-midi — quoique ce fût dimanche — mettre à exécution; il fallait que le colonel Segretain convoquât sans perdre une minute tous ses membres pour une heure.

Le général de Chabaud-Latour ajouta qu'il avait été impressionné par le courage digne et simple de l'Impératrice : « Ne vous occupez pas de l'Empereur et de mon fils, mais uniquement du pays », avait-elle dit.

Dans la journée le comité décida la construction de casemates, de magasins de siège dans les forts et sur les remparts, l'établissement de ponts-levis et de fermetures aux portes, aux lignes de chemin de fer et au lit de la Seine, le tracé de nouveaux forts ou ouvrages extérieurs et l'organisation de la défense de Saint-Denis.

Rentrés vers 6 heures, les ministres retournèrent encore aux Tuileries vers 8 heures. Aussitôt réunis,

l'Impératrice leur lit de nouvelles dépêches annonçant la retraite générale de l'armée sur Châlons : les ministres approuvent et l'Impératrice le fait télégraphier à l'Empereur, puis on parle de la situation intérieure.

Par bonheur, les Chambres sont en congé, et voilà cependant que plusieurs ministres ont l'inconcevable idée d'en demander la convocation. Lorsque les difficultés, les embarras sont si grands, comment vouloir y ajouter encore la plus grosse et la plus dangereuse des calamités, celle d'avoir un parlement en temps de crise, quand il faut agir et non parler?

Et trois ministres menacent l'Impératrice de donner leur démission devant l'invasion, si elle ne convoque pas les députés, si bien qu'elle est obligée de céder : un décret illégal — car l'Empereur seul peut convoquer la Chambre — est rédigé; les Chambres sont convoquées pour le 11 août. Le décret paraîtra à l'*Officiel* dans la journée.

On dirait les Grecs du bas-Empire discutant du sexe des anges, lorsque le canon des Turcs fait brèche dans les murailles de Byzance.

Pendant cette discussion l'Impératrice reçoit encore deux dépêches de Metz : une de l'Empereur de 8 heures 25, disant que l'on n'avait pas de nouvelles de Frossard, et une du Prince Impérial dont la jeunesse enjouée et insouciante n'était pas effleurée par ce malheur : « Metz 8 heures 35, écrivait-il, nous allons bien papa et moi. Papa s'apprête à faire un mouvement pour couper les Prussiens; tout le monde est content à Metz.

Louis. »

Les ministres se séparent vers 11 heures pour revenir encore aux Tuileries à 2 heures Pendant leur conseil de 8 heures du matin se passa, au cabinet du ministre de la guerre rue Saint-Dominique, un incident qui frappa les officiers d'ordonnance du ministère et que ceux qui vivent à l'heure actuelle se rappellent : le colonel de Clermont-Tonnerre chef du cabinet dictait des lettres ou des dépêches, quand le général Trochu entra dans leur bureau et les prenant comme auditeurs, il commença : « Avez-vous lu mon livre... j'avais tout prévu... » Ces officiers avaient à travailler, ils ne savaient comment éviter ce discours ; ils continuèrent leur besogne, ce qui n'arrêta pas l'intarissable général.

Le dimanche, 7 août 1870, il faisait à Paris un temps splendide et le soleil autant que la chaleur avaient chassé beaucoup de citadins de leurs demeures dès le matin. Vers 10 heures, les affiches clairsemées de la proclamation du conseil des ministres parurent sur les murs et les numéros supplémentaires de l'*Officiel* donnant la proclamation et les dépêches arrangées furent mis en vente dans les kiosques des marchands de journaux : placards et journaux eurent d'abord peu de lecteurs ; mais peu à peu les mauvaises nouvelles se répandirent et lorsque vers une heure ou deux heures, après déjeuner, la foule envahit les gares des lignes de banlieue, pour aller passer l'après-midi à la campagne, ce fut une explosion, et les récriminations et les malédictions commencèrent : « C'est la faute de l'Empereur, c'est la faute de Le Bœuf, c'est la faute de Frossard, de Failly, etc... Voilà ce que c'est que de prendre des généraux de salon... c'est surtout la faute du minis-

tère. » L'on ne peut croire aujourd'hui à quel degré invraisemblable d'impopularité tombèrent dès ce moment les ministres qui avaient déclaré la guerre.

Personne ne voulait penser que c'était la faute de toute la nation et que chacun en particulier, à un bien petit nombre d'exceptions près, avait demandé et acclamé la guerre.

Dans la matinée un ministre avait été parler à l'Impératrice du remplacement du général Dejean par le général Trochu au ministère de la Guerre. Le général Trochu est orateur... il est populaire. Le général Dejean, au contraire, est inconnu et n'apporte aucune force à ses collègues, tandis que le ministère, en s'adjoignant le général Trochu, profitera de sa popularité.

L'amiral Rigault, qui apprend cette combinaison, en prévient le général Dejean : aussi celui-ci, lorsque dans l'après-midi les ministres se réunissent de nouveau aux Tuileries, s'adresse à l'Impératrice et lui expose qu'il considérerait sa retraite du ministère en ce moment comme une fuite, mais que si l'on a besoin de sa place, il sera trop heureux d'aller reprendre son commandement à côté du maréchal de Mac-Mahon, à l'armée du Rhin.

L'Impératrice le remercia et le pria de conserver ses fonctions.

L'Impératrice, malgré tout, a-t-elle fait une démarche auprès du général Trochu dans la matinée du 7 août? L'amiral Jurien de la Gravière et M. Schneider, à en croire le général Trochu, seraient venus en son nom lui offrir la *présidence du conseil* et le soin de former un ministère; mais il est impossible de croire un seul mot du général Trochu; qu'on en juge : il a

écrit, en 1872 et 1873, deux livres. L'un : *Pour la vérité et la justice;* l'autre : *la Politique et le siège de Paris.* Dans le premier, page 83, il écrit à propos de cette journée du 7 août : « Le commandement de Paris m'a été offert officieusement... » Dans le second, page 53 : « Je nie formellement que le commandement de Paris m'ait été offert. »

A 2 heures de l'après-midi, les ministres et les membres du conseil privé sont réunis aux Tuileries; plusieurs d'entre eux, entre autres M. Rouher qui était la veille et le matin à sa propriété de Cercey et qui vient d'en arriver, n'assistaient pas à la séance de la nuit et à celle du matin. Pour ceux-là, l'Impératrice, en ouvrant la séance, rappelle que la retraite et la concentration de Châlons décidée à Metz ont été « approuvées dans la matinée par le conseil des ministres ».

A cette communication, M. Rouher proteste : abandonner l'Alsace, la Lorraine et une partie de la Champagne, c'est inadmissible. Il n'y a pas à envisager uniquement la position stratégique, « il faut aussi tenir compte du moral du pays et chercher, dans une passe aussi terrible, à le remonter et non pas à l'abattre; or, la retraite jusqu'à Châlons, dès qu'elle sera connue, produira un effet néfaste; avant de s'y résoudre, il faudrait savoir si c'est d'une nécessité absolue. »

Sur ces observations, les ministres qui avaient approuvé par un télégramme envoyé à l'Empereur la retraite sur Châlons, demeurent d'abord décontenancés, hésitent, puis, peu à peu persuadés, retournés par la parole de M. Rouher, finissent par se ranger à son avis, et leur président envoie ce nouveau télégramme à l'Empereur :

« Nous avons répondu un peu vite ce matin sur l'effet de la retraite de Châlons. L'effet ne sera pas bon... Dejean n'inspire confiance à personne, dans le public : *il est probable que si nous ne prenons pas l'initiative la Chambre le renverra.* Je demande à Votre Majesté de m'autoriser à signer, en son nom, le décret qui nomme Trochu : l'effet sera infaillible.

« E. OLLIVIER. »

Le ministère affolé est de plus en plus persuadé que la popularité du général Trochu le sauvera, et M. Émile Ollivier, sans attendre la réponse de l'Empereur, va renouveler ses instances, que le général repousse.

A 2 heures et demie, l'Impératrice, satisfaite des mesures militaires décidées dans la matinée et déjà en voie d'exécution, télégraphie à l'Empereur :

« Dans vos opérations militaires, ne vous préoccupez pas de l'opinion de Paris. L'important n'est pas de faire vite mais de bien faire... Dans trois jours, nous aurons à Paris 29,000 hommes de bonnes troupes, plus les quatre régiments d'Afrique. Avec la garde nationale, il sera facile de les porter à 40,000 hommes. On se maintiendra facilement, si une armée tient la campagne. L'audace avec laquelle ils procèdent leur sera fatale, si nous ne prenons pas une revanche trop vite. »

Dans cette séance où l'Impératrice s'absente par moments ainsi que le chef du cabinet pour dicter ou écrire des télégrammes à l'Empereur, les ministres discutent sur l'opportunité de la présence du Prince Impérial à l'armée et émettent l'avis que, vu les dangers qu'il y court, le prince devrait revenir à Paris. Ils s'inquiètent aussi de la santé de l'Empereur : peut-être

n'est-il pas en état de commander? Les ministres comptent sur M. Maurice Richard qui est en ce moment à Metz pour leur dire à son retour ce qu'il en est.

La conclusion de cette discussion ne manque pas de piquant. A peine les ministres ont-ils demandé le retour du Prince Impérial à Paris, que M. E. Ollivier télégraphie à l'Empereur :

« A l'unanimité, le conseil des ministres et le conseil privé croient qu'il serait bon que le Prince Impérial revînt à Paris.

« E. OLLIVIER. »

Et l'Impératrice y ajoute :

« Je n'ai pas cru devoir m'y opposer.

« EUGÉNIE. »

Puis avec son chiffre spécial, elle fait suivre ce télégramme des ministres approuvé par elle de celui-ci :

« Pour des raisons que je ne puis pas expliquer dans cette dépêche, je désire que Louis reste à l'armée et que l'Empereur promette son retour sans le faire effectuer ; le conseil des ministres et le conseil privé pensent unanimement, au point de vue politique, que la concentration stratégique des forces militaires sera approuvé par le pays. »

Ainsi l'Impératrice est en contradiction complète avec les ministres, et pour expliquer à l'Empereur ce qu'elle ne peut dire dans une dépêche, elle fait mander par télégramme, auprès d'elle et d'urgence, le capitaine de vaisseau Charles Duperré qui commande le *Taureau* à Cherbourg, et en qui, à juste titre, elle a une confiance absolue.

L'heure s'avançant, les ministres se séparent et rentrent chez eux. M. Ollivier a fait appeler au ministère de la justice le général Trochu qu'il veut décider à devenir son collègue, mais il emploie, en vain, toutes les ressources de son éloquence, et une heure après avoir quitté les Tuileries, il télégraphie de la place Vendôme à l'Impératrice :

« Le général Trochu vient de me déclarer qu'il ne peut pas prendre le ministère de la Guerre et qu'il faut le laisser. » En même temps, l'Impératrice reçoit de Metz une dépêche de l'Empereur annonçant que nulle part l'ennemi ne poursuit nos troupes, et que le corps du général Frossard s'est concentré à Puttelange. Elle répond :

« J'ai reçu votre dépêche, j'en suis très contente. Pour moi, il est évident que nous aurons un succès, si nous ne nous pressons pas. E. Ollivier vient de m'adresser cette réponse : « Trochu vient de me déclarer qu'il « ne peut prendre le ministère et qu'il faut le laisser. »

Puis, peu après, elle télégraphie de nouveau à Metz ces lignes qui sont grosses de conséquences, car on y voit pour la première fois le nom du maréchal Bazaine :

« L'opinion est montée à Paris contre le maréchal Le Bœuf et le général Frossard. On les accuse d'avoir amené les défaites. *Entendez-vous avec le maréchal Bazaine pour les opérations à venir.* »

A 6 heures du soir, l'Empereur fait savoir que l'on n'a encore que des « détails très vagues » et que « l'on dit qu'il y a eu plusieurs charges de cavalerie. »

A Paris, particulièrement sur les boulevards, à partir de 4 heures, les groupes se sont peu à peu formés, et

vers 9 heures, de la Madeleine à la Bastille, la foule est débordante. On lit les journaux, on discute; on conspue le ministère; il faut mettre les ministres en arrestation... Tout ce qui arrive est de leur faute...

Ceux qui ont vécu ces jours-là se rappellent la terrible angoisse qui torturait les cœurs.

Anéantis, trompés dans notre foi aveugle, tous, il faut le dire, nous avions désiré la guerre, croyant, dur comme roche, à l'invincibilité de notre armée, ne cessant de répéter comme un axiome que : « Là, où est le soldat français, là est la victoire » , et maintenant brutalement détrompés par le coup terrible qui brisait nos espérances et notre enthousiasme trop violent des premiers jours, nous maudissions les ministres. Porte-paroles du pays, tous, depuis Sadowa, s'étaient opposés, comme députés, aux armements déclarés indispensables par l'Empereur, le maréchal Niel et M. Thiers; devenus ministres depuis six mois, ils avaient diminué le contingent, arrêté toutes les mesures en cours d'exécution et crié bien haut qu'ils désarmaient. Aussi leur reprochait-on les défaites et il leur était devenu impossible de gouverner en raison de leur impopularité En fait, une seule autorité restait à Paris, celle du maréchal Baraguay d'Hilliers.

Dans la nuit du 6 au 7, l'Impératrice, en partant de Saint-Cloud pour Paris, n'avait fait réveiller ni ses nièces — les demoiselles d'Albe — ni les dames de sa maison — la maréchale Pélissier, la comtesse Clary, Mme de Rayneval et Mlle de Larminat. Le dimanche matin seulement, elles apprirent les événements. Toutes furent bientôt prêtes, et partirent retrouver l'Impératrice.

Peu de temps après leur départ, la maréchale Canrobert, qui n'avait pas eu de nouvelles dans la journée du 6, se présente au château de Saint-Cloud. Il était 9 heures.

Elle ne voit personne au perron; elle entre. Le vestibule est vide. C'est dimanche. On est à la messe sans doute. Elle monte l'escalier : toujours personne. Il y a cependant des malles sur le palier. Les portes sont toutes grandes ouvertes. On dirait qu'on est parti subitement. Elle circule partout : toujours personne. A la fin, elle rencontre une employée à la lingerie, occupée à emballer et qui la met au courant du départ de la nuit et du matin.

Elle retourne à Paris, va directement aux Tuileries où l'Impératrice la reçoit et lui remet une copie du télégramme qu'elle vient de recevoir et que la maréchale a gardé dans ses papiers.

« Metz, 7 août, 8 heures 30 matin.

« Pour nous soutenir ici, il faut que Paris et la France consentent à de grands efforts de patriotisme. Ici on ne perd ni le sang-froid, ni la confiance, mais l'épreuve est sérieuse. Mac-Mahon, après la bataille de Reichshoffen, s'est retiré en couvrant la route de Nancy. Le corps de Frossard a été fortement atteint. On prend des mesures énergiques pour le défendre.

« Le major général est aux avant-postes.

« Napoléon. »

Pendant que l'Impératrice dans l'après-midi préside le conseil des ministres et le conseil privé, les

députés de la gauche présents à Paris se réunissent. Au 18 de la rue de la Sourdière, voie étroite, sombre et sale qui va de la rue Saint-Honoré à la rue Gomboust, est une maison sinistre à laquelle d'énormes grilles, dont les barreaux sont terminés en pointes, donnent un aspect de prison; c'est là que les députés de l'opposition ont établi le siège de leurs réunions et c'est là qu'ils décident de demander la convocation immédiate des Chambres et chargent leur chef, M. Jules Favre, d'aller présenter leur requête à M. Schneider. A la demande du chef de la gauche, le Président du corps législatif répond que les ministres ont été au-devant de son désir et de celui de ses amis, et qu'un décret va paraître à l'*Officiel* annonçant la convocation pour le 11 août. Cette date paraît trop éloignée au député et il insiste pour la réunion immédiate — pour le lendemain lundi. — M. Schneider promet de transmettre ses observations, et en effet sur son intervention, les ministres, dans la soirée, coupent la poire en deux, et décident la convocation pour le 9. Ainsi dans le numéro de l'*Officiel* paru le lendemain 8, on peut voir à la fois deux décrets, le premier convoquant la Chambre le 11, le deuxième la convoquant le 9.

Dans la matinée du lundi 8 à Metz, l'Empereur, sur la lettre que lui a envoyée le lieutenant-colonel Fay, a prescrit la réunion sous Metz des corps de l'armée de Lorraine, et sous Paris la création d'une nouvelle armée, dont le 6e corps, aux ordres du maréchal Canrobert, sera le premier élément.

C'est à 10 heures que l'Empereur a pris cette décision. A 10 heures 25, il a prévenu le ministre de la Guerre et envoyé le général Reille au camp de Châ-

lons pour aviser le maréchal Canrobert. Mais auparavant il a télégraphié à l'Impératrice :

« La retraite sur Châlons devient trop dangereuse. Je puis être plus utile en restant à Metz avec 100,000 hommes bien organisés. Il faut que Canrobert retourne à Paris et soit le noyau d'une nouvelle armée. Ainsi deux grands centres : Paris et Metz. Telle est notre conclusion. Prévenez-en le conseil. Rien de nouveau.

« NAPOLÉON. »

L'Impératrice répond ; elle veut persuader l'Empereur que Paris est calme et que la révolution n'y est pas à craindre. Elle est préoccupée — et elle a raison — de concentrer pour l'action, devant l'ennemi, le plus grand nombre de forces. De plus l'arrivée du général Changarnier dont on lui a annoncé la présence à Paris l'inquiète. Elle redoute ce nouveau venu, auquel l'exil et la disgrâce donnent une auréole particulière. Peut-être l'opinion et les députés vont-ils le désigner pour être à la tête d'une armée? Elle pense alors au général Palikao demeuré à Lyon pour un grand commandement actif, et elle dicte au lieutenant de vaisseau Conneau la dépêche suivante à l'Empereur :

« Paris, 8 août, 10 heures du matin.

« Ne vous préoccupez pas de Paris, j'en réponds. Nous nous occupons aussi de former une armée ici. Ne vous privez pas de Canrobert. Vous n'aurez jamais trop de monde. Nous avons appelé Palikao pour former une armée à Paris. L'opinion le désigne. Changarnier arrivé

ce matin a demandé une audience au ministre. Essentiel prévenir demande en envoyant Palikao. »

Il semble que les ministres aient fait quelque résistance au choix du général Palikao, car ce n'est qu'assez avant dans la soirée que M. E. Ollivier lui télégraphie en le prévenant qu'un train spécial est à sa disposition.

A Metz, M. Maurice Richard voit l'Empereur (dans la journée du 7 et la matinée du 8), et il le trouve « affalé, absorbé sur sa carte, ne répondant rien. Poussant des soupirs et se tenant le côté gauche, de temps en temps il répète : « Quel malheur ! » Mais pas un mot de récrimination... Son dos voûté, ses mouvements si lents donnent à M. Maurice Richard l'impression d'un homme qui est au bout de la vie et que la souffrance et la maladie mettent hors d'état de commander. La veille et dans la journée, le général Lebrun et MM. Davillier et Franceschini Pietri lui ont conseillé de rentrer à Paris et de remettre le commandement au maréchal Bazaine. Tous les ministres à Paris pensent de même. L'Impératrice conseille aussi la remise du commandement au maréchal Bazaine ; mais, par contre, à l'idée que l'Empereur peut revenir à Paris, elle se cabre toute droite et lui adresse *directement* la réponse à la dépêche de M. Franceschini-Pietri proposant son retour dans la capitale. « Avez-vous réfléchi à toutes les conséquences de votre rentrée à Paris sous le coup de deux revers. » Et l'Empereur cède, comme toujours, aux colères de l'Impératrice ; car c'est ce qu'il redoute le plus au monde. Il renonce ainsi à revenir, abandonne le projet de la constitution de deux armées, l'une à Metz et l'autre à Paris, et le soir même, décide

que le 6e corps sera appelé à Metz que les 1er, 5e et 7e corps devront chercher à y venir aussi. Et, pour disposer dans une bataille de toutes les troupes réunies autour de la ville, il demande l'envoi de huit quatrièmes bataillons à Metz, qui constitueront la garnison de la place que l'armée n'aura plus à fournir.

Le soir, l'Empereur épuisé ne peut dîner : il se couche. Vers 7 heures, il fait appeler le capitaine Pierron, et, lui montrant plusieurs dépêches entassées sur la table de nuit à côté de son lit : « Voulez-vous me les lire? » Et le capitaine commence. A la deuxième ou troisième l'Empereur l'arrête. « Je souffre trop... je n'en peux plus... Laissez-moi... » Vers 10 heures du soir, le capitaine Vosseur, revenant de Puttelange, où il a vu le général Frossard, est introduit. Il voit l'Empereur couché, somnolant, mais qui trouve cependant moyen d'être aimable et de le remercier.

A Paris le lundi 8 août, vers midi, l'Impératrice fit appeler M. Chevreau, préfet de la Seine. En 1868 lors de la mort de M. de Moustier et en décembre 1869 l'Empereur avait voulu l'avoir comme ministre de l'Intérieur, mais les deux fois M. Chevreau avait refusé. L'Impératrice, sachant que l'Empereur le jugeait capable d'être un véritable homme d'État, lui demanda de se charger de constituer un nouveau cabinet, parce qu'elle prévoyait que celui en fonctions tomberait le jour de la réunion des Chambres, « si toutefois une émeute dans Paris ne l'obligeait pas à démissionner auparavant ».

M. H. Chevreau exposa « qu'après les revers et au moment où le sol de la France était envahi, seul, un cabinet présidé par un militaire pouvait donner satisfac-

tion à l'opinion et le général Palikao lui paraissait tout désigné. » L'Impératrice fut d'autant plus frappée de ce que lui disait M. Chevreau qu'elle avait déjà eu la même idée et l'avait télégraphié à l'Empereur à 10 heures : aussi pria-t-elle M. Chevreau d'envoyer une dépêche au général Palikao à Lyon pour l'inviter à se tenir prêt à répondre au premier appel qui lui serait adressé.

M. Chevreau prononça ensuite le nom de divers personnages politiques susceptibles d'entrer dans le nouveau cabinet et proposa M. Jérôme David pour le ministère de l'Intérieur; il était dévoué à l'Empire, énergique et jouissait d'une autorité incontestable au Corps législatif comme chef des bonapartistes autoritaires, c'est-à-dire l'adversaire du ministère qui avait déclaré la guerre.

Actuellement il est vice-président de la Chambre, et en 1869, il a été question, lorsque le choix de leur bureau a été accordé aux députés, de l'appeler à la présidence en place de M. Schneider. Il est lié de longue date avec l'Impératrice, et souvent il se fait son porte-parole et son champion dans les milieux politiques. En 1867, lors des débats sur la liberté de la presse et du droit de réunion, il a, sur la demande de la souveraine, cherché à faire retirer ce projet de loi qui émanait de l'initiative de l'Empereur; ce qui faisait dire à un sénateur à qui il demandait de l'aider qu'il s'agissait d' « une petite intrigue de ministre en herbe sous cotillon ».

Au moment de la candidature Hohenzollern il a jeté feu et flammes et a été un matin voir l'Empereur à Saint-Cloud. Entré plein d'exaltation, il est sorti de

l'entrevue avec une figure décomposée : « Ça ne va pas du tout, dit-il en revenant à son secrétaire et ami M. Lara-Minot, l'Empereur ne veut pas de la guerre : il se dit malade : c'est l'Impératrice qui y tient... » et à ce moment comme il croisait un groupe hurlant *à Berlin :* « C'est commode maintenant de calmer ce peuple emballé. »

A l'entrée en campagne il est parti avec son ami M. Albert Cahen d'Anvers pour suivre nos soldats, et il a assisté le 6 août en compagnie de M. de Wendel, dont il était l'hôte, à la bataille de Forbach : il a vu l'Empereur la veille à Metz et est rentré à Paris à 4 heures ce matin.

L'Impératrice répond à la proposition de M. H. Chevreau en le priant de pressentir M. Jérôme David ce jour même; aussi à 2 heures, M. Noël des Vergers, chef du cabinet de M. Chevreau, va chez lui, 75, avenue des Champs-Élysées, et après une heure d'entretien le quitte pour rapporter son assentiment à M. Chevreau.

Le soir de ce jour M. Jérôme David dînait en compagnie de M. de Bouville, ancien préfet de Bordeaux, et de M. Wachter, un journaliste qui avait été avec lui à Saint-Cyr; il leur annonça qu'il s'attendait à être appelé d'un moment à l'autre par l'Impératrice. Avant la fin du dîner il était en effet demandé aux Tuileries, mais c'était par l'un des amis qu'il avait dans la maison impériale, et il fut étonné et même vexé de n'être pas ce soir-là ni reçu, ni consulté par la Régente.

Il sortit des Tuileries vers 9 heures et croisa les ministres convoqués pour un conseil qu'allait présider l'Impératrice : M. Durangel, amené par M. Chevandier

de Valdrôme, demeura dans le salon à côté de celui du conseil et il y remarqua une allée et venue continuelle de personnages politiques qui entraient, sortaient, causaient avec les dames, les aides de camp, les officiers d'ordonnance, les chambellans et les écuyers de service.

Dans cette séance, le général Dejean lut à ses collègues un projet de loi permettant le versement de la mobile dans l'armée active. C'était la mesure que le maréchal Niel jugeait indispensable en cas de guerre, et sans laquelle la création de la garde mobile devait être une superfétation. Les ministres acceptèrent ce projet; mais le surlendemain la Chambre le repoussa.

Tard, une députation de tous les partis du Corps législatif se présenta pour parler à l'Impératrice. Presque au même moment, le conseil était terminé et l'Impératrice entrait, suivie des ministres, leurs serviettes sous le bras, dans le salon où se tenaient les dames et où le thé était servi. Elle se retourna, et s'adressant à M. Émile Ollivier, elle lui offrit une tasse de thé. « Merci, Madame; si j'ai soif, une de ces dames me donnera un verre d'eau. » Ces paroles, le ton d'aigreur avec lequel elles furent prononcées et la contraction des traits de M. É. Ollivier frappèrent vivement M. Durangel, qui vit aussitôt après les ministres traverser le salon sans s'y arrêter, saluer l'Impératrice et s'en aller. Depuis, M. É. Ollivier a souvent exprimé, en termes violents, le dépit que lui causa la façon dont l'Impératrice chercha alors à confier les affaires du pays à un autre que lui.

Les ministres, en se retirant, passèrent en file in-

dienne devant les membres de la députation de la Chambre qui attendaient leur départ pour être introduits auprès de l'Impératrice. Un instant après, amenés devant elle, ils lui demandaient par l'organe de l'un d'eux, M. Jules Brame, le renversement immédiat des ministres qui étaient encore dans l'escalier. L'Impératrice répondit que sous le régime parlementaire, c'était à la Chambre, et non à elle, à décider du sort du ministère et elle ajouta qu'à son avis il était regrettable de créer une crise ministérielle en des moments si graves.

M. Brame ayant ensuite parlé de la nomination du général Trochu au ministère de la guerre, l'Impératrice lui répondit : « Eh bien, je le lui ai proposé, et savez-vous ce qu'il m'a répondu?... Qu'il accepterait peut-être, mais à la condition de blâmer tout ce qui avait été fait jusqu'à son arrivée au pouvoir. »

L'Impératrice disait-elle ce qu'elle pensait? Ne venait-elle pas dans la matinée de chercher avec M. Henri Chevreau à substituer au ministère en fonction un autre ministère de son choix, et n'était-ce pas parce qu'elle voulait le cacher aux représentants du régime parlementaire qu'elle s'exprimait ainsi?

M. Brame insista aussi pour la nomination du général Palikao au commandement de l'armée de Paris, et l'Impératrice lui annonça que le général devait être déjà en route. Là-dessus, la députation se retira.

M. Durangel était toujours dans le salon. L'Impératrice, le sachant par sa situation au courant des mouvements de l'opinion, l'avait prié de rester. Ayant congédié les personnes de service ce soir-là, elle l'appela,

et l'amena dans l'embrasure d'une fenêtre donnant sur le jardin réservé où est en partie aujourd'hui la rue des Tuileries.

Dehors la nuit était superbe avec une pleine lune d'août; les statues du jardin se détachaient en blanc sur le vert des bosquets et des plates-bandes; deux grenadiers en sentinelle, le bonnet de police sur l'oreille, faisaient les cent pas, l'arme sur l'épaule, se croisant, s'éloignant, pour revenir d'un pas rapide, comme s'ils avaient voulu se réchauffer ou se tenir éveillés. L'Impératrice alors regardant M. Durangel fut prise d'un accès de larmes : « Que pensez-vous, dit-elle, du retour de l'Empereur à Paris ? » Et sans attendre la réponse : « Ce n'est pas possible... Un Napoléon ne peut rentrer que victorieux à Paris... » M. Durangel n'avait rien à répondre; il s'inclina, et l'Impératrice, après lui avoir longtemps parlé avec exaltation dans le même sens, le congédia vers une heure et demie du matin.

L'Impératrice, malgré le chloral qu'elle prend à grandes doses depuis plusieurs jours, ne dort pas cette nuit plus que celles qui ont précédé. Dès le petit jour, on lui montre une dépêche de Bruxelles qui annonce, sur un renseignement fourni par le général Chazal, l'attaque prochaine de l'armée de Metz par les trois armées allemandes concentrées et présentant un effectif de 450,000 hommes; puis elle reçoit le capitaine de frégate Duperré qui vient de Cherbourg et qu'elle a appelé pour l'envoyer auprès de l'Empereur. Il doit d'abord empêcher l'Empereur et même le Prince impérial de revenir à Paris : « J'aime mieux le voir tué à l'ennemi que devenir un nouveau Louis XVII », répète-t-elle. Et

le *Times* prétend qu'elle a déclaré que, si le Prince revenait, elle le ramènerait séance tenante à l'armée. Peu importe l'authenticité de ces mots. Ce qui est positif, c'est qu'elle ne veut pas du retour de l'Empereur et du Prince dans la capitale, malgré les ministres qui pour lui forcer la main ont fait publier la veille (8 août) par l'agence Havas une dépêche annonçant la rentrée de son fils à Paris ; elle charge encore son messager de confiance d'obtenir de l'Empereur la démission du maréchal Le Bœuf, à laquelle elle tient d'une façon particulière.

Dans la soirée du 8 ou la matinée du 9 août, à en croire un ancien député, M. Darimon, et un agent diplomatique danois, M. Hansen, les ministres auraient appris qu'à l'ouverture des Chambres qui doit avoir lieu ce jour même, 9 août, à deux heures, les députés de la gauche ont formé le projet de faire envahir le corps législatif et proclamer la République et que, pour parer ce coup, ils ont décidé de faire arrêter une trentaine de leurs collègues qu'ils feront conduire à la prison du Havre.

Est-ce vrai? Les ministres parlementaires qui s'étaient fait une situation en déblatérant contre le coup d'État en auraient-ils aussi médité un? C'est douteux. Et ces ministres étaient alors accablés d'une impopularité si intense qu'il leur était impossible de rien tenter, surtout pas un coup de force : il ne leur restait qu'à passer la main à d'autres.

Un seul homme eût pu agir énergiquement, le maréchal Baraguay-d'Hilliers, commandant l'armée de Paris; mais de tout temps, il avait été mal avec le général Palikao et avait appris avec beaucoup d'aigreur

sa prochaine arrivée à Paris. Déjà, depuis la nouvelle des défaites, il voulait se retirer : il l'avait dit à M. Chevandier de Valdrôme. Avec l'Impératrice il avait eu la veille (8 août) une explication désagréable. Des troupes ayant été commandées pour prendre position le soir dans la cour du Carrousel, l'Impératrice avait proposé au vieux maréchal de leur faire apporter de la nourriture des cuisines du château. « Non, avait-il répondu; on dirait que c'est le repas des gardes du corps... » faisant allusion au banquet de l'Orangerie en 1789, où l'apparition de Marie-Antoinette avait soulevé l'enthousiasme et provoqué le rejet des cocardes tricolores. Ce même matin, l'Impératrice lui ayant dit qu'il faudrait prendre des précautions pour empêcher l'envahissement du Palais-Bourbon si on le tentait : « Des émeutiers, des braillards... je balayerai tout cela, et, s'il faut tirer, je tirerai... » L'Impératrice, d'un ton d'autorité, l'arrêta net par ces mots : « Pas sans ordre, n'est-ce pas » ? Le maréchal alors, comme s'il eût été blessé, déclara d'une façon formelle qu'il ne voulait plus garder son commandement. L'Impératrice, qui le savait homme d'énergie, voulut le retenir. Rien n'y fit, et, aussitôt qu'il eut quitté les Tuileries, elle télégraphia à la princesse Mathilde à Saint-Gratien pour lui demander de venir à Paris. Deux heures après, la princesse, accompagnée de M. Benedetti, causait avec l'Impératrice qui la priait d'aller voir le maréchal et d'obtenir de lui qu'il revînt sur sa résolution.

La princesse se rendit alors place Vendôme, où le maréchal la reçut. Elle commença par faire appel à son dévouement : l'heure était grave, dangereuse; il ne

pouvait abandonner un poste périlleux. Rien n'agit sur le maréchal. Alors à bout, la princesse, se levant et le regardant en face avec cette attitude superbe pleine de majesté dont elle avait le secret : « C'est lâche, ce que vous faites. Vous avez profité de l'Empire tant qu'il a été heureux, maintenant que la chance tourne, vous l'abandonnez ! » Et elle sortit.

Plusieurs années après, un dimanche, vers deux heures, la princesse Mathilde recevait dans son salon de la rue de Berri ; parmi les visiteurs se trouvait le général Bourbaki. Le maréchal Baraguay-d'Hilliers entre ; la Princesse le voit, et, de sa voix bien timbrée, en le regardant en face, lui crie : « Sortez. » Le maréchal veut prendre la chose en badinant ; mais la princesse se lève et lui coupe la parole par un « Sortez ! » encore plus net.

Ceux qui ont connu la princesse Mathilde, et qui ont pu juger de l'ardeur de ses sentiments et de la hauteur de son caractère tout d'une pièce, savent avec quelle autorité et quel feu elle sentait et s'exprimait, et seuls, ils peuvent comprendre à quel degré ces deux scènes furent saisissantes.

Quant au vieux maréchal, quelques années avant ces événements, il avait déjà voulu, lorsqu'il commandait à Tours, être relevé de ses fonctions, invoquant son âge et son état de santé, disant qu'il ne pouvait plus être bon à rien. L'Empereur l'en avait dissuadé par une lettre où il lui disait : « Ce sont les vieux drapeaux mutilés (le maréchal avait un bras de moins) qui conduisent les jeunes soldats à la victoire. »

De mauvaise humeur depuis le 8 août, le maréchal Baraguay-d'Hilliers devint tout à fait furieux à partir

de l'arrivée au ministère de la guerre du général Palikao et il se refusa à appliquer aux journaux, et en particulier à celui du citoyen Delescluze, le *Réveil*, les prescriptions de l'état de siège. Alors, l'Impératrice, pour trancher dans le vif, signa la nomination du général Soumain au poste de commandant de la place de Paris avec avis de signifier au maréchal son départ de la place Vendôme. Le général Soumain, peu soucieux de cette mission, demanda qu'on lui adjoignît le général de Montebello qui parlerait au nom de la Régente : ce fut accordé. « Les deux généraux, reçus par le maréchal, lui remirent la copie d'un décret rendu en conseil des ministres qui le relevait de ses fonctions. « Ah ! dit-il, c'est bien : on me f..... à la porte. Je m'en vais. » Et, prenant son chapeau (en panama), il sortit laissant les deux généraux seuls dans son cabinet. »

Ainsi, le 9 août, le commandant militaire de Paris ne voulait plus rester à son poste ; et en fait, il n'y avait plus de gouvernement, car l'action des ministres était nulle, et, à l'ouverture des Chambres, ils allaient être renversés. Pendant ce temps l'émeute était presque à l'état permanent dans la rue, et nulle autorité n'existait pour prêter main-forte à la Régente, lui fournir un appui, maintenir le pouvoir et réprimer la révolution. C'était une situation terrible pour l'Impératrice ; elle sut la traverser sans désespérer une seule minute et repousser tous les avis de répression à main armée ou de coup de force qu'on lui proposa, pour ne s'occuper que du pays : « Quand l'ennemi est sur notre sol, je ne veux pas qu'une seule goutte de sang français soit versée par mon ordre ou pour notre cause personnelle, » répéta-t-elle à plusieurs reprises.

Le général Palikao, parti de Lyon le 8 au soir, dans un train spécial, arriva à Paris, dans la matinée du 9, et se rendit immédiatement aux Tuileries, où il fut introduit auprès de l'Impératrice.

A l'annonce de son nom, Sa Majesté, qui était avec les ministres, se leva, et, allant au-devant de lui, lui tendit la main avec effusion comme à un messie impatiemment attendu.

Immédiatement elle engagea la conversation, en présence d'un ministre, lui parlant du commandement de l'armée de Paris ou du poste de major général de l'armée du Rhin, à Metz, en remplacement du maréchal Le Bœuf. Mais le général Palikao l'interrompit par cette question : « Avant tout, me nommez-vous maréchal de France? » Il s'agissait bien de cela. L'Impératrice le lui fit comprendre : il n'insista pas et il fut décidé qu'il partirait pour Metz remplacer le maréchal Le Bœuf, et l'Impératrice le télégraphia à l'Empereur.

« Paris, 9 août, 1 heure 13 soir.

« Le général Palikao accepte et part immédiatement pour Metz. Il faudrait que la démission du maréchal (Le Bœuf) fût donnée avant son arrivée. Cette mesure, je crois, calmera la Chambre. Tout va bien ici ; l'ordre ne sera pas troublé. Le conseil et moi ne sommes pas de l'avis apporté par M. Maurice Richard (retour de l'Empereur à Paris pour y constituer une nouvelle armée). — Je vous embrasse tendrement, ainsi que Louis : ma tendresse augmente avec les événements. »

Tout surpris de l'envoi inopiné du général Palikao à Metz, l'Empereur répond sur le coup :

« Je ne comprends rien à l'envoi de Palikao à Metz : il ne peut rien changer à la situation. Je pensais que c'était la démission du ministre de la guerre que l'on demandait. L'autre (celle du major général) est impossible. Pour ce qui concerne l'armée, il ne faut rien faire sans me consulter. Changarnier est venu à Metz se mettre à ma disposition. »

Ce à quoi l'Impératrice, qui sait que le ministère est condamné par l'unanimité de la Chambre et qui vient d'apprendre, par une dépêche de l'Empereur, que le maréchal Bazaine a pris le commandement des troupes réunies à Metz, répond :

« La situation deviendrait plus grave que vous ne croyez si Palikao n'était pas ministre de la guerre. Le maréchal Le Bœuf est rendu responsable des ordres et contre-ordres donnés qui sont connus à Paris.

« On vient de me dire qu'on demandait à la Chambre son remplacement. Le général Palikao ne va plus à Metz. Je suis en crise ministérielle : ne vous inquiétez pas. Il est urgent, pour satisfaire l'opinion publique, qu'à l'ouverture de la Chambre on annonce le remplacement du maréchal Le Bœuf. »

Cette dépêche à l'Empereur dictée, elle envoie celle-ci personnellement au maréchal Le Bœuf :

« 9 août, 2 heures.

« *L'Impératrice au maréchal Le Bœuf.*

« Au nom de votre ancien dévouement, donnez votre démission de major général : je vous en supplie. Je

sais combien cette détermination va vous coûter; mais, dans les circonstances actuelles, nous sommes tous obligés au sacrifice. Croyez qu'il n'en est pas de plus dur que la démarche que je fais auprès de vous.

« Eugénie. »

Puis pour satisfaire l'opinion et faire pression sur l'Empereur et le maréchal Le Bœuf, elle fait envoyer au *Journal officiel* une note qui paraîtra le lendemain 10 août et annoncera — ce qui est faux — que le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun viennent de donner leur démission.

A ce moment, d'une heure à deux heures, la foule envahit la place de la Concorde et les abords du Palais-Bourbon. Sont-ce les soldats de la révolution convoqués par les députés de la gauche? Le maréchal Baraguay-d'Hilliers, quoiqu'il veuille se retirer, tient à honneur, étant encore commandant militaire de Paris, de faire son devoir. On le voit, son bras coupé, aller, venir, droit, raide, donnant des ordres positifs aux troupes, en imposant à tous, aux députés, aux soldats, au peuple, par sa tenue énergique et son regard décidé. Grâce à lui, la foule est maintenue et le Corps législatif n'est pas envahi, malgré les cris que la foule répète en chœur : « A la frontière!... A la frontière!... » et les bouteilles de vin que l'on tend ou que l'on jette aux soldats par-dessus les premiers rangs et que ceux-ci laissent tomber à terre sans les ramasser.

A la Chambre, M. Jérôme David, qui se croit déjà ministre de l'Intérieur, déclare qu'il revient de l'armée

qui a été héroïque, mais que le gouvernement n'a rien prévu pour la guerre.

M. Clément Duvernois lui succède. Il a été le principal artisan de l'arrivée au pouvoir du ministère parlementaire; mais, évincé de la combinaison, il est devenu son ennemi acharné, et il propose contre le cabinet un ordre du jour qui est adopté à la presque unanimité. Alors, des députés de la gauche demandent qu'une commission exécutive soit substituée au gouvernement.

Quand on voit la sottise, l'impuissance et l'action néfaste des parlements en temps de crise, on ne peut s'empêcher d'admirer les vieux républicains de Rome qui avaient institué la dictature pour sauver la République dans le danger.

Pendant qu'à la Chambre on divague, l'Impératrice qui sait que le ministère va être renversé, d'autant plus que M. É. Ollivier, connaissant ses sentiments, invite ses meilleurs amis à voter contre lui, se décide à charger le général Palikao de former un cabinet dont le rôle sera, en dehors de toute politique, d'organiser la défense du pays. Elle en prévient le général qui va à la Chambre, en compagnie de M. de Nieuverkerke, assister à la séance, tantôt dans la tribune des sénateurs, tantôt dans l'un des bureaux.

A 4 heures et demie, les ministres étant tombés, M. É. Ollivier se rend aux Tuileries offrir sa démission à l'Impératrice, auprès de laquelle il paraît s'être rencontré avec le général Palikao qui accourait de son côté.

Dans la conversation de quelques minutes qui aurait eu lieu entre eux et l'Impératrice, celle-ci, montrant à

M. É. Ollivier la gravité de la crise, le territoire envahi, l'Empereur incapable de commander et de gouverner, l'émeute dans la rue, pas de gouvernement, pas même de commandant militaire à Paris, l'aurait prié de contresigner séance tenante un décret nommant le général Palikao ministre de la guerre; au moins il existerait une autorité, pour pouvoir donner des ordres en cas d'insurrection, et M. É. Ollivier aurait accédé à cette demande, puisque le général Palikao, dans la soirée du 9 août, était déjà ministre de la guerre en vertu d'un décret daté de ce jour et contresigné de son prédécesseur.

L'Impératrice, sur la nouvelle de la chute du ministère, avait prié M. Schneider de se rendre aux Tuileries pour lui parler dès la fin de la séance de la Chambre, et l'on venait lui annoncer qu'il était arrivé.

M. Schneider, président du Corps législatif, n'est pas seulement le créateur du plus grand et du plus florissant des établissements industriels que possède la France, c'est aussi un homme politique, d'une grande pondération, d'un sens très fin et d'un tact parfait. L'Impératrice n'a pas de goût personnel pour lui, et cependant dans les circonstances présentes elle a recours à lui, en raison de son influence sur la Chambre, principalement sur les centres (droit et gauche) qui forment la majorité qui a demandé et soutient actuellement le régime parlementaire.

Aussitôt qu'il est introduit, l'Impératrice le prie de conseiller le général Palikao qui est étranger aux questions du parlement, et M. Schneider insiste pour un ministère modéré tirant même sur la gauche et met en avant les noms de MM. Magne, de Talhouët, Brame,

Buffet, etc. et probablement celui de M. Emile de Girardin.

Des télégrammes de l'Impératrice à l'Empereur, des lettres et des notes laissées par les ministres du 10 août, il résulte que l'Impératrice et le général Palikao finirent par établir une liste d'accord avec M. Schneider et que cet homme d'État promit d'intervenir, dans la soirée même, auprès de ceux de ses amis compris dans cette liste pour obtenir leur adhésion : c'est en effet ce qu'il fit jusqu'à une heure assez avancée de la nuit.

Vers sept ou huit heures, lorsque cette liste fut établie, l'Impératrice télégraphia à l'Empereur que le général Palikao était chargé de former le ministère :

« 9 août.

« Ce que je craignais est arrivé : j'ai un changement de ministère. Palikao est à la tête : mesure admirablement acceptée. L'annonce de la nouvelle situation du maréchal Bazaine a produit le meilleur effet.

« Votre prestige est intact. Il n'en est malheureusement pas de même de votre major général.

« Tout le monde est aux plus grands sacrifices. Notre seule préoccupation est que vous n'avez point assez de monde.

« Eugénie. »

Avec les informations de la Chambre, on communique à l'Impératrice, du ministère des affaires étrangères, une dépêche de M. de La Boulaye — chargé d'affaires à Bruxelles — disant que le général Chazal,

commandant en chef de l'armée belge, a transporté son quartier général à Namur, et qu'il confirme l'attaque probable de l'armée française de Metz par les armées allemandes réunies; sur quoi, avec juste raison, l'Impératrice insiste pour l'envoi de renforts.

« 9 août, 6 heures du soir.

« Je crois absolument nécessaire que vous ayez des renforts. D'après les avis que j'ai reçus, la jonction des deux armées prussiennes va vous mettre au moins 300,000 hommes sur les bras. Appelez à vous les troupes de Châlons et tout ce que vous trouverez rassemblé. Si vous approuvez, envoyez des ordres immédiats.

« Eugénie. »

Quelques minutes après elle se préoccupe des mobiles de Paris, dont les rassemblements sont toujours l'objet de craintes et d'inquiétudes, et elle télégraphie vers 8 heures du soir :

« La loi proposée autorise — celle rédigée par le général Dejean — l'incorporation des gardes mobiles dans l'armée. Je vous supplie de faire venir immédiatement les mobiles au camp de Châlons pour les enrégimenter.

« Je pense qu'après-demain, je serai en mesure de vous envoyer 15,000 hommes de Paris. Les voulez-vous? Palikao m'a dit qu'il y avait trop de troupes à Lyon; faut-il vous en envoyer une partie?

« Eugénie. »

L'Impératrice tient aussi l'Empereur au courant des événements accomplis au Corps législatif : elle le prévient que le maréchal Baraguay-d'Hilliers ne veut pas conserver son commandement, et qu'elle désire le maréchal Canrobert pour le remplacer ; enfin, elle insiste pour obtenir du maréchal Le Bœuf sa démission de major général, que l'Empereur refuse toujours d'accepter.

Toute la journée (9 août), le capitaine de frégate Charles Duperré est en chemin de fer, se dirigeant sur Metz, où il descend vers 8 heures du soir. Il est aussitôt reçu par l'Empereur qui, après une conversation assez longue, télégraphie à l'Impératrice à 10 h. 5 du soir.

« Metz, 9 août, 10 h. 5 du soir.

L'Empereur à l'Impératrice.

« Je viens de voir Duperré. Il te portera ma réponse (relative au retour de l'Empereur et du Prince impérial à Paris). Je crois que nous revenons au beau temps de la Révolution où on voulait faire conduire les armées par les représentants de la Convention. — On peut nommer le général Dumont à Lyon, à la place de Montauban (Palikao). Je ferai venir, si j'en ai le temps et les moyens, le corps d'armée de Châlons. Il me serait impossible pour le moment d'en faire venir davantage.

« Je désire garder Canrobert à la tête de son corps d'armée. Quant au maréchal Le Bœuf, il m'a déjà donné sa démission ; mais je ne puis l'accepter tant que je n'aurai pas quelqu'un qui ait ma confiance pour le

remplacer. Il faut mettre d'Autemarre à la place de Baraguay-d'Hilliers, et trouver quelqu'un pour commander la garde nationale de la Seine. — Nous t'embrassons tendrement. »

En même temps que l'Empereur, mais en dehors de lui, le commandant Duperré télégraphie à l'Impératrice.

« Metz, 9 août (vers 10 heures soir).

Commandant Duperré à l'Impératrice.

« L'Empereur a donné ce matin au général Bazaine *(sic)* la direction des opérations et du commandement de l'armée : il l'a nommé major général. C'est par lui que tous les ordres doivent être transmis et exécutés. Il faut donc que l'Empereur soit constamment avec lui.

« La charge de major général devient donc une superfétation : il faut la supprimer et l'enlever au maréchal Lebœuf. Voilà ce qu'il faut répondre à la dépêche de l'Empereur.

« DUPERRÉ. »

Irritée de la résistance que l'Empereur met à ne pas sacrifier son major général qu'il estime et auquel il tient, l'Impératrice, qui est habituée à trouver chez l'Empereur plus de condescendance à ses volontés, répond par ce télégramme où percent l'aigreur et le dépit de ne pas être écoutée et où l'on voit qu'elle redoute la constitution d'un ministère composé de personnalités peu dévouées et sans énergie.

« 9 août, 11 heures soir.

L'Impératrice à l'Empereur.

« Vous ne vous rendez pas compte de la situation : il n'y a que Bazaine qui inspire confiance. La présence du maréchal Le Bœuf l'ébranle aussi bien là-bas qu'ici. Les difficultés sont immenses. M. Schneider me met le couteau sur la gorge pour un ministère presque impossible. Pour faire face à cette situation, je suis sans commandant de troupes, et l'émeute est presque dans la rue. D'Autemarre inspire confiance à la garde nationale : si je le déplace, elle ne suivra plus son nouveau général. Canrobert m'est donc indispensable. Prenez Trochu à sa place, vous donnerez satisfaction à l'opinion publique ; vous me donnerez un homme dévoué, ce dont je manque complètement. Dans quarante-huit heures, je serai trahie par la peur des uns et par l'inertie des autres. »

Ainsi l'Impératrice tient absolument à faire partir de Paris le général Trochu, à avoir le maréchal Canrobert à côté d'elle comme commandant militaire de la capitale, à ce que le maréchal Bazaine soit nommé général en chef de l'armée, et que l'Empereur et le Prince impérial ne reviennent pas à Paris ; enfin, elle a recommandé au commandant Duperré de s'entendre discrètement avec M. Franceschini-Pietri, pour qu'on lui télégraphie directement, et en dehors de l'Empereur, tout ce qui est de nature à pouvoir l'intéresser.

A 8 heures le général Palikao, qui est resté aux

Tuileries, après M. Schneider, fait appeler M. Henri Chevreau. L'Impératrice et lui voudraient le décider à accepter l'Intérieur : on serait sûr d'avoir un administrateur énergique et sage, en même temps un homme de sang-froid et de courage qui effraierait moins que M. Jérôme David et on éviterait un homme politique ignorant l'administration ; mais M. Chevreau refuse et à 8 heures il quitte les Tuileries avec le général Palikao qu'il emmène dîner chez lui à l'hôtel de ville, où tous deux passent la soirée à parler de la situation jusqu'à une heure du matin : alors le général Palikao se rend chez M. Magne à qui il veut offrir les Finances.

L'Empereur a en M. Magne une confiance particulière, à cause de son savoir, de son sens juste et surtout de sa grande droiture : il l'a nommé membre de son conseil privé, et il le consulte souvent. Quoique l'Impératrice n'ait jamais eu que des rapports officiels avec lui, elle l'a apprécié depuis quarante-huit heures dans les différents conseils où il est venu en qualité de membre du conseil privé ; elle a pu voir combien son calme et son bon sens contrastaient avec la faconde, l'agitation dans le vide des ministres : elle a recommandé au général Palikao d'obtenir à toute force son adhésion, parce qu'il est le seul homme d'État capable d'assurer la réussite d'un emprunt devenu indispensable.

Au moment où le général Palikao se présente avenue Montaigne, chez M. Magne, M. Schneider en sort ; il est venu de son côté lui proposer les finances dans un ministère où M. Émile de Girardin aurait eu l'intérieur. Le choix de ce journaliste d'un esprit intaris-

sable, mais souvent faux, mêlé à toutes sortes d'affaires douteuses, fantaisiste et caméléon s'il en fut, avait beaucoup étonné M. Magne, mais il n'avait fait à son propos aucune observation à son vieil ami M. Schneider et s'était contenté de lui dire qu'il refusait son offre, que M. Segris, venant d'émettre des bons du trésor de l'invention de M. de Soubeyran, seul l'un de ces deux messieurs pouvait prendre les finances pour mener à bien une combinaison déjà en cours d'exécution et dont ils étaient les auteurs, et M. Schneider était parti convaincu que le refus de M. Magne était définitif.

Maintenant le général Palikao revenait à la charge et entrait en matière en présentant à M. Magne une liste toute différente de celle de M. Schneider et où ne figurait pas M. E. de Girardin.

M. Magne répéta au général Palikao ce qu'il venait de dire à M. Schneider, et refusa aussi péremptoirement. Toutefois le général ne parut pas très bien comprendre les raisons invoquées par M. Magne pour motiver son refus.

Ainsi dans la soirée le général Palikao avait déjà changé plusieurs noms de la liste établie d'accord avec M. Schneider.

Après sa visite à M. Magne le général Palikao revint aux Tuileries, où il revit l'Impératrice et demanda à M. de Lezay-Marnezia d'aller chez M. Béhic (rue de Poitiers, 12) pour le prier de prendre l'Intérieur. M. Béhic ayant refusé, il retourna à l'hôtel de ville, et après quelques mots échangés avec M. Henri Chevreau il lui demanda de voir M. de Talhouët (faubourg Saint-Honoré, 127), pour lui renouveler l'offre refusée par

M. Béhic. Sur une réponse également négative de M. de Talhouët que lui rapporta M. H. Chevreau, le général Palikao retourna aux Tuileries à 4 heures où, sans doute, il vit l'Impératrice et lui fit part de l'impossibilité où il se voyait d'obtenir le concours des personnages les plus modérés parmi ceux indiqués par M. Schneider : alors l'Impératrice, qui avait exprimé sa répugnance pour le centre gauche dans la dépêche à l'Empereur de 11 heures du soir, où elle lui disait : « M. Schneider me met le couteau sur la gorge pour un ministère presque impossible », se décida pour une combinaison suivant ses idées, et le général Palikao fit en conséquence appeler aux Tuileries M. Jérôme David, M. Grandperret, procureur général à la cour de Paris et M. Clément Duvernois. Le premier accepta l'intérieur dont M. H. Chevreau lui avait déjà parlé, le second la justice, et le troisième le commerce. Ces désignations étaient non seulement contraires à l'esprit de la combinaison projetée la veille au soir avec M. Schneider et à la réussite de laquelle il avait promis de concourir, mais celle de M. Jérôme David était de nature à le vexer profondément : n'avait-il pas été son compétiteur à la présidence de la Chambre, et les bonapartistes encore nombreux au Corps législatif ne le lui opposaient-ils pas en toute circonstance?

D'accord avec l'Impératrice, le général Palikao crut devoir aviser le président de la Chambre de son changement de décision par la lettre suivante :

« Paris, 10 août 1870, 4 heures du matin.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence que, réfléchissant plus mûrement à la responsabilité qui pèse sur moi au milieu des circonstances actuelles, j'ai modifié la liste dont je vous avais donné connaissance. Cette liste, approuvée par S. M. l'Impératrice régente, sera insérée au *Journal officiel* de ce jour.

« J'espère que Votre Excellence, dont le dévouement à S. M. l'Empereur est bien connu, voudra bien continuer à me prêter son concours dans la tâche difficile que j'ai à remplir.

« Veuillez agréer...

« Le général de division, ministre de la guerre,

« Comte DE PALIKAO. »

Le lendemain matin, lorsque dans les milieux parlementaires on connut la nomination de M. Jérôme David à l'intérieur, on affecta de redouter les pires résolutions : on le disait trop impulsif et capable d'agir sur l'Impératrice, à l'insu de ses collègues : il irait peut-être jusqu'à se passer de la Chambre pour gouverner sans contrôle.

C'est à la suite de ces conciliabules et des propos qui y furent tenus qu'est probablement née la légende du coup de force et du projet d'arrestation de trente députés attribué au ministère précédent? Le général Palikao, énervé des résistances, des refus, des mauvaises volontés qu'il trouvait et des difficultés qu'il n'avait pas prévues,

pensa-t-il sérieusement, avec le concours de M. J. David, à proroger les Chambres et à mettre en prison ceux qui préparaient le renversement du gouvernement? M. Schneider au courant de ces faits s'y serait-il opposé? c'est ce que plusieurs députés ont alors prétendu et ont même tellement répété qu'à la Chambre on considéra longtemps le fait comme positif.

Dans la matinée du 10 l'Impératrice et le général Palikao, prévenus de l'émotion que causait la nomination de M. Jérôme David à l'Intérieur, n'osèrent pas la maintenir, et ayant fait appeler l'intéressé aux Tuileries lui proposèrent, en échange de l'Intérieur, de prendre les Travaux publics, ce qui fut accepté. Alors retournant à la préfecture de la Seine, le général Palikao déclara à M. Chevreau que l'Impératrice lui demandait personnellement son acceptation, et que dans le cas où il refuserait, il devrait aller lui-même transmettre sa réponse à Sa Majesté. Devant cette mise en demeure M. Chevreau retourna aux Tuileries où il fut l'objet de « telles obsessions de l'Impératrice qu'il accepta, croyant impossible de refuser lorsque d'autres commençaient à faiblir. »

Pour les Finances et les Affaires étrangères, le général Palikao se réservait de proclamer d'office aux Chambres les noms de M. Magne et du prince de La Tour d'Auvergne; s'il parvenait cependant à joindre M. Magne auparavant, il comptait sur son dévouement à l'Empereur et sur son patriotisme pour obtenir son assentiment en lui faisant valoir que refuser en pareil moment, lorsque l'Impératrice délaissée faisait appel à lui, ce serait presque une désertion.

Quant au prince de La Tour d'Auvergne, il était à

Vienne et le général Palikao le préviendra seulement le lendemain 11 août par ce télégramme :

« Paris, 11 août, 4 h. 45,
transmis à Vienne, 9 h. 15.

« Dans la composition d'un nouveau cabinet qui, par suite des nécessités politiques, devait être porté immédiatement à la connaissance du pays, le nom de Votre Excellence comme ministre a paru au *Journal officiel* avant que j'aie le temps de demander et de recevoir votre consentement.

« S. M. l'Impératrice espère néanmoins que votre dévouement à l'Empereur et au pays vous fera accepter un poste aussi important dans les circonstances présentes. Votre patriotisme a répondu par avance de votre concours.

« PALIKAO. »

Vers 3 heures la liste est donc faite, le général Palikao va à la Chambre, et en entrant dans la salle des conférences, il voit M. Magne qui, en se rendant au Sénat, s'était arrêté chez son ami, M. Schneider, pour avoir des nouvelles : « L'Impératrice me charge de vous remercier », lui dit le général en lui présentant une liste, et au même moment M. Jérôme David survenant, ajoute : « Je ne veux pas être un obstacle et si mon nom fait difficulté, je suis tout prêt à me retirer. » — « Mais je vous ai absolument refusé, général, je ne peux admettre qu'on dispose de moi... » réplique M. Magne. A ce moment une agitation se produit. Le général Palikao et M. Jérôme David partent en courant

et quelques minutes après, M. Jérôme David reparaissant, M. Magne lui renouvelle ses refus : « Il est trop tard, la liste est lue », lui est-il répondu quand M. Bouilhet, le secrétaire de M. Schneider, tirant à part M. Magne, lui dit à l'oreille : « On vous trompe encore, la liste n'est pas lue. » Était-ce vrai? A la minute d'après M. Bouilhet revenait et annonçait que maintenant le fait était accompli.

M. Magne, comme l'avaient supposé l'Impératrice et le général Palikao, ne pouvait plus maintenant se dérober sans avoir l'air de commettre une lâcheté : il se résigna, se donna tout entier à son devoir et sut, quinze jours plus tard, assurer la réussite de l'emprunt de 805 millions, dont on avait un besoin absolument urgent.

L'Impératrice aurait voulu qu'un portefeuille spécial et nouveau, celui de l'administration de la guerre et des approvisionnements de Paris, fût confié à M. Haussmann dont elle avait apprécié le sang-froid dans la nuit du 6 au 7 août, et dont elle connaissait les qualités administratives : mais sur des objections et sur des menaces de refus de concours de la part de ministres déjà nommés, elle dut renoncer à cette idée.

L'Impératrice n'a pas dormi encore cette nuit (du 9 au 10 août), et vers trois heures du matin, par suite du refus de MM. Béhic et de Talhouët, elle a commencé à redouter l'échec de la combinaison Palikao. Ce serait l'inconnu, la crise aiguë, et toujours pas de commandant militaire à Paris, en l'absence de tout gouvernement. Elle a alors remis à M. Augustin Filon un projet de dépêche qu'elle a griffonné et dans lequel elle déclare à l'Empereur qu'elle a *absolument* besoin

du maréchal Canrobert, et qu'il est nécessaire de lui donner l'ordre de venir se mettre à sa disposition à Paris. C'est alors que Napoléon III, à 5 heures du matin, a télégraphié au maréchal.

Cependant, dans certains milieux, on parle encore du général Trochu comme commandant militaire de Paris.

L'Impératrice a toujours eu du goût pour le général Trochu. Avec sa nature chevaleresque, elle admirait ce caractère « antique qui ne transige pas avec les principes ». Elle estimait profondément l'homme privé, sans fortune, qui avait adopté les nombreux enfants de son frère, devenus orphelins, et qui avait refusé un don personnel de l'Empereur pour leur éducation. Quand le général a été invité à la cour, elle a parlé de lui avec éloge à ses dames et leur a recommandé d'être particulièrement aimables avec cet homme intègre et *indépendant*.

Lorsqu'elle est revenue à Paris dans la nuit qui a suivi Reichshoffen et Forbach, elle l'a fait appeler avec les ministres pour avoir ses conseils.

C'est à cette heure que ses yeux se sont dessillés. Le général a tout blâmé : son éloquence, lorsqu'il faut passer à l'action, disparaît subitement : il a tout prévu, et lui seul peut tout sauver ; mais il met de telles conditions à ses services qu'il apparaît qu'il n'a aucune idée, et qu'en dehors de la critique, il n'y a rien à tirer de lui.

Dans la soirée du 8 août à la sortie de l'Opéra, il a rencontré son ami, M. Maurice Bixio, et, jusqu'à 2 heures du matin, en arpentant le boulevard des Italiens, les rues Le Peletier et Drouot, il s'est épanché :

« J'avais tout prévu... et maintenant je vois quel va être mon sort. Je serai appelé à commander l'armée de Paris, je resterai le dernier, et, lorsque tout aura été compromis, perdu même, je serai condamné à succomber et à traiter sous le coup des défaites et de la honte ! »

Le lendemain 9 août, il a été voir le maréchal Baraguay-d'Hilliers qui lui a confié son désir de se retirer et lui a dit qu'il le demanderait pour son successeur. Dès lors, il compte sur le commandement de Paris. Sortant dans la matinée du 10 de chez lui (119, rue de Grenelle), il croise le capitaine de Kerdrel, aide de camp du général de Chanaleilles ; ils causent ensemble, et il annonce au capitaine qu'*on* lui a fait l'offre du gouvernement de Paris. « L'accepteriez-vous, mon général ? — Très probablement, car je crois que l'on peut obtenir beaucoup de la population parisienne, en s'adressant à son cœur et à son patriotisme. »

C'est après cette conversation qu'il écrit une longue lettre au général Waubert de Genlis pour être montrée à l'Empereur, où il préconise la retraite de l'armée sur Paris si l'on veut éviter qu'elle soit coupée. Cette lettre, le général Trochu l'a lue à la tribune de l'Assemblée nationale, en 1871, et l'a publiée, mais *pas dans son entier*. Jamais il n'en a montré le passage suivant, quoiqu'il soit typique : « Le maréchal Baraguay-d'Hilliers s'est ouvert de l'état de sa santé et de son moral qui ne lui permet plus de rester au commandement de Paris et m'a proposé de le remplacer. *Je vois maintenant le poste qui me convient...* »

Si l'on doit en croire le général Palikao, à la première séance du conseil qu'il a présidé, il aurait proposé la nomination du général Trochu au commandement

de Paris à ses collègues; mais aucun d'eux ne l'aurait appuyé.

Il y a évidemment erreur, car la première séance des nouveaux ministres eut lieu le 10 août, le jour même où l'Impératrice appelait le maréchal Canrobert à Paris pour lui en confier le commandement; le général Palikao ne put donc faire la même proposition en faveur du général Trochu que le lendemain après le refus du maréchal Canrobert.

Le général Palikao pensait déjà à donner un autre commandement au général Trochu, car un jour — probablement le 12 août — M. Brame lui ayant reparlé de l'employer pour donner satisfaction à l'opinion publique, il lui répondit qu'il partageait entièrement ses vues et ajouta : « L'Empereur n'est pas en état d'être commandant en chef : le maréchal de Mac-Mahon n'a pas assez d'initiative et peut être tué, je compte sur Trochu pour le remplacer et je vais l'envoyer au camp de Châlons avec mes instructions. »

Ce serait donc avec l'arrière-pensée de le voir général en chef de l'armée de Châlons que le général Palikao lui avait donné le commandement du 12ᵉ corps.

Dans la matinée du 10, pendant que le général Palikao cherche à former son ministère, l'Impératrice reçoit ce télégramme du Prince impérial :

« 10 août, Metz.

« J'ai vu M. Duperré qui m'a donné de bien bonnes nouvelles de Paris. Papa va bien.

« LOUIS. »

On lui remet encore des télégrammes importants de Belgique. Le général Chazal, commandant en chef de l'armée belge d'observation sur la frontière allemande, confirme ses renseignements antérieurs. Les Allemands amènent de la Baltique les corps qui y étaient restés : ils sont destinés à tourner Metz par le nord et attaquer Thionville — ce renseignement était faux — tandis que les trois armées déjà en France — prince royal, prince Frédéric-Charles, général Steinmetz, — marcheront contre l'armée française qui est en avant de Metz. L'Impératrice communique le renseignement à l'Empereur avec ce commentaire.

« Paris, 10 août (vers 11 heures du matin?)

L'Impératrice à l'Empereur.

« Je vous envoie communication d'une dépêche que je reçois. Voulez-vous que nous envoyions des masses de gardes nationales mobiles dans la direction de l'armée? Nous nous chargeons d'assurer leur nourriture et leur armement.

« Le ministère sera formé aujourd'hui à 3 heures ; je l'espère, du moins. Je pourrais alors, en faisant venir les gardes nationales des départements avoisinant Paris, envoyer l'infanterie de marine, excellente troupe, au camp de Châlons. Toute ma préoccupation est que vous n'ayez pas assez d'hommes. M'autorisez-vous, chaque fois que je pourrai former un noyau dont j'aurai assuré l'approvisionnement, à vous l'envoyer? Vous ne m'avez rien répondu au sujet de plusieurs de mes dépêches d'hier. Je vais bien. Je vous embrasse

tendrement. Ne vous tourmentez pas pour nous. Tout s'arrange. »

L'Empereur répond :

« Metz, 10 août, 1 h. 10 soir.

« Je refuse les bataillons de mobiles. Je fais venir le corps de Châlons. Le ministre de la guerre doit s'occuper, surtout, d'armer les populations des campagnes qui demandent des armes.

« Formez des centres avec les quatrièmes bataillons à Paris, Châlons et Langres.

« Mac-Mahon va reformer son corps à Châlons.

« Napoléon. »

Cette dépêche est suivie de celle-ci, du major général au ministre de la guerre :

« Metz, 10 août, 2 h. 15 soir.

« L'Empereur ordonne de continuer sans interruption et sans aucune perte de temps le mouvement de toutes les divisions du camp de Châlons sur Metz ; que la Compagnie de l'Est fasse tous ses efforts pour hâter le mouvement par tous les moyens possibles. Je préviens le maréchal Canrobert. Entendez-vous avec la Compagnie. »

Vers une heure, la Chambre se réunit (10 août). Les nouveaux ministres ne sont pas encore là et les députés en profitent pour faire une sottise immense qui va paralyser les efforts militaires tentés jusqu'à la fin de la guerre : elle repousse le projet de loi du général Dejean autorisant l'incorporation des mobiles

dans la troupe de ligne et vote un appel des anciens soldats qui, se croyant définitivement libérés, ne rejoindront leurs corps qu'à contre-cœur.

Le général Palikao ne fait que passer à la Chambre vers 3 heures et demie pour y lire la composition de son ministère, de là il va au Sénat, et retourne ensuite au ministère où les décisions à prendre d'urgence l'appellent instamment. A 4 heures du soir, il télégraphie au maréchal Le Bœuf à Metz :

« Nous avons une division d'infanterie de marine ; la voulez-vous?... Répondez.

« PALIKAO. »

Avant l'arrivée de la réponse, on lui apprend que le Corps législatif s'est déclaré en permanence. Ce n'est pas exact, car la proposition de M. Estancelin qui est ainsi rédigée : « Tant que l'ennemi sera sur le sol de la France, c'est un devoir patriotique pour la Chambre de rester en permanence, » a recueilli 117 voix contre même nombre — 117. — Il n'y a donc pas de majorité; par conséquent la proposition n'est pas acceptée. Mais le général Palikao croit à son adoption et il est convaincu surtout que ce sera une cause permanente de troubles; aussi, fait-il expédier avec la mention « urgence » ce correctif à son offre de tout à l'heure de la division d'infanterie de marine :

« Paris, 10 août, 4 h. 50 soir.

« La Chambre s'étant déclarée en permanence, considérez comme non avenue la dépêche chiffrée envoyée il y a une heure. »

Quelques instants après, il recevait cette réponse d'acceptation éventuelle du maréchal Le Bœuf :

« Metz, 10 août, 4 h. et demie soir.

« Le mouvement des trois divisions Canrobert est commencé. Dès qu'il sera terminé, envoyez la division d'infanterie de marine avec effet de campements, marmites et cartouches. »

Cette dépêche, comme toutes celles du ministre au major général, avant d'être transmise au destinataire, est communiquée à la Régente : on la lui donne en même temps qu'un télégramme par lequel l'Empereur refuse l'infanterie de marine; après avoir lu les deux communications, elle s'irrite de ce que le maréchal Le Bœuf accepte éventuellement une troupe dont l'Empereur ne veut pas, et elle le lui fait sentir par cette dépêche où elle commet une erreur en attribuant au maréchal Le Bœuf le télégramme de refus de l'Empereur.

« Paris, 10 août, 6 heures du soir.

L'Impératrice à l'Empereur.

« Je reçois du major général une dépêche de 4 heures et demie — c'est celle de l'Empereur, — par laquelle il demande que la division d'infanterie de marine *reste à Paris*. Ces télégrammes contradictoires, écrits en l'air, transpirent dans le public. Ils produisent le plus déplorable effet, parce qu'ils trahissent dans le commandement une hésitation et un défaut d'unité dont tout le monde redoute le danger.

« EUGÉNIE. »

Ce à quoi l'Empereur répond :

« L'apparente contradiction s'explique. Le major général écrit qu'on peut envoyer la division de marine lorsque celles de Châlons seront arrivées. De mon côté, comme il faut encore trois fois vingt-quatre heures pour que les divisions de Châlons arrivent, j'ai pensé qu'il serait trop tard pour faire venir l'infanterie de marine. Je suis désolé de vous contrarier, mais le bien du service n'exige aucun changement dans les circonstances actuelles. Il a plu à torrents cette nuit. Pas d'engagements.

« Nous t'embrassons tendrement.

« NAPOLÉON. »

Après le dîner, suivant l'avis que lui a donné le commandant Duperré dans son télégramme de la veille au soir, l'Impératrice demande instamment à l'Empereur de supprimer la fonction de major général ; ce que Napoléon se refuse à faire pour les motifs suivants :

« Metz, 10 août (dans la soirée).

« Il m'est plus impossible de me passer d'un major général que d'un ministre de la guerre. Il n'y a aucun rapport entre ces fonctions et celles du maréchal Bazaine. Un seul exemple : si je supprime, sans le remplacer avantageusement, le major général, l'armée pourrait manquer de vivres, la cavalerie de fourrages et tous les détails de service souffriraient. Il ne faut rien connaître aux choses de la guerre pour penser qu'à la veille d'un combat je puisse supprimer le rouage le plus important de l'activité. J'apprends avec peine

que la Chambre s'est déclarée en permanence : c'est une violation manifeste de la Constitution.

« NAPOLÉON. »

C'est à 11 heures ou 11 heures un quart du soir que le maréchal Canrobert parvient aux Tuileries, où la maréchale le laisse : il monte au premier étage et se trouve dans un des salons de l'Impératrice où sont les dames, le lieutenant de vaisseau Conneau et plusieurs autres personnes. L'Impératrice, dans une salle à côté, préside le conseil : aussitôt que la séance aura pris fin elle le recevra; en attendant on lui remet un télégramme à son nom qui a été expédié aux Tuileries; il le lit :

« 10 août, 2 h. 35 soir.

« Continuez sans interruption et sans aucune perte de temps le mouvement de toutes vos divisions du camp de Châlons sur Metz.

« Après la 1re division embarquée, commencez par l'infanterie de la deuxième. »

S'il n'était déjà irrévocablement décidé à refuser les offres qui vont lui être faites, cet ordre l'y contraindrait. Comment en effet pourrait-il abandonner le commandement de son corps d'armée, le jour où on l'appelait au combat?

En attendant il cause avec les personnes de service. L'Impératrice, lui dit-on, est admirable : il semble qu'à chaque moment une nouvelle mine se creuse sous ses pas, et, malgré tout, elle ne se trouble pas et tient tête à tous les dangers.

Un des membres du conseil privé, qui a assisté aux conseils qu'Elle a présidés deux fois par jour depuis le 7 août, a été surpris de sa lucidité et de sa fermeté qui faisait contraste avec la faiblesse et l'incohérence des ministres. « Durant ces longues séances, les discussions étaient confuses, tous parlaient à la fois, s'interrompant sans se répondre ; mille incidents venaient à la traverse de la discussion de sujets à traiter d'urgence. Elle s'exagérait les droits des ministres responsables en ne les interrompant point, mais au moindre joint, elle ramenait la discussion à l'objet du débat et l'y maintenait tant qu'elle pouvait, la ramenant encore s'il y avait lieu et ne lâchant prise qu'une solution obtenue. Le malheur avait épuré son esprit, en le dégageant de toutes les faiblesses et futilités féminines et des préoccupations d'avenir pour la dynastie qu'elle considérait comme perdue. »

« Elle pense exclusivement au pays : ses discours, ses efforts, n'ont pour but que de sauver la France et ménager à l'empire une chute honorable et digne du nom de Napoléon. La mort de l'empereur à la tête de son armée lui semble à souhaiter. Souvent depuis 48 heures, ce sentiment s'est fait jour, malgré toutes les réserves imposées par la situation de mère et d'épouse comme une espérance pour l'avenir de son fils. Elle montre véritablement un caractère viril et supérieur. »

Elle veut que le prince impérial reste loin de Paris dans la crainte qu'on ne s'empare de sa personne et qu'on le garde en otage comme Louis XVII. Elle croit que, pour assurer son avenir, l'Empereur doit se faire tuer : « Sa place est à l'armée, dira-t-elle à plusieurs reprises à M. H. Chevreau. »

Lorsque, le 25 août, elle enverra cette dépêche à l'Empereur : « Je viens d'aviser le maréchal de Mac-Mahon de secourir à tout prix le maréchal Bazaine : je vous embrasse ainsi que Louis, » c'est avec l'idée que l'Empereur comprendra sa pensée secrète, quand après Sedan, M. H. Chevreau lui lira la dépêche annonçant que l'Empereur est prisonnier, en la lui prenant des mains, elle s'écriera : « Non, vous vous trompez : Il est mort ! »

En ce moment-là elle trahissait le fond de son cœur.

Le 10 août au soir elle est épuisée, à bout de forces. Elle ne vit plus que par les nerfs et la volonté ; elle ne mange pas, et malgré le chloral qu'elle prend en grande quantité et qui agit sur son organisme, elle ne peut dormir. Elle s'occupe de tout. En dehors des questions militaires, elle s'est entretenue avec MM. Segris et Magne de questions financières ; elle a fait mettre en charge, après inventaire, les diamants de la couronne à la Banque de France : elle a envoyé en Angleterre ses deux nièces : Pepa, sa fameuse femme de chambre, toute tremblante de peur, aurait pu devenir une gêne, et elle l'a expédiée aussi, en lui défendant de rien emporter pour qu'on ne vienne pas l'accuser de détournements. Elle reçoit sans cesse le prince de Metternich en qui elle a une confiance toute particulière. Celui-ci lui parle souvent du danger de la révolution en permanence. Il a même insisté d'une telle façon, en lui dépeignant l'émeute victorieuse entrant aux Tuileries, qu'il l'a amenée à se faire confier ses diamants et bijoux personnels, et, un soir, il les a emportés dans sa voiture, aidé de l'un de ses secrétaires, M. de Mongelas, et il les a mis en lieu sûr en

Angleterre, où l'Impératrice les retrouvera après le 4 Septembre.

Ces dangers, que l'ambassadeur de confiance dépeint sans cesse à l'Impératrice, excitent et montent son imagination. Elle a toujours eu un culte pour Marie-Antoinette : elle en a étudié la vie ; elle s'est entourée d'objets qui lui ont appartenu et de souvenirs qu'elle a cherchés et acquis de ses propres deniers ; et, maintenant, elle se croit appelée à subir le même sort.

Peut-être même durant toute cette journée du 10 août est-elle plus nerveuse, plus inquiète qu'un autre jour. N'est-ce pas la date de la chute de la royauté? Nous nous souvenons encore de la crainte superstitieuse qui envahit l'esprit de nombre de bourgeois de Paris toute cette journée. Combien devait être davantage frappé l'esprit de la souveraine qui se retrouvait, près d'un siècle après, comme Marie-Antoinette dans ce même palais des Tuileries et dans des circonstances aussi dramatiques.

Le maréchal Canrobert retient surtout, qu'après bien des transes, l'Impératrice, qui s'est crue abandonnée de tous, a maintenant autour d'elle deux ministres de son choix et qu'elle est en droit de compter sur le général Palikao, tandis que, quand elle a télégraphié à l'Empereur la nuit précédente, il n'existait plus aucune autorité militaire à Paris, et elle était sans défense à la merci de la première émeute. Il peut donc maintenant, en toute conscience, retourner à ses soldats, devant l'ennemi, pour la bataille qu'on lui annonce comme imminente.

Maintenant il est minuit ; le conseil est fini. L'Impératrice apparaît suivie du général Palikao. Elle va au

maréchal Canrobert et le remercie chaudement d'avoir répondu à son appel. Il est surpris du changement opéré en elle. Elle a vieilli de dix ans : ses traits si purs sont tirés, les rides s'accusent; ses joues paraissent creusées; ses beaux yeux se sont cernés et ont le regard de la fièvre; elle a l'air d'avoir froid : d'un mouvement saccadé qu'elle répète continuellement, elle ramène sur sa poitrine les pans d'un petit mantelet de drap noir à capuchon orné de broderies mauves et de soutaches d'or, comme quelqu'un qui veut se réchauffer. Elle emmène le maréchal avec le ministre dans sa bibliothèque en traversant son salon où sont au-dessus des portes les portraits de Dubuffe.

Une masse de meubles couverts de housses est empilée au centre, et le long des murs; les vitrines qui contiennent des miniatures et des souvenirs sont aussi cachées par des toiles grises et sur la cheminée, la statue en marbre blanc : *Une heure de la Nuit* (par Pollet), sous la figure d'une femme, s'envole d'un nuage, en se détachant à côté de la masse des toiles de couleur indécise qui recouvrent vases et candélabres. Dans la fenêtre est le bureau de l'Impératrice, couvert de papiers et de notes : pour couper les courants d'air, un paravent de feuillages appliqué contre une glace le cache en partie. C'est contre ce paravent que l'Impératrice s'arrête : « Maréchal, dit-elle, j'ai désiré vous voir pour vous donner le commandement de Paris. Je compte sur votre dévouement. Vous avez de l'influence sur les soldats et je suis convaincue que vous réussirez dans ce commandement. »

Quand l'Impératrice a fini de parler, le maréchal tire de sa poche la dépêche qu'on vient de lui remettre

et qui pressait le transport de son corps d'armée à Metz, et la tendant à l'Impératrice, lui dit : « Madame, que Votre Majesté veuille lire cette dépêche et la communiquer à M. le ministre de la guerre. » L'Impératrice, après avoir lu, passe le télégramme au général de Palikao qui le rend au maréchal en lui disant : « Répondez vous-même à Sa Majesté. »

« Madame, dit alors le maréchal, je ne puis accepter. Mon corps d'armée, à l'heure où je parle, va à Metz. La bataille est peut-être pour demain. Si je restais au moment où mes soldats vont se battre, Votre Majesté aurait un bâton vermoulu sur lequel elle ne pourrait s'appuyer. Qu'elle me laisse faire mon métier de soldat. »

L'Impératrice comprit, ainsi que le ministre, les raisons alléguées; et voyant que le maréchal était décidé à refuser, renonça à insister.

Depuis elle eut le vif regret de n'avoir pas fait donner l'ordre formel au maréchal Canrobert d'accepter, et elle lui en veut même encore à l'heure présente du refus qu'il fit à sa demande dans la nuit du 10 au 11 août 1870, et lui reproche de l'avoir abandonnée au moment du danger.

C'est que le refus du maréchal Canrobert eut des conséquences graves, très graves même pour la France.

L'absence d'un titulaire au commandement de Paris permit, six jours plus tard, au prince Napoléon de faire nommer son protégé, le général Trochu, gouverneur de la capitale, et, au 4 septembre, le général Trochu laissa envahir la représentation nationale, qu'il avait juré de défendre, pour se faire nommer chef de ceux qui l'avaient violée d'accord avec lui. Cette violation de la Chambre, au moment même où elle désignait les

membres d'un gouvernement qui auraient eu un mandat régulier, permit à une douzaine d'hommes politiques, d'avocats et de journalistes, dont plusieurs étaient des fantoches grotesques, de se nommer eux-mêmes. Il en résulta que, durant la guerre, la Prusse se refusa à les reconnaître comme le gouvernement légal, prétextant que, s'étant désignés eux-mêmes sous le coup d'une émeute, ils pouvaient, d'un moment à l'autre, être remplacés par de nouveaux émeutiers. Fort de cet argument, M. de Bismarck refusa d'entrer en négociations et parvint à empêcher les différents états européens d'agir en notre faveur.

Le maréchal Bazaine a seul été condamné par la justice; mais en trahissant ses serments et sa souveraine, en abandonnant au moment du danger une femme qu'il avait promis de défendre, en complotant devant l'ennemi, en renversant le seul pouvoir régulier et en se substituant à lui par l'émeute, dont la nuit précédente il s'était fait le complice, le général Trochu a, plus encore que le maréchal Bazaine, amené par sa conduite la perte de Metz et de la Lorraine; et, si les tribunaux ne l'ont pas condamné, l'histoire doit flétrir à jamais son nom.

Avant de quitter les Tuileries, le maréchal Canrobert envoya ces deux télégrammes :

« Paris, 10 août, 10 h. du soir.

A l'Empereur, à Metz.

« L'Impératrice et le ministre Montauban (général Palikao) pensent que ma présence n'étant pas obli-

gatoire à Paris, je dois me rendre de suite à Metz, où Votre Majesté réunit tout mon corps pour l'action décisive. Je pars à l'instant.

« Maréchal CANROBERT. »

« 1 h. 10 matin.

Au général Henry.

« Reçu votre dépêche m'annonçant la concentration de tout mon corps d'armée devant Metz. Je pars ce matin de Paris pour Metz où vous me trouverez. Faites diriger sur Metz mes chevaux et mes équipages, que conduit le capitaine Randal. »

Aussitôt après, le maréchal se rendit à l'hôtel Bristol, place Vendôme, où la maréchale et le commandant Lonclas l'attendaient; tous le félicitèrent du résultat de l'audience, et il fut convenu que le maréchal repartirait le lendemain à 8 heures. Dans la même nuit il alla faire visite au maréchal Baraguay d'Hilliers avec qui il échangea quelques vues sur la situation, et ensuite alla se coucher à l'hôtel Bristol.

Le lendemain 11 août, à 8 heures, le maréchal Canrobert accompagné des commandants Lonclas et Boussenard, retrouvait à la gare de l'Est le lieutenant de Forsanz, qui y était demeuré pour garder les chevaux et qui attendait des nouvelles avec impatience.

Au bout d'une heure et demie, un train se mettait en marche; mais avec quelle lenteur! A chaque grande station, c'étaient des arrêts interminables. A Épernay, on croisa un convoi dans lequel était Mme de Failly

qui revenait de Nancy, où son mari commandait avant la guerre le 2e corps; le maréchal alla la saluer. Elle était dans un état d'exaltation violente. Elle annonça au maréchal qu'elle avait dû quitter Nancy à l'approche des Prussiens; puis elle lui offrit le palais du commandant pour son installation... offre bien inutile, si les Prussiens étaient à Nancy comme elle le disait. Elle se plaignit des accusations « déshonorantes » dont on accablait son mari. Elle confia au maréchal que l'Empereur aurait voulu lui retirer son corps d'armée; qu'elle lui avait écrit une lettre émue et avait obtenu son maintien. — Moins de quinze jours après le maréchal de Mac-Mahon demandera à l'Empereur la révocation du général de Failly dont il aura eu à se plaindre et qu'il aura trouvé encore couché un matin, à 9 heures, dans des circonstances graves. Ce malheureux général avait été brillant à la bataille de Traktir; mais, en 1870, il venait d'avoir une attaque et son état physique le rendait incapable de servir.

On croisait beaucoup du matériel qu'on ramenait à Paris pour ne pas le laisser aux Allemands : plusieurs de ces trains, à partir de Châlons, contenaient des blessés et des troupes des corps Mac-Mahon et Failly.

A Commercy, le général de la Charrière était sur le quai de la gare. Le maréchal l'interpella. Il commandait la subdivision de Nancy qu'il avait quittée sous la menace de l'arrivée des Allemands. Le maréchal lui fit observer qu'il aurait dû avec les gendarmes, les gardes mobiles, les dépôts, occuper la gare et les abords de Frouard pour empêcher les coureurs prussiens de venir couper cette importante jonction des communications de Paris à Metz.

Vers le milieu de la nuit, le train s'arrêtait à Frouard et y faisait une halte de plusieurs heures.

La gare était dans l'obscurité, et le désordre le plus inextricable y régnait. Tous les employés avaient perdu la tête. Des trains pleins de traînards du corps du général de Failly étaient sur une voie de garage : ils criaient, chantaient, dans une attitude déplorable. L'un d'eux à la portière, voyant passer le maréchal suivi de ses aides de camp, l'injuria, lâcha les plus grosses ordures avec ces mots : « A votre tour d'aller vous faire rosser. » Le maréchal va à lui, ouvre la portière, le saisit, le secoue et le force à descendre. Le soldat intimidé prend peur et demande pardon.

Le maréchal resta le temps de l'arrêt dans le cabinet du chef de gare. On repartit vers 3 heures, et, vers 4 heures et demie, on était à 4 kilomètres de Metz. La locomotive s'arrêta, siffla, puis siffla encore : la voie était obstruée et le chef de train vint annoncer au maréchal qu'il en avait pour plusieurs heures avant d'entrer en gare. Le commandant Lonclas sauta alors du wagon et courut par la voie à Montigny où il obtint une locomotive avec un tender qu'il fit amener jusqu'au train. Le maréchal monta avec le commandant Boussenard sur le tender, laissant le lieutenant de Forsanz avec les ordonnances et les chevaux; une heure après, vers 5 heures et demie, il descendait à la gare de Metz où il ne trouvait pas de voitures, mais où lui et ses aides de camp découvraient un pain qu'ils dévoraient. Ensuite, ils se dirigeaient vers l'hôtel de l'Europe où ils s'installaient et d'où le commandant Boussenard partit de suite aux nouvelles.

Vers 7 heures, le maréchal, accompagné du com-

mandant Lonclas, se rendit à la préfecture pour voir l'Empereur. Devant le perron, un break attendait, attelé, et un écuyer était à cheval : l'Empereur avait exprimé l'intention d'aller au camp du général de Ladmirault. Mais, depuis le matin, il était en conférence avec le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun et il ne paraissait pas disposé à sortir.

L'Empereur, prévenu de la présence du maréchal Canrobert, ne le laisse pas longtemps attendre ; il l'appelle et le fait assister à sa conversation avec le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun.

L'Empereur vers 5 heures du matin a pensé à prendre l'offensive et a fait appeler le colonel Lewal à qui il a exposé son idée, mais peu après il a ajourné tout mouvement jusqu'à l'arrivée à Metz des 5e et 6e corps. L'Empereur se préoccupe surtout de la pénurie des approvisionnements de biscuits et de cartouches d'infanterie et s'occupe d'en faire venir le plus grand nombre possible. Pendant que le maréchal est chez l'Empereur, on apporte une dépêche du ministre de la guerre, de 11 heures et demie du matin, informant le major général que « des éclaireurs ennemis se sont montrés du côté de Frouard » . Mais ce ne peuvent être que des coureurs, la masse doit être encore loin et l'Empereur pense toujours réunir près de 200,000 hommes au moins sous Metz. Le général de Failly a l'ordre de se diriger le plus vite possible sur Toul pour rejoindre ensuite l'armée que le 6e corps rallie en ce moment. Mais que veut faire l'Empereur avec ces 200,000 hommes? C'est ce que le maréchal Canrobert ne saisit pas.

Pendant ce temps, le commandant Lonclas est témoin

d'un spectacle dont il demeure ébahi : dans les salons et les corridors, aides de camp, officiers d'ordonnance, écuyers sont « dans l'agitation la plus inconvenante; la partie est considérée comme perdue; le trouble dans les idées et les propos était au comble ».

« Voilà où nous ont amenés quinze ans de favoritisme », disait un colonel d'état-major. « L'Empereur ne devrait plus donner d'ordres et remettre complètement le commandement à Bazaine », disait un général, aide de camp du souverain.

« Il y avait un grand désordre en toutes choses jusqu'ici, mais tout cela s'améliore depuis que c'est entre les mains de Bazaine », disait un autre général, également aide de camp de l'Empereur.

Tout le monde avait confiance dans le maréchal Bazaine : c'était le sauveur appelé par tous; c'était la planche de salut, fût-elle pourrie, à laquelle cherche à se raccrocher le noyé qui se sent à bout de forces. Personne, même les plus dévoués, ne conservait de confiance dans l'Empereur.

A Paris, l'avant-veille, durant le temps que le maréchal Canrobert avait passé à attendre l'Impératrice dans le salon des Tuileries, avec les chambellans, dames d'honneur ou autres courtisans, il avait recueilli la même impression : « autour de l'Impératrice, on ne s'occupe plus de l'Empereur; il n'est plus qu'un embarras. »

Tandis que le commandant Lonclas est à la préfecture — au quartier impérial — le commandant Boussenard, dans les bureaux de l'état-major, cherche à s'informer.

Mais personne ne peut lui dire ce que l'on va faire.

Quant au 6e corps, voilà ce que l'on en savait. La

3e division, arrivée la veille, était répartie dans les forts; la 1re, complète depuis le matin, était campée au sud, à Montigny, entre la Seille et la Moselle; la 2e et la 4e devaient être en route; mais un télégramme de la veille, 3 heures du matin, du ministre de la guerre, avait troublé quelque peu le maréchal Canrobert quand on le lui avait remis à Metz à son arrivée chez l'Empereur.

« 11 août, 3 heures matin.

« La 4e division du 6e corps quitte Paris pour Metz : le mouvement commencera à 8 heures du matin et continuera d'heure en heure. »

Étant donnés l'embarras de la voie et la difficulté déjà grande d'amener les divisions de Châlons, l'arrivée de Paris de trains supplémentaires sur la ligne allait augmenter le désordre et arrêter encore le mouvement.

C'est déjà ce que l'on a fait savoir à l'Empereur la veille, et il s'en est plaint au ministre. Il y a trois lignes pour aller de Paris à Metz : pourquoi n'emploie-t-on que celle déjà surchargée? On pouvait envoyer la division Le Vassor-Sorval et d'autres troupes, soit par Verdun tête de ligne, d'où elles auraient gagné Metz par routes, en trois étapes, soit par la ligne des Ardennes. Une batterie d'artillerie arrivera à Metz par cette dernière voie vingt-quatre heures après que la grande ligne aura été coupée.

C'est la question que pose le commandant Lonclas au colonel Henry Ducrot, chef de la section de l'administration à l'état-major général : on a eu, lui répond-il, depuis plus de quarante-huit heures, de Paris, l'avis

que la ligne du Nord par Mézières et Thionville allait être coupée, et l'ordre a été donné en conséquence de n'employer que la grande ligne par Châlons-Frouard déjà encombrée par des convois d'approvisionnements.

Le colonel Henry Ducrot explique que le maréchal Niel avait, en 1867, constitué l'approvisionnement des places fortes, mais, qu'au terme de leur conservation réglementaire, les biscuits avaient été distribués : la Chambre ayant refusé les crédits de leur remplacement, Metz et nos places frontières sont maintenant sans ressources : il a fallu traiter avec la maison de Rothschild pour la livraison de 50,000 autres quintaux qui sont déjà dans nos ports, mais qu'il faut amener jusqu'à Metz; c'est là qu'est la plus grosse difficulté.

C'est pendant que l'on faisait l'impossible pour amener ces biscuits en même temps que le grand parc du génie et plusieurs millions de cartouches, que le 6e corps a été dirigé de Châlons sur Metz, sans que l'intendance en fût avisée : il en est résulté le désordre que l'on suppose.

Plusieurs trains sont garés à Nancy et dans des voies transversales sans pouvoir bouger, rien n'arrive plus à Metz, et on ne sait si l'on pourra constituer une réserve de vivres pour l'armée.

Et puis les projets changent d'heure en heure, et les ordres par conséquent s'entrecroisent avec les contre-ordres. Dans la journée d'hier on a télégraphié le matin, à l'intendant de Nancy : « Gardez à Nancy tout ce que vous avez. » A midi : « Dirigez sur Metz tout ce que vous avez. » Le soir : « N'expédiez rien pour Metz, au contraire... » Enfin dans la nuit : « Consi-

dérez comme nul le dernier télégramme : dirigez sur Metz tout ce que vous avez. »

L'intendant en chef, M. Wolf, qui aurait dû partir le matin à Verdun et Paris organiser de nouveaux moyens de transports d'approvisionnements, « est pris par les entrailles ». On espère cependant qu'il pourra se mettre en route demain.

Jusqu'à une heure après midi, le maréchal Canrobert demeura à la préfecture et s'en alla avec la conviction qu'on n'avait encore à cet instant aucun plan arrêté. En quittant l'Empereur, il se fait rendre compte par le commandant Boussenard, qui avait couru de son côté, de ce qu'il a appris : « J'ai été, depuis ce matin, dans tous les bureaux des états-majors; j'ai interrogé tous ceux que j'ai rencontrés : je n'ai pu avoir aucun renseignement. Rien que des plaintes, des récriminations. C'est une consternation générale. » Puis il ajouta : « J'ai vu le colonel d'Andlau. « Eh bien, mon colonel, « lui ai-je dit, vos prévisions d'il y a deux mois sur « les mauvaises dispositions de l'Allemagne du Sud se « sont vérifiées contrairement aux avis de M. de Beust « d'une part et de notre ministre à Stuttgard, M. de « Saint-Vallier, qui affirmaient que le Sud ne mar- « cherait pas avec le Nord en cas de guerre. Les corps « d'armée bavarois et wurtembergeois se sont battus « à Frœschwiller aussi bien que les prussiens. Que « pense-t-on de cela en Autriche? — En Autriche, « m'a-t-il répondu, on pense d'abord que nous sommes « fichus. Et puis ce n'est pas l'Autriche qui nous « plaindra. Elle a entrepris une organisation militaire « qui ne peut être terminée qu'en 1871. Si elle a « pensé à donner un concours sérieux à la France,

« elle ne lui pardonne pas d'avoir déclaré la guerre « aussi subitement et sans avoir attendu. »

Le colonel d'Andlau, l'un des hommes les plus remarquables de l'état-major général par ses hautes facultés, son savoir étendu, sa finesse et sa facilité de compréhension, connaissait admirablement l'Allemagne — particulièrement les États du Sud. — Tous les ans il allait faire des séjours chez son cousin, le baron d'Andlau, président de la chambre des seigneurs de Bavière, qui possédait un magnifique château près de Munich et il en profitait pour parcourir le pays. Les rapports qu'il rédigeait chaque année après ses voyages, conservés au ministère de la guerre, sont du plus haut intérêt et d'une justesse de vue aussi remarquable que la précision et la clarté de leur exposé. Son dire était donc d'un grand poids.

Les rues de la ville que le maréchal suivait pour retourner à l'hôtel, la place de la Cathédrale, la rue des Clercs surtout, regorgeaient de monde : des habitants des campagnes, des soldats débraillés pour la plupart, des officiers en quête de nouvelles ; partout l'ahurissement de gens transplantés dans un milieu qui n'est pas le leur. La cour de l'hôtel de l'Europe était un champ de foire : des bagages, des chevaux, des ordonnances, des fourgons, des gens de toutes sortes. Après avoir percé cette cohue, le maréchal monta le perron de l'hôtel et demanda à déjeuner : une omelette et une côtelette. On lui indiqua la salle commune : c'était impossible de le servir autrement. Dans une pièce immense, au rez-de-chaussée, une grande table et tout autour, d'autres tables plus petites. Là, dans une promiscuité absolue, des généraux, des officiers de

tous grades, des civils, des journalistes, des femmes de tous les genres,et dans quels costumes! Tout ce monde mangeait, parlait haut, gesticulait. Un peu partout, des propos incohérents se croisaient. Le dépit, l'incertitude, le fatalisme, sentiments avant-coureurs de la défaite, y dominaient.

On a piétiné depuis un mois ou supporté des intempéries épouvantables, et sans voir l'ennemi. On aurait moins souffert à livrer bataille... Le maréchal était indigné. Il ne dit pas un mot, et commanda à ses officiers de faire de même : puis après avoir mangé un morceau il sortit furieux, déclarant vouloir, désormais, pour lui et ses officiers, une pièce à part. Il pouvait être 2 heures. Il monta à cheval pour aller à Woippy voir les troupes de son corps d'armée qui y étaient. A 4 heures, lorsqu'il rentrait, il était appelé par l'Empereur.

Depuis une heure les événements se sont multipliés. On a appris la présence de l'ennemi à Pont-à-Mousson où il aurait coupé la voie du chemin de fer : une dépêche du préfet de la Moselle annonce aussi un essai de destruction à Dieulouard, puis deux télégrammes du capitaine Vosseur, datés de Nancy, 2 heures, signalent l'approche de l'ennemi, et à 3 heures un troisième télégramme fait savoir que Nancy va être occupé d'une minute à l'autre par des troupes en vue. Les Prussiens marchent sur Paris pour déborder notre aile droite et nous couper de la capitale : le 5[e] corps (du général de Failly) ne pourra plus rejoindre, et on lui a télégraphié à 3 heures que l'Empereur annulait son ordre du matin et qu'il ait à se diriger maintenant sur Paris.

Et tandis que ces nouvelles viennent jeter le trouble dans les projets stratégiques de l'Empereur, l'Impératrice et le général Palikao continuent à insister pour obtenir la démission du maréchal Le Bœuf qu'ils supposent devoir donner satisfaction à la Chambre.

La veille, le comte de Kératry, l'agent infatigable du maréchal Bazaine et qui, au Mexique, a contracté envers lui une dette de reconnaissance qu'il veut acquitter, a demandé que le maréchal Le Bœuf soit appelé à la barre du Corps législatif et M. Guyot-Montpayroux, qui donnait déjà des signes de folie — il en est mort peu après, — a déclaré que c'était un scandale de le voir encore major général.

Sur les télégrammes de plus en plus pressants de l'Impératrice et du général Palikao, qui est vivement poussé par M. Thiers, le plus chaud admirateur du maréchal Bazaine, l'Empereur cède : à 2 heures et demie, le maréchal Le Bœuf n'est plus major général et le maréchal Bazaine est général en chef de l'armée française.

Le capitaine de frégate Duperré, après avoir causé avec l'Empereur, dans la soirée du 10, avait télégraphié à l'Impératrice :

« L'Empereur a donné au général Bazaine *(sic)* le commandement de l'armée... *La charge de major général devient donc une superfétation*. Il faut la supprimer... Voilà ce qu'il faut répondre à l'Empereur. »

Le conseil a été fidèlement suivi par l'Impératrice, et ce sont les termes du capitaine de frégate Duperré que l'Empereur emploie pour annoncer au maréchal Bazaine sa nomination de commandant en chef :

« Depuis que je vous ai nommé général en chef, les *fonctions de major général deviennent superflues*, etc. »

En même temps, à 2 heures et demie, l'Empereur appelait le maréchal Bazaine « au commandement en chef de l'armée du Rhin », et lui faisait porter immédiatement le décret de sa nomination.

L'Empereur était dans son grand cabinet, devant son bureau, peiné d'avoir à abandonner le maréchal Le Bœuf et inquiet de se livrer au maréchal Bazaine. Le maréchal Le Bœuf, irrité et blessé, était dans sa chambre avec les généraux Lebrun et Jarras, le colonel d'Ornant et le commandant Mojon.

Le général Changarnier allait d'une pièce à l'autre, droit, raide, avec ses traits ridés, mais énergique, et cherchant à remonter les cœurs et à pallier les meurtrissures, tout en prétendant que ce changement était le résultat d'une intrigue orléaniste menée par M. Thiers. Lorsque les décisions furent prises, le maréchal Le Bœuf, s'adressant au général Lebrun : « C'est vous qui allez être chef d'état-major. » — « Non. Je suis aide de camp de l'Empereur; je reprends mon service auprès de lui. » — « Alors, dirent ensemble le maréchal Le Bœuf et le général Lebrun en se tournant vers le général Jarras, puisque vous restez seul, ce sera vous. » Le général Jarras, l'air ennuyé et gêné, se rebiffa et refusa. Il n'était pas préparé. Mais, ses deux interlocuteurs lui ayant déclaré que se dérober c'était manquer à son devoir, qu'il fallait quelqu'un du grand état-major pour mettre au courant le nouveau général en chef, alors il se crut, malgré sa répugnance, obligé d'accepter.

L'Empereur intervint-il pour ce choix? D'aucuns

l'ont affirmé. Il lui aurait convenu de mettre à côté du maréchal Bazaine un homme comme le général Jarras, d'une droiture rigide, d'une honnêteté irréductible, incapable de tremper dans une compromission ou une intrigue. L'idée, en principe, était juste; mais son application eut les suites les plus funestes par le fait de l'incompatibilité de caractère du maréchal Bazaine et de son chef d'état-major, et parce que surtout le maréchal voulut agir seul avec son cabinet particulier sans rien laisser connaître de ses vues à son état-major.

Vers quatre heures, lorsque tout était décidé, le maréchal Canrobert se présentait à la préfecture, où il était reçu par l'Empereur qui le mit au courant, et lui dit : « J'ai l'intention de vous laisser indépendant. — Sire, la situation est grave; il faut que chacun sache obéir à un seul chef. Je donnerai l'exemple : placez-moi sous les ordres du maréchal Bazaine... » — « J'ai fait taire mon amour-propre, » a dit plus tard le maréchal Canrobert. Et ce dernier sentiment a été sincère chez lui, à en croire le maréchal Bazaine lui-même, qui, après la guerre, le 23 février 1871, a cru devoir en donner témoignage à son ancien lieutenant en lui écrivant : « *Je n'oublierai jamais de ma vie combien votre abnégation et vos loyales relations* ont facilité mon commandement. »

Le maréchal Canrobert, tout en parlant avec l'Empereur, le regardait en face : la lumière venant des fenêtres donnait en plein sur son visage et il paraissait affalé, pâle comme un mort sur son fauteuil, assis devant une grande table, tenant à la main un mouchoir qu'il portait sans cesse à la bouche. Certainement, il avait une crise néphrétique en ce moment, et peut-être

avait-il absorbé de l'extrait thébaïque, car il était comme inerte.

Le maréchal Canrobert parlait encore que le maréchal Le Bœuf introduisait le maréchal Bazaine. Il vient de recevoir la lettre de commandement : il remercie l'Empereur, mais c'est une bien lourde responsabilité. Il n'est pas le plus ancien : c'est aux maréchaux Canrobert et de Mac-Mahon à venir avant lui. « Non, répond le maréchal Canrobert ; l'opinion publique et l'opinion de l'armée vous appellent. » Et, sur ces mots, le maréchal Canrobert se retire. Que se passa-t-il ensuite entre le souverain et le maréchal Bazaine? Napoléon III n'en a jamais parlé. Le maréchal Bazaine a affirmé, mais après la mort de l'Empereur, quand il ne pouvait être contredit, que Napoléon III lui avait dit : « C'est un ordre que je vous donne. » Une autre fois, « c'est un service que vous me rendez ». Il a déclaré aussi n'avoir provoqué aucune instruction, ni demandé aucun renseignement à l'Empereur : « Je ne croyais pas que l'Empereur partirait, et j'étais là comme un sous-ordre : je me regardais comme son lieutenant, et, par déférence et par habitude de lui obéir, je n'ai pas songé à rien lui demander. »

L'Empereur sait depuis une heure que l'ennemi menace de nous tourner par le sud : il vient d'envoyer à 2 heures moins le quart le général Margueritte avec une brigade de chasseurs d'Afrique dégager la ligne de Paris à Pont-à-Mousson, qui a été occupée vers midi ; il sait, par une dépêche du directeur du bureau télégraphique de Nancy, que l'ennemi entre en ce moment même (4 h.) dans cette ville et que les têtes de colonnes de ses armées touchent la Moselle. Comment admettre

qu'en remettant au maréchal Bazaine l'armée de la France, l'avenir de son trône et de son pays, il n'a avec lui qu'une conversation banale. Il y a quelques instants, l'Empereur a prescrit au général Coffinières de construire rapidement des ponts sur la Moselle, pour permettre à l'armée de se retirer sur Châlons, et il n'en aurait pas parlé à celui auquel il remettait le commandement suprême!

Ainsi, l'Empereur aurait confié au maréchal tout ce qu'il avait de plus cher, son pays et sa dynastie, et il ne lui aurait fait part ni de ses projets ni de ses craintes!

Le général Lebrun a déclaré et écrit que l'Empereur aurait dit au maréchal Bazaine son désir de voir la retraite de l'armée s'effectuer, et le maréchal, comme d'habitude, par timidité, indécision, insouciance, dirons-nous le mot? abrutissement, n'aurait rien répondu. C'est pourquoi, dans la soirée, l'Empereur se reprenant à penser que le maréchal n'a peut-être pas une idée assez nette sur ce qu'il faut faire, se met à lui écrire ce mot : « Voyez ce qu'il y a à faire, et, si nous ne sommes pas attaqués demain, prenons une résolution. »

Ainsi, en assumant le commandement suprême et la responsabilité de l'avenir de la France, le maréchal Bazaine n'a rien voulu dire à l'Empereur qui, quelques heures après, s'en inquiète.

Pourquoi ce silence? Était-ce pour cacher sa pensée ou bien n'en avait-il aucune? A l'abri de la renommée que l'opinion de tous les partis lui faisait, le *glorieux Bazaine* n'était-il qu'un incapable?

CHAPITRE VIII

LE MARÉCHAL BAZAINE

En 1870, il a cinquante-neuf ans ; mais il paraît plus. De taille moyenne, il semble petit : son buste est trop long et ses jambes trop courtes ; il est devenu très gros : manquant déjà de cou dans sa jeunesse, il n'en a plus du tout maintenant, et sa tête, très forte, avec un triple menton et une nuque à gros replis, est à même ses épaules ; ses traits, qui autrefois exprimaient l'énergie, sont maintenant perdus dans une chair jaunasse et molle qui leur enlève toute netteté. De face, sa figure est ovale, mais de profil ce n'est plus qu'une grosse boule à laquelle deux tout petits yeux, très enfoncés dans la graisse, et sur lesquels retombent sans cesse les paupières, donnent une expression particulière. C'est quelqu'un de fatigué, qui doit faire effort pour regarder.

Que lit-on dans le regard atone de ces yeux en somnolence? L'apathie, l'insouciance, la nullité morale et intellectuelle la plus complète : le cerveau et la pensée ont disparu de cette grosse tête, et le corps, trop ramassé et trop pesant, a également perdu beaucoup de son activité.

Tel est l'homme au physique et au moral, mais il n'a pas toujours été ainsi : à pousser, sous leur bouffis-

sure, l'analyse de ses traits, on découvre qu'il a été énergique, actif, adroit, industrieux, sinon intelligent, réfléchi et perspicace.

Sa vie tout entière d'aventures est comparable à celle des plus célèbres héros de roman.

Il naquit à Versailles, le second enfant d'un père très doué pour les chiffres, qui avait eu le prix d'honneur de mathématiques au grand concours de 1802, et qui, au moment où vint au monde le futur maréchal, était en mission en Russie où il se distingua comme ingénieur, architecte et pédagogue et arriva aux premiers rangs de la hiérarchie impériale : on a même prétendu que c'était lui qui avait dressé les plans de la forteresse de Sébastopol.

Comment l'acte de naissance du jeune Achille Bazaine porte-t-il que son père était en 1811 ingénieur en chef du département de Seine-et-Oise, ce qu'il ne fut jamais? Comment cet acte le fait-il naître à Versailles en 1811, quand son père avait quitté la France en 1809 pour aller au service du tzar Alexandre Ier? Quand perdit-il sa mère née Marie Vasseur, sœur de Mme Clapeyron femme du célèbre mathématicien, membre de l'Institut? Comment le jeune Achille Bazaine, après avoir vraisemblablement perdu sa mère et été abandonné par son père, fut-il élevé à la pension Barbet-Massin? Comment le baron Roger, député du Loiret sous la monarchie de juillet, fut-il amené à « diriger son éducation » et « à le faire élever? » Comment et pourquoi cet homme politique écrivait-il au maréchal Soult, le 15 février 1844, qu'il « considérait le commandant Bazaine comme un véritable fils d'adoption » qu'il veut aider de « son intervention quasi paternelle? » Je ne puis le dire :

mais ce qui est positif, c'est qu'ayant échoué aux examens d'entrée à l'École polytechnique, où son frère aîné avait été reçu en 1829 sous le nom de Bazaine-Vasseur, il demeura sans un sou vaillant sur le pavé, que pour vivre, il dut se faire embaucher comme garçon épicier et que le métier ne lui convenant pas, il s'engagea le 23 mars 1831.

Cinq ans après, déjà officier dans la légion étrangère, il guerroyait en Espagne contre les Carlistes, où, en délivrant sous les yeux de ses compagnons le général Conrad cerné et sur le point d'être massacré, il avait l'occasion de faire preuve de ce sang-froid et de cette impassibilité au feu qui ne l'abandonneront jamais et qui seront une des sources de sa fortune.

En 1840 il entrait dans les chasseurs à pied lors de leur création, et au camp d'Helfaut, où étaient réunis les nouveaux bataillons, il obtint, cette année même, le premier prix de tir sur tous ses camarades.

Coup d'œil et sang-froid, ce sont les deux qualités principales du tireur, et tous les officiers et les soldats les constatent chez ce capitaine trapu, peu communicatif, dont la poitrine est couverte de décorations exotiques gagnées dans des guerres lointaines.

Lorsqu'en 1847, Abd-el-Kader, à bout de ressources, se rend, c'est au commandant Bazaine qu'il remet son yatagan, ce qui le place tout à fait en vue, si bien qu'à la guerre de Crimée, il est colonel dans la légion étrangère.

De 1842 à 1851, il avait quitté le commandement actif de la troupe pour devenir chef des affaires arabes à Tlemcen et à Oran; il avait acquis dans ces fonctions l'usage familier de la langue de l'islam et avait étudié et

sondé le caractère des indigènes dont le maniement n'avait plus de secret pour lui. Quoique son administration lui eût valu des éloges unanimes, le général Pélissier, qui l'inspectait en 1850, trouvait qu'en demeurant si longtemps éloigné du soldat, « il avait perdu du sentiment militaire, » qu'il arrivait à « manquer aussi d'instruction pratique, et qu'il fallait, sans tarder, le remettre dans la troupe. »

Lorsqu'il était directeur du bureau arabe de Tlemcen, la garnison de cette ville se plaignait perpétuellement de l'absence de tout hôtel ou auberge, et le fait est qu'il en résultait force inconvénients auxquels le général Bedeau s'efforça de parer, en demandant à notre consul à Carthagène si quelque hôtelier espagnol ne voudrait pas tenter la fortune à Tlemcen. Peu après débarquait à Mers-el-Kébir une dame Tormo avec ses trois filles qui avaient tenu une posada dans la province de Murcie. Elles vinrent à Tlemcen où l'administration militaire facilita la création de leur établissement. Le commandant Bazaine devint bientôt un des hôtes de la famille Tormo et c'est alors qu'il remarqua la dernière fille — Maria de la Soledad — âgée de dix-sept ans. Il s'intéressa à elle et demanda à sa mère l'autorisation, accordée sans difficulté, de se charger de son éducation. Il l'installa dans une maison d'Oran où il lui fit donner des leçons et où il allait souvent la chercher pour faire avec elle de longues promenades à cheval.

Tout le monde, à Oran et à Tlemcen, connaissait la jeune « Soledad » , comme on l'appelait familièrement. Elle dansait la cachoutcha en s'accompagnant des castagnettes avec une grâce charmante, souriant toujours à tout le monde : on la rencontrait dans les rues où elle

trottinait accompagnée d'une soubrette, ou au théâtre, qu'elle aimait beaucoup, et où elle lançait des œillades aux spectateurs, même au mystique général Bedeau ou au rigide général Cavaignac.

Aussitôt nommé colonel, Bazaine voulut l'épouser; mais le général, dont il lui fallait l'autorisation, et qui devait être plus tard, en même temps que lui, maréchal de France, la lui refusa. Il s'intéressait à Bazaine : il le fit venir, lui dit qu'il le croyait appelé aux plus hautes destinées, et qu'il ne devait pas prendre une femme qui pourrait peut-être lui nuire dans sa carrière; car toute l'armée d'Afrique connaissait la famille de celle qu'il voulait épouser. « Voyez donc le colonel X***; croyez-vous qu'il lui est agréable d'avoir épousé *Casque en cuir?* » Obligé d'attendre, il ne se rebuta pas et trouva le moyen de faire recevoir sa fiancée, par l'entremise de l'abbé Suchet, vicaire général d'Alger, en qualité de pensionnaire au Sacré-Cœur de Marseille, la faisant passer pour la fille d'un général espagnol, l'un de ses compagnons d'armes tué à ses côtés dans la guerre carliste. Elle était encore au couvent, où son caractère gai et aimable l'avait fait adorer des religieuses et des élèves, lorsque, le 15 mai 1852, le colonel Bazaine fit une seconde demande de mariage qui cette fois fut accordée.

Éduquée avec soin, ne fréquentant plus que des compagnes bien élevées, Mme Bazaine sortait du Sacré-Cœur, femme accomplie, instruite et surtout pianiste remarquable. D'une distinction et d'un tact parfaits, à douter de son origine, aimable, simple et par-dessus tout admirablement jolie, elle était destinée à plaire; et, en effet, elle plut beaucoup et sut se faire aimer

de tous ceux qui eurent l'occasion de la connaître.

Le colonel Bazaine se maria à Versailles le 12 juin 1852 et lors de la guerre de Crimée, encore en pleine lune de miel et très amoureux, il emmena sa femme avec lui en Orient.

Le jeune ménage était à Gallipoli, installé dans la maison la moins mauvaise de la ville, lorsque le choléra vint à y sévir et à frapper le duc d'Elchingen, le deuxième fils du maréchal Ney. Mme Bazaine, prévenue, se présenta chez lui pour le soigner, et, le trouvant mal installé, le fit transporter dans sa chambre, où elle le veilla, s'efforçant d'adoucir ses souffrances, en lui jouant des symphonies et des sonates de Beethoven sur son piano, qu'elle emportait toujours avec elle.

Ce fait touchant se répéta. Cuvillier-Fleury le connut et le conta dans l'article nécrologique du *Journal des Débats* qu'il consacra au duc d'Elchingen. Jusqu'alors, personne à Paris n'avait entendu parler de Mme Bazaine ; elle s'y révélait, pour la première fois que son nom était prononcé, entourée d'une auréole à laquelle la guerre lointaine où elle avait suivi son mari donnait un caractère mystérieux ; on la citait comme une musicienne légendaire, accolant son nom à celui de Mme Potocka, qui avait joué à Chopin mourant ses plus belles compositions.

Devant Sébastopol, on n'entendit guère parler du ménage tant que le maréchal Canrobert commanda en chef ; après, ce fut différent. A peine installé au quartier général, le général Pélissier, qui trouvait Mme Bazaine charmante, l'invita sans cesse à sa baraque, où elle faisait les honneurs à tous les dîners, qu'elle présidait en se plaçant à table en face de lui. Il riait avec

elle comme avec une gamine, s'amusant à lui pincer le menton, à la coiffer de son fameux képi sans visière, ou en faisant sauter, pour elle, son caniche sur des files de chaises, quelquefois même esquissant, après dîner, un tour de valse avec elle aux accents des cuivres d'une musique militaire. En même temps, le général Pélissier, confiant dans la vigueur du général Bazaine, lui donnait souvent l'occasion de se distinguer et aussi de se faire tuer. C'est ainsi qu'il eut le commandement de l'attaque du cimetière; que, Sébastopol pris, il en fut nommé gouverneur, et qu'il eut, à la fin de 1855, le commandement en chef des troupes alliées de l'expédition de Kimburn. Tout le temps de cette opération éloignée, le maréchal Pélissier ne manqua pas un seul jour d'aller rendre visite à Mme Bazaine, demeurée seule à sa baraque : vers trois heures, il montait dans le grand carrosse aux formes antiques et ridicules, raccommodé de toutes pièces, que l'on avait pris au prince Menschikoff, la seule voiture existant sur le plateau de Chersonnèse, et, traîné par quatre chevaux d'artillerie, il traversait le camp, où tous les soldats le voyaient passer.

La guerre finie, Mme Bazaine vint à Paris avec son mari et fut présentée aux Tuileries et dans différents salons.

Sa situation était difficile; car quelques mauvaises langues avaient parlé de son origine, et la réputation que lui avait faite l'article de Cuvillier-Fleury risquait de s'amoindrir, et même de disparaître tout à fait, quand on la verrait. Au contraire, sa beauté, son tact et son amabilité naturelle la firent de suite apprécier et aimer partout où elle alla dans la capitale.

A Paris, les salons sont éclectiques et l'on y accueille facilement les étrangers sans que leur origine soit connue. En province, au contraire, la société est souvent très difficile. Or, s'il est une ville où les salons soient fermés, et où l'on pousse la pruderie jusqu'à l'exagération, à coup sûr, c'est Bourges et c'est à Bourges que le général Bazaine fut envoyé en remplacement du duc de Mortemart. Avant son arrivée déjà, les personnes les mieux posées de la ville s'étaient inquiété de savoir qui était la femme du nouveau général, et l'on pense si l'accueil que reçut Mme Bazaine dut être empreint de fraîcheur. Cependant quelque revêches et imbues de leurs vertus que fussent les personnalités les plus saillantes de la société, Mme Bazaine parvint en peu de temps à en avoir raison, et certes ce fut une preuve indéniable de son habileté et de sa finesse.

Étant entrée en relation officielle avec le cardinal Du Pont, archevêque de Bourges, elle trouva moyen de lui plaire par son amabilité, puis de le gagner tout à fait en l'engageant à fonder une confrérie de la Vierge, comme il en existait au Sacré-Cœur de Marseille, et à inviter à en faire partie toutes les jeunes filles des familles les plus aristocratiques de la ville. Cette idée séduisit le cardinal et l'archiprêtre de la cathédrale qui se mirent à l'œuvre et bientôt les membres de la confrérie se réunirent certains jours à la cathédrale pour y chanter des cantiques aux accents de l'orgue que tenait Mme Bazaine. En peu de temps, la société qui l'avait boudée, voyant en elle une mère de l'Église qui édifiait les personnes les plus religieuses par sa tenue réservée et que choyait le cardinal, considéra comme des calomnies tout ce qui avait été dit sur ses origines,

et affirma désormais qu'élevée au Sacré-Cœur elle était la fille d'un général espagnol tué dans la guerre civile. Ainsi grâce à un sourire, à quelques minauderies et à son talent musical, elle avait entièrement retourné et conquis tout le monde.

Quant au général Bazaine, il passait pour le chef le plus vigoureux de l'armée; et lorsque l'on commença à penser à la guerre d'Italie, il fut désigné pour commander l'avant-garde.

Dans cette guerre, on vit surtout le courage des chefs et des soldats, et l'on ne s'occupa pas de leur façon de faire la guerre; peut-être, en y regardant de plus près, eût-on commencé à avoir des doutes sur les talents du général Bazaine.

A Montebello, il demeura immobile à quelques kilomètres du combat; à Solferino, il lança son infanterie contre le mur du cimetière sans l'avoir canonné, si bien que ses troupes furent six fois de suite repoussées, et, sans le lieutenant d'artillerie de Novion qui, de lui-même, fit une brèche par où les soldats du général Bazaine passèrent, il est probable qu'ils auraient été indéfiniment arrêtés par cet obstacle.

Trois ans après a lieu l'expédition du Mexique : on met le siège devant Puebla et on attaque les quartiers ou *cadres*, un par un; besogne fastidieuse dont on ne voit point la fin. L'armée s'énerve : le dégoût et la critique commencent, il faut aviser. Dans le conseil, le général Bazaine propose d'anéantir d'abord l'armée de secours, puis après avoir de ce fait réduit la ville à ses propres ressources, d'abandonner les attaques des *cadres*, et de porter tous nos efforts sur l'ouvrage exté-

rieur de Totimehuacan qui domine Puebla : lorsqu'on l'aura pris, la ville sera obligée de capituler.

Le général Forey, commandant en chef, adopte ses propositions et lui en confie l'exécution. Il part le soir du 7 mai 1863, marche toute la nuit avec 3,500 hommes et arrive au petit jour devant la position de San Lorenzo où est retranchée l'armée mexicaine de secours; il déploie sa colonne et fait aborder les retranchements l'arme sur l'épaule : l'ennemi, attaqué à la baïonnette, s'enfuit laissant 800 morts, 1,000 prisonniers, 3 drapeaux et ses canons. L'armée de secours n'existait plus.

De retour, le 12 mai, il commençait l'attaque de Totimehuacan : le 16, Puebla se rendait.

Dans toute l'armée on le proclamait un vrai général, et cette opinion, traversant les mers, s'accréditait en France; aussi, lorsque le maréchal Forey revient, c'est lui qui le remplace avec la mission de conquérir l'immense territoire du Mexique, de le pacifier, de l'administrer, et en 1864 il est nommé maréchal de France.

Aventurier, condottiere, les circonstances lui ont été favorables, a-t-on dit. Soit, mais l'enfant abandonné de 1811, le garçon épicier de 1831, le paria de la société auquel la famille de son père veut même retirer le droit de porter son nom, n'a pas pu arriver, à cinquante-trois ans, à être maréchal de France s'il n'a pas fait preuve de grandes qualités, et déployé une énergie et une constance extraordinaires. Son calme dans les plus grands dangers comme dans les circonstances les plus décisives ne l'abandonne jamais, ni non plus sa lucidité. Sa mémoire est prodigieuse. Au Mexique, alors que l'armée est dispersée sur un terri-

toire plus grand que la France, il connaît l'emplacement, la force de chaque poste, de chaque colonne, et le nom des officiers qui y commandent. Ainsi, à la fin de juin 1865, dans l'après-midi, par une chaleur torride, suivant une vieille habitude africaine, après déjeuner, il somnolait, fumant un cigare, allongé dans un fauteuil, faisant semblant de lire un journal, lorsque le capitaine Vosseur, de son état-major particulier, lui apporte une dépêche annonçant la capitulation de Matamoros et le soulèvement des provinces du Nord. Sans se lever, sans consulter une note, ni une carte, il fait le résumé de l'état des forces françaises dans les contrées menacées et dicte les ordres de concentration sans se reprendre une seule fois.

Il a le don des langues et parle l'arabe et l'espagnol comme un marabout ou un hidalgo. Personne ne sait aussi bien se tenir renseigné sur toutes choses : il noue des intelligences dans tous les mondes et tous les milieux des pays où il est. Au Mexique, il possède une police secrète qui lui rapporte tout ce qui se dit et se fait, chez Maximilien comme chez les chefs républicains.

Malgré sa réussite inespérée, le succès et les honneurs ne l'ont point rendu arrogant; il est resté bonhomme avec tout le monde, avec les inférieurs et surtout avec les plus petits; jamais la moindre morgue, jamais d'emportement et de colère; il n'a pas la mauvaise habitude qu'ont certains chefs de jurer; au contraire, il affecte toujours une familiarité polie avec officiers et soldats, ce qui le rend très populaire. Qu'on n'aille pas le croire homme de dévouement et d'affection : non, il paraît n'avoir jamais agi que par intérêt, et le sens

moral lui fait défaut autant que le sentiment du devoir. Un père et une mère n'ont pas veillé sur ses premières années, ne lui ont point appris à discerner le bien du mal, ne lui ont pas donné ces leçons qui forment le cœur et qui élèvent le caractère. Pas davantage de conviction, ni religieuse, ni politique : il deviendra pratiquant à la fin de sa vie pour plaire à sa seconde femme; et aucun régime, aucune dynastie ne devra compter sur lui, qu'autant qu'il croira y trouver son intérêt : après la capitulation de Metz, après avoir été saluer Napoléon III à Wilhelmshoe, il se rend à Genève pour faire visite au comte de Chambord et à la duchesse de Madrid qui refusent de le recevoir, et en même temps il fait écrire par le capitaine de Mornay-Soult au duc d'Aumale, qu'il qualifie de protecteur de ses jeunes années, que les princes d'Orléans peuvent compter sur son dévouement.

L'égoïsme sera toujours le principal mobile de ses actes, mais ne l'empêchera pas d'être serviable, si ça ne doit pas le gêner, car il est plutôt bienveillant.

Entré dans la vie sans un appui, isolé, il lui a fallu arriver coûte que coûte; étant sans morale, les moyens lui ont peu importé; et maintenant qu'il a obtenu la plus haute situation que puisse ambitionner un Français, celle de maréchal de France, il trouve que la réussite justifie la façon dont il a su tirer parti des événements et des personnes.

De son enfance et de sa jeunesse misérables, de la difficulté qu'il a eue à vaincre les préjugés du monde, il lui reste une certaine crainte de ce monde qui semblait ne pas vouloir de lui et il demeure toujours timide. Du reste, sans distinction, sans avantage physique, sans

aucune des qualités brillantes qui permettent de plaire, il se sent mal à l'aise dans la société, même avec ses collègues, les autres maréchaux.

Ne fréquentant pas le monde, le qu'en dira-t-on ne le retient pas plus que la morale.

En 1866, Napoléon III, inquiet de ce qui se passe au Mexique et rendu méfiant par ce qui lui revient de tous côtés sur les agissements du maréchal Bazaine, veut tirer au clair la situation. Mais rencontrant une résistance décidée à tous ses projets d'enquête de la part de son ministre de la Guerre, le maréchal Randon, moins perspicace que lui, il attend qu'il prenne un congé et, saisissant alors cette occasion, en septembre 1866, il confie par intérim le portefeuille de la Guerre à M. Béhic, avec qui il se met d'accord pour l'envoi au Mexique d'un homme de confiance, le général de Castelnau. Le représentant de l'Empereur sera « autorisé à connaître de toutes mesures projetées », disent les lettres patentes du 17 septembre 1866, « et dans le cas où il trouverait ces mesures en contradiction avec nos décisions, il est autorisé à s'opposer à leur exécution et à cet effet toutes les autorités devront, sur sa réquisition écrite, obtempérer aux instructions qu'il leur donnera en notre nom, comme si elles émanaient de nous-mêmes ». — Le général Castelnau devra aussi renseigner exactement Napoléon III sur toutes choses.

Les officiers français du cabinet de Maximilien ont toujours prétendu que le maréchal Bazaine, désireux de connaître exactement les pouvoirs donnés au général Castelnau, avait, un jour où il le savait sorti, envoyé un émissaire chez lui demander de sa part l'original des lettres patentes le nommant commissaire extraor-

dinaire, mais que le secrétaire du général s'était refusé à toute communication sans un mot d'écrit.

Si ce fait est demeuré douteux, il est positif qu'à la fin de l'année 1866 le maréchal Bazaine se procura le brouillon d'un rapport confidentiel et accusateur du général Castelnau à l'Empereur, et que le jour même il y répondit par une lettre qu'il adressa au ministre.

Cette communication surprenante avait été faite, disait-on à Mexico, par une ordonnance qui, en balayant la chambre du général Castelnau, avait trouvé le brouillon en question par terre, et l'ayant lu, avait jugé qu'il devait le porter au maréchal.

Dans l'état-major de l'armée cette explication fut généralement admise, et on y ajoutait que l'ordonnance n'avait pas agi ainsi sans avoir été acheté auparavant.

Or, d'après un ancien officier d'ordonnance du maréchal Bazaine qui vit encore, le fait se serait passé différemment.

Le général Castelnau occupait à Mexico une maison annexe du palais de Buenavista qu'habitait le maréchal; cette maison, avant l'arrivée de l'aide de camp de l'Empereur, était la demeure des officiers d'ordonnance et aides de camp du maréchal, et elle avait une communication intérieure qui s'ouvrait sur le salon où se tenait l'officier d'ordonnance de service; le lieutenant Lapierre du 2e chasseurs d'Afrique, dont c'était le tour ce jour-là, eut besoin de s'absenter, et passant par la porte intérieure il alla dans un endroit retiré de la maison qu'il avait habitée jusqu'alors : là il aurait trouvé des papiers déchirés et après les avoir lus et en avoir

saisi l'intérêt il aurait rapporté tous les morceaux qu'il aurait trouvés au maréchal.

On s'étonnera toutefois qu'une personne aussi avisée et prévenue que l'était le général Castelnau ait pu laisser traîner ainsi des papiers importants : on le comprendra d'autant moins que le général Castelnau, se méfiant de la poste et craignant que ses lettres ne fussent lues par le maréchal, envoyait son officier d'ordonnance, le lieutenant Paul de Saint-Sauveur, jusqu'à la Nouvelle-Orléans remettre ses rapports en mains propres au commandant du bâtiment qui devait les apporter en France.

Or, cette fois, pendant que M. de Saint-Sauveur faisait diligence pour traverser une partie du Mexique et aller par mer de Vera-Cruz à la Nouvelle-Orléans, le maréchal lisait tranquillement la minute du rapport qu'emportait l'officier et par le même courrier il envoyait sa justification qui parvenait à Paris en même temps que l'accusation.

S'il est roué, s'il cherche toujours à agir par des moyens petits, détournés ou peu avouables, c'est qu'il ment toujours, naturellement, sans raison, par habitude; on ne sait réellement pas pourquoi, car il est sûr que son mensonge sera découvert : c'est de la monomanie chez lui.

En 1866, l'empereur Maximilien met au ministère de la Guerre et des Finances le général Osmont et l'intendant Friant. Tous les deux écrivent au maréchal, qui est absent de Mexico, pour lui demander s'ils doivent accepter. De la Griega, il répond au général Osmont, le 4 juillet 1866 : « Il n'y a pas à hésiter, il faut accepter. Vous pouvez compter sur

moi pour vous aider, vous soutenir et vous faciliter votre besogne ». Puis, il écrit à Paris que ces deux officiers ont accepté sans son autorisation et qu'il faut les blâmer.

Quand, à la fin de l'année 1866, Napoléon III veut obtenir l'abdication de Maximilien, pour lequel il redoute une catastrophe, il charge le maréchal avec le général Castelnau et le ministre de France, M. Dano, de le décider. Ces trois personnages réunis signent une note dans le sens indiqué; puis, quand il s'agit de la remettre, le maréchal s'excuse d'être retenu ailleurs. Le 22 décembre 1866, le général et le ministre, seuls, remettent la note, la commentent et ajoutent que le maréchal partage absolument leur opinion. « A quel moment le maréchal parlait-il ainsi? interrompt l'Empereur. — Le 8 décembre, date où il a signé cette note avec nous. — Eh bien, il a changé d'avis. Voici une dépêche datée d'hier et où il me conseille de rester, et il m'offre son appui si je me décide... » et l'Empereur Maximilien tend la dépêche au général Castelnau qui en lit le contenu.

« Cette dépêche de la veille, écrivait ce soir même le général Castelnau à Napoléon III, invitait l'Empereur, Maximilien à garder la couronne, ajoutant que rien n'était possible au Mexique que l'Empire, et qu'il ferait tous ses efforts pour le soutenir. Comme je courbais la tête devant ce mouvement de duplicité, continuait le général Castelnau, l'Empereur Maximilien, après avoir joui un moment de notre confusion, nous dit : « Vous ne paraissez pas être encore habitués aux façons d'agir du maréchal; pour moi j'y suis fait depuis longtemps et je sais quel fonds on peut faire sur lui.

Je déplore son manque de franchise dont plus que personne j'ai été victime, mais aujourd'hui, sans plus me confier à lui, je m'en sers comme d'un instrument pour l'exécution de mes desseins. Il s'ingénie à tromper tout le monde et il s'imagine qu'il y réussit alors que personne n'est plus sa dupe. » — 22 décembre 1866.

Le maréchal Bazaine aime à avoir auprès de lui des gens sans scrupule, des noceurs ou des joueurs invétérés, pour qui tous les moyens de se procurer de l'argent sont bons. Son confident et son inspirateur est le général Napoléon Boyer, son premier aide de camp, fils du général Boyer *coupe-tête :* il a été, comme son chef, abandonné dès l'enfance, et n'a eu aucune leçon de moralité. Petit, fort laid, avec un nez énorme et de tout petits yeux, c'est un rédacteur hors ligne, un bourreau de travail, adroit, très intelligent, à qui l'on peut confier toutes les besognes, pourvu qu'il y ait quelque chose à gagner : dès Saint-Cyr, ses camarades l'avaient pris en mince estime. Au Mexique, il est entre les mains d'une femme qui aura sur lui, en 1870, la plus fâcheuse influence et en la société de laquelle il ira s'éteindre misérablement à l'Isle-Adam, ayant abandonné tous les siens. Il sera le « mauvais génie du maréchal », comme le qualifieront la maréchale et de nombreux amis.

Il n'a pas que des aigrefins autour de lui : brave lui-même, il aime aussi à s'attacher ceux qu'il a distingués sous le feu ; aussi fit-il plus tard son officier d'ordonnance du commandant Gudin dont il avait remarqué la belle conduite à Rezonville dans la charge des cuirassiers de la Garde.

Parvenu, il admire les gens titrés : il est hypnotisé

par un grand nom, croit en ceux qui le portent, et avec une adresse consommée, demeure vis-à-vis d'eux le bonhomme qu'il paraît être avec tout le monde et ne laisse rien voir de ses roueries. Ainsi attache-t-il à son état-major particulier le capitaine de Mornay-Soult qui, jusqu'à son dernier jour, lui montrera un noble dévouement. Quand le maréchal sera abandonné, qu'il recevra des injures de ceux surtout qui l'auront le plus flatté, M. de Mornay défendra sa mémoire, restera un fidèle ami, qui continuera à le voir, à l'encourager, sacrifiant son avenir à cette reconnaissance si rare quand l'intérêt est en jeu. Le commandant Gudin aura une conduite aussi digne et aussi méritante.

Toutefois, il n'a pas la vanité du parvenu, il a le bon sens de ne pas s'en faire accroire, et, au moment de la naissance de son premier fils, qui est tenu sur les fonts baptismaux par l'Empereur et par l'Impératrice du Mexique, il refuse le titre de duc que Maximilien veut lui conférer, jugeant la chose plutôt ridicule.

Au Mexique, le maréchal Bazaine prit l'habitude de tout faire avec son *cabinet*, même d'envoyer des ordres aux troupes, sans en prévenir son chef d'état-major et les services compétents, qui ignoraient ainsi la position et les besoins de l'armée et qui ne pouvaient lui assurer les vivres ou les munitions, ou même lui faire parvenir des secours en cas de nécessité. Bien entendu, le service des renseignements, si important dans une armée, et qui ressort essentiellement de l'état-major, lui est retiré avec un soin jaloux et exclusivement réservé au maréchal.

On ne saurait trop blâmer de tels procédés employés seulement pour cacher de vilaines intrigues.

On a accusé le maréchal d'avoir été homme d'argent : ce n'est pas exact; car, personnellement, menant une vie très simple et toujours très frugale, déjeunant et dînant en quelques minutes, il était sans besoins. Mais autour de lui une bande d'affamés le grugeaient sans cesse et se faisaient donner tout ce qu'il possédait. Plus tard, sa seconde femme, coquette et dépensière, le poussera aux démarches les plus pénibles pour son amour-propre, même les plus honteuses. En fait, il est toujours à court d'argent, parce qu'il ne sait pas refuser, et, après la guerre de 1870, il n'aura même pas la somme suffisante pour payer le retour de sa famille à Paris.

Il perdit sa première femme en 1863, alors qu'il était général en chef au Mexique, dans des circonstances dramatiques qui l'amenèrent à contracter, à cinquante-quatre ans, une nouvelle union avec une toute jeune fille dont l'influence lui fut aussi néfaste que celle de sa première femme lui avait été utile.

C'était à la fin de 1863. Mme Bazaine avait entretenu une correspondance suivie avec M. B. D..., marié à une actrice de la Comédie Française, Mlle J..., connue pour son succès dans le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*. Celle-ci, d'un naturel jaloux, et curieuse, fouilla dans les papiers de son mari et y trouva la correspondance en question. Séance tenante, elle en fit un pli qu'elle adressa au général en chef à Mexico; puis, quelques jours après, seulement, elle informa la principale intéressée. Mme Bazaine était sur le point de partir au Mexique, en compagnie du mar-

quis et de la marquise de Montholon et de Mmes Roussel de Courcy et de Rancy pour rejoindre son mari qui la demandait dans chacune de ses lettres. A ce coup, elle prit le train sur l'heure, se rendit à Compiègne, et demanda à l'Empereur de télégraphier à Brest pour faire rattraper le courrier par le plus rapide de nos bâtiments et rapporter à Paris tous les plis adressés au général en chef. L'Empereur accéda à son désir; mais, apprenant, peu après, que le bateau envoyé à la recherche du courrier était arrivé trop tard et se croyant perdue, elle rentra dans la villa de M. Clapeyron, à Chatou, où elle habitait, s'enferma dans sa chambre et, le lendemain, on la trouvait morte.

Le même jour arrivait, du Mexique à Paris, un jeune officier de chasseurs d'Afrique convalescent, M. de James, qui avait reçu, à la charge de Cholula, onze coups de lance dans le corps et deux coups de pistolet dans la figure; il apportait à Mme Bazaine de la part de son mari divers cadeaux, des bijoux indiens et des étoffes; empressé à faire la commission, il chercha à joindre Mme Bazaine et fut un des premiers à connaître l'événement.

Mme Bazaine avait pris peur à tort. Le pli était bien arrivé à Mexico, mais à un moment où le général en chef n'y était pas, et ce furent deux officiers de son cabinet, MM. Willette et Clapeyron — le fils du savant mathématicien qui, par sa mère, née Vasseur, était le neveu du maréchal — qui le reçurent, l'ouvrirent, et, après en avoir pris connaissance, le brûlèrent, se promettant de n'en rien dire. Huit jours après, la nouvelle de la mort de Mme Bazaine leur étant parvenue, ils

chargèrent le sergent Albert Bazaine, alors secrétaire de son oncle, le fils de l'ingénieur frère aîné du maréchal, de le prévenir qu'il était veuf.

Le général en chef était à la tête d'une colonne à Aguas-Calientes quand il reçut cette nouvelle. Il savait sa femme délicate et souffrante, il craignait même qu'elle ne fût atteinte de la poitrine et désirait d'autant plus l'avoir auprès de lui à Mexico où il espérait qu'elle pourrait arriver le 19 novembre. Aussi ce fût pour lui un coup terrible; il voulut demeurer d'abord tout entier à son chagrin qui émut chefs et soldats. Longtemps, il parut absorbé par la douleur; mais un jour, à l'arrivée du courrier, il y eut un changement complet dans son attitude et il reprit son insouciance et sa bonne humeur ordinaires.

Peu de temps après la mort de sa femme, il était nommé maréchal de France; à cette occasion, on eut à Paris l'idée de le marier. A en croire l'un de ses proches parents, « il eût pu faire un mariage magnifique, avec une jeune fille de grande fortune et de grand monde; par indifférence, par timidité, il refusa. » Peut-être même déjà était-il épris de Mlle Josefa de la Peña?

Cette jeune fille, nièce du président de la République Pedrazza, qui avait quitté le pouvoir sans avoir été fusillé, ce qui le distinguait des autres présidents, habitait la maison de son oncle, mitoyenne de celle occupée par l'état-major de l'artillerie.

Cet état-major était composé de jeunes officiers brillants, qui tous étaient destinés à occuper les plus hautes situations, l'un d'entre eux, même, la plus haute qui existe dans l'armée; avec eux étaient deux officiers

prussiens attachés au corps expéditionnaire, les capitaines Von Burg et Milson, et, chaque soir, officiers d'artillerie et officiers allemands, suivant la coutume mexicaine, se mettaient au balcon et y passaient la soirée côte à côte avec les familles Pedrazza et de la Peña.

D'abord on avait commencé par des saluts ; on en était venu à des compliments, puis à des cadeaux de fleurs et aussi, suivant la mode mexicaine, à l'envoi de baisers de la main. Et tous ces jeunes officiers prétendaient, en tout bien tout honneur, faire leur cour à la ravissante Mlle Pepita (dénominatif de Josefa de la Peña) qui recevait avec une satisfaction marquée ces hommages adressés à sa beauté qu'on citait dans tout Mexico.

C'est à ce moment que le maréchal Bazaine, veuf depuis plus d'un an, eut l'occasion de rencontrer cette jeune fille tant adulée : il en fut épris de suite, et les officiers de l'état-major de l'artillerie, témoins de la cour que ce fiancé d'âge mûr fit à sa future, trouvèrent un peu ridicule pour un maréchal de France le rôle de joueur de guitare qui vient roucouler le soir et passer une partie de la nuit sous le balcon de sa belle.

Bientôt tout Mexico fut au courant de la passion du maréchal, qui, tout à fait épris, demanda à Napoléon III la permission de se marier par cette lettre adressée au maréchal Randon, ministre de la guerre :

« Mexico, 28 mars 1865.

« Monsieur le Maréchal,

« Ayez la bonté de solliciter de Sa Majesté l'autorisation de me marier avec Mlle Josefa de la Peña, nièce

d'un ex-président du Mexique et du préfet actuel de Mexico.

« L'empereur Maximilien, qui voit cette union avec la plus grande satisfaction, donne à cette jeune fille le palais de Buenavista avec son ameublement. L'impératrice Charlotte m'a beaucoup engagé à contracter cette union qui, à ses yeux, aura une certaine portée politique, et a dû en écrire à S. M. l'impératrice Eugénie pour donner son opinion sur la jeune personne qui est jolie et bien élevée.

« Pour peu que cette union ne soit pas dans les idées de notre Empereur, j'y renoncerais.

« Agréez...

« Maréchal Bazaine. »

A peine eut-il épousé cette femme, qui avait trente-six ans de moins que lui, qu'il lui arriva ce qui arrive à tous les vieillards amoureux : son intelligence s'éteignit, ses facultés, sa mémoire et sa lucidité surtout baissèrent; l'activité morale et physique disparut pour laisser la graisse envahir le corps ; la volonté et l'énergie s'en allèrent et il lui fut impossible de résister à la moindre des fantaisies de la jeune maréchale, vaniteuse, coquette, sans éducation ni distinction et qui n'avait guère pour elle que la beauté que tous lui reconnaissaient.

Une des premières fantaisies qui passèrent dans la tête de la jeune femme fut de pousser son mari à se substituer à Maximilien, sinon comme empereur, au moins comme vice-roi ou comme dictateur.

Dès 1864, le président de la junte municipale de

Mexico lui avait proposé la vice-royauté — et il ne s'en cachait pas, car il en fit la confidence à nombre d'officiers qui existent encore. Sans repousser positivement cette ouverture, il ne s'engagea à rien; mais l'idée soulevée prit germe et, le 28 mai 1865, il en parlait au ministre de la guerre à Paris : « J'ai reçu à cet égard des confidences..., disait-il, et je sais que, plutôt que, de recevoir le joug américain, les conservateurs n'hésiteraient pas à se donner au *bras* qui les a soutenus et sur *lequel ils basent toutes leurs espérances*. »

« Il y a trois partis au Mexique, répétait, — au dire du général Cremer, — le sergent Albert Bazaine, neveu, secrétaire et surtout « enfant gâté » du maréchal, comme l'appelaient les officiers de l'état-major : le parti impérialiste, le parti républicain et le parti du maréchal : ce dernier n'est pas le moins puissant. » — « Que voulez-vous? écrivait encore le futur général de Galliffet à M. Franceschini-Pietri, secrétaire intime de Napoléon III, que voulez-vous, il avait, un moment tout au moins, entrevu une présidence. » (2 février 1867.) Quant au colonel Napoléon Boyer, l'éminence grise du maréchal Bazaine, quoiqu'il fût ordinairement peu loquace, un soir, après dîner, il s'écriait : « Moi avec ma plume, et le maréchal avec son épée, nous sommes les maîtres de la situation. »

Ces velléités étaient connues de Maximilien, de Napoléon III et de beaucoup d'autres, comme le prouve cette lettre de Mérimée qui tenait ses renseignements de l'Impératrice Eugénie : « On prétend que le maréchal Bazaine veut être lui aussi empereur du Mexique et il y a des gens qui croient la chose faisable. » (28 août 1866.) Et comme le maréchal se contredisait sans cesse, disant

oui un jour, non le lendemain, affirmant à l'un ce qu'il niait à l'autre, et qu'après tout, il y avait au fond quelque chose de vrai dans ce qu'on répétait sur ses agissements, la moindre de ses actions se transformait en machination ténébreuse là où souvent il n'y avait qu'un caprice de jolie femme et la faiblesse d'un vieillard amoureux.

A ce moment ce qui se passe au Mexique est inexplicable ; chaque fait semble démentir celui qui l'a précédé ; tout est contradiction, et l'on ne peut démêler un écheveau aussi embrouillé. « Le maréchal, écrit encore le général de Galliffet à M. Franceschini-Pietri (27 octobre 1866), subit l'influence absolue de sa femme : elle serait enchantée d'être quelque temps Madame la Dictatrice, etc., etc., etc. »

Moins de trois mois après, le maréchal, nous l'avons vu, signait une note collective avec le général Castelnau et M. Dano pour prier Maximilien de quitter le Mexique ; puis, soudain, il changeait d'avis et conseillait à l'Empereur de rester, à la grande indignation du général Castelnau. C'est à l'action de sa femme que le général Douay attribue cette volte-face : « La tribu entière des Peña, écrit-il à son frère, a fait jouer les grandes eaux, et on a arraché à ce malheureux la fameuse rétractation qu'il a envoyée à Maximilien. » Quant au futur général de Galliffet, il croit aux intrigues du maréchal : « La situation devenant ici de plus en plus compliquée, le maréchal Bazaine ne marche pas droit : c'est un fait positif, nul ne l'ignore ici, il a des intérêts dans une maison qui n'a pas encore été payée par l'empereur Maximilien qui la lui a donnée : il ne peut la vendre et est peu disposé à laisser ici les 500,000 francs qu'elle

représente. C'est trop fort, il écrit blanc à Maximilien et dit noir au général Castelnau. Maximilien soutenu par le maréchal Bazaine persiste à rester ici... tout le monde sait que ce dernier est en lutte continuelle avec le général Castelnau. J'ai vu, affirme-t-il toujours à M. Franceschini-Pietri, une dépêche à l'empereur Maximilien : « Castelnau malade, fièvre, courbature, va mal : profitez. » (25 décembre 1866.)

Le colonel d'Espeuilles écrit aussi, et dans le même sens, à M. Franceschini-Pietri :

« Voilà qu'on commence à dire à demi-voix que, outre les Mexicains, *certaine influence française* se serait mise de la partie pour faire revenir l'Empereur parmi eux à Mexico : on attribue cela à des intérêts particuliers. Je trouve cela tellement odieux que je ne veux pas le croire. » (27 octobre 1866.)

Le général Castelnau dès son arrivée à Mexico avait été prévenu de tous les côtés des agissements du maréchal : c'était d'abord par deux ministres plénipotentiaires, représentants de puissances amies auprès de Maximilien :

« J'ai fait, disait le premier de ces diplomates, toute ma carrière diplomatique au Levant, en Perse, en Grèce, en un mot chez les peuples passant pour dissimuler le plus habilement la vérité. Nulle part je n'ai rencontré un dissimulateur de la force du maréchal. »

« Tout ce que je peux vous dire, disait le second des deux ministres, c'est que tout ce que vous avez pu rencontrer d'intrigues, d'astuces, de mauvaise foi, n'est rien à côté de ce que vous pouvez attendre du maréchal Bazaine et je tiens à vous mettre en garde contre les pièges qui vous seront tendus. »

Le général Castelnau, d'abord sceptique, voulait ne pas croire ce qu'il entendait dire, mais peu à peu il était obligé de céder devant l'évidence, et il en rendait compte à l'Empereur.

« Il est impossible que le maréchal ne nous trompe pas, écrit-il à l'Empereur le 8 novembre 1866, il nous trahit et s'entend avec Maximilien à notre insu et pour son propre compte. » (8 novembre 1866.)

« J'avais l'intime conviction que le maréchal ne voulait se rendre à Orizaba que pour avoir une conversation particulière avec Maximilien et faire cause commune avec ses conseillers afin d'empêcher son abdication... » (9 décembre 1866.)

« Et tandis que le maréchal Bazaine faisait des avances à Maximilien, il recevait à déjeuner, le 2 décembre, le général républicain Porfirio Diaz. » (Lettre du capitaine Pierron au général Castelnau, 9 décembre 1866, confirmée par le général M. Boyer quelques jours après.)

« Défiez-vous du maréchal, disait un personnage sans doute bien informé, puisque le général Castelnau rapporte sa conversation à Napoléon III; tenez pour certain qu'il cherche à faire échouer vos efforts... Tout moyen sera bon au maréchal pour prolonger son séjour au Mexique : il est tenu par bien des intérêts particuliers et j'ai la conviction qu'il se consolerait d'un désastre militaire, si ce désastre devait empêcher le départ de l'armée avant la fin de l'hiver. » Cette conversation, continue le général Castelnau, me laissa l'impression la plus pénible, et lorsque dans la journée du 18, je reçus communication d'une lettre de l'empereur Maximilien où il était question de *ses engage-*

ments envers la famille du maréchal, je compris que je ferais sagement de ne plus dédaigner les avis qui m'étaient donnés de toutes parts sur le double jeu du maréchal... » (Rapport à l'Empereur du 28 novembre 1866.)

L'évacuation décidée, toujours sous l'influence de sa femme, il en recule de jour en jour l'exécution. Ceux des officiers d'état-major de l'armée et de l'artillerie qui vivent encore affirment que la jeune maréchale redoutait le séjour de Paris. A Mexico, surtout depuis le départ de l'impératrice Charlotte, elle était la première, presque la souveraine, proclamée la plus jolie femme du Mexique ; à Paris, elle serait perdue dans la masse. La cour des Tuileries l'effrayait; elle y paraîtrait bien insignifiante, peut-être même ridicule, et au milieu de toutes les beautés dont on parlait tant, à commencer par l'impératrice Eugénie, quelle situation aurait-elle? Ces réflexions l'avaient poussée plusieurs fois à affirmer qu'elle resterait à Mexico et n'irait pas à Paris.

Il lui fallut cependant céder; mais ce ne fut pas de bon cœur, et le futur général de Galliffet en instruisit M. Franceschini-Pietri dans une de ses lettres où, par son entremise, il mettait Napoléon III, dont il avait été l'officier d'ordonnance, au courant de tout. « Il y a deux jours, il y a eu des pleurs et des grincements de dents. La maréchale, qui devait partir le 27, puis le 29, puis le 1er, a fini par ne plus vouloir partir du tout et le maréchal, ne sachant plus où donner de la tête et faible comme un enfant devant sa femme, qui lui fait bien du tort ici, montrait une irrésolution qui donnait lieu à tout le monde de faire des réflexions fâcheuses. » (2 février 1867.)

Cependant sa réputation militaire demeure intacte, même pour le général de Galliffet qui, sous ce rapport, lui décerne les plus hauts éloges : « Le maréchal Bazaine que l'on retrouvera un jour *grand homme de guerre...* » écrit-il à la date du 27 octobre 1866 ; et une autre fois : « Le maréchal, malgré ses erreurs, est encore utilisable et dans les meilleures conditions. Qu'à la première guerre, l'Empereur exige que sa femme reste en France, et vous *retrouverez un grand homme de guerre.* » (2 février 1867.) Le colonel d'Espeuilles, lorsque M. Franceschini-Pietri lui apprend que Napoléon III pense à rappeler le maréchal Bazaine, donne au secrétaire de l'Empereur une appréciation identique : « Tu me dis, écrit-il le 19 juin 1866, qu'il est question du rappel du maréchal ; je considère cette mesure comme très funeste. Le maréchal a une grande position ici ; cela tient à sa *gloire militaire* et aussi à la sympathie des Mexicains pour lui : il parle leur langue à merveille, etc. »

On voit à quel degré Napoléon était préoccupé des événements du Mexique : et, à coup sûr, s'il eut tant de peine à se décider, en août 1870, à remettre le commandement en chef au maréchal Bazaine, c'est que tout ce qu'il avait su en 1865, 1866 et 1867, de vrai ou faux sur la conduite du maréchal au Mexique, l'avait profondément frappé.

En effet, la duplicité éclatait dans tous les actes du maréchal Bazaine : elle était même tellement dans le fond de son caractère qu'elle l'amenait à croire sincèrement que l'on ne réussit que par des routes tortueuses ; aussi le besoin de toujours tromper l'a conduit à se tromper lui-même et à ne plus comprendre où était

la voie droite. Il a toujours négocié avec les partis adverses : est-ce en Espagne, dans les guerres civiles entre christinios et carlistes ; est-ce en Algérie, dans l'administration des bureaux arabes, qu'il a pris cette habitude?

Il entretient à la fois des intelligences avec les généraux républicains Doblado, Ortega et Escobedo et en même temps avec les généraux impérialistes Marquez et Miramon et le secrétaire gallophobe de Maximilien, M. Eloin. L'une de ces négociations, que le général Castelnau n'a fait qu'entrevoir, nous a été révélée en détail par le général Porfirio Diaz ; elle est intéressante à connaître, car elle est le prélude de celles que le maréchal Bazaine engagera à Metz avec les Prussiens.

Le général mexicain Porfirio Diaz, après avoir pris Oajaca, en octobre 1866, envoya au maréchal un certain Don Carlos Thiele lui rapporter le sabre du commandant Testard qui avait été tué et lui proposer un échange de prisonniers. Le maréchal profita de la présence de ce tiers pour faire offrir au général Porfirio Diaz des uniformes, des chevaux, des mulets, des fusils, des canons, des munitions qui furent refusés. Puis, revenant à la charge, il lui fit, par le même intermédiaire, de nouvelles propositions tellement extraordinaires que nous cédons la parole à Porfirio Diaz pour les exposer : « Le maréchal, écrit-il, chargea Don Carlos Thiele de me dire, qu'à son départ de Mexico pour la côte, il s'arrêterait trois jours à Ayolta, — comme il le fit, au reste — et que, dans le cas où j'attaquerais la capitale pendant qu'il ferait ce séjour, il désirait avoir par Thiele la description des uniformes de mon armée pour les distinguer

de ceux de Maximilien, parce que, dans le cas où je marcherais sur Mexico, il y rentrerait de son côté sous prétexte d'y rétablir l'ordre, et les choses se passeraient alors à ma satisfaction et à la sienne. Je compris, continue Porfirio Diaz, par ce message, qu'il tenait à me faire savoir qu'il m'aiderait à m'emparer de Mexico pendant que Maximilien y serait, pourvu qu'en échange, je consentisse à certaines propositions insidieuses contre le gouvernement de Juarez, afin que la France pût traiter avec une autre autorité avant de quitter le Mexique. »

« Il ne me semblait pas convenable, conclut le général Porfirio Diaz, de prolonger ces relations ouvertes pour un échange de prisonniers et qui en arrivaient là. Je le dis à Thiele pour qu'il le fit savoir à Bazaine comme étant la seule réponse que j'avais à lui faire. »

Le général Porfirio Diaz, réélu sept fois, est encore actuellement président de la République du Mexique ; c'est un homme que nos généraux, alors qu'ils le combattaient, et que tous les États du monde ont appris à respecter : son témoignage ne peut donc être douteux. Et lorsque, le 10 décembre 1886, l'ex-maréchal Bazaine voulut, par une lettre qu'il lui adressa de Madrid, le faire revenir sur ses dires, il les maintint dans une réponse des plus nettes (11 janvier 1887.) Du reste Thiele avait, durant ces pourparlers, rencontré plusieurs fois M. Centule de Béarn, premier secrétaire à la légation de France, et l'avait amplement renseigné sur ces pourparlers qui, de ce fait, étaient aussi connus au ministère des affaires étrangères.

Si le général Porfirio Diaz refusa les offres d'uni-

formes, d'armes et de munitions, le maréchal Bazaine s'arrangea pour que les troupes de Maximilien ne pussent en profiter : au lieu de les lui abandonner, il fit noyer les poudres, briser les projectiles et vendre à des prix insignifiants, sinon donner, ce que contenaient nos magasins, si bien que 21,000 soldats mexicains de l'armée républicaine purent, toujours sur l'affirmation de Porfirio Diaz, être complètement équipés et armés.

Maintenant, comment expliquer en cette circonstance la conduite du maréchal Bazaine, qui, après avoir engagé Maximilien à rester sur le trône, malgré les ordres qu'il avait reçus, et l'avoir assuré de son appui, fournit des armes à ses ennemis, et leur promet de leur livrer sa capitale et même sa personne?

Sans doute, le maréchal espérait que tout cela ne serait pas su, ou bien qu'il arriverait à faire substituer à Juarez — avec qui le gouvernement français avait répugnance à traiter — un autre Président, et qu'on ne verrait alors que le résultat, sans connaître les moyens mis en œuvre pour l'obtenir ; ou bien il pensait qu'en raison du vague de ses communications avec les représentants de tous les partis, on ne pourrait formuler aucune accusation précise contre lui. Mais pourquoi alors avait-il empêché Maximilien de quitter le Mexique, lorsqu'il y était décidé, en octobre 1866? Ceci, comme beaucoup d'autres choses dans la vie du maréchal, demeure inexplicable.

Inexplicable est bien le mot qui convient à sa conduite en toute cette affaire, puisque, après avoir dissuadé l'Empereur de quitter le Mexique en janvier 1867, après avoir proposé à Porfirio Diaz de le lui livrer

en février, il envoie au général Castagny, à Puebla, en mars 1867, l'avis de faire savoir à l'empereur Maximilien à Mexico que, s'il veut encore partir pour l'Europe, la division Castagny l'attendra pour l'escorter jusqu'à la Vera Cruz.

S'il a proposé au général Porfirio Diaz de lui livrer Maximilien, il encourage, par contre, les généraux de Maximilien à faire leur devoir. Ainsi lorsqu''il quitte Puebla à cheval, suivi de son état-major, il croise Lopez qui avec son régiment allait à Mexico; il s'arrête et en espagnol lui dit, de telle façon que tous autour de lui l'entendirent : « Lopez, vous avez été comblé par l'empereur Maximilien et l'impératrice Charlotte, et moi-même je vous ai fait donner la Légion d'honneur; votre souverain va avoir besoin de vous, j'espère que vous ferez tout pour le défendre... — Si, señor Mariscal, je vous le jure », répondit celui qui allait vendre son maître à Queretaro.

Chez le maréchal Bazaine, la contradiction est l'état normal et perpétuel. Son absence de sens moral l'empêchait même de voir ce qu'il y avait d'odieux dans sa conduite, et il ne se croyait pas répréhensible; aussi fut-il stupéfait, lui qui comptait être reçu à son arrivée en France comme un général vainqueur, quand, en débarquant à Toulon, il apprit qu'on ne lui rendrait pas les honneurs auxquels il prétendait avoir droit. Peut-être s'exagéra-t-il la portée de cette mesure, qui avait été aussi appliquée au maréchal Pélissier, le glorieux vainqueur de Malakoff, à son retour de Crimée. D'abord, on rend les honneurs à un chef qui prend le commandement; lui en doit-on également quand il le quitte? Et puis à tout prendre, il semble que ce ne fut

pas là une marque de disgrâce; car le maréchal Niel, qui avait remplacé le maréchal Randon au ministère de la guerre, accueillit chaudement son collègue à son retour, lui confia les plus importants commandements : en temps de paix, celui du corps d'armée de l'Est, et, en cas de guerre, celui de l'armée de Lorraine, la plus nombreuse et la plus agissante des trois armées.

Si l'Impératrice, chevaleresque et impétueuse, lui reproche avec exaltation d'avoir été la cause de la mort de Maximilien, l'Empereur, toujours calme, le reçoit affectueusement à Saint-Cloud et lui recommande de prendre copie du plan de campagne défensif que vient de terminer le général Frossard. C'est ce plan que l'on a retrouvé dans les archives de l'armée du Rhin, portant en marge des notes si curieuses et si suggestives de la main du maréchal Bazaine.

Tandis qu'il reçoit le plus important commandement militaire du pays, l'opposition voit en lui une victime et un mécontent, et tout de suite des relations indirectes s'établissent entre les adversaires de l'Empire et lui, par l'entremise de son frère aîné, M. Bazaine-Vasseur, qui a de tout temps professé des opinions républicaines; puis, par un de ses anciens officiers d'escorte au Mexique, le comte de Kératry, qui est devenu son homme lige. Le maréchal ne repousse pas ces avances : l'Empire a subi des échecs, il est attaqué de toutes parts; s'il venait à crouler, il serait bon d'avoir des intelligences avec ceux qui le remplaceront; et bientôt il entretient lui-même des correspondances avec tous les chefs de l'opposition quelle qu'elle soit, même avec les légitimistes : on ne sait ce qui peut arriver, et il faut

toujours pouvoir retomber sur ses pieds. Et ainsi s'échangent entre lui et Berryer des lettres où le grand orateur légitimiste le couvre de fleurs, lui parle « des difficultés de sa position (au Mexique) entre les instructions qui lui venaient de France et son opinion personnelle ». (Angerville, 5 septembre 1867.) M. Estancelin cherche à lui faire renouer des relations avec le duc d'Aumale qu'il a connu en Afrique, et lui-même commence à voir M. Thiers. Voici à quelle occasion ils firent connaissance.

Au retour du maréchal Bazaine en France, M. Thiers préparait un discours sur la politique étrangère qui, prononcé peu après, est demeuré fameux par le mot de la fin : « il ne reste plus une faute à commettre ». Dans ce discours il eût voulu mettre en valeur la conduite du maréchal au Mexique, qu'il trouvait fort habile, et dans ce but il pria un ami commun de lui demander divers documents. A cette requête, qui lui fut faite dans le petit hôtel de la rue d'Amsterdam qui appartenait à son frère, où il habitait alors, le maréchal déclara que son devoir et la discipline lui interdisaient toute communication du genre de celle dont on lui parlait. Cette réponse, transmise textuellement à M. Thiers, le transporta : « Voilà un vrai militaire », répéta-t-il, et de ce jour date son admiration et son estime pour le maréchal Bazaine, qu'il défendit jusqu'à la fin.

Son frère est lié de longue date avec Jules Favre, le chef de l'opposition républicaine, et, au moment de nos premières défaites en 1870, ils auront de fréquentes conférences : ce sera alors M. Jules Favre qui, plus que tout autre, agira pour que l'armée soit confiée à celui qu'il appellera « le glorieux Bazaine ».

Ce qui est piquant et qui prouve l'absence de conviction du maréchal et sa préoccupation de « se garder à carreau », c'est qu'il s'était procuré, au Mexique, d'un négociant italien de San Luiz de Potosi, six traites (en seconde) de 12,000 piastres (60,000 francs), souscrites par Juarez au profit de Jules Favre pour payer les articles que certains journaux parisiens faisaient en faveur de nos ennemis. Cinq de ces traites furent envoyées par le maréchal à Napoléon III qui les jeta au feu, sauvant une première fois Jules Favre, comme il devait encore le faire dans la fameuse affaire de faux soulevée, plus tard, par M. Laluyé. La sixième de ces traites, précieusement gardée par le maréchal, était, après son évasion de l'île Sainte-Marguerite, encore en sa possession, et, sur sa demande, elle fut envoyée à Madrid avec divers autres papiers importants par M. de Villedeuil, un de ses amis fidèles, de qui nous tenons ces détails.

Le maréchal Bazaine connaissait du reste les rapports que les députés de l'opposition avaient eus avec nos ennemis, et il avait su qu'en août 1865, une réunion de Mexicains avait décidé de faire une souscription pour *l'achat de deux cannes à pomme d'or,* destinées à être offertes à MM. Jules Favre et Ernest Picard afin de les remercier de « n'avoir pas craint d'adresser de vertes paroles à leurs concitoyens. »

En octobre 1869, le maréchal Bazaine fut appelé au commandement de la garde impériale, et, dans l'entrevue qu'il eut à ce sujet avec le général Le Bœuf, ministre de la guerre, le commandement de l'armée de Lorraine en cas de guerre lui fut confirmé, et, le lendemain, il demandait comme chef d'état-major « le gé-

néral de Cissey, qui lui convient sous tous les rapports ». (15 octobre 1869.)

Lors de la déclaration de guerre, en 1870, les trois armées constituées par le maréchal Niel furent fondues en une seule. Le maréchal Bazaine ne reçut alors que le commandement du 3e corps ; mais c'était le plus important de tous, puisqu'il devait compter près de 60,000 hommes.

Le lendemain de Freschwiller et de Forbach, dans l'affolement qui règne à Paris et à Metz, le nom de Bazaine est partout prononcé : on voit en lui un sauveur. L'Impératrice, qui oublie l'accusation qu'elle portait contre lui à propos du drame de Queretaro, conseille, la première, à l'Empereur de l'appeler au commandement : chez tous les membres de l'opposition, il n'est question que de le substituer à Napoléon III : son frère voit Jules Favre, et sa femme se rend à 8 heures du matin chez le comte de Kératry avec qui elle veut parler seule à seule. Avec sa naïveté, la maréchale ne peut mettre en doute que, si son mari commande en chef il sera victorieux, et, chez la vicomtesse Aguado, où l'on annonce qu'une souscription est ouverte pour offrir une épée au maréchal de Mac-Mahon, elle interrompt la conversation par cette boutade : « Si l'on récompense ainsi le vaincu, que fera-t-on pour le vainqueur? »

Le 8 août, le *Temps,* journal d'opposition, annonce sa nomination, et l'*Indépendance belge* publie, le 12 août, cet entrefilet : « On assure que le maréchal Bazaine insiste toujours auprès de l'Empereur pour qu'il quitte le quartier général, sa présence étant gênante pour l'unité du commandement. »

L'armée autour de Metz a confiance en lui et souhaite de le voir à sa tête. Mais l'Empereur hésite ; il n'a pas confiance dans cet homme qui ment toujours ; il ne veut pas être traité comme l'infortuné Maximilien, surtout il sait que la valeur du généralissime est l'élément capital de la réussite et qu'une armée vaut surtout par celui qui la commande, se demande avec anxiété si celui qu'on veut lui imposer sera à hauteur?

Le maréchal Bazaine demeure indifférent et a toujours prétendu avoir ignoré les intrigues des siens : c'est vraisemblable. La partie est compromise, et comment pourrait-il espérer la gagner? Dans quel état d'esprit reçoit-il le commandement dans cette journée du 12 août 1870? Il a déclaré, en 1873, n'avoir cédé qu'à un ordre formel de l'Empereur. Ce qu'il y a de certain, c'est que sa nomination, dès qu'elle est connue, est universellement approuvée, sauf de la part du général de Ladmirault et de son chef d'état-major, le général Osmont, qui l'a connu de près au Mexique, et dont, il y a quinze jours, il n'a pas voulu comme chef d'état-major.

« Tout le monde, l'armée, les députés, l'opinion, a dit depuis le maréchal Canrobert, l'avaient désigné en l'appelant le glorieux Bazaine. Moi aussi, j'avais partagé l'opinion générale et j'étais venu me mettre sous ses ordres sans le moindre scrupule. J'avais fait taire mon amour-propre. Je n'ai pas eu à m'en plaindre, mais j'ai vu que ce n'était pas un Turenne... »

A Paris, sa nomination est acclamée, et à la Chambre tous les partis l'approuvent et certains, dans les couloirs,

vantent ses talents et sa valeur et l'on répète ce mot qu'on lui prête : « Si je puis livrer bataille d'ici quarante-huit heures, je battrai les Prussiens : si je puis attendre quelques jours, je les anéantirai » . Mais nulle part plus qu'à Metz et en Lorraine on se réjouit de le voir à la tête de l'armée : on sait qu'il est lorrain d'origine : son père est né d'une ancienne famille de Scy, village qui s'élève sur les flancs du Saint-Quentin, et il a des parents de son nom qui y habitent encore ainsi que dans la ville. « Tous nous pensions, a dit le maire de Plappeville, que, fidèle à la vieille devise de Fabert, il s'ensevelirait sous les ruines de notre ville plutôt que de la livrer. »

Maintenant, à cinquante-neuf ans, il est maître des destinées de la France : général en chef de toutes les forces de la France, il a à combiner les mouvements de l'armée du maréchal de Mac-Mahon avec celle qu'il a directement sous la main ; c'est-à-dire 250,000 hommes.

Deux cent cinquante mille hommes! Ce chiffre l'écrase : à l'attaque du cimetière, à Sébastopol, il en commandait 4,000, à Kimburn 8,000, et à San Lorenzo, qui est son grand titre de gloire, il n'en avait guère plus de 3,500.

Or, il est totalement incapable de comprendre le mouvement des grandes masses. Quand, en 1868, le capitaine Campionnet lui expose sur le terrain la position de Longuyon où devrait manœuvrer l'armée de Lorraine, forte de 150,000 hommes, il lui montre un petit bois et lui dit : « Je mettrai là une compagnie de tirailleurs. » Au lieu de 150,000 hommes, c'est 150 hommes qu'il dirige. Le 2 août, lors de l'insignifiante affaire de Sarrebruck, il est sur la Rosselle avec 47,000 hommes

environ, et il passe sa journée à rectifier les emplacements de petits postes de quatre hommes et un caporal, sans s'arrêter un instant aux mouvements et aux emplacements de la masse du corps d'armée.

S'il a l'habitude du combat, s'il demeure sous le feu avec le même calme, la même indifférence que dans son cabinet, il n'a aucune connaissance de la science de la guerre ; je ne dis pas de celle toute d'inspiration que Napoléon appelait la « partie divine de la guerre » , mais de celle résultant de l'étude et de la réflexion comme l'ont possédée le feld-maréchal de Moltke ou l'archiduc Charles. Il n'a jamais lu Jomini, même pas *le Consulat et l'Empire* de M. Thiers, et il fait manœuvrer une armée de 150,000 hommes comme un bataillon de 1,000 hommes. A l'apogée de sa réputation et de son activité physique et morale, il n'a connu qu'une manœuvre, celle qui lui a si bien réussi à San Lorenzo : le déploiement de sa troupe et l'attaque l'arme sur l'épaule, à fond sur l'ennemi, avec l'une des ailes en avant. Ce procédé, infaillible contre des troupes peu solides, peut aussi être couronné de succès contre des armées européennes, parce qu'une troupe résolue impressionne toujours le moral de son adversaire ; mais il faut pour cela un chef vigoureux, décidé, qui inspire une confiance absolue à ses hommes, qui tous comprennent le but qu'ils ont à atteindre et qui ne doutent pas un instant qu'ils n'y réussissent. Hélas ! le vainqueur de San Lorenzo touche à la soixantaine, et, depuis cinq ans, ce n'est plus qu'un jouet entre les mains de sa jeune et capricieuse femme, dont il se vante bêtement, auprès des officiers de son intimité, de satisfaire exactement, chaque jour et chaque nuit,

tous les désirs. Il ne sait pas commander; il ne sait même pas vouloir. Dans son intérieur, il n'est pas seulement l'esclave des moindres velléités de sa femme : avec son fils Paco, il est de même. Il cède à la moindre de ses fantaisies, raisonnables ou non, par simple gâterie. Parce que les leçons ennuient l'enfant, il ne l'oblige pas à travailler, et le laissera jusqu'à dix ans, sans lui faire seulement apprendre ses lettres : indifférence et faiblesse.

Il n'y a pas seulement chez lui absence de volonté et incapacité de commander. Si le mot : « Je veux, j'ordonne telle chose » ne peut arriver à sortir de sa bouche ou sous sa plume, il y a toujours contradiction entre ses actes et ses paroles, changements perpétuels dans sa conduite. Il déclare vouloir faire telle chose, et séance tenante il fait le contraire. Il commence une opération quelconque, et à peine est-elle commencée qu'il la suspend et en entreprend une toute différente, pour soudain revenir à la première et y renoncer encore. A la guerre, a-t-il déclaré à l'une des audiences de son procès, les idées se modifient toutes les demi-heures, tous les quarts d'heures et le général Manèque, qui a été son chef d'état-major au Mexique et qui l'est encore en 1870 jusqu'au 12 août, traduit cette indécision perpétuelle par cette boutade : « Il a toutes les peines du monde à se décider à dicter un ordre, même à double entente ou élastique, et à peine l'a-t-il donné qu'il s'en repent, qu'il prend des ciseaux et le coupe le plus haut possible. »

Quelle nature compliquée dans sa nullité !

Combien n'est-on pas saisi quand on met en balance la faible somme de qualités que possède le maréchal

Bazaine et celles qu'exige le commandement d'une armée. Une ténacité inébranlable, une insensibilité absolue devant les plus horribles spectacles, le mépris de l'opinion, l'indifférence des malédictions de ses concitoyens et des blâmes de l'histoire, l'absence de remords, un but unique, celui de la victoire; car s'il réussit on ne se souviendra que du succès; une imagination puissante qui lui fait deviner ce qu'il ne voit pas; une ambition sans bornes, une volonté primant tout de demeurer à jamais célèbre dans le monde entier comme Napoléon, les noms des conquérants étant ceux qu'acclame et vénère le plus l'humanité.

Presque toutes ces qualités ont toujours fait défaut au maréchal Bazaine, et même celles qu'il avait se sont atténuées : sa pesanteur physique a déteint sur son moral : c'est un gros homme pour qui toute activité demande un effort. Son cerveau s'est vidé; sa mémoire, si prodigieuse, s'est éteinte; sa vigueur de soldat, cette qualité qui a tant jeté de poudre aux yeux, a même presque disparu; — il ne la retrouvera que sous le feu.

C'est l'indécision dans la duplicité, car son habitude de mentir subsiste toujours. Ses actes auxquels il n'aura pas réfléchi, dont il ne songera pas un moment à prévoir les conséquences, seront déterminés sur le moment, par l'occasion, le hasard. Souvent, ils étonneront à cause de leur bêtise, qu'on se refusera à admettre : on voudra y voir le résultat de profondes et machiavéliques combinaisons. A cause de ses mensonges, qu'il continuera à faire par habitude, et des négociations vagues qu'il entamera avec l'ennemi, comme au Mexique, on supposera, de sa part, des conspirations ténébreuses, les

calculs les plus astucieux; on le jugera un traître payé une somme énorme, quand l'on sera simplement en présence d'un vieillard hébété, incapable, pliant sous le fardeau, sans moral et sans sentiment du devoir, là où une honnête sentinelle, exécutant strictement la consigne, eût peut-être suffi et eût au moins sauvé l'honneur.

CHAPITRE IX

BATAILLE DE BORNY

Le 12 août à 6 heures, après sa conversation dans laquelle l'Empereur lui avait confirmé verbalement sa nomination de général en chef, le maréchal Bazaine était parti de Metz pour Borny comme quelqu'un qui a fait un mauvais coup et qui se cache : il n'avait voulu voir aucun des chefs des différents services de l'armée, qui étaient cependant tous sous sa main : il n'avait pris aucune information, ni sur la situation de l'armée qu'il commandait dès ce moment, ni sur les ressources dont elle disposait, ni sur l'effectif, ni sur les positions des corps qui la composaient et dont plusieurs, comme ceux du maréchal de Mac-Mahon et des généraux de Failly et Douay, se trouvant éloignés, devaient lui être inconnus; il ne s'était pas davantage enquis des renseignements recueillis sur l'ennemi. Cette fois-là, déjà, les officiers de l'état-major général furent frappés de cette façon d'agir, mais ils crurent en expliquer le mobile par le désir du nouveau général en chef d'être seul le maître et d'empêcher l'Empereur de s'immiscer dans l'exercice du commandement.

Le maréchal Bazaine n'avait pas dû être surpris de se voir appeler au poste suprême : il savait que l'opi-

nion le désignait. Quoique nous croyons qu'il n'ait lui-même ni fait faire, ni même encouragé aucune démarche, nous ne pouvons admettre qu'il ignorât celles que l'on tentait de toutes parts en sa faveur.

La maréchale, son frère, le comte de Kératry et même M. Thiers durent certainement le tenir au courant. Mais s'il ne fut pas surpris, il dut être peu satisfait de recevoir un fardeau aussi lourd que celui qu'on lui donnait.

Il est vraisemblable qu'il se rendait compte de son incapacité à commander 250,000 hommes et qu'il n'avait aucune idée de ce qu'il pouvait en faire. Une seule pensée le guida dans toute sa conduite : s'arranger pour provoquer par son inaction, sa passivité et son mutisme, des observations et des avis de l'Empereur qu'il suivrait exactement. Ainsi pensait-il dégager sa responsabilité, comme il l'a toujours prétendu plus tard, en disant qu'il n'était pas libre, qu'il n'exerçait de commandant que de nom, et que c'était l'Empereur qui donnait des ordres.

Plus tard, après le départ de l'Empereur, il continuera la même tactique avec ses lieutenants, demeurant, comme aux premiers jours, inerte mais attentif à la moindre observation, tout prêt à la relever soigneusement et sur l'heure, pour donner ses ordres en conséquence, ou annuler ceux déjà donnés, sans manquer de dire que c'est parce qu'un de ses lieutenants le lui a demandé qu'il en a décidé ainsi.

Le général Jarras avait été désigné pour être son chef d'état-major et c'était le général de Cissey qu'il eût voulu : il l'avait demandé en 1869, et l'avant-veille, 10 août, en le rencontrant, il lui avait encore

fait part de son désir; aussi à peine revenu au château de Borny, après sa nomination, son premier soin fut-il d'envoyer au château de Mey, où était le général de Cissey, pour le prier de venir lui parler le soir même.

Le général de Cissey se rendit à cet appel, rentra très tard à son quartier et fit part au capitaine Garcin de son état-major, de la conversation qu'il venait d'avoir en lui demandant son avis qu'il considérait comme d'un grand poids : le capitaine Garcin, aujourd'hui général de division, est en effet le gendre du marquis de Montholon, ministre de France au Mexique à l'époque où le maréchal y était commandant en chef; l'empereur Maximilien et l'Impératrice ont été témoins de son mariage et l'ont accueilli ainsi que Mme Garcin dans leur intimité; pendant trois ans il a fait partie de l'état-major du maréchal à Mexico; il le connaissait donc bien et il savait également ce qui s'était passé au Mexique.

« A côté du maréchal Bazaine, répondit-il au général de Cissey, il existe une éminence grise : le colonel Napoléon Boyer, qui a des facultés remarquables et a pris un empire considérable sur son chef, tellement qu'aujourd'hui celui-ci ne peut plus s'en passer. Il faudrait, si vous étiez chef d'état-major, que vous arriviez à briser l'action du colonel Boyer : vous vous sentez la force d'engager cette lutte : soit! mais il vous faudra compter avec la nature du maréchal; lorsque vous croirez le tenir, l'avoir avec vous, il vous filera des mains comme une anguille, et tout sera à recommencer. Si vous n'annihilez pas le colonel Boyer, vous ne serez jamais chef d'état-major : vous ignorerez les projets du maréchal : ses ordres seront

souvent donnés en dehors de vous et vous ne les connaîtrez que par l'accomplissement des événements ».

Le général de Cissey écouta le capitaine Garcin sans rien lui dire, et le lendemain matin, il alla à cheval à Borny apporter un refus.

Le maréchal Bazaine ne laissa rien paraître du déplaisir que lui causait cette réponse négative. Il est probable qu'il avait cru reconnaître des qualités supérieures de commandement chez le général de Cissey et qu'il avait compté pouvoir en user pour suppléer à son insuffisance.

Rebuté de ce côté, il se retourna de suite vers le général Manèque : il l'avait eu avec lui pendant quelque temps au Mexique, il l'avait demandé trois semaines auparavant et jusqu'à ce jour il avait rempli à sa satisfaction ses fonctions auprès de lui. Le général Manèque eût peut-être accepté, mais il fallait que le maréchal parlât à l'Empereur, et par timidité ou par indifférence il n'osa pas. A ce moment aussi le général Letellier-Valazé, qui avait été son chef d'état-major en Crimée et en Italie, lui demanda à l'être à l'armée du Rhin : « Je l'aurais volontiers pris, écrivit-il en 1872 à M. de Mornay-Soult, mais l'Empereur m'avait imposé le général Jarras. »

Avant tout un général en chef doit désigner son chef d'état-major : son premier devoir est d'exiger la personne la plus avant dans sa confiance et dans son intimité, qui l'aide et le supplée, fasse exécuter ses décisions, au besoin les provoque, traduise exactement sa pensée et remplisse les lacunes qui se trouveraient dans ses ordres et souvent les précise : un général, eût-

il toutes les qualités du commandement, ne peut pas avoir l'esprit en éveil sur l'immense quantité de questions qui relèvent de lui ; et à certains moments il lui faut dormir ; le chef d'état-major doit alors le suppléer et aussi à tout instant lui rendre moins lourde l'effroyable et étreignante responsabilité qui pèse sur lui et l'aider à maintenir sa volonté sans défaillance. Pour remplir ce rôle — important s'il en est — le général en chef ne peut avoir qu'un autre lui-même qui serait comme sa deuxième âme.

Le maréchal Bazaine savait tout cela : et il se rendait compte qu'un chef d'état-major présentant toutes ces garanties pouvait seul lui permettre de ne pas succomber sous sa tâche qu'il sentait beaucoup trop lourde, et cependant, il ajourna sa décision : il crut qu'en ne répondant pas au général Jarras, qu'en s'abstenant de tout rapport avec lui au moment où les circonstances devaient l'obliger à en avoir de constantes et d'une confiance absolue, il le blesserait ou lui ferait comprendre le déplaisir que lui occasionnait sa nomination, qu'alors le général Jarras, froissé, se retirerait de lui-même et que, la place étant vacante, il serait libre de faire un choix à sa convenance.

Malheureusement, le général Jarras, contrairement aux prévisions du maréchal Bazaine, se refusa à sentir la blessure faite à son amour-propre, sacrifia sa susceptibilité à son devoir, et ne déserta pas le poste où on l'avait appelé contre son gré et dans des circonstances critiques.

Ceci explique pourquoi pendant quarante-huit heures, peut-être les plus décisives de toute la durée de la guerre, le maréchal Bazaine, en prenant le com-

mandement en chef, ne s'enquit pas de la situation de son armée et demeura immobile sans donner un ordre, quoiqu'il sût que, dans ce même moment, l'ennemi exécutait des mouvements qui d'un moment à l'autre isoleraient et annihileraient la plus grande et la meilleure partie de l'armée de la France.

On croira difficilement, et c'est cependant positif, que le général en chef de l'armée française était tellement timide qu'il n'osait parler à un homme doux et affable comme Napoléon III, et parce qu'aussi son insouciance était sans bornes, il laissa placidement s'effectuer la perte de son armée et celle de son pays.

Quoique ce soit le premier devoir d'un général en chef, lors de la prise de commandement, de l'annoncer à ses lieutenants et à son armée, lui se tait : il cache même sa nomination aux officiers de son ancien état-major qui sont avec lui à Borny, et qui ne l'apprendront que le 14 à midi — quarante-huit heures après. Le 13 il enverra une circulaire aux seules troupes antérieurement sous ses ordres, sans la faire connaître aux autres corps et aux états-majors; il leur recommandera de s'adresser pour tout ce qui concerne l'artillerie, le génie et l'intendance, aux chefs provisoires de ces services qui ne sont plus en fonctions; tandis qu'il devrait au contraire leur prescrire, de cesser leurs rapports avec eux et de communiquer désormais avec les généraux commandant en chef l'artillerie et le génie et avec l'intendant général de l'armée.

Cet intendant général ayant quitté l'armée a désigné pour le remplacer l'intendant Friant. Le maréchal Bazaine qui est avec lui à Borny ne l'en avise pas, et

c'est le moins ancien des intendants, M. de Préval, que le maréchal Bazaine invite verbalement à diriger l'intendance de l'armée.

Pourquoi agir ainsi? Parce qu'il voulait empêcher la transmission régulière du commandement, de manière qu'on ne pût déterminer à quel moment il en avait pris possession et depuis quand la responsabilité lui en incombait.

Tandis que le nouveau général court s'enfermer à Borny, l'Empereur qui a fait prescrire vers 3 heures et demie, au général Coffinières, de construire des ponts sur la Moselle, le fait appeler à 7 heures et demie à la Préfecture et comme le dîner est annoncé il l'invite; il lui parlera tout en mangeant.

Le général Coffinières de Nordecke, à la fois commandant en chef du génie de l'armée et gouverneur de Metz, est un géant aux longs cheveux plaqués et aux moustaches longues d'un jaune tirant sur le roux, tel que Diodore de Sicile a dépeint le type du Gaulois. Officier de haute valeur, il a été longtemps chargé de l'inspection des places de l'Est, et il n'a cessé de signaler la nécessité de créer à Metz une ceinture de forts détachés. Depuis le commencement des hostilités, il ne cache point son désappointement du peu de degré d'avancement de ces forts, dont l'un, celui du sud près de Montigny, n'est que tracé. Le 31 juillet, il a conduit l'Empereur au *Saint-Julien* et tout le temps de la visite il a montré avec insistance les parties inachevées et déclaré impossible la défense d'un ouvrage dans un pareil état. Dans son intimité, et en public, il dévoile ses sentiments pessimistes et dit que, si l'armée s'éloigne, la place ne pourra pas tenir long-

temps : son aide de camp le capitaine Serval le répète et va même jusqu'à dire qu'il n'y aurait plus qu'à capituler.

Durant le dîner, le général Coffinières revient sur une idée qu'il avait déjà soumise à l'Empereur : « Puisque les Prussiens, dit-il, nous poursuivent comme les Curiaces poursuivaient les Horaces, pourquoi ne leur faisons-nous pas tête ; nous pourrions venir successivement à bout de leurs troupes. »

Mais l'Empereur lui répond que le départ de l'armée pour Verdun est irrévocablement décidé et lui parle longuement des moyens de l'effectuer par la préparation du passage de la Moselle.

Le maréchal Le Bœuf assistait au dîner : il était profondément ulcéré des récriminations qu'on élevait sans cesse contre lui et souffrait de la fausse position de maréchal de France à la suite de l'Empereur où il se trouvait depuis sa démission : ayant entendu ce qui venait de se dire et ayant su toutes les objections que dans la nuit du 6 au 7 août le général Coffinières avait faites pour accepter le commandement supérieur de Metz, il le prit à part et lui dit :

« Je ne veux pas quitter l'armée ; mais je suis sans position. L'Empereur m'a promis la première place qui serait vacante ; veux-tu rentrer dans ton poste de commandant en chef du génie de l'armée? » et il lui exposa l'impossibilité où il serait, puisque l'armée allait quitter Metz pour se diriger sur Châlons, d'être à la fois commandant du génie de cette armée et gouverneur de la place. « Moi, ajoute-t-il, je me constitue défenseur de Metz, j'ai confiance dans ses ressources et je crois qu'en tenant, je rendrai encore un grand service. »

Le général Coffinières répondit : « L'Empereur m'a donné un témoignage de confiance, etc... » et il refusa, demeurant à la fois titulaire de deux fonctions incompatibles : gouverneur d'une place forte où il devait rester et commandant du génie de l'armée qui s'éloignait et qu'il lui aurait fallu suivre pour diriger son service.

Vers 10 heures du soir, l'Empereur et les aides de camp qui l'entourent s'étonnent que le maréchal Bazaine n'ait envoyé à l'état-major général aucune prescription pour la retraite qui est décidée en principe : peut-être le maréchal Bazaine ne l'aurait-il pas compris? Dans le doute, l'Empereur lui écrit : « Prenons une résolution. »

Ce même jour, 12 août, vers 5 heures du soir, en quittant l'Empereur qui remettait le commandement au maréchal Bazaine, le maréchal Canrobert rentra à pied de la préfecture de Metz à l'hôtel de l'Europe. Dans les rues et sur la place de la cathédrale, il croisa une foule agitée par endroits, morne et semblable à un troupeau sur d'autres points : c'étaient des ouvriers et des bourgeois de la ville en groupes, occupés à discourir, puis des paysans des environs, vêtus de blouses bleues, en quête d'un gîte, ou bien des officiers et des soldats à la recherche de nouvelles ou de quelque supplément pour leur popote. La place de la cathédrale était transformée en campement d'une tribu en exode. Autour de véhicules de formes variées, chargés de meubles, d'effets et de bibelots divers, étaient attachés des chevaux, et s'agitaient des familles; par places il y avait des cuisines improvisées : certains étaient occupés à manger, et d'autres étendus sur de la paille ou du

foin dormaient à poings fermés; gens, bêtes, voitures, couverts de boue séchée et de poussière, étaient d'un aspect lamentable; ils fuyaient l'invasion et apparaissaient en avant-coureurs de la défaite. Dans le fond, au côté opposé à la statue de Fabert, deux ou trois voitures de l'administration des postes sortant tout flambant neuf des ateliers de Binder, attelées de magnifiques percherons conduits « par de bien jolis messieurs brodés d'argent et de soie habillés », faisaient contraste avec la misère des réfugiés qui les entouraient.

Rentré dans sa chambre, le maréchal y trouva le commandant Lonclas. Voilà ce que l'aide de camp savait du 6e corps : deux divisions d'infanterie étaient déjà à Metz; on en avait dispersé les éléments dans les forts et dans la banlieue, au nord et au sud, à quatre lieues de distance les uns des autres. Aucun service n'était encore arrivé : il était donc impossible au maréchal Canrobert d'exercer son commandement et il en informa à l'instant même le nouveau général en chef.

« Metz, 12 août 1870.

A Monsieur le maréchal commandant en chef l'armée du Rhin.

« MONSIEUR LE MARÉCHAL,

« L'interruption des communications me prive de mon état-major général, de mes services administratifs, de la trésorerie et des postes du 6e corps d'armée.

« Ces différents services étant indispensables, j'ai

l'honneur de prier V. E. de vouloir bien y pourvoir provisoirement. »

Tandis que le maréchal finit sa lettre, le lieutenant de Forsanz rentre et raconte son odyssée : il est parvenu à faire débarquer les chevaux et à les installer au collège des jésuites ; il a été au bureau de l'intendance pour toucher du fourrage ; il y a trouvé la cour, les corridors, les bureaux envahis par une foule bariolée : militaires de toutes armes, employés aux uniformes inconnus, télégraphistes, francs-tireurs, aumôniers ; le grand rabbin de Metz lui-même, vieillard à barbe blanche, à l'aspect ascétique et très digne, est mêlé à la foule et ne peut rien obtenir de plus que les autres. Tout le monde se plaignait : les uns bruyamment ; les autres, après avoir tenté de se faire écouter, attendaient silencieux et résignés. Comment douze employés auraient-ils pu répondre à mille individus? S'étant convaincu qu'il perdait son temps, le lieutenant de Forsanz se demandait ce qu'il allait faire, lorsqu'il rencontra un officier du 91e (régiment du 6e corps). « Jusqu'à présent, lui dit cet officier, la division n'a pu encore avoir aucune distribution régulière. Mais les colonels ont commandé des corvées qui vont aux voies de garage du chemin de fer en avant de la gare, où sont des trains de denrées en souffrance et l'on y prend ce qui est nécessaire. Personne n'a de scrupule à agir ainsi, car il y a des milliers de pains qui déjà sont avancés et d'ici peu seront perdus. Le lieutenant de Forsanz a été à l'endroit indiqué et s'est trouvé en présence d'un vrai pillage organisé. Une masse de soldats, cavaliers, fantassins, grenadiers et autres, les uns individuellement, les autres en corvées commandées et disciplinairement, enfonçaient les

wagons d'un train, en jetaient à terre des caisses, des sacs, des bottes de paille ou de foin en plein champ; d'autres remplissaient des fourragères ou des véhicules divers, tandis qu'il y en avait qui s'en allaient à pied chargés comme des bêtes de somme.

Le lieutenant a fait enlever un certain nombre de sacs d'avoine et de bottes de foin, et il vient de les rapporter attachés sur le dos du cheval de son ordonnance.

Ce soir-là le maréchal dîna tard dans sa chambre avec les commandants Lonclas, Boussenard et le lieutenant de Forsanz : il résumait ainsi la situation d'après ce qu'il avait su par l'Empereur : l'ennemi menace de nous déborder par la droite ; l'Empereur a remis le commandement de l'armée au maréchal Bazaine avec mission de la ramener à Châlons, de manière à ne pas la laisser couper de l'intérieur du pays et à la réunir aux troupes du maréchal de Mac-Mahon.

Dans la soirée et la nuit le maréchal Canrobert ne reçut aucune nouvelle. Cependant des trains continuaient à amener à Metz des troupes du 6e corps.

A 4 heures 1/2 du matin le général Bisson, qui était dans l'un de ces trains, vint chez le maréchal Canrobert : plusieurs fois du camp de Châlons à Metz, il avait cru qu'il serait obligé de retourner. A Frouard il avait vu sur la voie deux cadavres de chevaux et avait remarqué que le ballast était pilé et les bas-côtés marqués de fers de chevaux. Le chef de gare lui a raconté que dans la matinée des uhlans avaient envahi la gare : déjà plusieurs avaient mis pied à terre pour enlever les rails et couper les fils du télégraphe, quand deux traînards, un turco et un zouave, en train de se

rafraîchir à la buvette et peut-être déjà surexcités par ce qu'ils avaient bu, voyant des Prussiens, avaient décroché leurs chassepots et tiré plusieurs coups. Deux chevaux étaient tombés, et les officiers, croyant la gare occupée par de l'infanterie, avaient fait quatre à quatre remonter à cheval leur monde, et tous étaient partis au galop.

Le chef de gare lui avait demandé, pour empêcher une pareille tentative, de lui laisser quelques troupes.

Un détachement d'infirmiers se trouvait seul dans son train ; il en avait prié le chef de rester jusqu'au passage du train suivant. Mais l'officier, sans s'y refuser, lui avait fait observer que ses hommes avaient des fusils mais pas de cartouches. « Comprenez-vous, disait le général Bisson au maréchal Canrobert, qu'on m'envoie me battre avec des seringues en guise de chassepots ! »

Le maréchal envoya à l'état-major général le capitaine Avon qui accompagnait le général Bisson demander que l'on prît des mesures urgentes pour protéger, s'il était encore temps, la marche des convois de son corps d'armée dont une partie était en route.

Presque en même temps que le général Bisson, le capitaine de France, de l'état-major général, vint prévenir le maréchal que la voie devait être coupée maintenant. Il est rentré cette nuit de mission dans un train où se trouvaient des détachements du 6e corps : à un moment on s'est arrêté : « Pourquoi vous arrêtez-vous? » avait-on demandé au mécanicien. « Parce que les Prussiens sont tout près... les entendez-vous, ils sont là... » et comme on percevait dans la direction qu'il avait indiquée un bruit sourd et régulier, on avait

fait descendre de wagon une compagnie, qui s'était déployée en tirailleurs dans la nuit : soudain un garde-barrière, venant au-devant de la locomotive par la voie, s'était écrié : « Pourquoi n'avancez-vous pas? » — « Il y a des Prussiens de ce côté, ne les entendez-vous pas? » Alors éclatant de rire, le garde-barrière avait riposté : — « C'est la chute d'eau de Marbache... » Rassuré, le mécanicien avait remis sa machine en route et il venait d'arriver vers 4 heures et demie à Metz. Si son train a encore passé, ajoute le capitaine de France, sur toute la ligne on signale la présence rapprochée des Prussiens : au jour ils ont dû occuper la voie et le maréchal ne peut plus compter recevoir de nouvelles troupes, et son état-major surtout va lui manquer.

A peine cette communication était-elle faite, que le général Henry suivi de ses officiers se présente à l'hôtel de l'Europe : leur train vient d'arriver, mais derrière eux trois autres portant trois régiments ont été arrêtés : personne ne passera plus.

Le maréchal prescrit au général Henry de s'établir, à côté, au collège des jésuites et de réunir les renseignements sur les troupes du 6e corps présentes à Metz et d'en organiser l'existence.

Au général Henry succède le bon général Le Vassor-Sorval : il a été au collège des chevaliers de Saint-Louis avec le maréchal : il y a cinquante ans de cela. Les trente-six heures qu'il vient de passer en chemin de fer l'ont éreinté, et il est en proie à une indisposition qui l'a obligé à descendre du train à chaque arrêt. Il a cru ne pas arriver : sans cesse les chefs de gare lui annonçaient l'arrêt du transit, puis venaient peu après lui dire que la voie était redevenue libre. A 4 heures,

il pénétrait enfin dans la gare de Metz, et il s'apprêtait à descendre du train ; il était déjà hors du wagon, sur le marchepied, lorsque la locomotive repartait subitement en arrière : ne comprenant rien à cette manœuvre et croyant qu'on se trompait, de son marchepied, en agitant un bras et se tenant de l'autre à une barre de cuivre, il criait : « Mais il y a là un général de division, arrêtez, arrêtez... » Il ne pouvait sauter ; le train allait trop vite, et il gesticulait toujours, lorsqu'un employé lui dit que sa division étant au nord de la ville on l'y conduisait : il fut alors calmé.

Il raconte aussi au maréchal qu'à Frouard le maire, qui détenait un uhlan prisonnier dans l'hôtel de ville, est venu lui demander de l'en débarrasser et qu'il l'a envoyé promener.

Il est parvenu à Pont-à-Mousson lorsque les chasseurs d'Afrique du général Margueritte, sur un ordre formel de rentrer à Metz, venaient d'en repartir. Un gavroche voyant un képi doré dans un wagon est venu grimper à sa portière et tout joyeux lui a raconté le combat qu'ils avaient livré.

« Hier dans l'après midi, les uhlans se baladaient en ville, a-t-il dit ; ils y ont fait un bon déjeuner, ont bien payé leur écot et puis, après avoir allumé de superbes londrès, se préparaient à couper la voie ; déjà ils avaient enlevé quelques rails, lorsque les chasseurs d'Afrique (du général Margueritte) arrivèrent de tous les côtés à la fois, les enveloppèrent et les saignèrent comme des poulets *(sic)*; quelques-uns se réfugièrent dans une auberge où on les a faits tous prisonniers ; malheureusement ils nous ont tué un homme » et tout joyeux, il montre le sol piétiné par les chevaux.

Peu après, le train, ayant repris sa course, se trouva à hauteur des chasseurs d'Afrique qui revenaient à Metz par la grande route et que les soldats de la division Le Vassor-Sorval acclamèrent des portières des wagons en les dépassant.

Le général Le Vassor-Sorval, qui vient directement de Paris où il était lors des manifestations et de la chute du ministère, donne ensuite divers détails sur les événements à son ancien camarade. Il y a dix ans que le maréchal ne l'a vu; il le trouve bien vieilli, et surtout il remarque sa lenteur intellectuelle : sera-t-il en état de conduire sa division?

Ayant congédié le général Le Vassor-Sorval, le maréchal se rendit vers 7 heures et demie à la préfecture : en arrivant au perron, il vit sur un banc, à côté des sentinelles, deux officiers de dragons prussiens faits prisonniers la veille par le général Margueritte ; apercevant le maréchal, ils se levèrent d'un seul mouvement, et se tenant droits, raides, sanglés dans leur tunique, ils le saluèrent; et le maréchal leur rendant leur salut dit entre ses dents au commandant Boussenard : « Ce sont des gentilshommes... quelle tenue... quelle éducation!... »

Quelques instants après il sortait du cabinet de l'Empereur. La retraite était décidée, il fallait se préoccuper de l'effectuer et il retournait au collège des jésuites pour s'entendre avec le général Henry.

Vers 11 heures, le maréchal alla déjeuner avec ses aides de camp et officiers d'ordonnance à l'hôtel de l'Europe, où on lui donna une chambre pour lui seul : en s'y rendant, il jeta un coup d'œil sur la salle commune où se trouvait la même macédoine des gens que la

veille : on lui apprit que les jours précédents le chef de l'espionnage allemand y était venu dîner plusieurs fois en compagnie de généraux et d'officiers. Le capitaine Iung, qui avait remarqué cet individu à Strasbourg huit jours auparavant, l'avait fait filer et arrêter la veille, au moment où il quittait Metz. Interrogé, il avait dit se nommer Schulz, baron d'Egelmann, être ingénieur autrichien et avoir été employé par le gouvernement prussien au Mexique, en 1865 et 1866. Il avait dévoilé toute l'organisation de l'espionnage allemand et fourni des indications précieuses pour éventer ses collègues, qui tous se reconnaissaient entre eux à une certaine médaille dont il donna le type.

Le maréchal finissait de déjeuner lorsque la porte du cabinet où il était s'ouvrit, et le général Jarras apparut tenant sa serviette à la main; en finissant son repas, il avait appris la présence du maréchal et il était venu, sans plus attendre, lui dire combien il trouvait lourde la charge qui lui était imposée et qu'il n'avait pas cru pouvoir refuser; il raconta au maréchal que la veille, aussitôt nommé, il avait écrit au maréchal Bazaine pour se mettre à sa disposition, et que ce matin un officier était venu lui dire, en réponse à sa lettre, que, le maréchal devant venir vers une heure à Metz pour voir l'Empereur, il en profiterait pour le rencontrer aussi; il ne cachait pas son étonnement de cette façon de procéder, et il demandait au maréchal Canrobert son concours, et celui de son état-major pour l'aider dans sa tâche. Le maréchal lui répondit « de la façon la plus affectueuse ».

En reprenant, après déjeuner, son travail avec le général Henry, le maréchal apprit que le colonel Roux

du 9e de ligne venait d'être atteint d'aliénation mentale, et qu'on venait de le conduire à l'hôpital.

Corse de naissance, très exalté, assez fort, très brun, avec des yeux vifs, il avait été officier d'ordonnance du prince Napoléon en Crimée, et depuis était demeuré son protégé ; il avait été lieutenant-colonel des zouaves de la garde et il était un des rares colonels commandeurs de la Légion d'honneur. Au moment de la déclaration de guerre, personne n'avait été plus exubérant que lui. Il criait, gesticulait, ne devant faire des Prussiens qu'une bouchée. Les défaites l'ont tellement démonté, qu'il a commencé à déraisonner, et en arrivant à Metz cette nuit, il a été impossible de lui laisser son régiment. Il mourra la veille de la capitulation et, dans l'ancien entourage du prince Napoléon, on dit encore qu'il s'est tué dans un accès au moment de la capitulation.

Le lieutenant-colonel Pavet de Courteille, frère du célèbre orientaliste, de l'Institut, le remplace à la tête du régiment qui ne perdra pas au change, car c'est, à tous égards, l'un des officiers les plus distingués de l'armée.

A l'examen, la situation du corps d'armée s'établit ainsi. Il y a trois divisions d'infanterie comptant chacune quatre régiments d'infanterie, mais il leur manque leurs services sanitaires et leur intendance : l'une d'elles n'a ni artillerie, ni génie et la 2e division ne compte qu'un seul régiment : le plus grave, c'est que le corps d'armée est privé de tous ses services généraux : intendance, artillerie, génie, cavalerie. En outre, les généraux ou fonctionnaires qui en sont les chefs ne sont pas arrivés, ni leur état-major ni leurs

bureaux, ni non plus le matériel de l'intendance, des ambulances, ni aucun approvisionnement de munitions ou d'alimentation.

Il faudra donc que le maréchal Canrobert, tout en commandant en chef, se fasse commandant particulier de l'artillerie, du génie, intendant de son corps et qu'il dirige tous les rouages administratifs.

Ainsi sur le champ de bataille, en même temps qu'il ordonnera le mouvement général de son corps d'armée, il devra s'occuper du détail de l'emploi de son artillerie et de son réapprovisionnement. Il lui faudra renoncer pour ainsi dire à l'emploi du génie, puisqu'il n'en a que deux compagnies sans parc, ni matériel, ni état-major. Il lui incombera aussi la tâche de faire vivre ses soldats jusqu'après les batailles; alors il constituera une organisation qui fonctionnera jusqu'à la fin du blocus.

En prévision de la marche de l'armée de Metz sur Châlons que l'Empereur lui a dit ce matin devoir commencer dans la soirée, ou au plus tard le lendemain de grand matin, il se préoccupe surtout des dispositions à prendre pour que ses hommes aient de quoi subsister pendant quarante-huit heures.

Il passe ensuite en revue le personnel de son corps d'armée. La 1re division d'infanterie est commandée par le général Tixier, âgé de soixante et un ans. Il a été brillant colonel en Italie; c'est lui qui est représenté tenant le drapeau du 2e zouaves au premier plan du grand tableau légendaire de la bataille de Magenta du musée de Versailles par Yvon. Onze ans se sont écoulés depuis 1859, et les maladies et les infirmités sont venues. Le général Tixier souffre maintenant de l'estomac, ce qui lui enlève par moment tout

sommeil, et l'empêche de manger, car s'il fume presque toute la journée de gros cigares il ne peut prendre que du lait comme nourriture. Énergique, il se raidit contre son mal, et quand il est à cheval ou devant son monde, il apparaît droit, et donne l'impression d'un homme dans toute la plénitude de ses facultés physiques. C'est un brave soldat, dévoué, d'une droiture absolue, et qui sait la guerre; le maréchal l'estime et a confiance en lui.

Le premier de ses généraux de brigade est un officier hors ligne : « Ce brave petit Péchot », comme l'appelle le maréchal Canrobert : ancien polytechnicien et capitaine du génie en Afrique, il est passé il y a vingt ans dans les turcos et a *fait* perpétuellement des *colonnes* contre les Arabes du temps où le maréchal Canrobert en faisait également : il connaît bien le soldat et sait ce qu'on peut obtenir de lui; il est infatigable, a du coup d'œil, de la décision et de la bravoure et possède une science réelle de la guerre. Petit, brun, à l'œil noir et vif, le nez en l'air, c'est le meilleur général du corps d'armée.

L'autre général de brigade, Le Roy de Dais, grand et de belle allure, est un bon officier, modeste, appliqué, très brave et dévoué; plein de bon sens, assez renfermé, quoique très bienveillant : il a été tué comme le général Péchot pendant la Commune.

Parmi les chefs de corps de cette division, étaient le colonel Vincendon dont nous avons cité un acte d'énergie. Soldat dans l'âme, sachant entraîner son monde, comptant de nombreuses actions d'éclat à son actif, assez grand, l'œil brillant, la figure ronde et aimable, il a encore, malgré ses blessures et l'âge, une belle

prestance. A ce moment étant âgé de quarante ans il avait l'avantage d'être le plus jeune des colonels du corps d'armée.

A côté de lui se trouve le colonel Ardant du Picq du 10[e] de ligne : chef de corps modèle, doublé d'un philosophe et d'un penseur, sorte d'ascète d'une inflexible dureté pour lui et d'un dévouement absolu à ses officiers et ses soldats, il a laissé un livre sur le combat admirable tant par l'élévation des idées que par le côté pratique. Grand, maigre, les joues caves, les yeux enfoncés et brillants comme des tisons, il a été tué d'une façon dramatique, le 15 août au matin, par un obus perdu. Ce fut une grande perte pour l'armée.

La division comptait encore le gros colonel Grémion du 100[e], vieil officier sceptique, goguenard et très fin, et le colonel Lebrun du 12[e], bon serviteur modeste et effacé.

Le général Tixier avait comme chef d'état-major le colonel Fourchaud, vieux soudard africain, cynique, sans morale, de mauvaises mœurs et chapardeur à l'occasion, mais intelligent, sachant le métier, ayant du coup d'œil. Grand, très fort, très rouge, avec une forte moustache et des allures de reître, il était d'un excellent conseil sur le terrain, mais par trop sans gêne : la veille de la bataille de Saint-Privat, entrant le soir dans un village il dit à un jeune capitaine de son état-major : « Vous allez voir, je vais trouver un bon lit et passer une bonne nuit : à la guerre, quand on peut dormir son saoul il ne faut pas perdre l'occasion : elle ne se retrouvera peut-être pas de longtemps. » Il avise une maison de bonne apparence. Il appelle ; on ouvre : c'est le propriétaire, un boulanger ; il se fait

conduire dans sa chambre. Dans le lit étaient la femme et un enfant : « Allons, dépêchez. Sortez de là, allez où vous voulez, que je me couche » et il renvoie la famille et se met dans le lit, devant le jeune capitaine qui demeure interdit. Après la capitulation de Metz il alla signer à la *Commandatur* de Mayence l'engagement de demeurer prisonnier sur parole; puis, le commandant de place ayant tourné le dos, il déchira son engagement, et en profita pour revenir reprendre du service en France : à la fin de la guerre, envoyé à un état-major prussien pour régler des détails d'armistice, il fut reconnu et renvoyé à son général comme parjure, méritant d'être fusillé et indigne d'être reçu en parlementaire.

L'artillerie de la division était sous les ordres du lieutenant-colonel de Montluisant : grand, bien tourné, avec des cheveux roux qu'il portait longs; très connu comme technicien, il avait fait sa carrière aux ateliers de Saint-Thomas-d'Aquin où il travaillait avec le général Treuille de Beaulieu. Quoique vantard, emphatique et rapportant tout à lui-même, — il était né à Montélimar et il ne fallait croire que le quart de ce qu'il disait de lui — il se dévoila à Metz, où il faisait la guerre pour la première fois, véritable chef, plein de ressources, de bravoure, de connaissances pratiques et nous aurons à dire l'estime méritée que lui accorda le maréchal Canrobert.

Le général Bisson commandant la 2e division était petit, brun, trapu : type de sous-officier à trois brisques : sans éducation, sorti des rangs, sorte de paysan madré, très adroit, très fin, et d'une réelle valeur militaire : sa jeunesse s'était passée en Afrique à se

battre perpétuellement; toutefois ne trouvant pas que les combats auxquels il assistait fussent suffisants, il s'avisa, étant chef de détachement, d'en inventer d'imaginaires dans ses rapports; mais le maréchal Bugeaud éventa la supercherie et le rendit pour un certain temps quelque peu ridicule. Sans convictions, arriviste avant tout : lors du coup d'État il demanda à siéger dans les commissions mixtes où il y fut impitoyable, et l'empire tombé, il se posa en victime du pouvoir déchu. De relations peu sûres, mécontent de ne pas avoir un corps d'armée pour lequel il était désigné avant l'intervention de l'archiduc Albert, il ne cessa pendant la guerre de s'attribuer des mérites qui revenaient à d'autres et de verser la calomnie sur ses camarades et ses chefs. Marié depuis peu à une femme très riche, il tirait de cette fortune un orgueil et une arrogance de parvenu qui blessait. En outre c'était un chapardeur éhonté; l'histoire d'un cheval et d'un manteau qu'il s'appropria à Metz, et qu'il dut cependant rendre à la fin à son propriétaire, le lieutenant Bernard de l'artillerie de la garde, lui nuisit beaucoup et empêcha qu'il fût donné suite à la proposition que le maréchal Canrobert avait faite pour lui obtenir le grand cordon de la Légion d'honneur. C'est que le maréchal rendait justice à ses qualités de soldat qu'on ne saurait trop louer. Il était en effet admirablement brave, très énergique, ne se laissant jamais démonter et sous le feu se transformant au point de cesser d'être grossier, de devenir courtois et de parler sans jurer et sur un ton convenable : il avait alors un jugement parfait et une décision opportune : à tout prendre c'était un chef de valeur, capable d'initiative et sur lequel, dans l'action, le maréchal pouvait compter.

Le colonel Dolin du Fresnel, officier âgé et usé qu'on ne vit presque pas, était le chef d'état-major de cette division qui se composait uniquement du 9e de ligne aux ordres du lieutenant-colonel Pavet de Courteille dont nous avons déjà dit les nobles qualités morales et intellectuelles, mais qui malheureusement fut tué à Rezonville.

Le général Lafont de Villiers était à la tête de la 3e division : chauve, avec deux petites touffes de cheveux teints de chaque côté des tempes et de grosses moustaches également teintes et cirées, il avait une haute stature et un embonpoint considérable qu'il cherchait à cacher en se sanglant dans un corset. Excellent homme, il était atteint d'une anémie cérébrale dont il mourut peu après la guerre, et qui lui enlevait toute mémoire et même par moment l'activité intellectuelle. Ainsi, les quatre forts détachés de Metz, qu'occupait sa division, n'étaient pour lui que le seul fort de Queuleu.

Vigoureux et énergique, il avait eu son heure de mérite : en 1849, des mobiles parisiens casernés au fort La Briche s'étaient révoltés et menaçaient de tuer quiconque pénétrerait dans le fort : le général Lafont de Villiers, alors commandant de chasseurs, reçoit l'ordre de les faire rentrer dans le devoir : il arrête son bataillon à une certaine distance, va au pont-levis, crie qu'il est seul et entre : à peine est-il dans le fort que les mobiles l'entourent et le couchent en joue ; mais il leur en impose par son regard et son attitude et fait si bien que le pont-levis est rabaissé, et que les chasseurs entrent et occupent le fort conjointement avec les mobiles qui cessent leur mutinerie.

Devenu colonel du 48e de ligne, il fit parler de ses originalités dont l'une consistait à avoir chez lui, dans la pièce où il recevait, un lionceau soi-disant apprivoisé, mais qui, un jour, se jeta sur un fourrier nommé Schmidt, l'égratigna fortement et mit son uniforme en lambeaux. Blessé en Crimée, il quitta le siège en froid avec le maréchal Pélissier, et envoyé à Marseille sous les ordres du maréchal de Castellane, il passa tout son temps à se disputer avec lui. Au 13 août 1870 il a soixante-cinq ans révolus et légalement devrait être à la retraite. Il est tout à fait incapable de commander, et on ne peut comprendre comment on lui confie 8,000 hommes. Durant toute la guerre, il n'aura qu'une seule préoccupation, celle de connaître les frasques que fait son fils, assez mauvais sujet, pour lequel il est d'une faiblesse lamentable et dont il a payé déjà maintes et maintes dettes.

Sa division est menée par son chef d'état-major, le colonel Piquemal, homme aimable, instruit des affaires du bureau, mais sans connaissance du champ de bataille : il a été tué pendant la Commune.

Le commandant de la 1re brigade, le général de Becquet de Sonnay, ancien colonel aux grenadiers de la garde, était un bel homme, avec le front découvert et de jolis traits, qui s'était distingué à Malakoff : « fanatique de son métier, très dévoué et très instruit, exécutant ponctuellement un ordre précis, mais incapable d'aucune initiative », d'après les notes de son dernier inspecteur général.

Le général Colin, qui commande la 2e brigade, était encore, trois semaines auparavant, colonel d'un régiment de voltigeurs de la garde. Grand et élancé, éner-

gique, ayant de l'autorité, brillant et sachant son métier. Lorsque la division Lafont de Villiers aura à donner, c'est à lui que le maréchal Canrobert confiera la direction du combat.

L'artillerie de la division Lafont de Villiers a comme chef le lieutenant-colonel Jamet, excellent homme, petit et lourd, ayant passé la cinquantaine et auquel sa grosse figure rougeaude, d'énormes moustaches et un nez épaté donnent un air de bouledogue : malheureusement il a peu d'autorité et pas davantage de connaissances techniques et pratiques. Il a comme adjoint un capitaine en second, dont le rôle a été considérable : le capitaine Adhémar de Chalus, joyeux vivant, blond, aux yeux bleus, à la lèvre lippue, qui monte à cheval comme un centaure : à l'école de Saumur où il a été, il a fait courir et maintenant il possède toujours des pur-sang excellents, ce qui lui vaut d'être continuellement chargé de missions par le maréchal Canrobert.

Une histoire de jeu qu'il a eue avec M. Daniel Wilson l'a fait connaître dans le monde où l'on s'amuse : au cours d'une partie, où il se trouvait avec le comte Stampa, le comte de Gervilliers, M. Wilson et deux inconnus amenés par ce dernier comme étant de ses amis, il arrivait à perdre 250,000 francs que lui gagnait M. Wilson, lorsque le comte Stampa et M. de Gervilliers s'aperçurent que les cartes étaient pipées. Aussitôt les deux amis de M. Wilson, reconnus comme grecs de profession, déclarèrent ne pas vouloir toucher leur gain et s'esquivèrent, tandis que M. Wilson exigeait la somme qu'il avait gagnée, et écrivait même au colonel de M. de Chalus pour se plaindre que celui-ci n'acquittait pas ses dettes d'honneur. Cependant comme

la tricherie était indiscutable, malgré ses efforts, tous les gens auxquels s'adressa M. Wilson lui donnèrent tort, et l'affaire en resta là.

Dans cette division, les quatre colonels étaient de bons serviteurs, tous braves et dévoués, et l'un d'eux, le colonel Amadieu, du 75e, fut tué au commencement de la bataille de Rezonville. Mais le colonel de Geslin, du 94e, se distinguait particulièrement par son énergie, sa vigueur et son autorité sur ses officiers et ses hommes.

Le général Le Vassor-Sorval, commandant la 4e division, avait été brillant commandant de chasseurs à pied en Afrique, infatigable, ardent, entraînant ses hommes coûte que coûte.

Il y a de cela vingt ans; en 1870 il a perdu toute activité. C'est un père de famille modèle, dont toutes les pensées se reportent sur sa femme aveugle et ses deux grandes filles qu'il adore : il redoute avant tout qu'elles soient privées de lui; car que deviendraient-elles si elles restaient seules avec leur mère infirme? Il a conservé ses manières affables et ses traits sont encore distingués quoiqu'il se soit alourdi : il a de la difficulté à monter à cheval, et ses facultés intellectuelles ont baissé : il est incapable d'une initiative quelconque : sous le feu il restera immobile sans jamais donner un ordre, comme s'il était là en simple spectateur; son chef d'état-major, le colonel Mélin, dirigera la division à sa place.

Le maréchal Baraguay d'Hilliers, dont il a été l'aide de camp de confiance, a fait la carrière du colonel Mélin qui ne manque pas d'esprit ni de savoir, mais dont un scepticisme dénigrant détruit toutes les qualités :

durant cette campagne il aura une mauvaise influence, donnera souvent de tristes exemples et il en aura sans doute conscience, car à la capitulation, il signera le « revers » et ira finir ses jours à Bayonne dans une fréquentation pernicieuse pour lui.

Le général Marguenat, le doyen des généraux de brigade, a été mis de côté depuis le jour où, malade, il a quitté la Crimée, poursuivi des brocards du maréchal Pélissier. Grand, bel homme, distingué, il était arrivé jeune chef de corps, grâce au duc d'Aumale qui l'estimait : original et fantaisiste, étant colonel au Havre et en disponibilité à son retour d'Orient, il passait son temps, même pendant les plus grosses tempêtes, sur un chasse-marée qu'il avait fait construire et qu'il dirigeait. Au reste, il connaît son métier, et à côté du général Le Vassor-Sorval, on le dirait commandant la division : il fut tué à Rezonville.

Son collègue, le général de Chanaleilles, est un vieux compagnon du maréchal Canrobert qui fait beaucoup de cas de lui : grand seigneur, de belle tournure, à la figure énergique, aux traits réguliers, à la barbe grisonnante taillée à la façon des chasseurs à pied, aux cheveux blancs et aux sourcils noirs, il sait la guerre qu'il a beaucoup faite, il est énergique, et aimé des troupes : sous le feu on entendra souvent officiers et soldats dire en le voyant à cheval devant eux : « Il a tout de même bon chic, notre général. »

La division Le Vassor-Sorval n'a pas d'artillerie et parmi ses chefs de corps, il faut citer le colonel Gibon du 25e; soldat d'une bravoure émérite, donnant l'exemple, entraînant, et sachant saisir l'occasion dans l'action : il a été tué à Ladonchamps.

Tous ces généraux et colonels sont ou ont été de braves soldats; plusieurs ont eu une valeur réelle et en ont donné maintes preuves : tous, sauf deux ou trois exceptions, sont trop vieux pour faire campagne : jamais Napoléon ne leur aurait donné place dans ses armées actives.

On ne le dira jamais assez, il faut être jeune pour le rude métier de la guerre. A quarante-cinq ans, beaucoup sont déjà trop âgés, à cinquante presque tous sont incapables d'en supporter les fatigues et de conserver intactes leurs facultés.

Le maréchal Canrobert est aussi trop âgé : il a soixante et un ans : ses facultés sont aussi complètes et sa mémoire aussi prodigieuse que lorsqu'il était à Saint-Cyr; mais les longues campagnes d'Afrique lui ont laissé des rhumatismes goutteux dont il souffrira dès que l'automne ramènera les brouillards et l'humidité. Il a de la difficulté à se hisser à cheval; il est vrai que, quand il est en selle, il y reste toute une journée, solide, et sans craindre les grandes allures.

L'agilité qu'il avait à Zaatcha et avec elle l'esprit d'entreprise, la confiance en soi-même, l'insouciance de la jeunesse et ses facultés d'espérance, de gaieté et d'entrain si communicatives, qui ont été les causes de nos succès et qui diminuent à mesure que l'âge avance, lui font maintenant défaut comme à tous ses collègues. Peut-être que s'il eût eu quarante ans à Rezonville, comme à Zaatcha, il eût agi tout autrement qu'il le fit.

Si l'armée française en 1870 eût été confiée, comme elle l'avait été en Crimée, à des généraux de moins de cinquante ans, nous eussions foncé tête baissée sur l'ennemi, et les combinaisons savantes de M. Moltke

eussent été *à vau-l'eau*. Quoique l'expérience des siècles soit là, on en revient toujours aux mêmes errements, et aujourd'hui encore, la plupart, la presque totalité de nos généraux, n'ont plus la jeunesse indispensable pour faire campagne; ils sont trop vieux comme en 1870!

A presque tous il manque la qualité dominante à la guerre : l'initiative; presque tous, en 1870, ne cesseront de répéter : « Je n'ai pas d'ordres » et n'en provoqueront même pas. Ils manqueront du feu sacré; ils feront juste ce à quoi ils seront astreints sans réfléchir que c'est manquer à son devoir que de se borner à accomplir le minimum de la tâche que l'on doit parfaire.

Les officiers de troupes sont aussi dévoués que les généraux; prêts à se faire tuer, ils donneront l'exemple sous le feu, s'entr'aideront entre eux, mais dans leur sphère restreinte, n'oseront jamais prendre sur eux une décision. La nature humaine est passive et moutonnière : l'homme aime suivre qui le conduit, et plutôt que d'innover il préfère imiter son voisin : il a peur d'assumer une responsabilité : il attend qu'on lui donne un avis ou que la nécessité le force à agir : se décider en présence d'une circonstance imprévue, c'est ce qui lui coûte le plus. Aussi faut-il que le chef d'une armée insuffle à ses subordonnés le feu sacré, les encourage, les pousse à aller de l'avant; sans cela l'esprit d'initiative et partant d'offensive dépérit et disparaît bientôt tout à fait, et sans ces deux qualités essentielles une armée est toujours battue. Tel a été le cas de l'armée au Rhin.

Dans la soirée du 13 août, le maréchal eut à dîner

trois convives. Le général Castelnau, aide de camp de l'Empereur et directeur au ministère de la guerre, le colonel d'Andlau, chef de la section des opérations au grand état-major et le colonel Brady, son ancien officier d'ordonnance, commandant le parc d'artillerie du 2e corps. Durant le dîner, le colonel d'Andlau parla peu. Lui qui aurait dû par sa position être au courant ne savait rien. Le général en chef semblait ne pas même exister, tant il s'efforçait de demeurer invisible et énigmatique depuis vingt-quatre heures qu'il avait été nommé. Un seul avis avait été transmis au colonel d'Andlau : les troupes devaient être prêtes le lendemain matin. Mais pourquoi? le maréchal Bazaine ne l'avait point encore fait dire.

Le colonel Brady raconta avoir été à la poste, deux ou trois jours auparavant, pour demander s'il y avait des lettres pour lui et ses officiers. Un employé l'avait conduit dans une grande pièce et lui montrant un tas de lettres de 2 mètres de haut : « Voyez vous-même. » Au télégraphe il avait rencontré le capitaine Deloye (de l'état-major de l'artillerie) qui riant dans sa longue barbe, lui avait dit : « Croyez-vous, que tandis que tout à l'heure je télégraphiais pour l'envoi rapide de cartouches, deux officiers de la cavalerie de la garde sont venus s'informer des résultats des courses de Caen !... »

Quant au général Castelnau, il ne cessa de parler de choses insignifiantes et récita la suite des départements des préfectures et des sous-préfectures en vers et avec calembours : « Il y a deux départements, dit-il, que je n'ai jamais osé dire à l'Impératrice tant ils sont graveleux... » Cette conversation étonna et le commandant

Boussenard en fit la remarque au maréchal Canrobert qui lui répondit : « Pour qu'un homme de la valeur et de l'autorité de Castelnau ne parle pas des événements et affecte une gaieté et une insouciance telle qu'il a cherché à en montrer, il faut que la situation lui paraisse bien grave, et qu'il juge nécessaire de donner le change et de faire croire à une confiance qu'il n'a pas. »

Assez tard, le commandant Boussenard se rendit à l'état-major général ; on y était inquiet : « on sentait que l'inaction était inadmissible » et on ne comprenait pas l'absence d'ordres. A côté, à la préfecture, autour de l'Empereur, on lui parut « être furieux » . Le général Pajol, à qui s'adressa l'aide de camp du maréchal Canrobert, était très excité : « Je vous garantis que l'on va partir » , déclarait-il avec énergie. Le maréchal se prépara donc à recevoir dans la nuit même l'ordre de commencer la retraite.

Cette journée du 13 août marque la rupture définitive des communications de l'armée avec Paris par la grande ligne. Les Allemands sont sur la Moselle et déjà il n'est plus temps d'en couper les ponts pour arrêter leur marche au moyen de laquelle ils vont nous déborder, nous tourner et nous couper de l'intérieur du pays.

Les chefs de gare, les maires, les francs-tireurs, les ingénieurs ont envoyé dans la journée des dépêches à Metz, à l'état-major général et au gouverneur de la place, pour prier de faire sauter les ponts de la Moselle, mais on n'a pris à cet égard aucune décision.

La désorganisation est à son comble. Dans une armée dont l'essence même est la discipline, tout part du

général en chef et dans ce moment le général en chef a disparu ; il n'existe pas. L'Empereur, en lui remettant le commandement en chef, a considéré qu'il ne devait en rien empiéter sur ses pouvoirs et ne croit plus devoir donner des ordres directement. Le major général, depuis que sa démission est acceptée, s'est retiré et reste en dehors de tout. Certains historiens lui ont même reproché cette retraite : il aurait dû, à leur avis, provoquer une explication avec le nouveau général en chef et lui faire un exposé de la situation.

Mais c'est cette explication que le maréchal Bazaine voulait éviter à toute force. Jamais il n'a reproché au maréchal Le Bœuf de l'avoir laissé dans l'ignorance des événements : au contraire il a toujours cherché à expliquer sa conduite durant ces quarante-huit heures, par le fait — absolument faux — que le maréchal Le Bœuf exerçait encore les fonctions de major général, et a dit qu'il n'avait pas pris les mesures nécessaires parce que c'était à ce dernier à le faire. Le 12, dès 6 heures du soir, il n'y avait plus de major général : ses fonctions étaient passées aux mains du général Jarras nommé chef d'état-major général de l'armée : celui-ci, le même jour, à 4 heures de l'après-midi, s'était mis aux ordres du maréchal Bazaine et lui avait proposé d'aller avec l'état-major et les chefs de service à Borny pour le mettre au courant, ou bien s'il le préférait, de l'attendre à Metz : le maréchal Bazaine s'était refusé à toute explication : il n'avait pas voulu que son chef d'état-major vînt lui parler à Borny et s'était arrangé pour l'éviter à Metz.

Le 13, de grand matin, le maréchal Bazaine part de son quartier général et il se met à parcourir les bivouacs

du 3e corps, comme s'il était adjudant-major, et après cet examen, prescrit le changement de position de deux pièces d'artillerie et l'incendie d'un bocqueteau : c'est tout jusqu'à 11 heures. Rentré à Borny, il répond à la lettre que l'Empereur lui a envoyée à 11 heures du soir la veille, le pressant de prendre une décision, en annonçant sa visite pour midi et demi. Le capitaine Foucher,' porteur de ce message, est reçu un peu avant midi par l'Empereur qui le remercie et le charge de ses amitiés pour le maréchal.

En même temps un autre officier vient dire au général Jarras que « le maréchal Bazaine, en allant vers midi et demi faire visite à l'Empereur à Metz, le verra par la même occasion. »

C'est la seule réponse que le nouveau général en chef fasse à la demande que lui a adressée son chef d'état-major, la veille à 4 heures, de faire une prise régulière de service et d'établir un exposé de la situation.

Il est midi : il écrit lui-même sous forme d'instructions l'ordre de retraite de l'armée. Aurait-il une idée arrêtée? Non, car ses « instructions » aussitôt mises sur le papier, il les cache dans son tiroir et il n'en est plus question de la journée, quoique certaines des prescriptions qu'elles contiennent doivent être exécutées sur l'heure même.

Vers midi et demi il voit l'Empereur et, quoiqu'il ait rédigé ses ordres pour la retraite, il ne lui en parle pas, et il semble même qu'aux objurgations que lui fait Napoléon III de commencer immédiatement la retraite, il répond par des faux-fuyants ou par des objections, ou encore par sa proposition habituelle de remettre toute décision à plus tard, puisque à 4 heures Napo-

léon III lui fait porter une nouvelle lettre où il y a cette phrase : « Il n'y a plus un moment à perdre pour faire le mouvement arrêté. »

A une heure et demie, le maréchal Bazaine, ayant pris congé de l'Empereur, était en voiture pour retourner à Borny quand le général Jarras, prévenu par hasard de sa présence, accourt au perron de la préfecture pour lui demander ses ordres : il n'en a pas; qu'il attende, il lui fera dire s'il a besoin de lui et il le congédie.

Le général Jarras demeure stupéfait. Comment, le nouveau général en chef ne veut donc rien connaître de la situation, peut-être la plus grave pour la France depuis Waterloo, et il n'a pas un renseignement à se procurer, ni un ordre, ni une instruction à donner!

Lorsque plus tard on lui reprochera cette conduite, il répétera que son « commandement n'était que nominatif, » et que « en réalité c'était l'Empereur qui commandait » .

En rentrant à Borny, il trouve un billet du général Forton lui disant qu'il vient d'apprendre par M. Gérardin, juge au tribunal de Metz, qui arrive de Pont-à-Mousson, que les Prussiens y sont ainsi que sur différents points du cours de la Moselle, et qu'il a envoyé deux escadrons s'assurer du fait. Ayant pris connaissance de ce billet, le maréchal fait dire au général de Forton d'opérer la reconnaissance projetée, mais d'y employer une brigade au lieu de deux escadrons.

Les renseignements recueillis par cette brigade et qui lui seront transmis par écrit avec commentaires verbaux et les reconnaissances des corps d'armée en avant de Metz, lui apprendront dans la soirée que les Prussiens sont à la fois au sud de l'armée, le long de

la Moselle sur le point de nous tourner, et également sur notre front, prêts à nous attaquer s'ils le veulent. Pourquoi donc alors, s'il pense à opérer la retraite, en diffère-t-il encore l'exécution?

C'est qu'il veut paraître y avoir été contraint par l'Empereur et pouvoir dire « qu'il ne lui a cédé qu'à contre-cœur ».

A Napoléon III qui lui écrit à 4 heures : « Il n'y a plus un moment à perdre », il répond à 7 heures du soir : J'ai reçu l'ordre de Votre Majesté de hâter le mouvement... *Mais le général Coffinières, qui est en ce moment avec moi,* m'affirme que les ponts seront à peine prêts demain matin... — A l'instruction de son procès, contrairement à ce qu'il vient d'écrire à l'Empereur, il déclarera n'avoir pas vu le général Coffinières de toute la journée du 13. Quoi qu'il ait pu affirmer en 1872, il vit réellement le gouverneur de Metz le soir du 13 et après que celui-ci eut pris connaissance de la lettre de l'Empereur, il renouvela, au maréchal Bazaine, ses objections ordinaires : « Les forts ne sont pas en état de résister à un siège : il lui faudrait 18,000 hommes de garnison; enfin les ponts ne seront pas prêts avant demain. »

Profitant de cette dernière déclaration du général Coffinières pour surseoir à tout ordre d'exécution, le maréchal Bazaine envoya dans la soirée à l'état-major général cet avis : « L'armée sera prête à partir à 5 heures : *les ordres seront envoyés ultérieurement.* » Cette dernière formule est typique. Le maréchal Bazaine n'en a pas d'autre, il remet à plus tard un ordre ferme, qu'il ne peut jamais se décider à donner.

En même temps que cet avis on apporte au général

Jarras une lettre du colonel Napoléon Boyer, le priant de télégraphier au maréchal de Mac-Mahon et au général de Failly que le maréchal Bazaine est général en chef et qu'ils sont désormais sous ses ordres : pas un mot de plus. Déjà vingt-quatre heures se sont écoulées depuis sa nomination, il ne leur en a pas fait part, et en ce moment même il ne leur donne aucune instruction.

A 8 heures, changement complet; au lieu d'envoyer les ordres définitifs de la retraite annoncés pour 5 heures, le maréchal Bazaine dicte au général Manèque, qui est actuellement chef d'état-major du 3ᵉ corps d'armée, un nouvel ordre destiné seulement aux commandants des 2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ corps ainsi conçu : « Tenez vos troupes prêtes demain matin à 4 heures, *vos tentes restant tendues*. »

Ainsi, il y a une heure, toute l'armée devait être prête le lendemain matin à quitter Metz pour se retirer dans l'intérieur du pays; maintenant trois corps sur cinq reçoivent l'ordre tout à fait contraire de se préparer à 4 heures du matin pour une expédition offensive momentanée, après laquelle ils rentreront à leur camp, puisqu'ils doivent y laisser leurs tentes dressées.

Quoique cet ordre particulier aux 2ᵉ, 3ᵉ et 4ᵉ corps annule l'ordre général d'il y a une heure, il n'est pas communiqué à l'état-major général.

Déjà les trois corps précités sont avisés, lorsque le chef d'état-major de la garde, qui en a connaissance indirectement, s'étonne de ne pas être aussi prévenu et réclame ; aussitôt le maréchal lui fait porter cet avis :

« C'est par erreur que vous n'avez pas reçu la même dépêche que les autres commandants de corps » ; elle disait : « Tenez-vous prêts demain matin à 4 h. 30 à

faire un mouvement, mais les *tentes restant dressées,* les chevaux sellés » ; ainsi donc le général en chef avait oublié la garde ! ou plutôt, la garde en plus ou en moins, cela n'avait pas pour lui d'importance : c'est qu'il n'a jamais pensé sérieusement à faire ce mouvement qu'il annonçait et pour lequel il se gardait bien de donner un ordre d'exécution ferme.

Du reste, à partir de minuit ce subterfuge — car ce n'était pas autre chose — lui était devenu inutile, et il renonçait à y avoir recours.

A 9 heures du soir, il avait écrit à l'Empereur pour lui annoncer son changement de décision et son nouveau projet d' « aller à l'ennemi qui paraissait se rapprocher ». A 11 heures il a la réponse : « Il faut tout faire pour le passage de la Moselle, et si vous croyez faire un mouvement offensif, lui dit l'Empereur, qu'il ne vous entraîne pas de manière à ne pouvoir opérer votre passage ». C'est cette lettre qu'il veut, car il ne manquera pas plus tard de la montrer et de dire : « J'ai demandé à faire un mouvement offensif le 13, mais l'Empereur ne m'a pas laissé le faire. »

Quelle est sa véritable pensée? Il n'en a pas : il cherche à s'abriter sous le couvert d'un « avis » de l'Empereur ; il préfère à coup sûr ne rien faire et rester immobile sous Metz. Mais si l'Empereur lui demande d'agir, il ne s'y refusera pas parce qu'il pourra dire : « Ce n'est pas moi, c'est l'Empereur qui l'a voulu... Je ne commandais pas réellement : c'était l'Empereur qui commandait. »

On ne peut mieux le comparer qu'à un bouchon ballotté dans une eau agitée, sans aucune direction déterminée, qui va de droite et de gauche, en avant, en

arrière, suivant le mouvement de l'eau ; ainsi il ira sans cesse, sans aucun esprit de suite, au gré d'un avis, d'un conseil, d'une proposition qu'il considérera comme une décharge de sa responsabilité, défaisant ce qu'il aura fait la veille sans se rendre compte où il sera ainsi conduit.

Pendant qu'il parle d'attaquer l'ennemi, il reçoit deux dépêches : l'une du sous-préfet de Commercy, l'autre du capitaine Vosseur, lui demandant toutes deux quelle direction doit être donnée aux troupes du 6ᵉ corps et aux chasseurs d'Afrique qui ont été obligés de rebrousser chemin lorsqu'ils cherchaient à gagner Metz; sur les télégrammes même il écrit : « Tous ces trains doivent être dirigés sur Verdun » ; et il signe : « Maréchal Bazaine. »

Il voudrait donc malgré tout opérer la retraite, mais alors pourquoi toujours garder dans son tiroir « ses instructions » pour la prescrire?

La nuit se passe sans qu'il fasse encore connaître sa décision : le 14, à 6 heures du matin seulement, il adresse directement ses « instructions » aux 2ᵉ, 3ᵉ, 4ᵉ corps et à la garde, et il en envoie une copie non signée au général Jarras, sans commentaires ni avis explicatif.

L'officier qui apporte ce papier est chargé de dire que ce qu'il contient doit être transmis par les soins de l'état-major général au 6ᵉ corps, aux généraux commandant en chef l'artillerie et le génie, aux deux divisions indépendantes de cavalerie et à l'intendant général.

Par ces *instructions*, écrites dans un langage presque incompréhensible, il veut prescrire à toute l'armée —

170,000 hommes, 30,000 chevaux et 8,000 voitures, — dont les campements forment une vaste demi-circonférence, de venir au centre de cette circonférence, s'engouffrer dans une route unique.

Comment le maréchal n'a-t-il pas réfléchi qu'on ne ramasse pas sur un seul point et qu'on n'écoule pas par une seule route 170,000 hommes, 30,000 chevaux et 8,000 voitures sans une longue préparation, sans que l'heure de départ, l'itinéraire et l'ordre d'entrée dans la colonne ne soient donnés avec précision à chaque unité.

Pourquoi n'a-t-il pas fait étudier les itinéraires, et fait mettre au point un mouvement aussi difficile?

Sa vieille habitude de la guerre ne pouvait lui laisser aucun doute sur l'effroyable difficulté qu'il y aurait à maintenir l'ordre, et à empêcher les arrêts dans une telle masse; un simple calcul lui eût démontré que, même n'y aurait-il eu aucune anicroche dans la marche, sa colonne aurait-elle été aussi serrée que possible, son écoulement eût demandé de trente-six à quarante heures, et sa longueur eût été de plus de 100 kilomètres : c'est-à-dire qu'il aurait fallu gagner du terrain sans discontinuer pendant près de deux jours avant que toute l'armée se fût ébranlée, et que la tête de colonne eût été du côté de Reims lorsque la queue n'aurait pas encore quitté Metz.

Qu'on pense ce que produirait une colonne de 170,000 individus, 30,000 chevaux et 8,000 voitures, répartis dans tous les quartiers nord de Paris, Belleville, la Villette, Montmartre et les Batignolles et venant se déverser ensemble au carrefour des boulevards et de la rue Drouot pour s'engager tous dans la rue de Richelieu et venir déboucher place du Théâtre-

Français. Voilà ce qu'ordonnait le maréchal Bazaine : ou bien il n'était pas capable du raisonnement et du calcul qu'eût fait le dernier sergent de son armée, ou bien — ce que nous refusons d'admettre — il voulait tout brouiller : du gâchis sortirait peut-être une solution, et après tout « c'était l'Empereur qui commandait ».

Pourquoi surtout vouloir résoudre ce problème insoluble et inutile qui consistait à faire écouler toute son armée par une seule voie quand il en avait quatre à sa disposition? C'est que l'Empereur lui ayant communiqué des dépêches de l'Impératrice annonçant qu'une armée prussienne menaçait de nous tourner par le nord, il n'avait pas fait vérifier le fait et avait décidé de ne pas se servir des routes du nord, pensant toujours que l'avis de l'Empereur mettrait sa responsabilité à couvert et qu'il lui était inutile de faire plus.

Le général Jarras, quand il lut ces « instructions », en vit les défectuosités ; mais comment les modifier ou les commenter? Il ignorait la pensée de celui qui les avait rédigées, il n'avait aucune connaissance des ordres transmis directement aux quatre corps d'armée campés sur la rive droite de la Moselle : il aurait pu en corrigeant ces « instructions » prescrire des dispositions contraires aux ordres donnés par le maréchal Bazaine à ces quatre corps ; il se contenta de faire scrupuleusement ce qui lui était prescrit : il ne pouvait pas faire autre chose. Se conformant à l'exécution de ce qui le concernait, il envoya des officiers d'état-major jalonner les voies, qui de la rive droite de la Moselle débouchent sur Metz, traversent la ville et conduisent aux ponts ; il sut alors par ces officiers que les corps, avec lesquels le maréchal Bazaine était en correspon-

dance directe, avaient déjà commencé à mettre en mouvement leurs bagages et leurs convois, sans indication d'itinéraires et que toutes les rues, carrefours et places étaient encombrés de voitures enchevêtrées et formant un épouvantable gâchis que la gendarmerie et les officiers d'état-major ne purent débrouiller de toute la journée.

Le maréchal Canrobert est étonné de n'avoir rien reçu durant la nuit, et à 4 heures du matin il attend dans la cour de l'hôtel de l'Europe avec son état-major l'ordre de mouvement pour le faire transmettre aussitôt à ses troupes. A 7 heures seulement on lui remet les « instructions » du général en chef : le 6e corps suivra le 2e sur la route de Metz à Verdun par Moulins, Longeville, Rozerieulle, Gravelotte. A quelle heure devra-t-il se mettre en mouvement? où devra-t-il s'établir le soir? Il l'ignore « le mouvement ne commencera, vraisemblablement que dans la soirée au clair de lune (11 heures du soir environ) : si cela est possible dans l'après-midi. »

Devant des prescriptions aussi vagues, il envoie le commandement Boussenard et le lieutenant de Forsanz aux informations et il demeure avec le général Henry à qui il dicte une lettre pour demander que des dispositions soient prises non seulement pour procurer des vivres à son corps d'armée, mais aussi pour que ces vivres soient amenés à portée des troupes parce qu'il n'a pas de voitures : le 6e corps, qui était privé de toutes ressources et de fonctionnaires de l'intendance, devait être ravitaillé par le convoi du quartier général auquel le maréchal Canrobert ne pouvait donner des ordres puisqu'il dépendait directement du maréchal Bazaine.

Le maréchal Canrobert écrivit ensuite à la maréchale :

« Je t'ai envoyé quelques dépêches, les as-tu reçues?... C'est par Verdun que nous pouvons correspondre seulement... L'armée passe aujourd'hui sur la rive gauche de la Moselle et va se concentrer vers l'Argonne... j'espère que le patriotisme parisien préservera la capitale des troubles... je me porte bien : je travaille beaucoup, j'ai à peine cinquante ans. » Et il termine en parlant de « ses chers enfants ».

Comme lui et l'état-major, son escorte était prête depuis 4 heures; il la fait rentrer; s'il n'y a point de nouveaux avis elle reviendra à 2 heures.

Dans Metz les lieutenants Boussenard et de Forsanz trouvent l'encombrement le plus inextricable : les bagages des corps d'armée, fourgons, fourragères, charrois, tombereaux, hacquets, voitures de toutes les formes, chargées, vides, à moitié pleines, s'enchevêtrent, se heurtent, s'accrochent. Il fait un soleil splendide et aux fenêtres pendent toujours, comme par ironie, les drapeaux qu'on n'a pas encore retirés. Sur la place de la cathédrale, une file double de voitures avance de quelques mètres et puis s'arrête : des grenadiers de la garde autour des convois et des officiers de toutes armes circulent en se faufilant au milieu des charrois. Aux pieds de la statue de Fabert, de chaque côté des trophées, des paysans couchés ou assis sur des malles ou des ballots avec des femmes ou des enfants qui jouent insouciants. Dans la magnifique cathédrale à la voûte si élégante, l'un des types les plus purs de notre art national, l'évêque Dupont des Loges dit la messe : l'Empereur, le prince Impérial,

avec le prince Napoléon et toute la maison militaire sont au premier rang : on remarque aussi un petit homme à longue barbe dans un costume de velours brun avec d'énormes bottes qui lui montent au-dessus du genou et la croix de commandeur au cou ; il s'agite beaucoup : c'est le grand peintre Meissonier venu pour conserver le souvenir de nos victoires... La messe finie, l'évêque s'approche de l'Empereur et l'accompagne lentement jusqu'au porche : le souverain apparaît alors sur la place encombrée, bruyante et ensoleillée : près de lui, le prince Impérial sourit à ce spectacle dont il ne voit que le côté pittoresque, et l'évêque, saluant l'Empereur dont il avait été de tout temps l'adversaire politique, lui dit quelques paroles encourageantes : « Espérons-le, espérons-le », lui répond l'Empereur en lui serrant la main. Et ayant pris congé, l'évêque ne put s'empêcher de s'attendrir devant cette infortune : « Que ce pauvre empereur, dit-il à son grand vicaire, m'inspire de pitié ! Il ne m'a jamais compté parmi ses partisans, mais il me semble que je deviens bonapartiste maintenant en le voyant si malheureux. »

Mgr Dupont des Loges exprimait le sentiment qui prévaudra dans l'avenir : quelles souffrances doivent torturer cet homme qui depuis quatre ans voit venir cette guerre qu'il eût voulu conjurer, et qu'il eût aussi voulu préparer. Maintenant tous rejettent sur lui les responsabilités et rien cependant ne lui fait perdre son impassibilité : pas un mot de rancune, de reproche ou d'amertume, pas le moindre essai de justification et malgré ses souffrances il demeure l'homme courtois qu'il a toujours été.

Le général Boussenard, sous le porche de la cathédrale, au moment où Napoléon III faisait ses adieux à Mgr Dupont des Loges, le vit s'éloigner à pas lents, pesants, la tête basse, le dos voûté ; il longea la cathédrale et tourna du côté du pont, le prince Impérial à sa droite, sautillant, enjoué, et un peu en arrière à sa gauche, le prince Napoléon, sombre, le cou encore plus dans les épaules que d'habitude : des grenadiers en tenue de corvée le croisèrent, indifférents, et sans le saluer; puis, après l'avoir dépassé, deux d'entre eux se retournèrent et blaguèrent : « A-t-il l'air assez raplati. — Ne devrait-il pas f... son camp. » Et ce fut tout.

Une heure après des Cent-Gardes en tricorne et tunique bleu de ciel vinrent se grouper autour d'un landau arrêté au perron de la préfecture; puis un bataillon de grenadiers aux ordres du commandant de Souancé se massa sur la place; bientôt l'Empereur parut sur le perron : le général Reille le soutenait d'un côté, de l'autre le commandant Hepp; il se hissa avec effort sur le marchepied, puis s'assit lentement dans le fond du landau. Après lui, le prince Impérial y sauta lestement et le général Reille y étant monté à son tour se mit sur le devant.

La foule s'était amassée, silencieuse, sans gouailler ni manifester aucunement, attirée par un simple sentiment de curiosité. Dans la grande serre accotée à la préfecture et qui leur servait de salle de travail, les officiers de l'état-mjor général, et les mobiles-secrétaires regardaient, le visage collé aux vitres. Au milieu du silence on entendit ces mots : « On dirait les adieux de Fontainebleau. » Puis : « Mais c'est une fuite. » Un

troisième ajouta : « On dirait l'armée de Darius. » Et un autre officier répondit : « Rien n'y manque ; pas même Darius et de tous nos bagages c'est le plus encombrant. » Il se fit un silence, cette boutade avait choqué : beaucoup de ces officiers n'avaient eu qu'à se louer du souverain malheureux, et pour leur honneur, sauf une ou deux exceptions, ils ne l'avaient point oublié.

Les Cent-Gardes partirent au trot près de la voiture : pas un vivat ne s'éleva et ce silence était pénible, même pour les indifférents, pour ceux qui ne connaissaient point Napoléon III.

Derrière suivait une file de fourgons contenant les bagages de l'Empereur et des officiers de sa suite conduits par des valets à livrée verte et or ; des guides et des grenadiers échelonnés les accompagnaient. La foule, jusqu'alors silencieuse, commença à lancer des lazzis : « Où donc est la voiture des homards frais? » On rit beaucoup, et certains — sans doute nés à Tarascon — ont affirmé, depuis, l'avoir vue avec une inscription en lettres blanches sur le côté indiquant son usage.

Au même moment (une heure et demie) on remettait au maréchal Canrobert l'ordre de se mettre en mouvement : « Le passage de la Moselle est commencé par le 2ᵉ et le 4ᵉ corps lui écrivait le maréchal Bazaine. Dès que les troupes de votre corps d'armée qui sont dans les forts auront été relevées, veuillez donner l'ordre qu'elles viennent prendre position derrière le 2ᵉ corps qui doit s'établir sur la route de Verdun, *si cela lui est possible,* aujourd'hui, sinon en arrière vers Jussy à Rozerieulle, le 6ᵉ corps devant suivre, *demain,* la même route, c'est-à-dire celle de Verdun. »

Qu'on veuille bien lire et relire attentivement cet ordre et l'on se demandera, comme le fit le maréchal Canrobert, ce qu'il veut dire. Après en avoir parlé à son chef d'état-major, tous deux traduisirent ce galimatias ainsi : « Quand la division Lafont de Villiers (celle qui occupe les forts) sera relevée, elle suivra immédiatement le 2e corps. Le surplus du corps d'armée suivra *demain* (15 août) la même route. »

Le maréchal jugeant que ce mouvement doit s'exécuter le plus vite possible, répond au maréchal Bazaine à 2 heures 15 : « Je reçois la dépêche de V. E. qui prescrit les mouvements du 6e corps pour effectuer le passage de la Moselle, à la suite du 2e corps. Je vais me conformer à vos ordres. »

Et en même temps le maréchal envoyait des officiers s'informer de l'heure où la division Lafont de Villiers devrait se mettre en mouvement et quand le 2e corps aurait dégagé la route, puisque l'ordre ne le lui indiquait point.

Le 2e corps contournait la ville par le sud et son défilé pouvait durer jusqu'à 6 heures du soir. En fait, il ne fut terminé qu'aux environs de minuit. Quant à l'heure du changement de la garnison des forts, on ne pouvait pas la fixer. Alors le maréchal, pour ne pas perdre de temps, envoya dire à la division Le Vassor-Sorval de lever son camp, de venir s'établir contre le fort de la Moselle pour pouvoir gagner la grande route. Si la division Lafont de Villiers n'était pas relevée au moment où la route deviendrait libre par suite de l'écoulement du 2e corps, elle passerait à sa place. Le porteur de cet avis était arrivé vers 3 heures et demie au château de Woippy où était l'état-major de la divi-

sion Le Vassor-Sorval. Introduit dans l'immense salle à manger du château il se trouva en présence d'un spectacle que l'un des témoins a décrit ainsi sur son carnet :

« Le colonel Melin (chef d'état-major) dort sur un canapé, le capitaine Niox est étendu dans un fauteuil et lit un journal d'il y a un mois, le commandant Bourgeois fait de même et le capitaine Martner bâille. » Ce dernier court aussitôt à chaque campement donner l'ordre du mouvement et en surveiller l'exécution.

Également vers 3 heures des officiers furent envoyés prévenir les quatre divisions de mettre sans plus attendre leurs bagages en mouvement.

Avant de quitter la préfecture, vers midi, l'Empereur avait télégraphié au maréchal Bazaine pour lui demander où en était la retraite, et le maréchal lui avait répondu à midi et demi que le mouvement était commencé et serait terminé à 6 heures du soir; qu'en ce moment même l'armée passait la Moselle en deux colonnes; l'une, suivant la route de Conflans, et l'autre celle de Mars-la-Tour.

Il pouvait se faire illusion sur le temps que demandait l'écoulement de son armée et croire que six heures y suffiraient, quand c'était six fois plus qu'il fallait. Mais comment disait-il à l'Empereur que l'armée marchait sur deux colonnes, sans lui faire remarquer que ces deux colonnes n'en formaient qu'une de Metz à Gravelotte où elles suivaient toutes deux la même route? Était-ce oubli? Était-ce inconscience? Ou bien voulait-il abuser l'Empereur?

Jusqu'à 4 heures, le maréchal reste à Borny, où il se préoccupe surtout de faire venir le plus vite possible

auprès de lui en qualité d'aide de camp le commandant Léopold Magnan, qu'il a déjà eu au Mexique dans son état-major particulier.

Il est maitenant 4 heures : au collège des jésuites les officiers de l'état-major du 6ᵉ corps sont occupés à régler l'itinéraire des troupes, quand on entend le canon et l'on voit le commandant Boussenard rentrer en courant et parler avec le maréchal Canrobert : il était en ville et s'entretenait avec l'intendant Friant lorsque le commandant de l'Espée est arrivé bride abattue à la salle vitrée de l'état major général prévenir le général Jarras qu'une bataille s'engageait.

Le maréchal Canrobert, suivi de ses officiers, monte sur les toits du collège et voit le feu se développer à l'Est. Il envoie aussitôt l'un de ses officiers d'ordonnance, M. de Reyniès, courir après le maréchal Bazaine et lui demander ses instructions; il fait préparer ses chevaux et prescrit au commandant Roussel de rester au collège pour répondre aux avis qu'on lui enverrait et les lui transmettre; il fait partir le capitaine de Randal et le lieutenant de Forsanz sur le champ de bataille pour y recueillir des renseignements et il monte à cheval avec ses deux aides de camp, l'état-major et douze cavaliers d'escorte pour se diriger au sud de Metz à Montigny où est la division Tixier. Les convois, les embarras de voitures, un détachement du 2ᵉ corps et de la cavalerie qui marchent en sens contraire et obstruent les voies, retardent sa marche, si bien qu'il n'arrive guère qu'à 6 heures du soir à Montigny. Le général Tixier lui fait dire par son officier d'ordonnance le lieutenant Raymond Duval, que le combat est assez loin sur la gauche et qu'il a disposé sa divi-

sion de manière à être prêt à déboucher sur la gauche du champ de bataille si on l'y appelle, ou bien à disputer le passage de la Seille si les Prussiens le tentaient. Le maréchal l'approuve et lui recommande d'envoyer aussi loin que possible des patrouilles d'infanterie puisqu'il n'a pas de cavalerie.

Il y a à Montigny un séminaire qui forme un énorme bâtiment surmonté d'un toit en terrasse sur lequel le maréchal s'installe et d'où il examine l'immense panorama qui s'étend à ses pieds.

A droite, le cours de la Moselle se perd dans les arbres et on distingue au milieu des feuillages les pylônes d'un pont suspendu. Devant s'étend une plaine où sont les troupes de la division Tixier; à gauche on suit le cours de la Seille qui serpente dans des prairies et l'on voit deux ou trois villages sur ses bords : en arrière, vers l'est, se dresse le fort de Queuleu près duquel il y a de l'infanterie et de l'artillerie, — probablement la garde impériale, en réserve et immobile — et encore plus en arrière de la fumée s'élève et on entend la canonnade.

A 8 heures le feu cesse. Le maréchal envoie prévenir le général Tixier qu'il recevra un avis pour commencer son mouvement.

Le maréchal rentre à l'hôtel de l'Europe et successivement ses officiers d'ordonnance reviennent du champ de bataille où aucun d'eux n'a pu rejoindre le maréchal Bazaine. Voici maintenant le général Castagny, la tunique déboutonnée et déchirée; il se dit blessé, jure, sacre, hurle encore plus que d'habitude; son attitude produit une impression pénible. Le général de Clérembaut vient à son tour; il a reçu une balle

dans sa plaque de la Légion d'honneur, ce qui lui a causé une légère contusion et le maréchal l'accueille en riant par ces mots : « Eh bien, ça vous la fera changer de côté » ; il veut dire par là qu'il va être nommé grand-croix. Des arrivants on recueille mille traits vrais ou faux. A 4 heures le 3e corps par son aile droite et le 4e par son aile gauche commençaient à effectuer leur passage de la Moselle. Sur les glacis des remparts, dans la banlieue, et autour des forts, les Messins, par un soleil splendide, avaient profité du dimanche pour aller assister au mouvement des troupes comme ils auraient été à une revue. Partout on ne voyait que des familles en promenade, lorsque la canonnade avait retenti à l'improviste et était tout de suite devenue intense : les bruits de victoire avaient commencé à circuler à la chute du jour. En ce moment même, tandis que les portes du côté du champ de bataille présentaient le lamentable spectacle d'une file ininterrompue de cacolets, de voitures pleines de blessés hurlant, et de malheureux qui se traînaient pour gagner un abri ou obtenir un pansement, dans le centre de la ville les cafés regorgeaient de monde : l'on y parlait haut et l'on s'y exaltait : c'était un succès ; les Prussiens étaient complètement battus. Partout l'on vantait le maréchal Bazaine, il avait été admirable, un éclat d'obus l'avait atteint et lui avait déchiré son épaulette : « Les imbéciles, avait-il dit, ils auraient dû tirer 10 centimètres plus bas. » A un autre moment, étant sur la chaîne des tirailleurs d'un bataillon de chasseurs, il était descendu de cheval, avait demandé un chassepot, avait tiré deux coups et rendant le fusil, avait crié aux tirailleurs : « C'est avec la hausse de 800 mètres qu'il faut tirer. »

Plus tard, voyant le 90e de ligne reculer en désordre, il était allé aux tambours, avait fait battre la charge et s'étant mis en tête du régiment l'avait reconduit au feu.

Malheureusement le général Decaen avait été mortellement blessé, une balle lui avait brisé le genou, il était resté quand même au combat, et quelques minutes après son cheval ayant été tué, il avait été entraîné sous lui, sa blessure avait été agravée par sa chute; il avait fallu le ramener sur un cacolet sans espoir de le sauver. On venait de le conduire à la division rue de la Princerie, où il habitait avant la guerre, où Mme Decaen habite encore.

Pendant que l'on raconte les incidents de la bataille, un officier de l'état-major général apporte au maréchal Canrobert l'ordre de commencer le mouvement de retraite (11 heures du soir), et des officiers partent à chacune des divisions pour les mettre en mouvement. Les divers régiments de la division Lafont de Villiers au fur et à mesure qu'ils avaient été relevés avaient quitté les forts et s'étaient mis en marche vers 11 heures.

Le maréchal avait appris entre temps qu'à la fin de la bataille et dans la soirée la divison Lafont de Villiers avait été relevée, et que chacun de ses détachements s'était efforcé à gagner Longeville en traversant Metz. Aussi quand à 11 heures du soir un officier vint lui transmettre l'ordre de mettre en mouvement ses autres divisions, le maréchal Canrobert fit dire au général Tixier de commencer aussitôt le passage de la Moselle par le pont du chemin de fer pour arriver avant le jour à Longeville, et en même temps aux généraux Le Vassor-Sorval et Bisson de camper près du fort Moselle où ils étaient, et de se mettre en route pour suivre la division

Tixier qui aura laissé le passage libre aux abords de la ville.

Le général Tixier chargea le colonnel Vincendon avec une batterie de former l'arrière-garde, et lui ordonna de ne passer le pont que quand il en aurait reçu avis, puis il envoya son officier d'ordonnance, le lieutenant Raymond Duval, et un officier d'état-major demander si l'on devait abandonner Montigny sans y être relevé : « la division, leur fut-il répondu à l'état-major général, devait effectuer son passage le plus vite possible, et le général Coffinières à qui incombait le soin de prendre les mesures pour relever, sur les points utiles, les troupes qui se retiraient était prévenu de leur retraite. » Toute la division passa donc la Moselle, ne laissant que deux ou trois traînards sur la rive gauche, et à 4 heures du matin elle campait au sud de Longeville au delà de Metz.

L'action de l'après-midi du 14 août qui prit le nom de bataille de Borny eut peu de portée; l'ennemi fut repoussé avec de grandes pertes et le mouvement de retraite de l'armée, quoi qu'on en ait dit, n'en fut pas retardé. Les voies étaient tellement embarrassées que les troupes n'eussent pu s'en servir; et tout ce qui pouvait s'écouler ce jour-là, le 2e corps, les deux divisions de cavalerie et les divisions Lafont de Villiers passèrent sur la rive gauche : le surplus serait resté à piétiner sur place.

Il faut aussi constater que si, aussitôt la canonnade commencée, le maréchal Bazaine accourt au feu, il n'a pas un instant l'idée de répondre à l'offensive de l'ennemi par une offensive à fond; il subit passivement le combat sans donner un ordre et quand le feu

cesse, il dit au général Jarras d'envoyer des officiers prévenir les corps de continuer la retraite commencée sans prendre un instant de repos et sans autre indication.

Toutefois la bataille de Borny, dans la soirée du 14 et le lendemain, fut considérée dans l'armée française comme une victoire. « A la bonne heure nous les avons vus hors des bois et nous savons ce qu'il leur en coûte », disait un des combattants rentrant dans Metz. « L'affaire a été bonne, disait un autre, mais c'est vexant d'avoir été vainqueur et de quitter le champ de bataille comme un voleur. » Le colonel Saint-Cyr Nugues, de l'état-major général, écrivait à une heure du matin avant de se coucher : « Les Prussiens nous ont attaqués; ils ont été repoussés avec de grandes pertes : c'est un véritable et excellent succès : un ravin était entièrement rempli de cadavres allemands. » De tous le plus enthousiaste était le général de Cissey, d'ordinaire si calme et dont la division avait brillamment donné : le lendemain matin il s'exprimait ainsi dans une lettre à sa femme : « Hier 14, nous avons changé la face des affaires et nous avons battu les Prussiens de la bonne façon... Fais dire une messe à Sainte-Anne d'Auray. Je t'embrasse mille fois dans la joie du triomphe de la France. »

A Metz, le général Coffinières fait afficher cette dépêche :

« 8 h. 10, soir.

« Le feu est à peu près fini : les lignes prussiennes avaient trois lieues d'étendue; terrain gagné partout. »

Les cafés et les brasseries du centre de la ville regor-

geaient de consommateurs qui vidaient des chopes pour fêter notre succès.

L'Empereur, arrivé à Longeville vers 2 heures de l'après-midi, y était demeuré dans la maison du colonel Hénocque, et aux premiers coups de canon était monté sur le toit avec le maréchal Le Bœuf, et de là il avait cherché à distinguer ce qui se passait. A 10 h. 10 du soir un officier, envoyé aux nouvelles, lui rapporte le télégramme affiché à l'hôtel du gouvernenr et lui fait croire à la victoire qu'il annonce en ces termes à l'Impératrice par le télégraphe :

« Longeville, 10 h. 10, soir.

« L'armée a commencé à passer sur la rive gauche de la Moselle. Ce matin nos reconnaissances n'avaient signalé la présence d'aucun corps, mais lorsque la moitié de l'armée a eu passé, les Prussiens ont attaqué en grande masse.

« Après une lutte de quatre heures ils ont été repoussés avec de grandes pertes.

« Napoléon. »

Cette dépêche arriva aux Tuileries à 10 heures et demie, et aussitôt traduite, elle fut, de même qu'à Metz, considérée comme la nouvelle d'un succès. Le capitaine de frégate Duperré, présent à son déchiffrement, fut prié par l'Impératrice de la porter sans perdre une minute au ministre de l'Intérieur pour qu'elle fût communiquée dans la nuit aux journaux qui l'annonceraient le lendemain matin. Il courut aussitôt après le ministre qu'il trouva en compagnie de son frère, M. Léon Chevreau, à

la préfecture de police. Du plus loin qu'il le vit, il lui cria tout joyeux en agitant le papier : « Victoire ! victoire ! » Non moins heureux MM. Chevreau retournèrent place Beauvau, où ils arrivèrent au moment où quelques journalistes, venus aux nouvelles, étaient réunis devant la grille. M. Henri Chevreau les appela, leur dicta le télégramme, tandis que M. Léon Chevreau, qui l'avait recopié, l'affichait à un des barreaux de la grille.

Quant au maréchal Bazaine, à en croire un de ceux qui l'accompagnaient, il aurait adressé ce télégramme à la maréchale : « Moi et mes neveux debout, bataille gagnée », et lorsque à une heure du matin, descendu de cheval à Longeville, il entra dans la villa Hénocque où toute la Maison impériale l'attendait, il fut entouré, félicité, choyé : « Maintenant, nous pouvons l'affirmer, nous avons un grand général », dit l'un des présents. Et quand il fut introduit dans la chambre de l'Empereur, celui-ci couché, en se relevant sur son séant, l'accueillit en le félicitant par ces mots : « Enfin, vous avez brisé le charme. »

S'il est une preuve indéniable de la valeur de l'armée du Rhin, c'est cette persuasion d'être victorieuse qu'elle avait, huit jours après les défaites de Forbach et de Frœschviller et son épouvantable retraite par une pluie diluvienne sous Metz.

Lorsqu'une armée a un moral aussi puissant et quand elle croit être victorieuse, elle est bien près de l'être pour de bon ; les batailles ne se gagnent pas à raison des pertes que l'on fait éprouver, ni de la supériorité des armes et du nombre des combattants, elles se gagnent uniquement par des courants moraux, quand l'un des combattants se persuade qu'il est vic-

torieux, convainc son adversaire qu'il est vaincu et le démoralise au point de l'amener à croire que toute prolongation de lutte est inutile : comme chez l'homme, à la guerre, l'illusion est plus efficace que la réalité.

Dans les circonstances présentes, non seulement l'armée française se croyait victorieuse, mais elle attribuait son succès aux mérites de son général en chef auquel elle accordait une confiance entière.

Que ce général ait un moment le feu sacré, qu'il souffle à tous les échelons l'esprit d'initiative, qu'il envoie l'ordre d'offensive coûte que coûte, qu'il dise : « Partout où vous rencontrerez l'ennemi, tombez dessus et frappez, frappez : faites tout au monde pour foncer ensemble sur lui : accourez dès que l'on se bat et engagez-vous à fond : de l'offensive à outrance... » et la bataille est bien près d'être gagnée!

Si le général en chef avait parlé ainsi, toute combinaison savante eût été inutile : nous n'aurions pas perdu la partie.

Comment donc se fait-il que, sans avoir subi de défaites, cette admirable armée du Rhin fut d'abord investie et ensuite obligée de mettre bas les armes?

C'est ce que la suite des événements expliquera.

APPENDICE

ORDRE DE BATAILLE DE L'ARMÉE DU RHIN

Au 12 août 1870.

Revu et corrige par M. A. Martinien, attaché aux archives historiques de la guerre.

Maréchal BAZAINE, *général en chef.*

Aides de camp :

Colonel Napoléon BOYER, chef du cabinet.

Commandant WILLETTE.

Commandant Léopold MAGNAN, — à partir du 14 août : envoyé en mission le 17 août, n'a plus reparu à Metz.

Officiers d'ordonnance :

Capitaine DE MORNAY-SOULT (des guides).

Capitaine GUDIN (des cuirassiers de la garde), à partir du 22 août.

CHARET, lieutenant du train à partir du 21 août.

Lieutenant Albert BAZAINE (chasseurs à pied), 18e bataillon.

Lieutenant Adolphe BAZAINE (artillerie), 4e régiment.

Porte-fanion :

LAPOINTE et DEUS.

Escorte :

5e escadron du 5e hussards, capitaine commandant DES COURTIS : fait prisonnier à Rezonville; remplacé par le capitaine en 2e GUILLOUZIC.

1er escadron du 2e chasseurs, capitaine commandant DETHIER.

MAFFRE, médecin major attaché au maréchal.

MAISON MILITAIRE DE L'EMPEREUR

Aides de camp :

Yvelin de Beville, général de division.

Edgar Ney, prince de la Moskowa, général de division.

Lebrun, général de division — antérieurement au 12 août, premier aide-major général.

Castelnau, général de division.

De Waubert de Genlis, général de brigade.

Comte Reille, général de brigade.

Favé, général de brigade.

Vicomte Pajol, général de brigade.

Officiers d'ordonnance :

Hepp, chef d'escadron d'état-major.

Lesergeant d'Hendecourt, capitaine d'état-major tué à Sedan.

Dreyssé, capitaine du génie.

Petyst de Morcourt, capitaine d'infanterie.

De Trécesson, capitaine d'infanterie.

Guzman, capitaine d'artillerie.

Pierron, capitaine d'infanterie.

Law de Lauriston, capitaine de cavalerie.

Général Courson de la Villeneuve, adjudant général du Palais.

M. Raymond Hulin, secrétaire.

Le lieutenant-colonel Stoffel, ancien officier d'ordonnance à la suite.

Commandant Rouby, *chef du cabinet topographique de Sa Majesté.*

M. Franceschini-Pietri, secrétaire particulier de l'Empereur.

Service télégraphique de l'Empereur.

M. Amiot, chef du service.

Service du grand écuyer.

Comte Davillier-Regnaud de Saint-Jean-d'Angély, *premier écuyer.*

Écuyers :
Marquis DE MASSA.
RAIMBEAUX.
FAVEROT DE KERBRECK, capitaine.

Service médical.

Docteurs CORVISART, CONNEAU et Théophile ANGER.

Cent-gardes.

Colonel VERLY.

Gendarmes d'élite.

Capitaine commandant RÉVIAL.

MAISON DU PRINCE IMPÉRIAL

Aides de camp :
Commandant LAMEY.
Commandant CLARY.
Capitaine de frégate Charles DUPERRÉ commandant le *Taureau* à Cherbourg jusqu'au 7 août : du 7 août au 23 août en mission entre Paris et Metz : à partir du 23 août avec le Prince Impérial.
Écuyers :
Comte D'AURE.
M. BACHON.

ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARMÉE

JARRAS, général de division, *chef d'état-major.*
Aide de camp, capitaine FIX.

1re SECTION. — Service des renseignements.

LEWAL, colonel. — Le colonel Lewal, sans être sous-chef d'état-major, en fit les fonctions.
FAY, lieutenant-colonel
VANSON, chef d'escadron.

Samuel, chef d'escadron.
Mequillet, capitaine.
Jung, capitaine.
Costa de Serda, capitaine.
Gavard, —

2e section. — **Opérations.**

D'Andlau, colonel, *chef.*
Saint-Cyr Nugues, lieutenant-colonel.
Le Pippre, chef d'escadron.
La Veuve, —
Derrécagaix, capitaine.
Campionnet, —
Tamajo, —

3e section. — **Personnel.**

Lamy, colonel, *chef.*
Klein de Kleinenberg, lieutenant-colonel.
Tiersonnier, chef d'escadron.
Fœrster, —
Vosseur, capitaine.
Guioth, —
Lemoyne, —
De la Ferté-Sennectère, capitaine.
[A partir du 14 août le commandant Foerster fut envoyé à l'état-major de la division Bataille (2e du 2e corps)].

4e section. — **Administration et matériel.**

Henry Ducrot, lieutenant-colonel, *chef.*
De l'Espée, chef d'escadron.
De France, capitaine.
Foucher, —
Amphoux, —
De Salles, —

M. Debains, secrétaire d'ambassade. } attachés à l'état-major
M. Belle, lieutenant de mobiles. } général.

Personnel civil.

D'ESTOUVELLES, chef de section. MALHER, commis. DEHAUT, commis principal du bureau de l'infanterie. LOISEAU, commis du bureau de la cavalerie. BEAU, commis du bureau de l'infanterie.	employés au ministère de la guerre.

Mobiles faisant fonction de secrétaires d'état-major :
SAINT-MARC, GIRARDIN, DELAIRE, CLOQUEMAIN, MARGUERIE, HORSIN-DÉON, DUTAILLIS, GROS, HUBERT-CLERGET.

Attachés divers à l'état-major général :
Vétérinaire principal. — GOUX, *chef du service vétérinaire de l'armée.*
Vétérinaire en 2e. — LIAUTARD.
Interprète principal. — MEYER, *interprète du quartier général.*
— auxiliaire. — DE VALCOURT, *interprète.*
Imprimerie. — ARAGON, *prote-chef.*

État-major général de l'artillerie.

SOLEILLE, général de division, *commandant en chef.*
Aides de camp.
SERS, chef d'escadron.
DUBOUAYS DE LA BÉGASSIÈRE, capitaine.
Chef d'état-major :
VASSE-SAINT-OUEN, colonel.
Sous-chef :
DUCOS DE LA HITTE, lieutenant-colonel.
Attachés à l'état-major de l'artillerie :
MAIGNIEN, chef d'escadron.
COUTURIER, —
HURSTEL, —
ABRAHAM, —
PIARRON DE MONDÉSIR, chef d'escadron.
MORLIÈRE, capitaine.
DELOYE, —
ANFRYE, —

État-major général du génie.

Coffinières de Nordeck, général de division, *commanaant en chef*.

Aides de camp :
Guichard, chef de bataillon.
Serval, capitaine.
Chef d'état-major :
Boissonnet, colonel.
Sous-chef d'état-major :
Salanson, lieutenant-colonel.
Attachés à l'état-major du génie :
Lachaud de Lôqueyssie, lieutenant-colonel.
Séguineau de Préval, chef de bataillon.
Chrétien, chef de bataillon
Lallemand, capitaine.
Le Coispelier, —
Wagner, —
Bocharach, —
Mathieu, —
De Rochas d'Aiglun, capitaine.
Mongin, capitaine.

Services de l'intendance.

Wolff, intendant général, *intendant en chef*, remplacé le 13 août par l'intendant Séguineau de Préval jusqu'au 17 août : du 17 août au 30 septembre par le sous-intendant Gaffiot : à partir du 30 septembre par l'intendant Le Brun.
Chef du cabinet :
Segonne, sous-intendant.
A la disposition de l'intendant en chef :
Chapplain, sous-intendant.
Wuillaume, —
Poutingon, adjoint.
Martinie, —
Séguineau de Préval, intendant, *chargé du service des hôpitaux et ambulances*, a fait les fonctions d'intendant en chef du 13 août au 17 août

GAFFIOT, sous-intendant, *chargé du service des transports,* a fait fonctions d'intendant en chef à partir du 17 août jusqu'au 30 septembre.
MONY, sous-intendant, *chargé du service des subsistances.*
RICHARD, sous-intendant, *chargé du service du campement.*
DEMONS, sous-intendant, *chargé du service des fonds.*
SORET DE BOISBRUNET, sous-intendant, *chargé de l'administration.*

Service de santé.

LARREY, médecin inspecteur, *médecin en chef.*
POGGIALE, pharmacien inspecteur, *pharmacien en chef.*

Prévôté.

ARNAUD DE SAINT-SAUVEUR, général de brigade, *grand prévôt de l'armée.*
GARRE, capitaine d'état-major, *aide de camp.*
POTIÉ, colonel de gendarmerie, *vaguemestre général.*

LETELLIER BLANCHARD, général de brigade, *commandant le grand quartier général.*
ARNOUS-RIVIÈRE, capitaine d'état-major, aide de camp.

Postes.

DE CRAUZAT, *directeur du service des postes du quartier impérial.*

Aumônerie.

L'abbé MÉTAIRIE, chapelain de l'Empereur, *aumônier en chef.*

Finances.

Payeur général. — FOURTIER, *payeur général de l'armée, chef du service des postes de l'armée.*
Payeur principal. — DE TARADE, *adjoint au payeur général.*
Payeur adjoint. — DE MAISONNEUVE *(au quartier général).*

GARDE IMPÉRIALE

BOURBAKI, général de division, *commandant en chef.*
Aides de camp :
LEPERCHE, chef d'escadron d'état-major.

De Nègre du Clat, capitaine d'état-major, blessé à Saint-Privat.

Officiers d'ordonnance :

De Parabère de Sancy, capitaine au régiment de lanciers.
Jorna de Lacale, capitaine au régiment d'artillerie monté.
Sédillot, sous-lieutenant de zouaves.
Frémy (des chasseurs à cheval), *porte-fanion.*

État-major :

D'Auvergne, général de brigade, *chef d'état-major général.*

Chennevières, chef d'escadron d'état-major.		attachés à l'état-major.
Pagès, capitaine	d'état-major	
Guillet, —	—	
Perrier, —	—	
Hüe, lieutenant	—	
Laude, —	—	

ARTILLERIE

Pé de Arros, général de brigade, *commandant l'artillerie.*
Saillard, capitaine, *aide de camp.*
Melchior, colonel, *chef d'état-major.*

Mercier, capitaine.	attachés à l'état-major de l'artillerie.
De Geoffre de Chabrignac, capitaine.	

GÉNIE

Durand de Villers, général de brigade, *commandant le génie.*
Pognon, capitaine, *aide de camp.*
Bressonnet, colonel, *chef d'état-major.*

Prévost, chef de bataillon.	attachés à l'état-major du génie.
Demoulin, capitaine.	
Brunau, capitaine.	
Petit (Pierre), *capitaine.*	

INTENDANCE

Lebrun, *intendant militaire.*
Lejeune, sous-intendant.
Jallibert, —

Ramolino, chef d'escadrons de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Maurin, *aumônier principal.*

MARIT, médecin principal de 1re classe.
Escorte : 6e escadron du régiment de dragons, capitaine commandant DE LA BONNINIÈRE DE BEAUMONT.

Division des voltigeurs.

DELIGNY, *général de division.*
HULIN, capitaine, *aide de camp.*
DE COATGOUREDEN, lieutenant au 3e voltigeurs, *officier d'ordonnance.*
FERRET, colonel, *chef d'état-major.*
FABRE, chef d'escadron d'état-major.
MULTZER, capitaine d'état-major.
BLANCHOT, — —
GERBAUT, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
HITSCHLER, chef de bataillon, *commandant le génie.*
CAYOL, sous-intendant militaire.
BOLLOT, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé MOREL, *aumônier.*

1re BRIGADE

BRINCOURT, général de brigade.
TORDEUX, capitaine, *aide de camp.*

Bataillon de chasseurs à pied.

DUFAURE DU BESSOL, commandant, blessé à Rezonville, remplacé par le commandant DE LIGNIVILLE, blessé le 7 octobre.

1er régiment de voltigeurs.

DUMONT, colonel.

2e régiment de voltigeurs.

PEYCHAUD, colonel.

2e BRIGADE

GARNIER, général de brigade, blessé le 7 octobre.
GODARD, capitaine, *aide de camp*, blessé à Rezonville.
FOLLY, officier d'ordonnance, lieutenant du 3e voltigeurs.

3e régiment de voltigeurs.

LIAN, colonel.

4e régiment de voltigeurs.

PONSARD, colonel.

ARTILLERIE

1re, 2e (4) et 5e (à balles) batteries du régiment d'artillerie monté.

VEILLIARD, chef d'escadron.

GÉNIE

8e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

RICHARD, capitaine.

Division des grenadiers.

PICARD, général de division.
SONNOIS, capitaine, *aide de camp.*
GROUSSET (des guides), *officier d'ordonnance.*
BALLAND, colonel, *chef d'état-major.*
MAGUIN, chef d'escadron d'état-major.
CŒURET DE SAINT-GEORGES, capitaine.
DE BRYE, —
DENNECEY DE CEVILLY, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
HENRY, chef de bataillon, *commandant le génie.*
BRASSEL, sous-intendant militaire.
SIMORRE, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé MARCHAL, *aumônier.*

1re BRIGADE

JEANNINGROS, général de brigade.
NOIROT, capitaine, aide de camp.

Régiment de zouaves.

GIRAUD, colonel.

1er régiment de grenadiers.

THÉOLOGUE, colonel.

2e BRIGADE

LEPOITEVIN DE LA CROIX DE VAUBOIS, général de brigade.
DELANNOY, capitaine, aide de camp.

2e régiment de grenadiers.

LECOINTE, colonel (blessé à Rezonville), remplacé par le commandant LUCAS.

3e régiment de grenadiers.

COUSIN, colonel (tué à Rezonville), remplacé le soir de la bataille par le capitaine STEPHANOPOLI.

ARTILLERIE

3e, 4e (4) et 6e (à balles) batteries du régiment d'artillerie monté.

LÉVEILLÉ, chef d'escadron.

GÉNIE

10e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

OLIVIER, capitaine.

Division de cavalerie.

DESVAUX, général de division.
ROBERT, chef d'escadron, *aide de camp.*
GALINIER, colonel, *chef d'état-major.*
HENNEQUIN DE VILLERMONT, chef d'escadron d'état-major.
DELPHIN, capitaine d'état-major.
DUBRETON, — —
LEJEUNE, sous-intendant militaire.
ESWEIN, lieutenant de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé DE KERVÉGUEN, *aumônier.*

1re BRIGADE

HALNA DU FRETAY, général de brigade.
DE BROSSIN DE MÉRÉ, lieutenant aux guides, *officier d'ordonnance.*

Régiment des guides.

DE PERCIN NORTHUMBERLAN, colonel.

Régiment des chasseurs.

DE MONTARBY, colonel.

2e BRIGADE

DEFRANCE, général de brigade.
BABIN DE GRANDMAISON, capitaine, *aide de camp.*

Régiment des lanciers.

De Latheulade, colonel, blessé à Rezonville.

Régiment des dragons.

Sautereau-Dupart, colonel, blessé à Rezonville.

3e BRIGADE

Du Preuil, général de brigade.
Furtz, capitaine, *aide de camp.*
Mathieu de la Redorte,
De Saint-Jammes, lieutenants aux carabiniers, *officiers d'ordonnance* (à partir du 22 août).

Régiment des cuirassiers.

Dupressoir, colonel, blessé à Rezonville.

Régiment des carabiniers.

Petit, colonel.

ARTILLERIE

1re et 2e batteries (4) du régiment d'artillerie à cheval.
Roux de Montlebert, chef d'escadron.

Réserve d'artillerie de la garde.

Clappier, colonel. commandant.
Quatre batteries à cheval de 4.

DEUXIÈME CORPS

Formé à Saint-Avold, avec les troupes du camp de Châlons.

Frossard, général de division, *commandant.*
Aides de camp.
Chanoine, capitaine d'état-major.
Sabouraud, capitaine du génie.
Officiers d'ordonnance :
Rozat de Mandres, capitaine au 4e régiment de chasseurs à cheval.

Lepage, capitaine d'artillerie.
Fririon, lieutenant au 8e régiment de ligne.
Frossard (Henri), lieutenant en second au 3e régiment du génie.
Sarrot, sous-officier au 4e chasseurs, porte-fanion.

État-major :

Saget, général de brigade, *chef d'état-major général.*
Gaillard, lieutenant-colonel d'état-major, *sous-chef :* blessé à Rezonville.

De Crény, chef d'escadron d'état-major.
Kienlin, — —
Destremau, capitaine d'état-major.
Le Mulier, — —
Thomas, — —
Allaire, — —
Parisot, — —
Texier de la Pommeraye, lieutenant d'état-major.
} attachés à l'état-major.

ARTILLERIE

Gagneur, général de brigade, *commandant l'artillerie.*
D'Aumale, capitaine, *aide de camp.*
De Franchessin, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Gravel, capitaine.
Aron, —
} attachés à l'état-major de l'artillerie.

GÉNIE

Dubost, général de brigade, *commandant le génie.*
Correnson, capitaine, *aide de camp.*
Lemasson, colonel, *chef d'état-major.*
Barbary, capitaine.
Poulain, —
Sinn, —
Deredinger, —
} attachés à l'état-major du génie.

INTENDANCE

Bagès, intendant militaire.
De la Granville, sous-intendant.
Bouteiller.
Daussier.
Romanet.
} adjoints.

Janisset, chef d'escadron de gendarmerie, *prévôt du corps d'armée.*
Marmy, médecin principal de 1re classe.
Sonrier, — 2e —
L'abbé Baron, *aumônier.*
Béchu, payeur principal du corps d'armée.
Escorte : 3e escadron du 4e chasseurs à cheval, capitaine commandant de Boysson.

Première division d'infanterie.

Vergé, général de division.
Du Peloux, chef d'escadron, *aide de camp.*
Vergé (Étienne), sous-lieutenant au 2e de ligne, *officier d'ordonnance.*
Andrieu, colonel, *chef d'état-major.*
Deguilly, chef d'escadron d'état-major
Peyronnet, capitaine d'état-major.
Rivet de Chaussepierre, lieutenant d'état-major.
Chavaudret, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
Sainte-Beuve, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Saunier, sous-intendant militaire.
Faure, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Bolard, *aumônier.*

1re BRIGADE

Letellier-Valazé, général de brigade (blessé à Rezonville).
Wytz, capitaine, *aide de camp,* blessé à Rezonville.

3e bataillon de chasseurs à pied.

Petit, commandant, blessé à Saint-Privat.

32e régiment d'infanterie.

Merle, colonel.

55e régiment d'infanterie.

De Waldner-Freundstein, colonel.

2e BRIGADE

Jolivet, général de brigade.
Migneret de Cendrecourt, capitaine, *aide de camp,* tué à Spickeren.

76e régiment d'infanterie.

Brice, colonel.

77e régiment d'infanterie.

Février, colonel, blessé à Saint-Privat.

ARTILLERIE

5e, 6e (4) et 12e (à balles), batteries du 5e régiment d'artillerie monté.

Rey, chef d'escadron.

GÉNIE

9e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

Bonnal, capitaine.

Deuxième division d'infanterie.

Bataille, général de division, blessé à Rezonville.
Imbourg, capitaine, *aide de camp.*
Couturier, lieutenant au 12e bataillon de chasseurs à pied, *officier d'ordonnance.*
Loysel, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Magnan, chef d'escadron d'état-major (jusqu'au 14 août), remplacé par le commandant Fœrster de l'état-major général.
Miot, capitaine d'état-major.
Truchy, —
De Maintenant, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie,* tué à Rezonville.
Lesdos, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Lansaille de Lachèze, sous-intendant militaire.
Potelleret, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Fortier, *aumônier.*

1re BRIGADE

Mangin, général de brigade.
Lachasse, capitaine, *aide de camp.*

12e bataillon de chasseurs à pied.

Jouanne-Beaulieu, commandant.

8e régiment d'infanterie.

Haca, colonel, blessé à Saint-Privat.

23e régiment d'infanterie.

ROLLAND, colonel, blessé à Rezonville.

2e BRIGADE

FAUVART-BASTOUL, général de brigade.
VOYER, lieutenant, *aide de camp.*
LE FLO, lieutenant au 66e régiment d'infanterie, *officier d'ordonnance.*

66e régiment d'infanterie.

AMELLER, colonel, blessé à Rezonville.

67e régiment d'infanterie.

THIBAUDIN, colonel, blessé à Rezonville.

ARTILLERIE

7e, 8e et 9e (à balles) batteries du 5e régiment d'artillerie monté.

COLLANGETTES, chef d'escadron.

GÉNIE

12e compagnie de sapeurs du 5e régiment du génie.

MOUROT, capitaine.

Troisième division d'infanterie.

DE LAVEAUCOUPET, général de division.
Officiers d'ordonnance :
BOISSELIER, lieutenant au 21e régiment d'infanterie.
BENOIST, lieutenant au 7e régiment de dragons.
BILLOT, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
HEILMANN, chef d'escadron d'état-major.
ABRIA, capitaine d'état-major.
DURIEUX, — —
LARROQUE, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
PEAUCELIER, chef de bataillon, *commandant le génie.*
DEMARTIAL, sous-intendant militaire.
WAMLERGUE, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé DE COURVAL, *aumônier.*

1re BRIGADE

DOENS, général de brigade, tué à Forbach, remplacé par le colonel ZENTZ.
ABRIA, lieutenant au 2e régiment d'infanterie, *officier d'ordonnance.*

10e bataillon de chasseurs à pied.

SCHENCK, commandant, blessé à Spickeren, remplacé par le capitaine GRANDMANGE.

2e régiment d'infanterie.

DE SAINT-HILLIER, colonel, tué à Spickeren, remplacé par le chef de bataillon GAYRAUD.

63e régiment d'infanterie.

ZENTZ, colonel (a commandé la brigade à partir du 6 août.)

2e BRIGADE

MICHELER, général de brigade.
RIVIÈRE, capitaine, *aide de camp.*

24e régiment d'infanterie.

D'ARGUESSE, colonel.

40e régiment d'infanterie.

VITTOT, blessé à Forbach, remplacé par le lieutenant-colonel BOURDON DE VATRY.

ARTILLERIE

7e, 8e (4) et 11e (à balles) batteries du 15e régiment d'artillerie monté.

BEDOIN, chef d'escadron.

GÉNIE

13e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

VIEZ, capitaine.

Division de cavalerie.

DE VALABRÈGUE, général de brigade, commandant la division.
ALIZARD, lieutenant au 5e chasseurs à cheval, *officier d'ordonnance,* blessé mortellement à Forbach, remplacé par DE LIAUTAUD-DONINE, lieutenant au même régiment.

De Cools, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
De la Chevardière de la Grandville, chef d'escadron d'état-major.
Le Bègue de Germiny, capitaine d'état-major.
Baudoüin de Saint-Etienne, capitaine d'état-major.
De Grateloup, sous-intendant militaire.
Charme, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Wallersteider, *aumônier.*

1re brigade

Gombaud de Séréville, colonel du 5e chasseurs commandant la brigade.

4e régiment de chasseurs.

Du Ferron, colonel.

5e régiment de chasseurs.

Gombaud de Séréville, colonel.

2e brigade

Bachelier, général de brigade.
De Luppé, capitaine, *aide de camp.*

7e régiment de dragons.

De Gressot, colonel.

12e régiment de dragons.

De Bigault d'Avocourt, colonel.

Réserve d'artilllerie du 2e corps.

Beaudoin, colonel, *commandant.*

10e (12) et 11e (12) batteries du 5e régiment d'artillerie monté.

Rebillot, chef d'escadron.

6e et 10e batteries (4) du 15e régiment d'artillerie monté.

De Germay, chef d'escadron, tué à Rezonville.

7e et 8e batteries (4) du 17e régiment d'artillerie à cheval.

Gougis, chef d'escadron, blessé à Rezonville.

Parc d'artillerie.

Brady, colonel, *directeur.*
Welter, chef d'escadron, *sous-directeur.*

2e compagnie de pontonniers.
Détachement de la 3e compagnie d'ouvriers d'artillerie.

Réserve du génie.

2e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

Bodin, capitaine.

Détachement de sapeurs conducteurs du 1er régiment.

La division de Laveaucoupet forma la garnison de Metz à partir du 14 août, 6 heures du soir.

Mais le 2e corps, en plus de ses deux premières divisions, acquit la brigade mixte Lapasset, qui appartenait au 5e corps (général de Failly), et qui n'avait pas pu rejoindre son corps d'armée.

Elle se composait ainsi :

Lapasset, général de brigade, *commandant.*
Broussier, capitaine d'état-major, *aide de camp.*
Charet, lieutenant du train, officier d'ordonnance jusqu'au 21 août.
De Gibon, capitaine d'état-major, *faisant fonctions de chef d'état-major.*
Boulanger, adjoint de 1re classe, *faisant fonction de sous-intendant.*

INFANTERIE

Une compagnie du *14e bataillon de chasseurs à pied.*

84e régiment d'infanterie.

Benoit, colonel, blessé à Rezonville.

97e régiment dinfanterie.

Copmartin, colonel, blessé à Rezonville.

CAVALERIE

3e régiment de lanciers.

Torel, colonel.

ARTILLERIE

7e batterie du 2e régiment monté.

Dulon, capitaine commandant.

TROISIÈME CORPS

Formé à Metz avec les trois divisions de l'armée de Paris et la division de Metz.

Général Decaen, *commandant,* blessé mortellement le 14 août, remplacé le 15 au matin par le maréchal Le Boeuf.

Aides de camp du maréchal Le Bœuf :

D'Ornant, colonel, blessé le 23 septembre.

Mojon, chef d'escadron.

Aide de camp du général Decaen :

Munier, chef d'escadron, est resté avec le maréchal Le Boeuf, blessé le 1er septembre.

Officiers d'ordonnance :

Petyst de Coupray, lieutenant d'artillerie.

Radiguet, lieutenant au 69e régiment d'infanterie, blessé le 31 août.

De Brem, lieutenant au 10e chasseurs à cheval.

Auvity, lieutenant de dragons, à partir du 22 août.

Granier de Cassagnac, *porte-fanion.*

État-major :

Manèque, général de brigade, *chef d'état-major,* blessé mortellement le 1er septembre.

Grangez du Rouet, lieutenant-colonel, *sous-chef.*

Hubert-Castex, chef d'escadron d'état-major.

Chatillon, — —

Duverney, — —

De Vaudrimey-Davout, capitaine d'état-major, tué le 1er septembre.

Gisbert, — — , tué le 1er septembre.

De Locmaria, — —

Grenier, — —

De Mauduit-Duplessis, blessé à Borny.

Bonneau du Martray, lieutenant d'état-major à partir du 16 août au matin.

D'Aboville, — — à partir du 12 août.

ARTILLERIE

Grimaudet de Rochebouet, général de division, *commandant l'artillerie.*

Berge, chef d'escadron, *aide de camp,* blessé à Saint-Privat.
Saint-Rémy, colonel, *chef d'état-major.*
Dumas Champvallier, chef d'escadron. }
Abrial, — } attachés à l'état-major de l'artillerie.
Jamont, — }
Namur, capitaine. }

GÉNIE

Viala, général de division, *commandant le génie.*
Frogier de Ponlevoy, chef de bataillon, *aide de camp.*
Mondain, colonel, *chef d'état-major.*
Mensier, capitaine. }
Dumontier, — }
Cordat, — } attachés à l'état-major du génie.
Bourgeot, — }
Vollot, — }

INTENDANCE

Friant, intendant militaire.
Rossignol, sous-intendant.
Forget } adjoints.
Chaudruc de Crazanne, }
Gillet, chef d'escadron de gendarmerie, *prévôt du corps d'armée.*
Brauet, *médecin en chef.*
L'abbé Echenoz, *aumônier.*
Bauer } *pasteurs protestants.*
Horning, }

Gisbert, payeur principal.
Escorte : 1er escadron du 10e chasseurs. Galbrunner, capitaine commandant.

Première division d'infanterie.

Montaudon, général de division, blessé le 31 août.
Haillot, capitaine d'état-major, *aide de camp.*
Pinet, lieutenant au 95e, officier d'ordonnance, blessé à Rezonville.
Folloppe, colonel, *chef d'état-major.*
Ferey, chef d'escadron d'état-major.
Mercier, capitaine d'état-major, blessé à Rezonville.
Lahalle, — — , blessé le 1er septembre.

FOURGOUS, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
MARCHAND, chef de bataillon, *commandant le génie.*
PUFFENEY, sous-intendant militaire.
GÉRODIAS, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé GORRIN, *aumônier.*

1re BRIGADE

(Colonel DAUPHIN du 62e, commandant la brigade aux batailles de Rezonville et de Saint-Privat).

18e bataillon de chasseurs à pied.

RIGAULT, commandant, blessé le 31 août, tué le 2 octobre.

51e régiment d'infanterie.

DELEBECQUE, colonel, blessé le 26 août.

62e régiment d'infanterie.

DAUPHIN, colonel, blessé le 31 août.

2e BRIGADE

CLINCHANT, général de brigade.
CREMER, capitaine, *aide de camp.*

81e régiment d'infanterie.

COLAVIER D'ALBICI, colonel.

95e régiment d'infanterie.

DAVOUT D'AUERSTAEDT, colonel.

ARTILLERIE

5e, 6e (4), 8e (à balles) batteries du 4e régiment d'artillerie monté.

LECLERC, chef d'escadron.

GÉNIE

12e compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie.

TARTRAT, capitaine.

Deuxième division d'infanterie.

DE CASTAGNY, général de division (blessé très légèrement le 14, remplacé pendant les batailles par le général NAYRAL).

Becat, capitaine d'état-major, *aide de camp.*
Bonneau du Martray, colonel, *chef d'état-major.*
Ruyneau de Saint-Georges, chef d'escadron d'état-major, blessé à Rezonville.
Contesse, capitaine d'état-major.
Graff, — —
Delange, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
Fulcrand, chef de bataillon, *commandant le génie.*
De Geoffre de Chabrignac, sous-intendant militaire.
Retault, adjoint.
Simon, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Jacques, *aumônier.*

1re BRIGADE

Nayral, général de brigade.
Perigord de Villechénon, capitaine, *aide de camp.*

15e bataillon de chasseurs à pied.

Lafouge, commandant.

19e régiment d'infanterie.

De Launay, colonel, a commandé la brigade à Rezonville et à Saint-Privat.

41e régiment d'infanterie.

Saussier, colonel.

2e BRIGADE

Duplessis, général de brigade (blessé grièvement le 14, et remplacé pendant les batailles par le colonel Roussel de Courcy.
Sénault, capitaine, *aide de camp*, blessé le 14.
Grégoire, lieutenant au 90e de ligne, *officier d'ordonnance.*

69e régiment d'infanterie.

Le Tourneur, colonel.

90e régiment d'infanterie.

Roussel de Courcy, colonel.

ARTILLERIE

9e (à balles), 11e et 12e batteries (4) du 4e régiment.

Teissèdre, chef d'escadron.

GÉNIE

10e compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie.

Marsal, capitaine.

Troisième division d'infanterie.

Metman, général de division.
Reiss, capitaine, *aide de camp.*
D'Orléans, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Dumas, chef d'escadron d'état-major.
Schasseré, capitaine d'état-major.
De Champflour, —
Beillet, blessé à Borny.
Sempé, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
Masselin, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Lahaussois, sous-intendant militaire.
Mazière, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé de Meissas, *aumônier.*

1re BRIGADE

De Potier, général de brigade.
Tardif, capitaine, *aide de camp.*

7e bataillon de chasseurs à pied.

Costes, commandant.

7e régiment d'infanterie.

Cottret, colonel.

29e régiment d'infanterie.

Lalanne, colonel.

2e BRIGADE

Arnaudeau, général de brigade.
De Pellieux, capitaine, *aide de camp.*

59e régiment d'infanterie.

Duez, colonel, blessé à Saint-Privat le 31 août.

71e régiment d'infanterie.

D'Audebard de Ferussac, colonel.

ARTILLERIE

5e (à balles), 6e, 7e batteries (4) du 11e régiment d'artillerie monté.

DUMONT, chef d'escadron.

GÉNIE

11e compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie.

BROUILLARD, capitaine.

Quatrième division d'infanterie.

AYMARD, général de division.
DE MONTFORT, capitaine, *aide de camp*, blessé à Rezonville.
DE LARDEMELLE, lieutenant au 18e bataillon de chasseurs.
DE LA SOUGEOLE, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
VERSIGNY, chef d'escadron d'état-major.
PARISON, capitaine d'état-major.
BERTRAND, —
MAUCOURANT, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
FARGUE, chef de bataillon, *commandant le génie.*
PÉZÉRIL, sous-intendant militaire.
JAUBERT, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé BERNARD, *aumônier.*

1re BRIGADE

DE BRAUER (J.), général de brigade.
LINET, capitaine, *aide de camp.*

11e bataillon de chasseurs à pied.

DE PAILLOT, commandant.

44e régiment d'infanterie.

FOURNIER, colonel, tué à Borny, remplacé par le lieutenant-colonel CHANTECLAIR.

60e régiment d'infanterie.

BOISSIÉ, colonel.

2e BRIGADE

SANGLÉ-FERRIÈRE, général de brigade.

80e régiment d'infanterie.

JANIN, colonel.

85e régiment d'infanterie.

Plauchut, colonel.

ARTILLERIE

8e (à balles), 9e, 10e batteries (4) du 11e régiment d'artillerie monté.

Bocquillon de Frescheville, chef d'escadron.

GÉNIE

6e compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie.

Peltier, capitaine.

Division de cavalerie.

De Clérembault, général de division.
De Lignier, capitaine, *aide de camp.*
De Mun, lieutenant au 3e régiment de chasseurs, *officier d'ordonnance.*
De Jouffroy d'Abbans, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Scellier de Lample, chef d'escadron d'état-major.
Dutheil de la Rochère, capitaine d'état-major.
Vincent, — —
Létang, sous-intendant militaire.
Dupil, capitaine de gendarmerie, *prévôt,*
L'abbé Billay, *aumônier.*

1re BRIGADE

De Bruchard, général de brigade.
Abblart, capitaine, *aide de camp,* tué à Saint-Privat.

3e régiment de chasseurs.

Sanson de Sansal, colonel.

10e régiment de chasseurs.

Nérin, colonel.

} passés au 6e corps à partir des 18 et 19 août.

2e BRIGADE

De Maubranches, général de brigade.
De France, aide de camp.
Debaille, capitaine au 2e chasseurs à cheval, *officier d'ordonnance.*

2e régiment de dragons.

MERCIER DU PATY DE CLAM, colonel.

4e régiment de dragons.

CORNAT, colonel.

3e BRIGADE

BÉGOUGNE DE JUNIAC, général de brigade.
DE MASIN, capitaine, *aide de camp.*

5e régiment de dragons.

EUCHÊNE, colonel.

8e régiment de dragons.

DE BOYER DE FONSCOLOMBE, colonel.

ARTILLERIE

Réserve et parc d'artillerie du 3e corps.

DE BERCKHEIM, général de brigade, *commandant*, blessé à Saint-Privat.
ZURLINDEN, capitaine, *aide de camp.*
LANTY, lieutenant-colonel, *chef d'état-major*
DE LAJAILLE, colonel, *commandant les batteries de la réserve.*

1er et 2e groupes.

GUÉREL, lieutenant-colonel, commandant les premier et deuxième groupes.
D'AUVERGNE, chef d'escadron, commandant le 1er groupe.

7e et 10e batteries (4) du 4e régiment d'artillerie monté.

JACQUOT, chef d'escadron, commandant le 2e groupe.

11e (12) et 12e (12), batteries du 11e régiment d'artillerie monté.

2e groupe.

DELATTE, lieutenant-colonel, commandant les troisième et quatrième groupes.

DE LATOUCHE, chef d'escadron, commandant le 3e groupe.

1re et 2e batteries (4) du 17e régiment d'artillerie à cheval.

Bobet, chef d'escadron, commandant le 4e groupe.

3e et 4e batteries (4) du 17e régiment d'artillerie à cheval.

PARC

De Bar, colonel, *directeur du parc.*
De Tinseau, chef d'escadron, *sous-directeur.*
Joyeux, capitaine adjoint.

Détachement de la 5e compagnie d'ouvriers.

Marion, colonel, *directeur de l'équipage de ponts.*

2e compagnie de pontonniers.

Réserve du génie.

1re compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie (chemins de fer).

Richard, capitaine.

4e compagnie de sapeurs du 1er régiment du génie.

Demongeot, capitaine.

Détachement de sapeurs-conducteurs du 1er régiment.]

QUATRIÈME CORPS

Formé à Thionville avec les troupes des départements du Nord.

De Ladmirault, général de division, commandant.
Aides de camp :
Pesmes, chef d'escadron d'état-major.
De la Tour du Pin Chambly de la Charce, capitaine d'état-major.
Officiers d'ordonnance :
Niel, lieutenant d'état-major.
Harty de Pierrebourg, lieutenant au 5e dragons.
Millet, lieutenant d'infanterie.
Henry, porte-fanion, tué à Rezonville, remplacé par Georges Auger de Moussac.

État-major :

OSMONT, général de brigade, *chef d'état-major général,* blessé à Saint-Privat.
SAGET, lieutenant-colonel, *sous-chef d'état-major.*

DE PLAZANET,	chef d'escadron	d'état-major.	attachés à l'état-major.
DE POLIGNAC,	—	—	
MARIGUES DE CHAMPREPUS,	capitaine	d'état-major.	
JEANJEAN,	—	—	
DOREAU,	—	—	
BOURELLY,	—	—	
BABIN,	—	—	

ARTILLERIE

LAFFAILLE, général de brigade, *commandant l'artillerie*, blessé le 31 août.
HÉRICART DE THURY, capitaine, *aide de camp.*
DEVILLE, lieutenant-colonel, *chef d'état-major,* blessé à Rezonville.

GILLET,	capitaine.	attachés à l'état-major de l'artillerie.
CAZAL,	—	

GÉNIE

PRUDON, général de brigade, *commandant le génie.*
FAUGERON, capitaine, *aide de camp.*
GALLIMARD, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*

HUBERDEAU,	capitaine.	attachés à l'état-major du génie.
BRENIER,	—	
CORBIN,	—	
MAUGON,	—	

INTENDANCE

CAYARD, intendant militaire.
GALLES, sous-intendant.
BARATIER, adjoint.

CHABERT, chef d'escadron de gendarmerie, *prévôt de corps.*

FUZIER, médecin en chef.

L'abbé VIMART, *aumônier principal.*
Escorte : 6e escadron du 7e hussards, capitaine commandant BASSAC.

Première division d'infanterie.

Courtot de Cissey, général de division.
Georgette du Buisson de la Boulaye (C. A. A. G.), capitaine, *aide de camp,* blessé le 31 août.
De Seroux, sous-lieutenant au 2e hussards, officier d'ordonnance.
De Place, colonel, *chef d'état-major,* blessé à Rezonville.
Debize, chef d'escadron d'état-major, blessé à Saint-Privat.
Georgette du Buisson de la Boulaye (C. H. G.), capitaine d'état-major.
Garcin, capitaine, blessé à Saint-Privat.
de Narp, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
Pluvier, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Bouvard, sous-intendant militaire.
Kiéner, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Grosmaire, *aumônier.*
M. Goffard, garde général des forêts, attaché à l'état-major.

1re BRIGADE

Du Brayer (M.-S.-P.-A.-A.), général de brigade (tué à Rezonville.)
Doquin de Saint-Preux, capitaine, *aide de camp* (tué à Rezonville.)

20e bataillon de chasseurs à pied.

De Labarrière, commandant, tué à Borny.

1er régiment d'infanterie.

Fremont, colonel, blessé à Saint-Privat, a commandé la brigade après la mort du général de Brayer.

6e régiment d'infanterie.

Labarthe, colonel.

2e BRIGADE

De Golberg, général de brigade, blessé à Saint-Privat.
Ganot, capitaine, *aide de camp.*

57e régiment d'infanterie.

Giraud, colonel.

73e régiment d'infanterie.

SUPERVIELLE, colonel (tué à Saint-Privat).

5e, 9e (4), 12e (à balles), du 15e régiment d'artillerie monté.

PUTZ, chef d'escadron.

9e compagnie du 2e régiment du génie.

BRETON, capitaine.

Deuxième division d'infanterie.

GRENIER, général de division.
L'Espagnol DE CHANTELOUP, lieutenant, *aide de camp.*
MAZE, lieutenant au 13e d'infanterie, *officier d'ordonnance.*
DE RAMBAUD, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
GOUMENAULT DES PLANTES, chef d'escadron.
GUÉRIN-PRÉCOURT, capitaine d'état-major, blessé à Saint-Privat.
BASSOT, capitaine.
LARMINAT, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
LHOTTE, chef de bataillon, *commandant le génie.*
BAUDUIN, sous-intendant militaire.
SAUX, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé DUMOLARD, *aumônier.*

1re BRIGADE

VÉRON dit BELLECOURT, général de brigade, blessé à Saint-Privat.
WARTELLE, capitaine, *aide de camp,* blessé à Borny.

5e bataillon de chasseurs à pied.

CARRÉ, commandant.

13e régiment d'infanterie.

LION, colonel, blessé à Saint-Privat.

43e régiment d'infanterie.

DE VIVILLE, colonel, blessé à Rezonville.

2e BRIGADE

Pradier, général de brigade, blessé à Saint-Privat.
Rubino de Barazia, capitaine, *aide de camp.*

64e régiment d'infanterie.

Léger, colonel.

98e régiment d'infanterie.

Lechesne, colonel, blessé à Saint-Privat.

5e (à balles), 6e, 7e (4) batteries du 1er régiment d'artillerie monté.

Vigier, chef d'escadron.

10e compagnie de sapeurs du 2e régiment du génie.

Garnier, capitaine.

Troisième division d'infanterie.

Latrille de Lorencez, général de division.
Masson, capitaine, *aide de camp.*
Lécuyer, sous-lieutenant au 7e hussards, *officier d'ordonnance,* blessé à Saint-Privat.
Villette, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Duquesnay, capitaine d'état-major, blessé à Saint-Privat.
Acariès, — —
Gossart, — —
Beillet, — — , blessé à Borny.
De Laborie de la Batut, lieutenant.
Legardeur, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie.*
Hinstin, chef de bataillon, *commandant le génie,* blessé le 21 septembre.
Taisson, sous-intendant militaire.
Combette, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Sobaux, *aumônier.*

1re BRIGADE

Pajol (C.-P.-V.), général de brigade.
Emmanuel Bocher, capitaine, *aide de camp.*

2e bataillon de chasseurs à pied.

Le Tanneur, commandant, blessé à Saint-Privat.

15e régiment d'infanterie.

Fraboulet de Kerleadec, colonel, mortellement blessé à Saint-Privat.

33e régiment d'infanterie.

Bounetou, colonel.

2e brigade

Berger, général de brigade.
Emery, capitaine, *aide de camp.*
Duphy, lieutenant au 65e de ligne, *officier d'ordonnance.*

54e régiment d'infanterie.

Caillot, colonel.

65e régiment d'infanterie.

Sée, colonel.

8e (à balles), 9e, 10e batteries (4) du 1er régiment d'artillerie monté.

Legrand, chef d'escadron.

13e compagnie de sapeurs du 2e régiment du génie.

Gautier, capitaine.

Division de cavalerie.

Legrand, général de division, tué à Rezonville.
Longuet, capitaine, *aide de camp*, blessé à Rezonville.
De Maistre, sous-lieutenant au 7e hussards, officier d'ordonnance, blessé à Rezonville.
Campenon, colonel, chef d'état-major, blessé à Rezonville.
Rispaud, capitaine d'état-major, blessé à Rezonville.
Crétin, — —
Bach — — , blessé à Rezonville.
Hitscher, sous-intendant militaire.
Vaugelet, capitaine de gendarmerie.
L'abbé Lamarche, *aumônier.*

1re brigade

De Montaigu, général de brigade, blessé et prisonnier à Rezonville.
Meynier, capitaine. *aide de camp,* blessé à Rezonville.

De Vassinhac d'Imécourt, sous-lieutenant au 7e hussards, officier d'ordonnance.

2e régiment de hussards.

Carrelet, colonel.

7e régiment de hussards.

Chaussée, colonel.

2e BRIGADE

De Gondrecourt, général de brigade, a commandé la division à partir du 16 août.
De Malherbe, capitaine, *aide de camp.*

3e régiment de dragons.

Bilhau, colonel, blessé à Rezonville.

11e régiment de dragons.

Huyn de Verneville, colonel.

RÉSERVE D'ARTILLERIE

Soleille, colonel, commandant.
1er groupe (de deux batteries) :
Ladrange, chef d'escadron.

11e et 12e batteries de 12 du 1er régiment d'artillerie monté.

2e groupe :
Heurtevent-Premer, chef d'escadron.

6e et 9e batteries du 8e régiment d'artillerie monté.

3e groupe :
Poilleux, chef d'escadron.

5e et 6e batteries du 7e régiment d'artillerie à cheval.

PARC

Luxer, colonel, *directeur.*
Voisin, chef d'escadron, *sous-directeur.*
Lestaudin, capitaine, adjoint.

8e compagnie de pontonniers. — Détachement de la 5e compagnie d'ouvriers.

RÉSERVE DU GÉNIE

2e compagnie de mineurs du 2e régiment du génie.

LAMBERT, capitaine.

Détachement de sapeurs-conducteurs du 2e régiment.

SIXIÈME CORPS

Formé au camp de Châlons avec des troupes de l'Ouest et du Centre.

Maréchal CANROBERT, commandant.

Aides de camp :

LONCLAS, chef d'escadron d'état-major.

BOUSSENARD, chef d'escadron d'état-major, amputé d'un bras à Rezonville.

CAMPIONNET, capitaine d'état-major, venu de l'état-major général le 22 août.

Officiers d'ordonnance :

MARTIN DE RANDAL, capitaine d'artillerie.

DE REYNIÈS, capitaine au 93e d'infanterie.

DE FORZANS, lieutenant au 1er régiment de lanciers.

DU COUEDIC, sous-lieutenant au 93e régiment d'infanterie, remplaçant le capitaine de Reyniès le 28 août.

État-major :

HENRY, général de brigade, *chef d'état-major général,* blessé à Saint-Privat.

BORSON, colonel, *sous-chef d'état-major.*

ROUSSEL, chef d'escadron d'état-major.
CAFFAREL, — —
AUBRY, capitaine d'état-major.
GROSJEAN, —
DE VALLIN, —
LEPS —
CHAMOIN, lieutenant.
} attachés à l'état-major.

BROUCHET, sous-officier au 6e chasseurs, porte-fanion.

Escorte : 6e escadron du 6e chasseurs, capitaine commandant ETIENNE.

(Les états-majors de l'artillerie et du génie, ni l'intendance, ni les services sanitaires n'ont pu rejoindre.)

BOUTARD, chef d'escadron de gendarmerie, *prévôt du corps*.
QUESNOY, *médecin en chef*.

Première division d'infanterie.

TIXIER, général de division.
REVERARD, lieutenant d'état-major, *aide de camp* à partir du 24 août.
Raymond DUVAL, lieutenant au 4e régiment d'infanterie, *officier d'ordonnance*.
FOURCHAULT, lieutenant-colonel, *chef d'état-major*.
GRUIZARD, chef d'escadron d'état-major.
D'AMBOIX DE LARBONT, capitaine d'état-major, blessé le 1er septembre.
PLAZANET, lieutenant d'état-major.
DE MONTLUISANT, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie*.
FERAUD, chef de bataillon, *commandant le génie*, blessé à Saint-Privat.
GATUMEAU, sous-intendant militaire
CLEMENCET, capitaine de gendarmerie, *prévôt*.
L'abbé PROVOST, *aumônier*.

1re BRIGADE

PÉCHOT, général de brigade.
NOGARET DE CALVIÈRE, capitaine, *aide de camp*.
LECLERC, lieutenant au 10e de ligne, officier d'ordonnance, tué à Saint-Privat, remplacé par le lieutenant MONY.

9e bataillon de chasseurs à pied.

MATHELIN, commandant, blessé à Saint-Privat.

4e régiment d'infanterie.

VINCENDON, colonel, blessé à Rezonville.

10e régiment d'infanterie.

ARDENT DU PIC, colonel tué le 15 août remplacé par le lieutenant-colonel DOLÉAC, blessé à Saint-Privat.

2e BRIGADE

LEROY DE DAYS, général de brigade, blessé à Rezonville.
DE TAFFART DE SAINT-GERMAIN, capitaine, *aide de camp*, blessé à Rezonville.

De Bizemont, officier d'ordonnance, blessé à Rezonville.
Lieutenant Vialla du 100e, *officier d'ordonnance,* à partir du 17 août.

12e régiment d'infanterie.

Lebrun, colonel.

100e régiment d'infanterie.

Gremion, colonel.

5e, 7e (4), 8e (à balles) batteries du 8e régiment d'artillerie monté.

Vignotti, chef d'escadron.

3e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

Audier, capitaine, tué à Saint-Privat.

Deuxième division d'infanterie.

Bisson, général de division.
Litschfousse, capitaine, *aide de camp,* blessé à Rezonville.
Lafeuillade, lieutenant au 82e régiment d'infanterie, *officier d'ordonnance*, tué à Rezonville, remplacé le 17 par le lieutenant Gantois.
Dollin du Fresnel, colonel, *chef d'état-major,* blessé à Rezonville.
Régnier, chef d'escadron d'état-major, blessé à Rezonville.
Humbel, capitaine d'état-major.
Avon, — — blessé à Rezonville.
De Foucauld, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Moyse, sous-intendant militaire.
Joly, capitaine de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Garnier, *aumônier.*

1re BRIGADE

Archinard, général de brigade.
Abria, capitaine, *aide de camp.*
De Lignières, *officier d'ordonnance,* tué à Rezonville.

9e régiment d'infanterie.

Roux, colonel, entré à l'hôpital atteint de folie le 12 août, remplacé par le lieutenant-colonel Pavet de Courteille,

tué le 16 août, remplacé par le capitaine Plumejaud, tous les officiers supérieurs étant tués.

Le 15 août la division reçoit deux batteries montées de 12 du 13ᵉ régiment, commandant Brunel.

Plombin, général de brigade, à la suite, blessé à Saint-Privat.

Troisième division d'infanterie.

La Font de Villiers, général de division.
Clément, capitaine, *aide de camp.*
Piquemal, lieutenant-colonel, *chef d'état-major.*
Hiver, capitaine d'état-major.
Henneton, —
Tisseyre, —
Jamet, lieutenant-colonel, *commandant l'artillerie,* blessé à Saint-Privat.
Latour, chef de bataillon, *commandant le génie.*
Bonfillion, sous-intendant militaire.
Poncelet, lieutenant de gendarmerie, *prévôt.*
L'abbé Regnard d'Aron, *aumônier.*

1ʳᵉ BRIGADE

Becquet de Sonnay, général de brigade, blessé à Rezonville.
Libersart, lieutenant, *aide de camp.*

75ᵉ régiment d'infanterie.

Amadieu, colonel, tué à Rezonville.

91ᵉ régiment d'infanterie.

Daguerre, colonel, blessé à Rezonville.

2ᵉ BRIGADE

Colin, général de brigade blessé à Saint-Privat.
Goedorp, capitaine, *aide de camp.*

93ᵉ régiment d'infanterie.

Ganzin, colonel.

94ᵉ régiment d'infanterie.

De Geslin, colonel.

5e, 6e, 7e batteries du 14e régiment d'artillerie monté.

BERNARDET, chef d'escadron.

7e compagnie de sapeurs du 3e régiment du génie.

BELFORT, capitaine.

Quatrième division d'infanterie.

LE VASSOR-SORVAL, général de division.
CAILLÔ, capitaine, *aide de camp.*
PICHEU, lieutenant au 26e régiment d'infanterie, *officier d'ordonnance.*
MELIN, colonel, *chef d'état-major.*
BOURGEOIS, chef d'escadron d'état-major.
MARTNER, capitaine d'état-major.
NIOX, — —

1re BRIGADE

DE MARGUENAT, général de brigade, tué à Rezonville.
RONDOT, capitaine, *aide de camp.*

25e régiment d'infanterie.

GIBON, colonel, tué le 2 octobre à Sainte-Anne.

26e régiment d'infanterie.

HANRION, colonel, blessé à Saint-Privat.

2e BRIGADE

DE CHANALEILLES, général de brigade, blessé le 7 octobre.
AUDREN DE KERDREL, capitaine, *aide de camp.*

28e régiment d'infanterie.

LAMOTHE, colonel.

70e régiment d'infanterie.

HENRION-BERTIER, colonel, blessé à Rezonville.

Cette division a reçu le 15 août deux batteries de 4 à cheval du 18e d'artillerie : commandant KESNER.

CAVALERIE

Le 16 août, vers 8 heures, le maréchal Canrobert reçut le 2e régiment de chasseurs à cheval.

Lieutenant-colonel de Mauret, le colonel Pelletier ayant été blessé le 14 août.

Le 17 août, le général du Barail est nommé commandant de la cavalerie du 6e corps qui, le 17, se compose ainsi :

Général du Barail.

Aide de camp, capitaine Darras.

Officier d'ordonnance, Brossier de Buros, du 3e chasseurs d'Afrique.

Chef d'état-major, colonel Ferri-Pisani-Jourdan de Sainte-Anasthase, n'a pas rejoint son poste, étant resté auprès du prince Napoléon.

Commandant de Lantivy de Tredion, a fait fonction de chef d'état-major pendant la campagne.

Délattre, capitaine.
Chalanqui, —
Paul de Saint-Sauveur, capitaine au 2e chasseurs d'Afrique.
Tronchet, lieutenant.
Lelasseux, —
Lorain, —
} attachés à l'état-major.

Sous-intendant, Schmitz.

Prévôt, lieutenant Samalens.

1re BRIGADE

De Lajaille, général de brigade.

Aide de camp, lieutenant Roget.

Officier d'ordonnance, de Chabot.

2e chasseurs d'Afrique.

Colonel de la Martinière.

2e chasseurs à cheval.

Lieutenant-colonel de Mauret.

Le 18 août, le général de Bruchard amena vers 10 heures du matin le 3e chasseurs, colonel Sanson de Sansal. Le 19 le 10e chasseurs, colonel Nérin, vint compléter cette brigade.

En plus du 2e chasseurs d'Afrique, la 1re brigade comptait un détachement de 3 pelotons du 1er chasseurs d'Afrique, commandé par le sous-lieutenant Servat de Laisle, porte-étendard.

La division avait son artillerie : 2 batteries à cheval du 20e, chef d'escadron, Loyer.

Les parcs d'artillerie et du génie, ni la réserve d'artillerie du corps d'armée n'ont pas rejoint.

Troisième division de cavalerie de réserve.

Général de division, de Forton.
Lafouge, capitaine, aide de camp.
Durand de Villers, colonel, chef d'état-major.
Martin, capitaine.
Saint-Arroman, capitaine.
La Brousse de Veyrazet, capitaine.
Lieutenant Boussignac.

1re BRIGADE

Prince Murat, général de brigade.
Le Plus, capitaine, aide de camp.
Vacquier, sous-lieutenant au 9e dragons, officier d'ordonnance.

1er dragons.

Colonel de Forceville.

9e dragons.

Colonel Reboul.

2e BRIGADE

De Gramont, duc de Lesparre, général de brigade, blessé à Rezonville.
Wollf, aide de camp, capitaine.
Officier d'ordonnance, Aubaret, capitaine en 2e au 7e cuirassiers.

7e cuirassiers.

Colonel Nitot.

10e cuirassiers.

Colonel Juncker, blessé le 15 août, remplacé par le lieutenant-colonel Pobéquin.

ARTILLERIE

7e et 8e batteries du 20 (à cheval).

Commandant Clerc.

Troupes du grand parc du génie.

2e compagnie de sapeurs du 1er régiment : capitaine Philippe (télégraphistes).

Détachement de sapeurs-conducteurs du 1er régiment : capitaine Bourraz.

1re compagnie de sapeurs du 3e régiment : capitaine Duboys, chemin de fer.

1re compagnie de mineurs du 3e régiment : capitaine Fontaine.

Réserve générale d'artillerie.

Général de division Canu, commandant.

Perreau, capitaine, aide de camp.

Laffon de Ladébat, lieutenant-colonel, chef d'état-major.

Deux capitaines en 2e, attachés à l'état-major.

13e d'artillerie, 8 batteries de 12, colonel Salvador.

18e d'artillerie, 8 batteries à cheval de 4, colonel Toussaint.

Le peintre Beaucé était à l'état-major du maréchal Bazaine, et le peintre Protais à l'état-major de Ladmirault.

Il y avait aussi un détachement d'ouvriers du chemin de fer sous les ordres de l'ingénieur Daigremont.

Enfin, une compagnie de francs-tireurs éclaireurs du grand quartier général créée le 15 août sous les ordres de M. Arnous-Rivière.

FIN

OPÉRATIONS DE L'ARMÉE ALLEMANDE INVESTISSEMENT DE METZ

Carte I

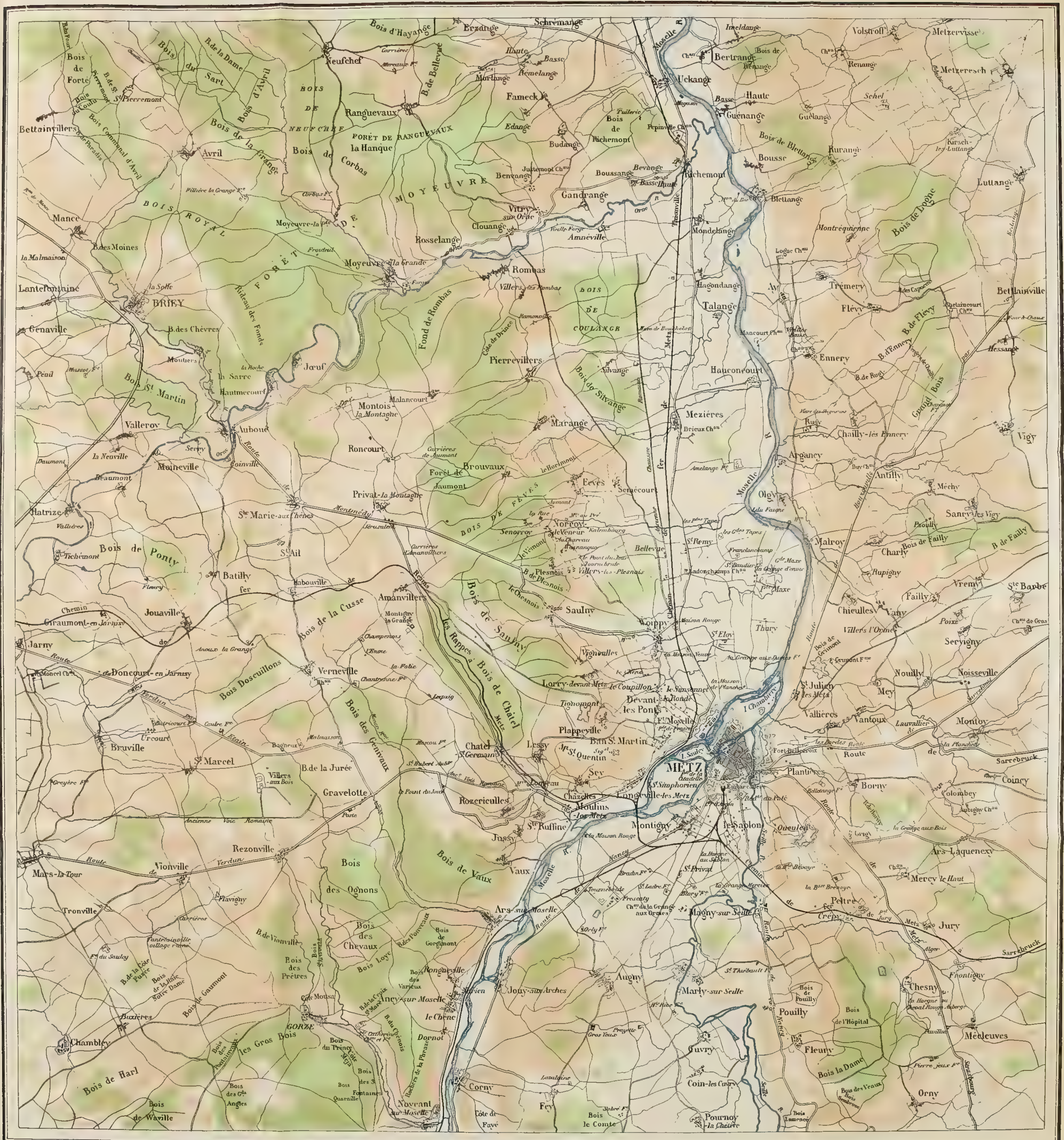
Gravé chez Erhard, 12 rue Duguay-Trouin.

Imp. Monrocq 3, rue Suger

Echelle de $\frac{1}{1.200.000}$



CARTE D'ENSEMBLE DES ENVIRONS DE METZ,



Echelle de $\frac{1}{80.000}$

0 1000 2000 3000 4000 5000 6000 7000 8000 9000 10000 Mètres

Imp. Monrocq, 3 R Suger



TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA MORT DU CÉSAREWITCH

CHAPITRE II

LE COUP DE TONNERRE DE SADOWA

CHAPITRE III

LE LENDEMAIN DE SADOWA

CHAPITRE IV

L'EXPOSITION, LES SOUVERAINS A PARIS, L'ATTENTAT BÉRÉZOWSKI

CHAPITRE V

LA VEILLE DE LA GUERRE

CHAPITRE VI

LE CAMP DE CHALONS

CHAPITRE VII

L'EMPEREUR ET L'IMPÉRATRICE OU METZ ET PARIS

CHAPITRE VIII

LE MARÉCHAL BAZAINE

CHAPITRE IX

LA BATAILLE DE BORNY

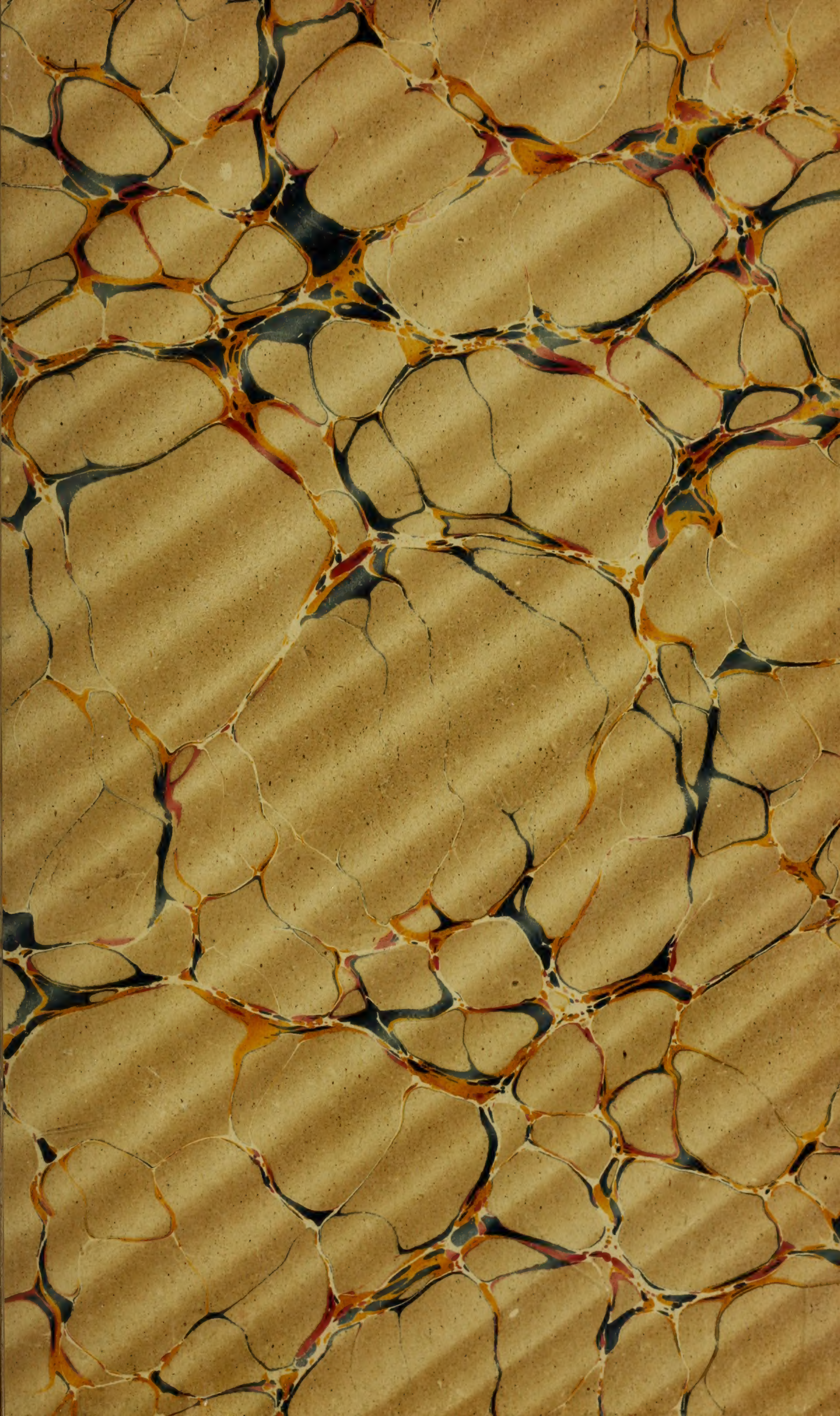
nommé général en chef rentre à son quartier de Borny sans donner d'ordres. — Il compte couvrir sa responsabilité par celle de l'Empereur. — Il aurait voulu avoir le général de Cissey comme chef d'état-major. — Il le fait appeler et lui propose ce poste. — Le général de Cissey consulte le capitaine Garcin de son état-major. — Celui-ci le dissuade et le général de Cissey refuse. — Le maréchal Bazaine se retourne vers le général Manèque, mais n'ose pas le demander. — Le général Letellier-Valazé lui exprime le désir d'être son chef d'état-major. — Il se résigne à accepter le général Jarras avec l'arrière-pensée de le dégoûter et de provoquer sa démission. — Il ne fait pas d'ordre du jour. — Il adresse une circulaire aux seules troupes antérieurement sous ses ordres. — Il fait même croire à son état-major et à toute l'armée que c'est toujours l'Empereur qui commande. — L'Empereur appelle le général Coffinières de Nordecke à la préfecture et l'invite à dîner. — Les Horaces et les Curiaces. — Pessimisme du général Coffinières. — L'Empereur maintient fermement le projet de retraite sur Verdun. — Le maréchal Le Bœuf désire être le gouverneur de Metz. — L'Empereur le 12 août à 10 heures du soir écrit au maréchal Bazaine de prendre une résolution. — Le 13 au matin le général Bisson vient chez le maréchal Canrobert. — Pas de fusils, mais des seringues. — Le capitaine de France. — La chute d'eau de Marbache. — L'état-major du 6ᵉ corps arrive. — Les trains sont maintenant coupés. — Le général Le Vassor-Sorval. — Le général Margueritte « saigne les Prussiens comme des poulets ». — Le maréchal Canrobert et les officiers prussiens prisonniers. — Arrestation de l'espion Schulz. — Entretien du maréchal Canrobert et du général Jarras. — Le colonel Roux est atteint d'aliénation mentale. — Il est remplacé par le lieutenant-colonel Pavet de Courteille. — Examen de la situation du corps d'armée. — Le général Tixier. — Le général Péchot. — Le général Le Roy de Dais. — Le colonel Vincendon. — Le colonel Ardent du Pic. — Le colonel Gremion. — Le colonel Fourchaud. — Le colonel de Montluisant. Le général Bisson. — Le colonel Dolin du Fresnel. — Général Lafont de Villiers. — Son lionceau et le lieutenant Schmidt. — Colonel Piquemal. — Général Becquet de Sonnay. — Général Colin. — Lieutenant-colonel Jamet. — Le capitaine de Chalus. M. Daniel Wilson et deux *grecs*. — Colonel de Geslin. — Général Le Vassor Sorval. — Colonel Mélin. — Général Marguenat. — Général de Chanaleilles. — État de fatigue des généraux et des cadres qui sont usés. — Dévouement et honorabilité des officiers de troupe. — Le maréchal Canrobert, le 13 août, donne à dîner au général Castelnau qui récite les départements en vers. — Le gâchis à la poste. — « On va partir », dit le général Pajol. — Nos communications par la grande ligne sont coupées. — Tout est disloqué. — Le général en chef se cache et ne donne pas d'ordres : l'état-major reste inactif ne sachant que faire. — Le maréchal Bazaine ne veut pas communiquer

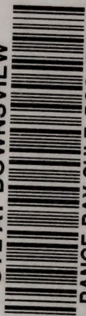
PARIS

TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie

Rue Garancière, 8






UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 13 21 08 12 009 4